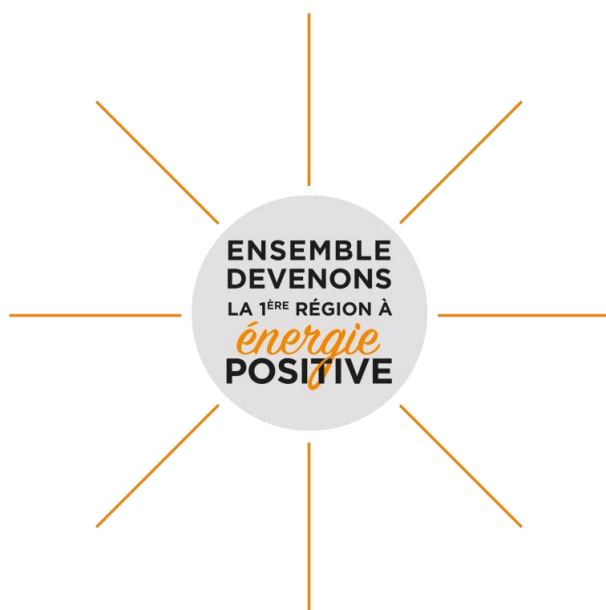


# Évaluation de la dynamique des projets d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens en Occitanie dans un contexte national et européen en mutation

---

Bilan de la phase d'investigation



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

## Remerciements

*Nous remercions l'ensemble des structures et porteurs de projets ayant été sollicités pour la mise œuvre des différents outils de collecte d'informations (questionnaire, zooms, ateliers).*

*Il s'agit notamment :*

- *les porteurs de projets ayant été sollicité dans le cadre du questionnaire d'enquête*

Grand Montauban Communauté d'Agglomération	CdC de la Montagne Noire
Pays Comminges Pyrénées	Citoy'enR
Sections de Commune de La Garde Guérin	SAS123Soleil
SCIC Midi Quercy Energies Citoyennes	Mairie d'Ornaisons
Thau Energies Citoyennes	Parc naturel régional des Grands Causses
Citoy'enR	Éolien Citoyen en Cabardès
Cevennes durables sas	Association Rd'Évolution
CA du Grand Cahors	Rayons vert
SAS METHALARZAC ENERGIES	Le Watt Citoyen
Energie Collective Local Aveyronnaise	Communauté de communes Grand Sud Tarn et garonne
SCIC SAS Conflent Energie	Communauté de Communes Astarac Arros en Gascogne
Mairie de verrieres	EDPr
PNR des Pyrénées Ariégeoises	Département des hautes-Pyrénées
ICEA	CatEnR
CC Grand Sud Tarn et Garonne	Cowatteco
CéléWatt	Fil d'Ohm
OC'CITEN	Water Horizon
Communauté de communes Couserans pyrénées	Ville de Castelnaudary
SCIC Energies Citoyennes du Carmausin Ségala	ENERCIT SCIC Sas
Montpellier Méditerranée Métropole	Energies Citoyennes Ouest Tarn (ecot81)
Ouest aveyron communauté	Engie Green
Soleil du midi	SAS Energie citoyenne Pays Porte de Gascogne
Association WATT-PIC	Sas parc des Ailles
Courry energie positive	Sas lum del larzac
Aganagues	
Grand Montauban Communauté d'Agglomération	

- *Les porteurs de projets ayant été sollicité dans le cadre des ateliers*



Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

- Febvre Corentin, CC Astarac Arros en Gasgogne
  - Bedes Christelle, ADEME
  - David Emmanuel, ADEME
  - Delpech Michel, ENERCOA
  - Etevenon François, Energie citoyenne du Carmausin Ségala
  - Gardette Jean-Paul, ICEA
  - Honnons Elisabeth, SCIC Midi Quercy Energies Citoyennes
  - Jean Elise, Enercoa
  - Pince Christian, Ecot81
  - Pradiere Benoit, 123 Soleil
  - Requillaert Vincent, Rayons vert
  - Riey Bénédicte, Région
  - Rosso Josiane, ENERCIT
  - Vacandare Johann, ECLR
  - Vienne Paul, Syndicat départemental d'énergie du Tarn
  - Delbello Manon, AREC
  - LLorca Sandrine, AREC
  - Rundinger Andreas, IDDR
  - Rodriguez Bertrand, CATENR
  - Forster Jean-Pierre, OC'CITEN
  - Mercier Mmarie-Pierre, OC'CITEN
  - Cossus Marie-Pierre, EMC2/Energie en toit
  - Nelson Murray, Energies Citoyennes
  - Michaut Stéphane, Eoliennes de la Vialette
  - Chassé Jean Noël, Réagir 34650
  - Mouries Jerome, Maire de Verrieres
  - De Smet Sylvain, Thau Energie Citoyennes
  - Vidal Jean Louis, SAS Escandorgues Energie eolienne
  - Pereira Frederic, Heliotop
  - Besnard Simon, Engie green
  - Dulac Clarisse, Enercoop LR
  - Huet Mickaël, Ppays Haut Languedoc et Vignobles
  - Balmer Louise, ECLR
- 
- Les porteurs de projets ayant été sollicité dans le cadre des zooms
    - Gardette Jean-Paul, ICEA
    - Rodriguez Bertrand, CATENR
    - Antoine Rousseau, Watt Citoyen



Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

### **Rédaction :**

Benoît SIMON – Planète Publique  
Médhi BEAUGENDRE – Planète Publique  
Adrien DOMBIS – Transitions  
Apolline FAURE – Transitions

### **Validation :**

Solen LE ROUX - Région Occitanie  
Christelle BEDES – DR ADEME Occitanie  
Emmanuelle VALY-AREC

### **Comité de pilotage :**

Solen LE ROUX - Région Occitanie  
Christelle BEDES – DR ADEME Occitanie  
Lilian CARPENNE – ADEME National  
Emmanuelle VALY-AREC  
Alenka Doulain- EC'LR  
Adrienne PERNOT-DUBREUIL – Energie Partagée



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>ENQUÊTE AUPRÈS DES PORTEURS DE PROJETS EN OCCITANIE.....</b>	<b>10</b>
1.1	LISTE DES FIGURES.....	10
1.2	RAPPEL DE LA MÉTHODE D'INVESTIGATION .....	12
1.3	PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE .....	13
1.4	DESCRIPTION GÉNÉRALE DES PROJETS.....	16
1.5	PERCEPTION SUR L'ADÉQUATION DES AIDES DE L'AAP ET LES BESOINS.....	36
1.6	PERCEPTION DES LAURÉATS SUR LES MODALITÉS D'ARTICULATION ENTRE LA RÉGION, L'ADEME ET ECLR .....	63
1.7	PERCEPTION SUR L'ARTICULATION DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN DE L'AAP AVEC D'AUTRES CADRES D'INTERVENTION .....	68
1.8	LES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PROJETS .....	70
1.9	SYNTHÈSE DE LA MÉTHODOLOGIE D'ÉNERGIE PARTAGÉE .....	71
1.10	DÉCLINAISON DE LA MÉTHODOLOGIE NATIONALE À LA RÉGION OCCITANIE .....	73
1.11	LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE L'OUTIL D'ÉNERGIE PARTAGÉ .....	74
1.12	LA SYNTHÈSE DES RÉSULTATS.....	75
1.13	L'EFFET LEVIER DU DISPOSITIF ADEME-RÉGION .....	75
<b>2</b>	<b>BILAN QUANTITATIF .....</b>	<b>96</b>
2.1	TPOLOGIE DES LAURÉATS ET DES PROJETS.....	96
2.2	AIDES ET SUBVENTIONS REÇUES DANS LE CADRE DE L'AAP.....	99
2.3	AVANCEMENT DES PROJETS ET IMPACTS ÉNERGÉTIQUES.....	99
2.4	PUISSANCE INSTALLÉE.....	100
<b>3</b>	<b>ANALYSE INFRA-RÉGIONALE.....</b>	<b>101</b>
3.1	INTRODUCTION .....	101

3.2	DÉVELOPPEMENT DES PROJETS INDUSTRIELS .....	102
3.3	UNE IMPLICATION MOINDRE DES CITOYENS, MAIS SYSTÉMATIQUE DE LA COLLECTIVITÉ .....	103
3.4	DES IMPACTS LOCAUX VARIÉS .....	104
3.5	SPÉCIFICITÉS DES PROJETS CITOYENS .....	106
3.6	PROJETS INDUSTRIELS ET PROJETS CITOYENS : ENTRE COMPLÉMENTARITÉ ET DIFFÉRENCIATION .....	107
<b>4</b>	<b>ANALYSE COMPARATIVE EXTRA-RÉGIONALE .....</b>	<b>109</b>
4.1	UN CONTEXTE NATIONAL ET EUROPÉEN EN MUTATION .....	110
4.2	ENSEIGNEMENTS DE L'ANALYSE COMPARATIVE EXTRARÉGIONALE .....	114
4.3	L'APPEL À PROJETS EN OCCITANIE : UN RÔLE PRÉCURSEUR ? .....	119
4.4	RETOURS D'EXPÉRIENCES ET PERSPECTIVES OUVERTES PAR LES AUTRES DÉMARCHES RÉGIONALES .....	120
4.5	PERSPECTIVES POUR LA RÉGION OCCITANIE .....	123
<b>5</b>	<b>SYNTHÈSE TRANSVERSALE DES ZOOMS .....</b>	<b>125</b>
5.1	LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS .....	125
5.2	LA COHÉRENCE DU DISPOSITIF .....	125
5.3	LES IMPACTS .....	126
<b>6</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>127</b>
<b>7</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>128</b>
7.1	COMPTE-RENDU ATELIER TOULOUSE .....	128
7.2	COMPTE-RENDU ATELIER MONTPELLIER .....	134
7.3	ZOOM ICEA .....	141
7.4	ZOOM WATT CITOYENS .....	147
7.5	ZOOM CATENR .....	153
7.6	ÉTUDE DE CAS RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES - APPEL À PROJETS « PROJETS PARTENARIAUX DÉCENTRALISÉS DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES » .....	161



Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

7.7	ETUDE DE CAS ÉCOSSE – « COMMUNITY AND RENEWABLE ENERGY SCHEME » .....	166
7.8	ETUDE DE CAS RÉGION ÎLE-DE-FRANCE - APPEL À PROJETS « 100 PROJETS CITOYENS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ».....	169
7.9	ETUDE DE CAS RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE - APPEL À PROJETS « PROJETS PARTICIPATIFS ET CITOYENS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ».....	174

**L'Occitanie est une région en pointe dans le domaine des énergies renouvelables** du fait du caractère exceptionnel des gisements éolien, solaire et biomasse dont elle dispose. Elle figure dans le peloton de tête des régions françaises pour la puissance photovoltaïque installée (1 800 MW en 2018), et pour la production d'énergie éolienne (1 526 MW en 2018).

Cependant, **le développement des projets d'énergies renouvelables a été ralenti**, certes du fait d'une conjoncture économique peu favorable, mais aussi de **difficultés d'acceptation des projets au niveau local**. S'est ainsi développée la volonté d'une plus forte appropriation de ces projets par les citoyens et d'une amélioration des retombées économiques pour les territoires.

Les projets d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens et (EnrCC), associant collectivités, citoyens, agriculteurs et autres acteurs locaux, sont dans ce contexte **une réponse adaptée** pour :

- 1) optimiser les retombées économiques locales en mobilisant l'épargne locale ;
- 2) faciliter l'appropriation des projets énergétiques par les élus et les citoyens ;
- 3) garantir un ancrage local permettant de maîtriser et d'optimiser les besoins du territoire.

C'est pourquoi la Région et l'ADEME soutiennent le développement de ce type de projets depuis 2014 au travers d'un appel à projet (AAP). Grâce à ce dispositif, **la Région et l'ADEME mobilisent différents outils d'intervention complémentaires**. Les projets lauréats peuvent ainsi bénéficier :

- **d'une aide à la décision** (jusqu'à 35 000 € par lauréat pour des études de faisabilité notamment) subventionnées par l'ADEME et la Région;
- **d'une aide à l'investissement**, sous forme de prime à la participation citoyenne, à hauteur de 1 € de subvention de la Région pour 1 € investi par le citoyen (jusqu'à 100 000 € par porteur de projets) ;
- **d'un accompagnement** sur la mise en réseau, la formation, l'accompagnement à l'émergence de la part d'ECLR.

L'étude s'inscrit dans plusieurs objectifs :

- **Faire le bilan de 5 ans de soutien** à la filière des projets d'énergie renouvelables coopératifs et citoyens
- **Evaluer l'atteinte des objectifs** attachés au dispositif d'aides
- **Identifier les conditions d'un développement plus ambitieux** de cette filière notamment par une mobilisation accrue des acteurs (collectivités, entreprises, citoyens, associations, etc.) dans un cadre de plus grande autonomie vis-à-vis des soutiens financiers publics.





Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

Le présent rapport fait état des principaux éléments recueillis dans le cadre des outils suivants :

- L'enquête en ligne des porteurs de projets EnRCC en Région Occitanie
- Le bilan quantitatif de l'AAP
- L'analyse infrarégionale
- L'analyse comparative extrarégionale
- La synthèse transversale des zooms
- Les ateliers avec les porteurs de projets

# 1 Enquête auprès des porteurs de projets en Occitanie

## 1.1 Liste des figures

FIGURE 1 NATURE DE LA STRUCTURE INITIALEMENT PORTEUSE DU PROJET .....	12
FIGURE 2 NOMBRE D'INSTALLATIONS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN FONCTIONNEMENT OU EN PROJET .....	12
FIGURE 3 ANNÉE DE RÉFLEXION DU PROJET .....	13
FIGURE 4 PART DES PROJETS NÉS D'UNE AUTRE INITIATIVE LOCALE .....	13
FIGURE 5 LOCALISATION DES INSTALLATIONS OU DES PROJETS .....	14
FIGURE 6 PART DES MOTIFS EXPLICATIFS DANS LE CHOIX DE CHAQUE FILIÈRE .....	15
FIGURE 7 VOS PROJETS CONCERNENT-ILS DES GRAPPES PHOTOVOLTAÏQUES ? .....	15
FIGURE 8 PUISSANCE INSTALLÉE CUMULÉE DE L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS EXISTANTES .....	16
FIGURE 9 PUISSANCE INSTALLÉE FUTURE DES INSTALLATIONS .....	16
FIGURE 10 TYPE DE SOCIÉTÉ CHOISI POUR LE PROJET .....	17
FIGURE 11 TYPE DE SOCIÉTÉ EN FONCTION DU STADE D'AVANCEMENT DU PROJET .....	17
FIGURE 12 STADE D'AVANCEMENT DU PROJET .....	18
FIGURE 13 PERCEPTION DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE SUR LES PROJETS ENR AVANT LE PROJET .....	18
FIGURE 14 RAISONS D'ENGAGEMENT DANS UN PROJET COOPÉRATIF ET CITOYEN .....	19
FIGURE 15 MOTIFS D'ENGAGEMENT DANS UN PROJET D'ENR COOPÉRATIF ET CITOYEN EN FONCTION DE LA FILIÈRE DU PROJET .....	20
FIGURE 16 PART DES PROJETS AYANT ÉTÉ CANDIDATS À L'AAP .....	20
FIGURE 17 PART DES PROJETS AYANT ÉTÉ LAURÉATS PARMI LES CANDIDATS .....	21
FIGURE 18 PART DE LAURÉATS PAR ANNÉE .....	21
FIGURE 19 AIDES MOBILISÉES PAR LES PORTEURS DE PROJETS .....	22
FIGURE 20 AIDES MOBILISÉES PAR LES PORTEURS DE PROJETS .....	23
FIGURE 21 IDENTIFICATION DES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT ACTUELS .....	24
FIGURE 22 PART DES PROJETS ACCOMPAGNÉS PAR LA RÉGION, L'ADEME OU ECLR POUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS SUR LES PROJETS D'ENR COOPÉRATIFS ET CITOYENS .....	25
FIGURE 23 CADRE D'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS .....	25
FIGURE 24 PART DES PORTEURS DE PROJETS ESTIMANT QUE LES ÉVOLUTIONS DE L'AAP ONT PRIS EN COMPTE LEURS ATTENTES .....	26
FIGURE 25 L'AIDE À LA DÉCISION A PERMIS DE : .....	27
FIGURE 26 PART DES PORTEURS DE PROJETS INDICANT QUE L'AIDE À LA DÉCISION A PERMIS DE RÉPONDRE AUX BESOINS SUIVANTS : .....	28
FIGURE 27 L'AVANCE REMBOURSABLE A PERMIS DE : .....	28
FIGURE 28 L'AIDE FORFAITAIRE À L'ORGANISATION D'ÉVÈNEMENT A PERMIS DE : .....	29
FIGURE 29 LA PRIME À LA PARTICIPATION CITOYENNE A PERMIS DE : .....	29
FIGURE 30 PART DES PROJETS POUR LESQUELS LA PRIME À LA PARTICIPATION CITOYENNE A PERMIS DE RENFORCER LE FINANCEMENT ET LES CAPACITÉS D'INVESTISSEMENT .....	30
FIGURE 31 PLUS-VALUE DE L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR ET DE L'AAP .....	31
FIGURE 32 PART DES PORTEURS DE PROJETS DONT LE PROJET A BÉNÉFICIÉ DE L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR ..	31
FIGURE 33 PART DES PORTEURS DE PROJETS ESTIMANT QUE L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR A PERMIS DE RÉPONDRE À LEURS BESOINS EN PHASE DE STRUCTURATION .....	32
FIGURE 34 LA PLUS-VALUE DE L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR A PORTÉ ESSENTIELLEMENT SUR : .....	32
FIGURE 35 L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR DANS LA PHASE DE STRUCTURATION A PERMIS DE : .....	33
FIGURE 36 PART DES PROJETS ADHÉRENTS À ECLR .....	33
FIGURE 37 PART DES PROJETS LAURÉATS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCOMPAGNEMENT DISPENSÉ PAR UNE AUTRE STRUCTURE .....	34
FIGURE 38 PERCEPTION SUR LES MONTANTS ALLOUÉS AUX DIFFÉRENTS TYPES D'AIDES .....	35
FIGURE 39 BESOINS NON-COUVERTS PAR LES AIDES DE L'AAP ET L'ACCOMPAGNEMENT D'ECLR .....	35

FIGURE 40 ASPECTS POSITIFS LIÉS AU FAIT D'ÊTRE LAURÉAT .....	36
FIGURE 41 POINTS BLOQUANTS LIÉS AU FAIT D'ÊTRE LAURÉAT .....	36
FIGURE 42 PART DES PORTEURS DE PROJETS NON-LAURÉAT CONNAISSANT LES AAP .....	37
FIGURE 43 RAISONS DE LA NON-CANDIDATURE À L'AAP .....	37
FIGURE 44 IDENTIFICATION DES BESOINS ACTUELS POUR METTRE EN PLACE DES PROJETS ENR COOPÉRATIFS ET CITOYENS.....	38
FIGURE 45 STRUCTURE ACCOMPAGNANT LES PROJETS NON LAURÉATS .....	39
FIGURE 46 PERCEPTION DU POSITIONNEMENT DE LA RÉGION ET DE L'ADEME .....	40
FIGURE 47 PART DES PORTEURS DE PROJETS IDENTIFIANT LES RÔLES DE L'ADEME ET DE LA RÉGION DANS LES DIFFÉRENTES PHASES DE L'AAP.....	41
FIGURE 48 QU'EST-CE QUI PARAÎT CONFUS POUR VOUS ? .....	41
FIGURE 49 INTERLOCUTEUR PRINCIPAL DES PORTEURS DE PROJETS DONT LE PROJET EST LAURÉAT .....	42
FIGURE 50 DÉLAIS DE RÉPONSES AUX INTERROGATIONS.....	42
FIGURE 51 COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES AIDES DE L'AAP ET LES ACTIONS MENÉES PAR LES ACTEURS SUIVANTS :.....	43
FIGURE 52 MÉTHODOLOGIE D'ÉNERGIE PARTAGÉE .....	45
FIGURE 53 QUI SONT VOS ACTIONNAIRES ? .....	46
FIGURE 54 EN PHASE D'ÉMERGENCE DE VOTRE PROJET, QUELS ÉTAIENT LES IMPACTS SOCIAUX OU SOCIÉTAUX ENVISAGÉS DE VOTRE PROJET, EN TANT QUE PROJET COOPÉRATIF ET CITOYEN, SUR LES ACTEURS LOCAUX ? .....	47
FIGURE 55 NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS DE COMMUNICATION ORGANISÉS SUR LES ENR OU LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.....	47
FIGURE 56 NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES DANS LES ÉVÈNEMENTS DE COMMUNICATION EN FONCTION DES PROJETS.....	48
FIGURE 57 PENSEZ-VOUS QUE LES PERSONNES PRÉSENTES, ONT OU VONT METTRE EN PLACE DES ACTIONS À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE ? .....	48
FIGURE 58 ESTIMATION DU POURCENTAGE DE LA MISE EN PLACE D'ACTIONS À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE .....	49
FIGURE 59 À L'ISSUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE VOTRE PROJET, DIRIEZ-VOUS QUE LA DYNAMIQUE COLLECTIVE GÉNÉRÉE DANS LE CADRE DE SON DÉPLOIEMENT EST : .....	49
FIGURE 60 LE DÉPLOIEMENT DES PROJETS A PERMIS : .....	50
FIGURE 61 AVEZ-VOUS, À LA SUITE DE VOTRE 1ERPROJET, DÉVELOPPÉ OU INITIÉ LE DÉVELOPPEMENT D'AUTRES PROJETS DE PRODUCTION ENR ? .....	50
FIGURE 62 AVEZ-VOUS OBSERVÉ APRÈS LE DÉPLOIEMENT DE VOTRE PROJET UNE ACCÉLÉRATION DES ACTIONS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE PORTÉES PAR LES COLLECTIVITÉS SOCIÉTAIRES / SENSIBILISÉES DANS LE CADRE DE VOTRE PROJET OU UNE ACCÉLÉRATION DES ACTIONS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.....	51
FIGURE 63 ÊTES-VOUS INTERVENUS DANS DES INSTANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES ? .....	51
FIGURE 64 AVEZ-VOUS UN INTERLOCUTEUR DÉDIÉ AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ ? .....	52
FIGURE 65 UNE PARTIE DES DIVIDENDES DE VOTRE PROJET A-T-ELLE ÉTÉ RÉINVESTIE VERS : .....	52
FIGURE 66 SELON VOUS, LES SOCIÉTAIRES DE VOTRE PROJET SONT-ILS DEVENUS : .....	53
FIGURE 67 LE DÉPLOIEMENT / LA MISE EN ŒUVRE DE VOTRE PROJET A-T-IL PERMIS LA MONTÉE EN COMPÉTENCES DE VOS SOCIÉTAIRES .....	53
FIGURE 68 LE DÉPLOIEMENT / LA MISE EN ŒUVRE DE VOTRE PROJET A-T-IL GÉNÉRÉ : .....	54
FIGURE 69 DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE VOTRE PROJET, AVEZ-VOUS RENCONTRÉ DES FREINS : .....	54
FIGURE 70 AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE LE FAIT DE PORTER UN PROJET COOPÉRATIF ET CITOYEN A PERMIS UNE MEILLEURE ACCEPTABILITÉ DES PROJETS ? .....	55
FIGURE 71 DE LA PART DE QUI ? .....	55
FIGURE 72 DIRIEZ-VOUS QUE LES CONDITIONS DE GÉNÉRALISATION DE PRODUCTION D'ENR COOPÉRATIFS ET CITOYENS SONT RÉUNIES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE ? .....	56
FIGURE 73 COMMENT JUGEZ-VOUS LES DYNAMIQUES D'ÉCHANGE SUR LES PROJETS ENR COOPÉRATIFS ET CITOYENS AUX ÉCHELLES SUIVANTES : .....	56

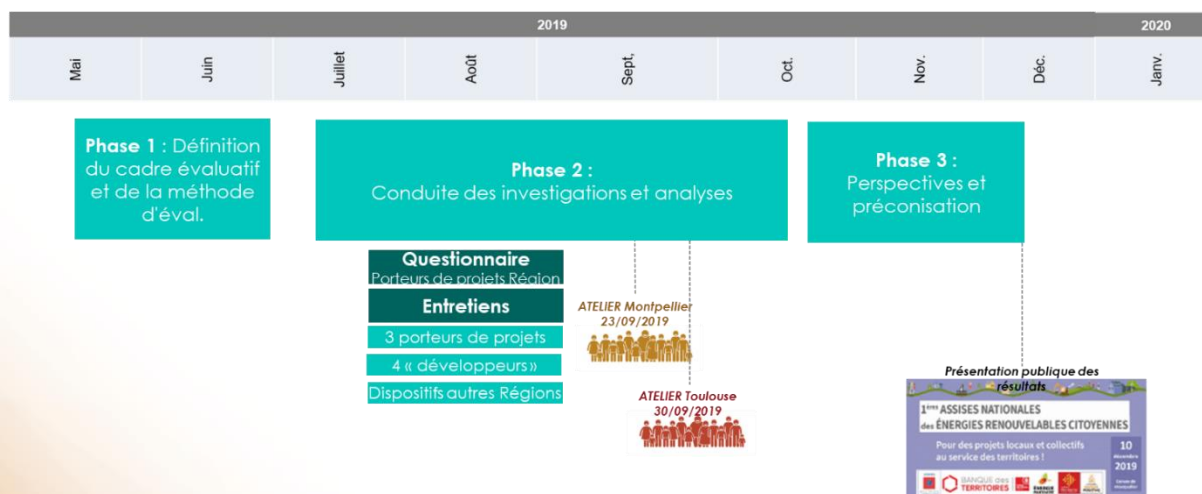
## 1.2 Rappel de la méthode d'investigation

Afin de répondre aux questions évaluatives et notamment aux critères identifiés ci-dessous, plusieurs outils de collecte ont été déployés :

- Un questionnaire d'enquête adressé à l'ensemble des porteurs de projet EnRCC en région Occitanie (53 réponses)
- 10 entretiens d'acteurs autour de 3 projets régionaux : ICEA (31), Watt Citoyens (30), Cat ENR (66)
- Une analyse comparative infra régionale et interview de développeurs de projets (Valorem, Vol-V, Luxel)
- Une analyse comparative extra régionale (Auvergne-Rhône Alpes, Ecosse, Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine)
- Une analyse d'impacts économiques des projets EnRCC en Occitanie selon la méthodologie d'Energie Partagée
- 2 ateliers avec les porteurs de projets EnRCC (Montpellier et Toulouse)
- 1 atelier organisé dans le cadre des 1<sup>ères</sup> Assises Nationales des Energies Citoyennes à Montpellier le 10 décembre

La méthode détaillée pour le questionnaire et les zooms est présentée en sections 2.1 et 2.2.

Figure 1 : Synthèse des investigations conduites et calendrier inhérent



### 1.3 Présentation de l'enquête

Ce document a vocation à faire un état des lieux, des constats sur les projets ENRCC existants en Occitanie au travers de plusieurs prismes. Ainsi les pistes de réflexion ne sont pas abordées dans ce questionnaire bien que pressenties via les constats réalisés.

#### **Objectifs de l'enquête**

- *Consolider les données quantitatives sur les caractéristiques des projets EnRCC*
- *Collecter des informations sur la perception de l'AAP depuis 2014*
- *Identifier les atouts et les limites de l'accompagnement des porteurs de projets*
- *Identifier les réussites et les difficultés des projets EnRCC*
- *Caractériser les résultats et impacts économiques et sociaux liés à la mise en œuvre des projets EnRCC*

#### **Cibles**

À l'échelle régionale, tous les porteurs de projets de production d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens.

#### **Méthode employée**

L'enquête à destination des porteurs de projets d'EnR coopératifs et citoyens a été réalisée en utilisant le logiciel Sphinx® de création et d'administration d'enquête en ligne, bâti autour d'un questionnaire principal et de plusieurs questions spécifiques. Des questions précises ont ainsi pu être posées aux porteurs de projets en fonction du stade d'avancement de leur projet ou de la nature des dispositifs d'accompagnement mis en place par la Région et l'ADEME.

#### **Modalités de diffusion**

Le mail de questionnaire a été transmis à 217 contacts sur la base des informations collectées en Région par ECLR ainsi qu'aux inscrits à une réunion d'informations sur les ENRCC organisées par l'ADEME et la Région.

L'enquête a été programmée et administrée par Planète Publique sur 1 mois, du 02 Août 2019 au 02 septembre 2019. Trois relances ont été effectuées auprès des porteurs n'ayant

pas répondu à l'enquête ou l'ayant abandonné aux dates suivantes : 12/08/2019, 23/08/2019, 29/08/2019.

EC'LR a également relayé l'information au sein de son réseau.

### Taux de réponse

**53 porteurs de projets d'EnR coopératifs et citoyens ont répondu à l'enquête.** La totalité des lauréats de l'appel à projet ont répondu au questionnaire d'enquête.

Certaines questions ont été conditionnées en fonction de la réponse à une question précédente, ce qui justifie que dans l'exploitation des résultats ci-après, le nombre de porteurs de projets diffère par question. Ce nombre dépend aussi du taux de remplissage du questionnaire par chaque porteur de projet, des questions ayant pu être laissées sans réponse.

### Liste des porteurs de projets ayant répondu au questionnaire

Structure porteuse du projet	Département	Année à laquelle les porteurs de projets ont été lauréats de l'AAP
COMMUNAUTE DE COMMUNES COUSERANS PYRENEES	Ariège	
DEVELOPPÉ PAR LE PNR DES PYRÉNÉES ARIEGEOISES	Ariège	
CDC DE LA MONTAGNE NOIRE	Aude	2018
ÉOLIEN CITOYEN EN CABARDÈS	Aude	
MAIRIE D'ORNAISONS	Aude	
SAS PARC DES AILLES	Aude	2016
SAS123SOLEIL	Aude	
VILLE DE CASTELNAUDARY	Aude	
SOLEIL DU MIDI	Développeur	
EDPR	Aude;Gard	
ENERGIE COLLECTIVE LOCAL AVEYRONNAISE	Aveyron	2018
MAIRIE DE VERRIERES	Aveyron	
PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CRÉATION COOP CITOYENNE	Aveyron	2018

SAS METHALARZAC ENERGIES	Aveyron	
ASSOCIATION RD'ÉVOLUTION	Gard	2016
COURRY ENERGIE OSITIVE	Gard	
LE WATT CITOYEN	Gard	2014
OC'CITEN	Gard	2018
CEVENNES DURABLES SAS	Gard;Hérault;Lozère	2014
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ASTARAC ARROS EN GASCOGNE	Gers	2018
SAS ENERGIE CITOYENNE PAYS PORTES DE GASCOGNE	Gers	2017
AGANAGUES	Haute-Garonne	2018
CIToy'ENR	Haute-Garonne	2016
CIToy'ENR	Haute-Garonne	2016
ICEA	Haute-Garonne	2016
PAYS COMMINGES PYRÉNÉES	Haute-Garonne	
RAYONS VERTS	Haute-Garonne	2018
WATER HORIZON	Haute-Garonne	
DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES	Hautes-Pyrénées	
ASSOCIATION WATT-PIC	Hérault	
COWATTECO	Hérault	2017
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE	Hérault	
THAU ENERGIES CITOYENNES	Hérault	2016
CA DU GRAND CAHORS	Lot	
CÉLÉWATT	Lot	2016
FIL D'OHM	Lot	
OUEST AVEYRON COMMUNAUTE	Lot	2018
COMMUNE DE LA GARDE GUÉRIN	Lozère	
CATENR	Pyrénées-Orientales	2014
SCIC SAS CONFLENT ENERGIE	Pyrénées-Orientales	2014



ENERGIES CITOYENNES OUEST TARN (ECOT81)	Tarn	2017
SCIC ENERGIES CITOYENNES DU CARMAUSIN SÉGALA	Tarn	2017
CC GRAND SUD TARN ET GARONNE	Tarn-et-Garonne	
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES GRAND SUD TARN ET GARONNE	Tarn-et-Garonne	
ENERCIT SCIC SAS	Tarn-et-Garonne	2016
GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION	Tarn-et-Garonne	
SCIC MIDI QUERCY ENERGIES CITOYENNES	Tarn-et-Garonne	2017
ENGIE GREEN	Développeur	

La carte des projets citoyens en Occitanie : <http://ec-lr.org/projets-en-region/>

\*Dans le cadre de l'exploitation de l'enquête, les doublons des projets ne présentant aucun élément de réponse n'ont pas été pris en compte (Communauté de Communes de la montagne noire, Département des Hautes-Pyrénées).

Trois projets n'ayant pas précisé de noms ont été intégrés dans l'échantillon étant donné qu'ils ont répondu au questionnaire.

## 1.4 Description générale des projets

En synthèse, les principaux points relatifs au contexte et aux porteurs de projets sont les suivants :

- Des associations de citoyens sont le plus souvent à l'origine du portage des projets coopératifs et citoyens.
- Un montage de SCIC-SAS<sup>1</sup> plus fortement plébiscité par des structures porteuses associatives (45%) que par les collectivités (14%) – mais un fort taux de non-réponse pour ces dernières. Un choix qui s'explique selon plusieurs raisons : modèle coopératif, droit de vote des sociétaires équivalent quelle que soit la somme investie, mise en réserve des bénéfices à hauteur de 57.5 % minimum...
- Des filières photovoltaïques (bâti et au sol) majoritaires dans le choix de filière des porteurs de projets. Deux raisons sont principalement évoquées : un modèle économique éprouvé, une acceptation sociale plus facile
- Des projets qui peuvent être issus aussi bien d'initiatives avec l'implication locale de collectivités (17) que des initiatives sans implication de collectivités (16). A cet égard,

<sup>1</sup> Sociétés coopératives d'intérêt collectif sous statut juridique de société par actions simplifiées



les démarches climat-énergie (obligatoires tels que les Plans Climat Air Énergie Territoriaux ou volontaires comme Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte – TEPCV - , Territoires à Énergie Positive -TEPOS- ou encore Contrats de Transition Écologique – CTE- ) sont des cadres favorables à l'émergence de projets coopératifs et citoyens.

- Un lancement de projet qui se fait selon des dynamiques territoriales variables en termes d'ENR. La sensibilisation et l'action à l'échelle locale (production, retombées...) sont les principaux motifs d'engagement dans les projets.

Les résultats détaillés sont décrits dans les sections suivantes.

## Nature de la structure initialement porteuse du projet

La majorité des projets d'EnR coopératifs et citoyens a été initiée par des structures associatives - qui ont préfiguré la création de la société de projets en suite. (19 sur 36 porteurs de projets).

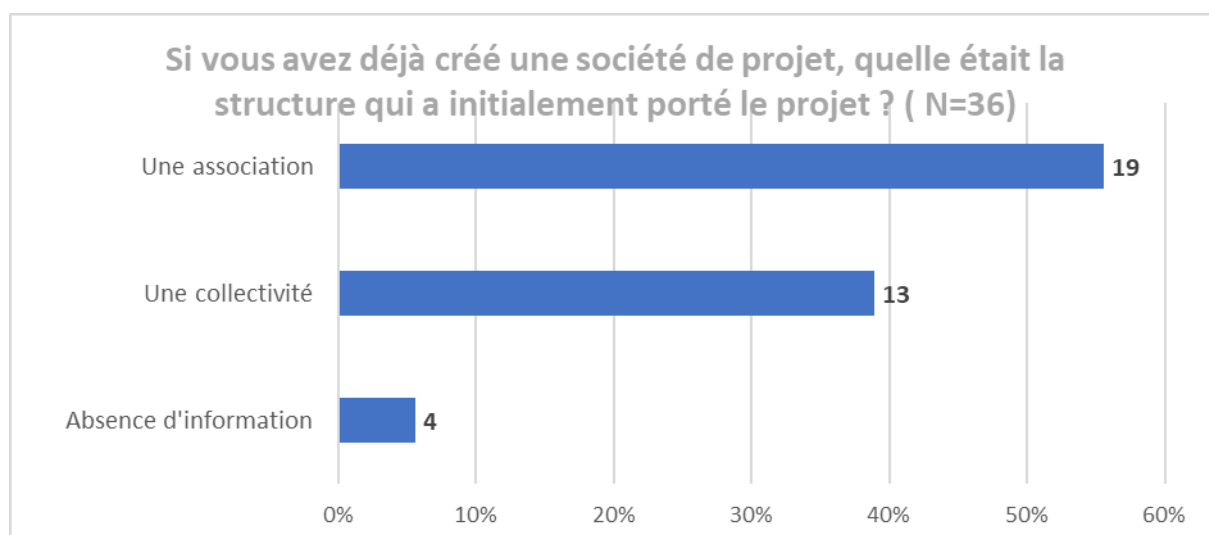


Figure 2 Nature de la structure initialement porteuse du projet

	N
Absence d'information	4
Une collectivité	13
Une association	19
Total	36

## Nombre d'installations d'énergie renouvelable en fonctionnement ou en projet

Les projets sont majoritairement de moins de 2 installations (20 sur les 47 porteurs de projets). Cependant 13, disposent de « 8 installations ou plus » d'unité de production d'énergies renouvelables – en fonctionnement ou en projet.

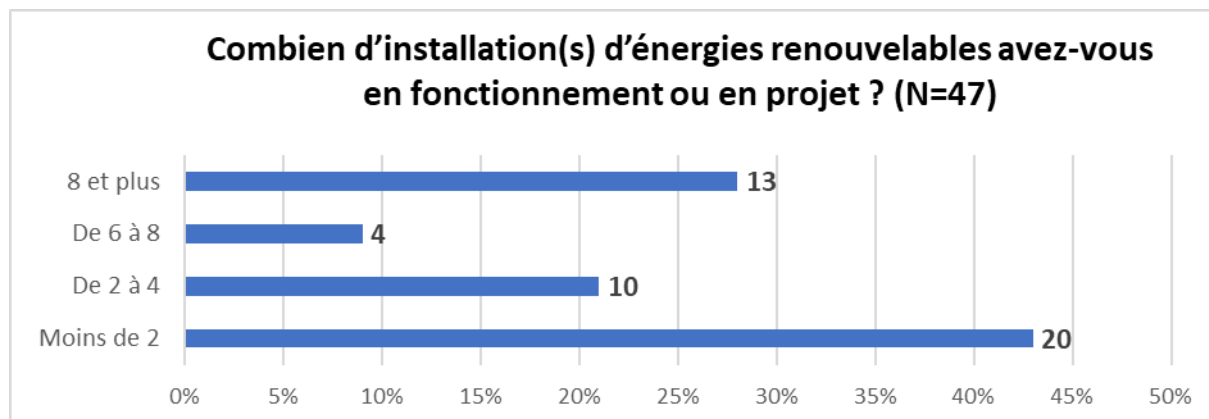


Figure 3 Nombre d'installations d'énergie renouvelable en fonctionnement ou en projet

	N
Moins de 2	20
De 2 à 4	10
De 4 à 6	0
De 6 à 8	4
8 et plus	13
Total	47

## Année de réflexion du projet

Les réflexions sur les projets qu'elles soient portées par des citoyens ou des collectivités paraissent relativement stables dans le temps. Un seul décrochage est à noter sur les années 2014-2015 car il n'y a pas eu d'appel à projet dans le contexte de fusion des régions.

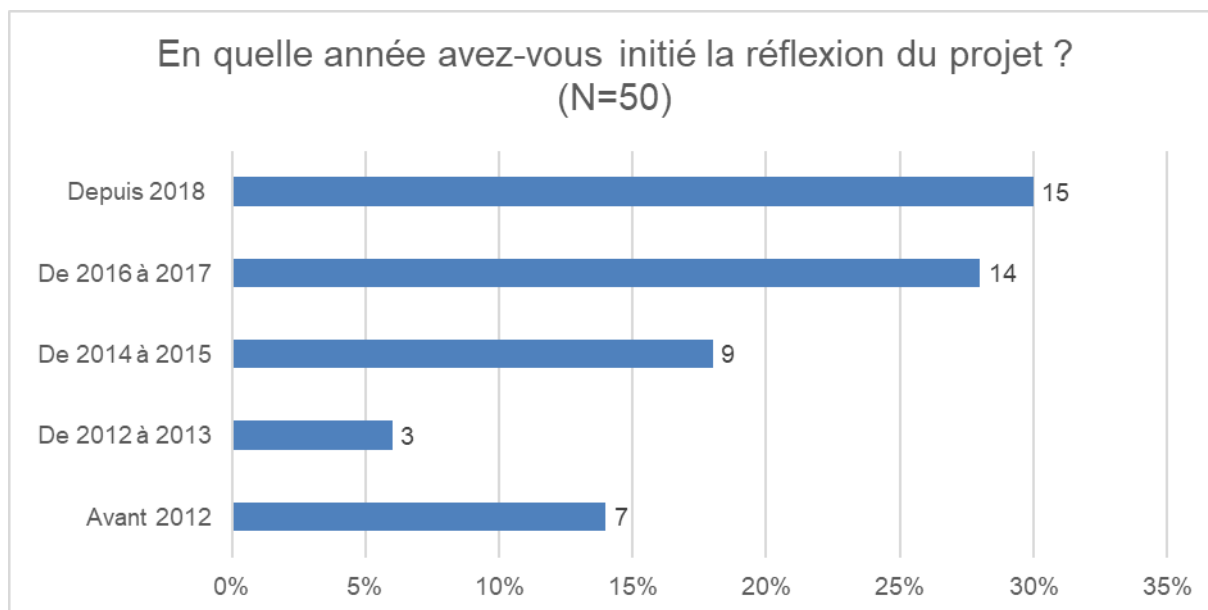


Figure 4 Année de réflexion du projet

	N
Avant 2012	7
De 2012 à 2013	3
De 2014 à 2015	9
De 2016 à 2017	14
Depuis 2018	15
Total	50

### Part des projets nés d'une autre initiative locale

La majorité des projets (17) n'est pas issue d'une initiative locale, à savoir, avec l'implication d'une collectivité locale. Les initiatives avec des portages par des collectivités locales citées par les porteurs de projets sont les suivantes :

- une démarche réglementaire tel que PCAET ou volontaires comme TEPCV, TEPOS ou CTE;
- à la suite d'autres projets de production d'EnR ancrés sur le territoire ;
- à la suite d'un mouvement de contestation contre l'exploitation d'énergies fossiles ;

Toutefois, les éléments cités par les porteurs de projets traduisent une mauvaise compréhension de la question initiale qui visait à identifier les initiatives non locales ayant permis l'émergence des projets.

Est-ce que le projet est né d'une autre initiative locale (en lien ou non avec les énergies renouvelables) (N=50)

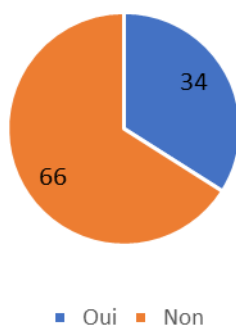


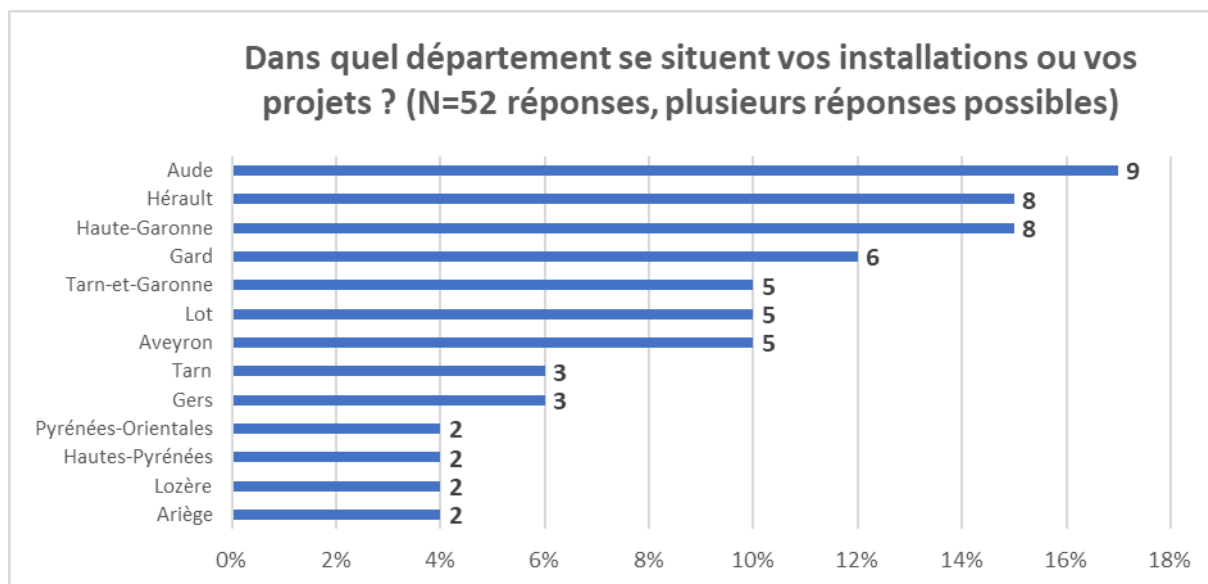
Figure 5 Part des projets nés d'une autre initiative locale

	N
Oui	17
Non	33
Total	50

### Localisation des installations ou des projets

Les projets coopératifs et citoyens sont répartis sur l'ensemble des départements de la Région Occitanie. Toutefois, trois départements concentrent près de la moitié des projets : l'Aude, l'Hérault et la Haute-Garonne.

Il est à noter que l'AAP était historiquement porté par la Région Occitanie (Coté Est), ce qui explique la prégnance des projets coté Occitanie Est.



	N
Ariège	2
Lozère	2
Hautes-Pyrénées	2
Pyrénées-Orientales	2
Gers	3
Tarn	3
Aveyron	5
Lot	5
Tarn-et-Garonne	5
Gard	6
Haute-Garonne	8
Hérault	8
Aude	9
Total	52

Figure 6 Localisation des installations ou des projets

## Part des motifs explicatifs dans le choix de chaque filière

Le choix des filières de chaque projet a été fait majoritairement sur la base de la pertinence de la filière au regard des enjeux du territoire. En outre, l'acceptation citoyenne locale et la robustesse du modèle économique apparaissent comme des motifs importants dans le choix des filières photovoltaïques et éoliennes. Les filières « Autre » concernent six projets qui produisent de l'énergie grâce à la géothermie, au solaire thermique, à l'huile alimentaire usagée et la valorisation de la chaleur fatale.

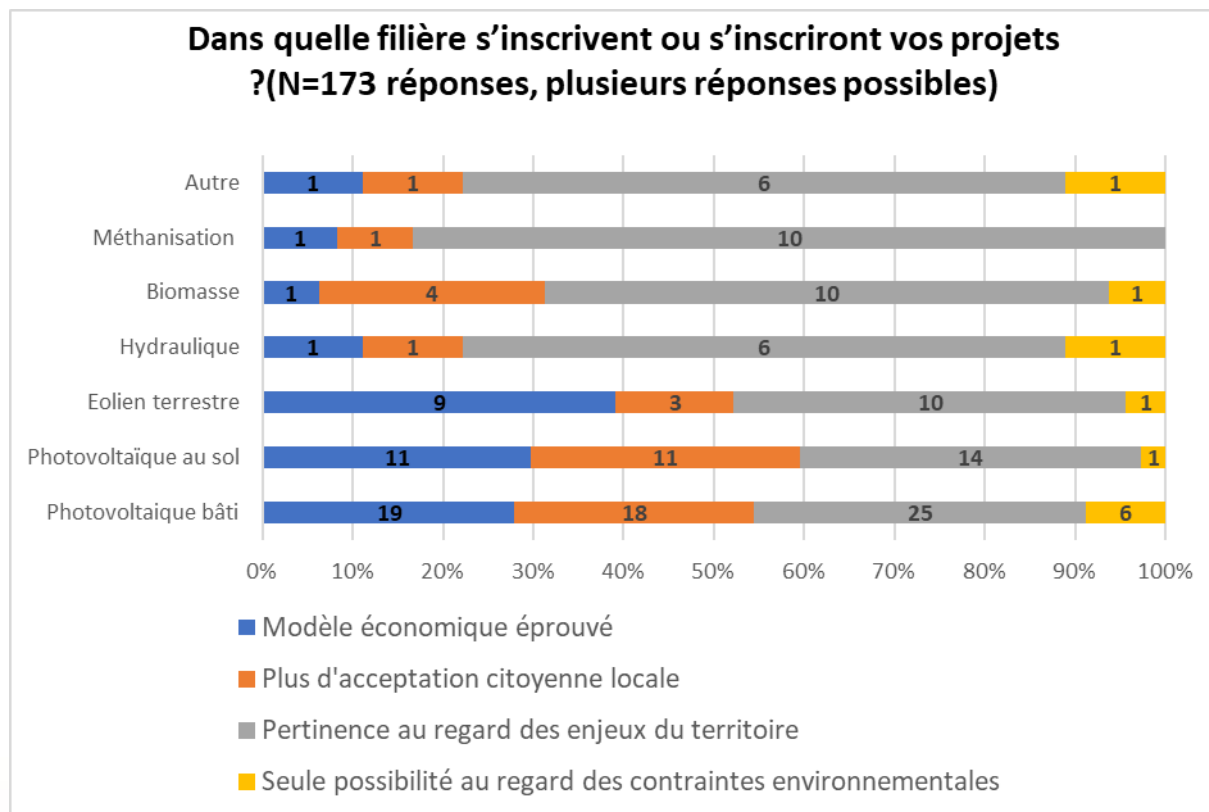


Figure 7 Part des motifs explicatifs dans le choix de chaque filière

Filière	Modèle économique éprouvé	Plus d'acceptation citoyenne locale	Pertinence au regard des enjeux du territoire	Seule possibilité au regard des contraintes environnementales	Non concerné	Total de projet suivant leur filière
Photovoltaïque bâti	19	18	25	6	4	68
Photovoltaïque au sol	11	11	14	1	8	37
Eolien terrestre	9	3	10	1	11	23
Hydraulique	1	1	6	1	9	9

Biomasse	1	4	10	1	7	16
Méthanisation	1	1	10	0	10	12
Autre	1	1	6	1	6	9
Total	43	39	81	11	55	174

### Part des projets photovoltaïques concernant des grappes

Parmi les projets photovoltaïques, 22 sont constitués en grappe (= plusieurs unités de production).

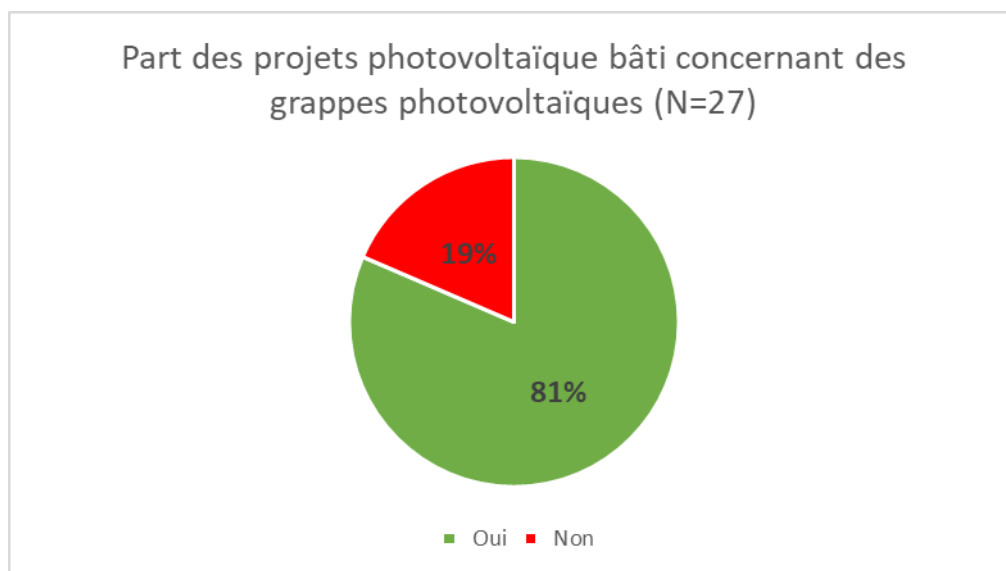


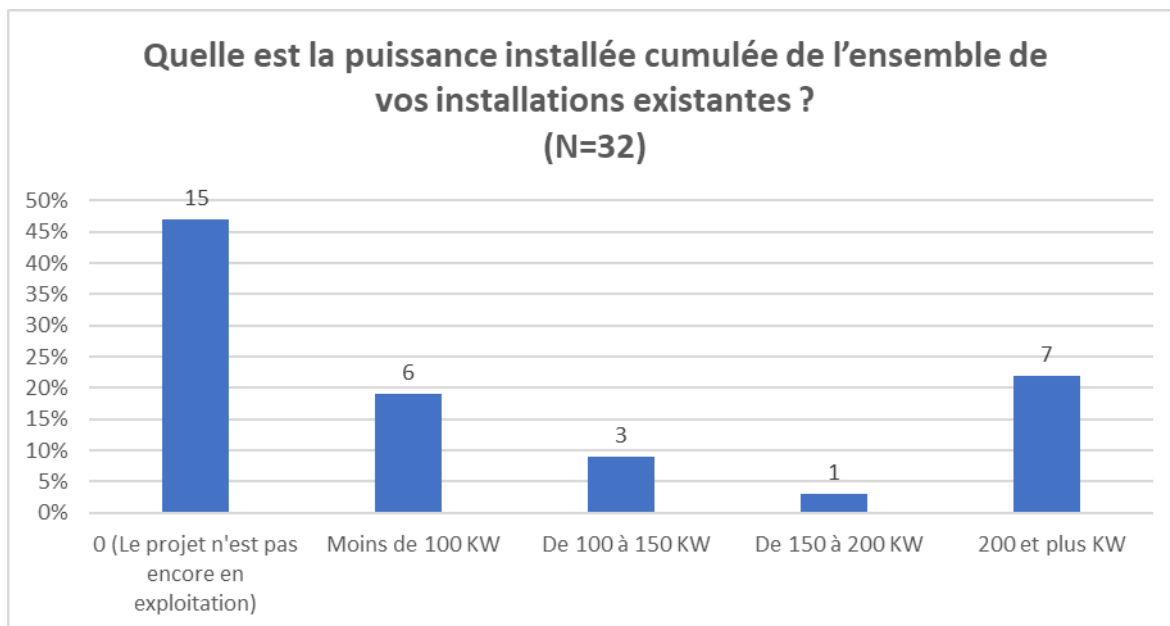
Figure 8 Vos projets concernent-ils des grappes photovoltaïques ?

	N
Oui	22
Non	5
Total	27

### Puissance installée cumulée de l'ensemble des installations existantes

Bien que plusieurs projets ne soient pas encore en exploitation (15 projets), les puissances installées sont relativement hétérogènes.





**Figure 9 Puissance installée cumulée de l'ensemble des installations existantes**

	N
0 (Le projet n'est pas encore en exploitation)	15
Moins de 100 KW	6
De 100 à 150 KW	3
De 150 à 200 KW	1
200 et plus KW	7
Total	32

### Puissance installée future des installations

Dans le futur, la majorité des porteurs de projets prévoient que leurs installations aient une capacité de production de 100 à 500 kW.

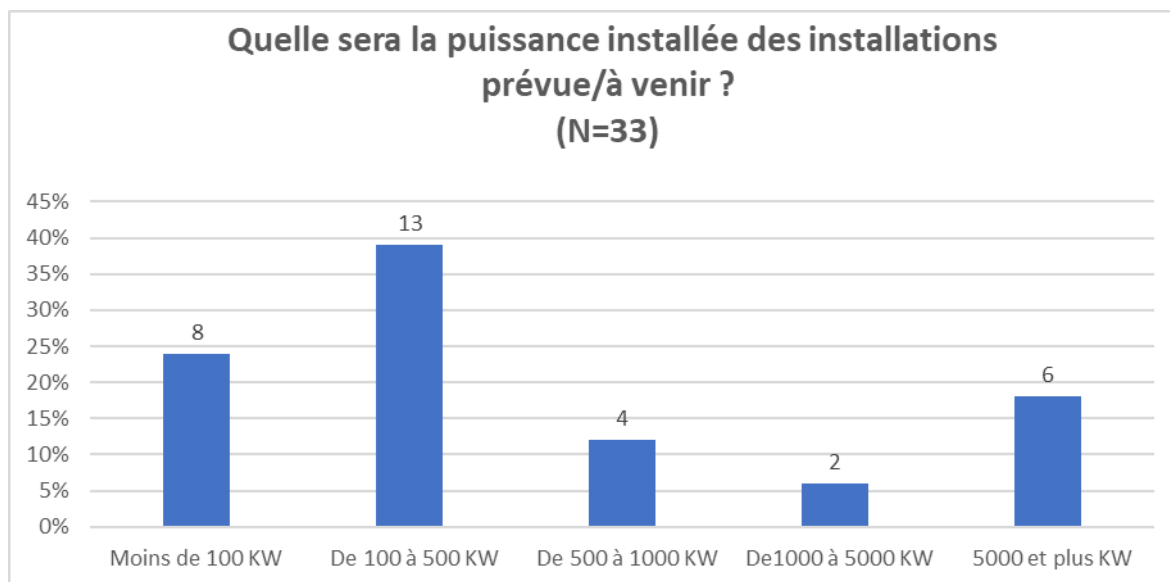


Figure 10 Puissance installée future des installations

	N
Moins de 100 KW	8
De 100 à 500 KW	13
De 500 à 1000 KW	4
De 1000 à 5000 KW	2
5000 et plus KW	6
Total	33

### 1.4.1 Description juridique et financière des projets

#### Type de société choisi pour le projet

La majorité des projets prend la forme juridique d'une SCIC/SAS ou d'une SAS de type coopératif. En outre, 25% des porteurs de projets ne savent pas quelle est la nature de la société de leur projet. Le type SCIC/SAS est principalement retenu pour son aspect coopératif permettant d'avoir plusieurs sociétaires et une certaine souplesse. Pour sa part, le statut SAS est choisi pour sa souplesse et sa simplicité d'après les porteurs de projets.

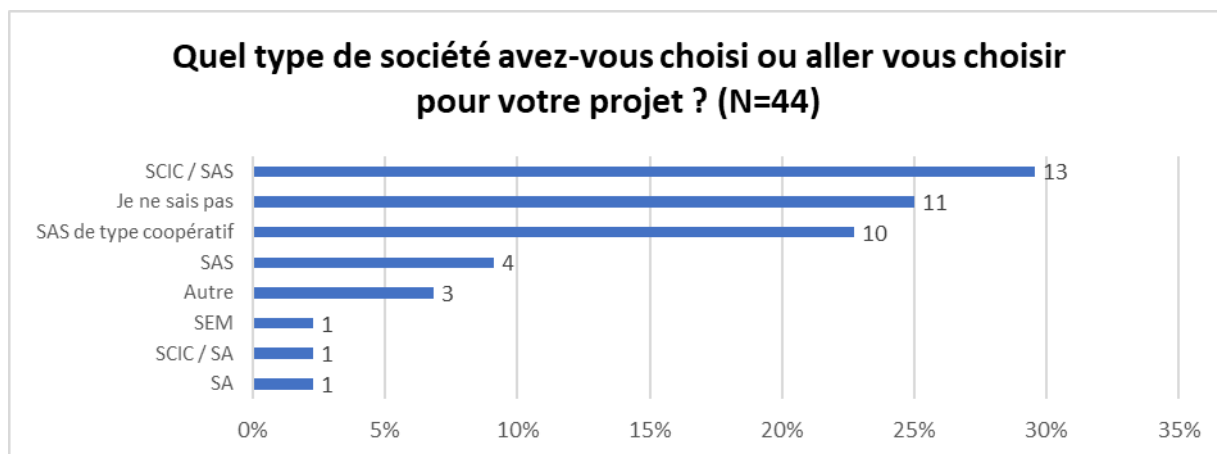


Figure 11 Type de société choisi pour le projet

	N
SARL	0
SCIC / SARL	0
SPL	0
SA	1
SCIC / SA	1
SEM	1
Autre	3
SAS	4
SAS de type coopératif	10
Je ne sais pas	11
SCIC / SAS	13
Total	44

## 1.4.2 Etat d'avancement des projets

### Stade d'avancement du projet

L'enquête révèle que les projets sont à des stades d'avancement très variés. Les projets en phase de développement constituent 26% des projets (12 sur 44).

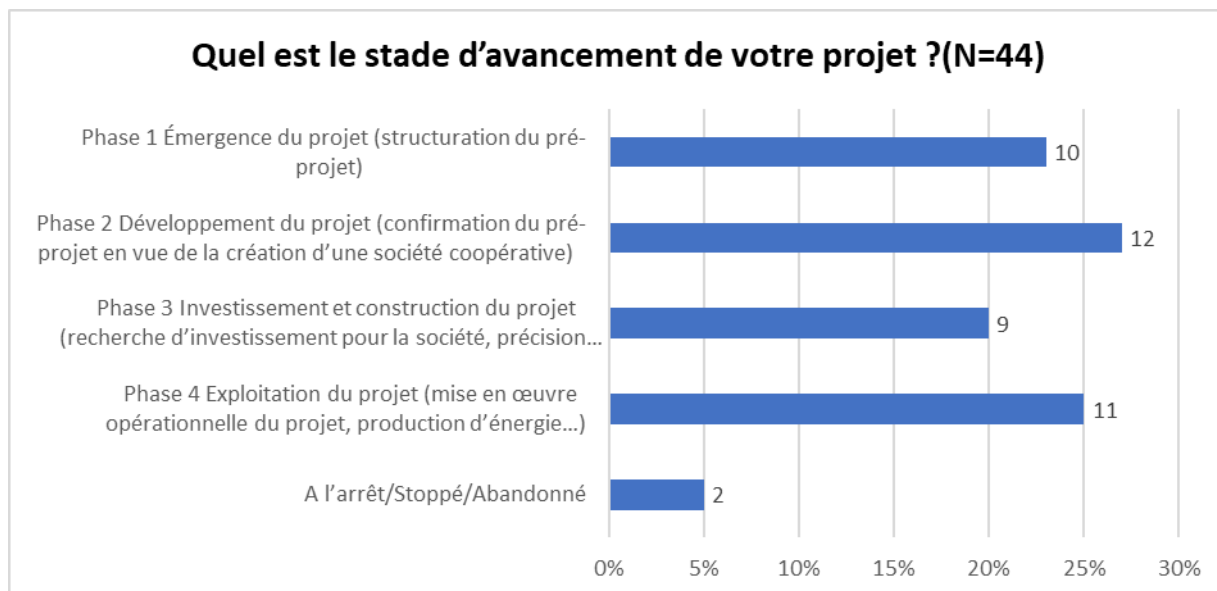


Figure 13 Stade d'avancement du projet

	N
A l'arrêt/Stoppé/Abandonné	2
Phase 4 Exploitation du projet (mise en œuvre opérationnelle du projet, production d'énergie...)	11
Phase 3 Investissement et construction du projet (recherche d'investissement pour la société, précision du champ d'actions...)	9
Phase 2 Développement du projet (confirmation du pré-projet en vue de la création d'une société coopérative)	12
Phase 1 Émergence du projet (structuration du pré-projet)	10
Total	44

## Perception de la dynamique territoriale sur les projets ENR avant le projet

La moitié des porteurs de projets indique qu'une dynamique territoriale faible existait sur le territoire avant la mise en œuvre de leur projet. Cette faible dynamique étant due à l'absence de porteurs de projets capables de monter des projets d'EnR. A l'inverse, l'autre moitié des porteurs de projets évoque l'existence d'une dynamique forte liée à la réalisation de plusieurs projets.

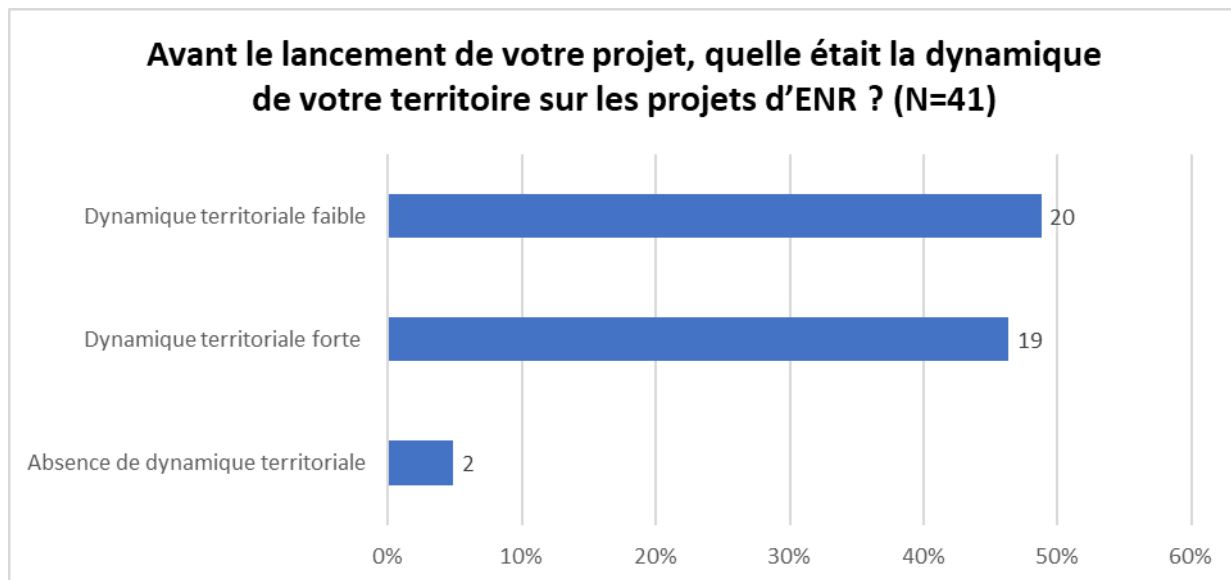


Figure 14 Perception de la dynamique territoriale sur les projets ENR avant le projet

	N
Autre	5
Une dynamique territoriale forte existait déjà sur le territoire avec la réalisation de plusieurs projets	12
Une dynamique territoriale forte avec des projets d'EnR pas en accord avec les enjeux et les impacts locaux(emploi, environnement, etc.)	7
Une dynamique territoriale faible en raison d'une réticence de la part de la société civile sur les projets ENR	3
Une dynamique territoriale faible en l'absence de porteurs de projet capables de monter des projets ENR	18
Une dynamique territoriale faible en l'absence d'un portage politique de la transition énergétique par les collectivités	9
Une absence de dynamique territoriale en raison d'une réticence forte de la part de la société civile	2
Total	41

## Raisons d'engagement dans un projet coopératif et citoyen

Les trois premiers motifs d'engagement dans un projet de production d'EnR coopératif et citoyen sont l'action à l'échelle locale (cité 37 fois parmi les 168 réponses), la sensibilisation des habitants sur les enjeux énergétiques et la relocalisation des moyens de production. A noter que ces raisons ne sont néanmoins pas exhaustives et peuvent être complétées : la méthodologie d'enquête n'a invité qu'une seule personne sur l'ensemble des sociétaires d'un projet à se prononcer sur cette question.

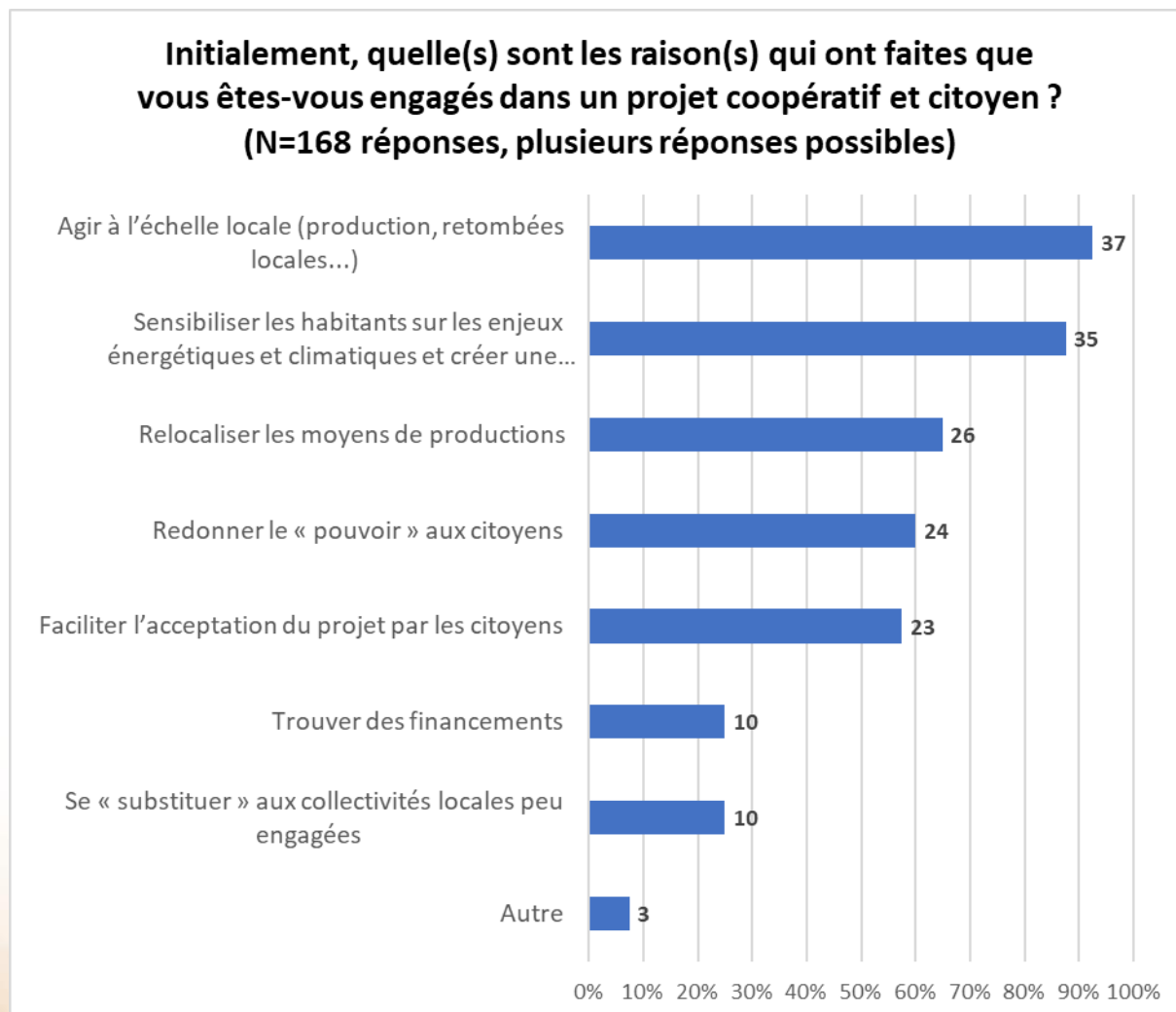


Figure 15 Raisons d'engagement dans un projet coopératif et citoyen

Raisons d'engagement dans un projet ENR coopératif et citoyen	N
Autre	3
Se « substituer » aux collectivités locales peu engagées	10
Trouver des financements	10
Faciliter l'acceptation du projet par les citoyens	23
Redonner le « pouvoir » aux citoyens	24

Relocaliser les moyens de productions	26
Sensibiliser les habitants sur les enjeux énergétiques et climatiques et créer une émulation locale	35
Agir à l'échelle locale (production, retombées locales...)	37
<b>Total</b>	<b>168</b>

## Motifs d'engagement dans un projet d'EnR coopératif et citoyen en fonction de la filière du projet

Ces motifs d'engagements sont présents peu importe le type de filière comme le questionnaire le démontre.

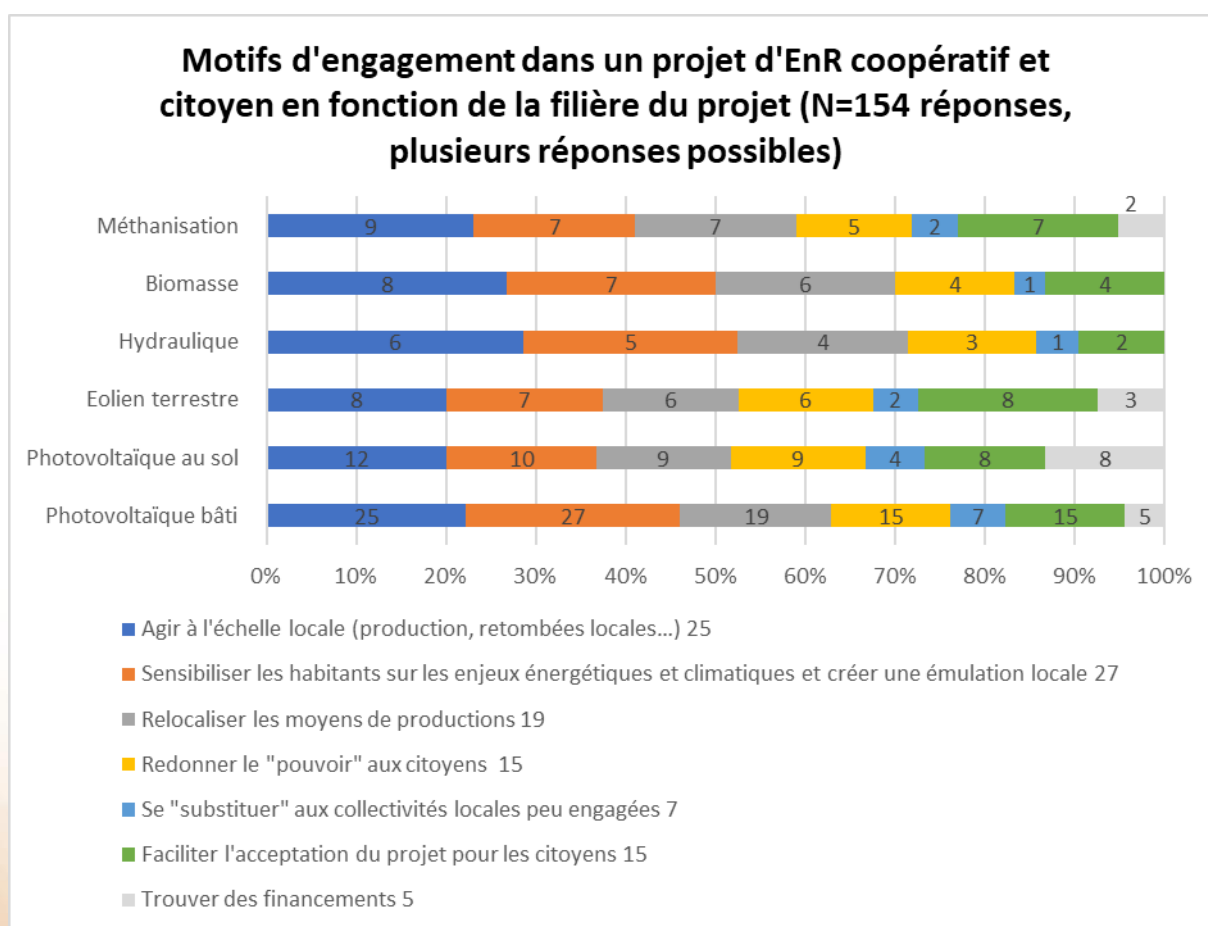


Figure 16 Motifs d'engagement dans un projet d'EnR coopératif et citoyen en fonction de la filière du projet

Filière	Agir à l'échelle locale	Sensibiliser les habitants...	Relocaliser les moyens de productions...	Redonner le « pouvoir »...	Se « substituer » aux collectivités	Faciliter l'acceptation	Trouver des financements
Photovoltaïque bâti	25	27	19	15	7	15	5

Photovoltaïque au sol	12	10	9	9	4	8	8
Eolien terrestre	8	7	6	6	2	8	3
Hydraulique	6	5	4	3	1	2	0
Biomasse	8	7	6	4	1	4	2
Méthanisation	9	7	7	5	2	7	2

### Part des projets ayant été candidats à l'AAP

Les trois quarts des porteurs de projets à ce questionnaire ont été candidats à l'AAP de la Région et l'ADEME.

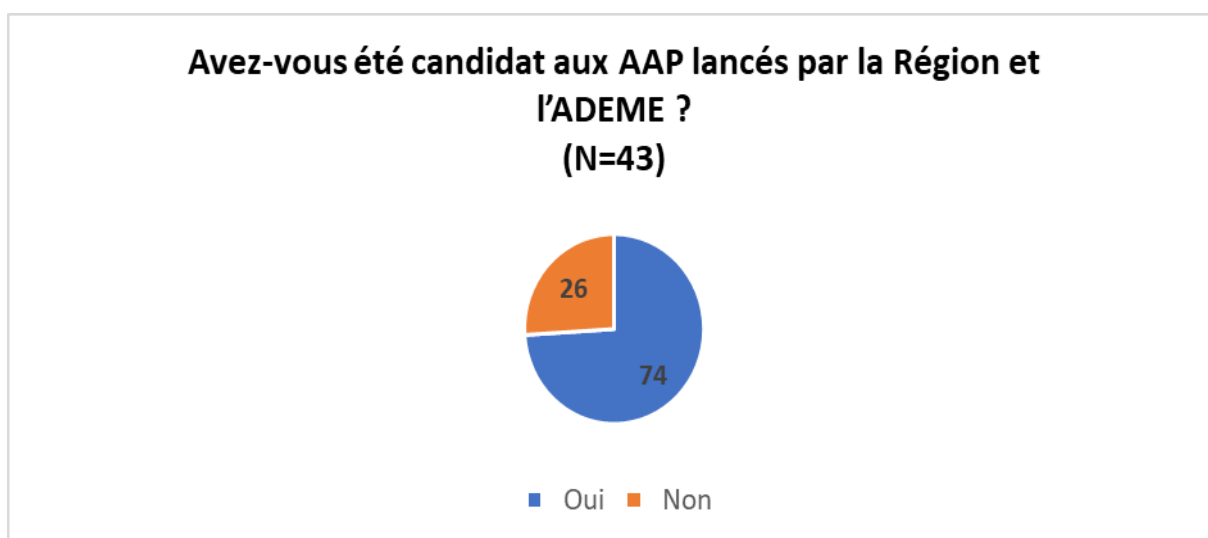


Figure 17 Part des projets ayant été candidats à l'AAP

	N
Oui	32
Non	11
Total	43



## Part des projets ayant été lauréats parmi les candidats

Parmi les projets candidats à l'AAP, 94% ont été lauréats.

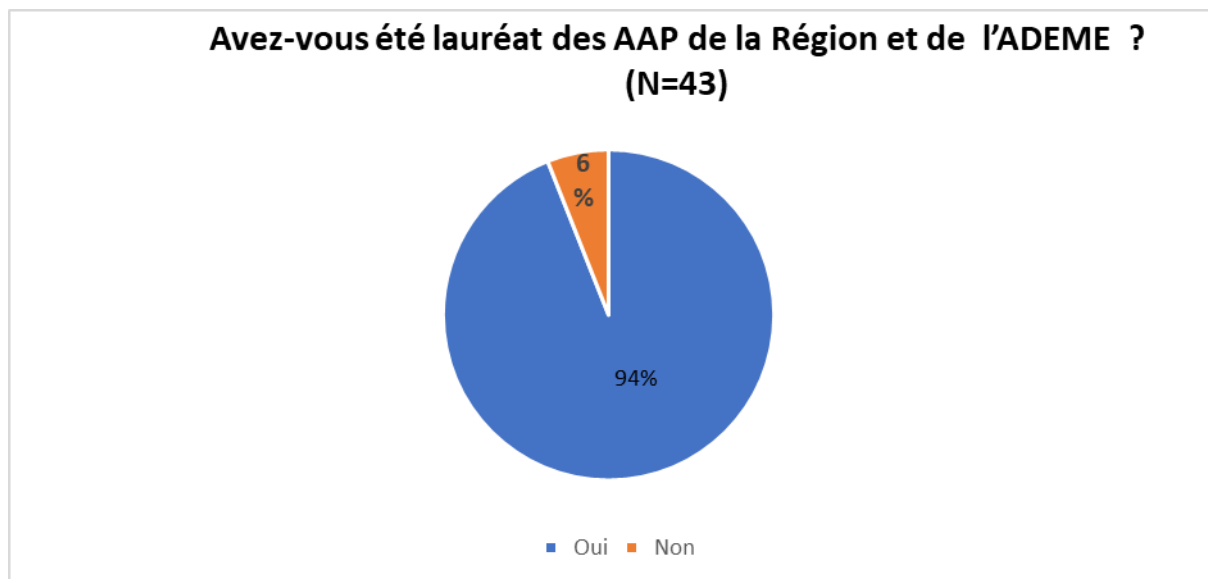


Figure 18 Part des projets ayant été lauréats parmi les candidats

	N
Oui	32
Non	11
Total	43

## Part de lauréats par année

Les lauréats de l'AAP en 2016 et 2018 sont les plus importants de l'échantillon.

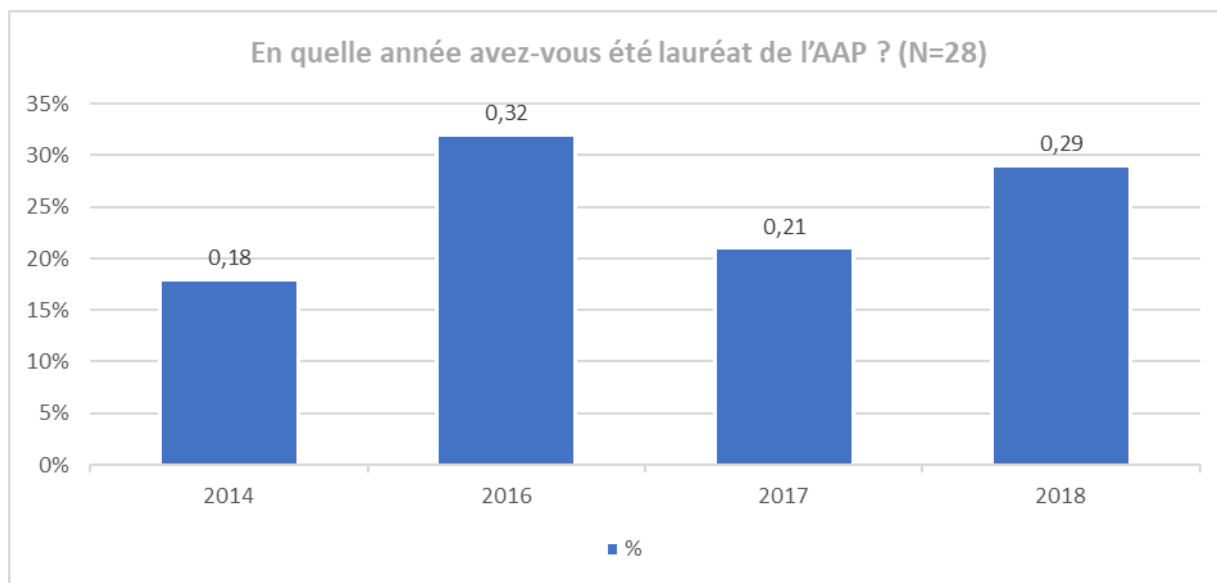


Figure 19 Part de lauréats par année

	N
2014	5
2016	9
2017	6
2018	8
Total	28

## Aides mobilisées par les porteurs de projets

Parmi les 4 dispositifs de soutien existants, les aides à la décision sont les plus mobilisées pour les projets dans le cadre de l'AAP. Ainsi, 77% (soit 19 sur 50) des porteurs de projets indiquent que leur projet a bénéficié d'une aide à la décision.

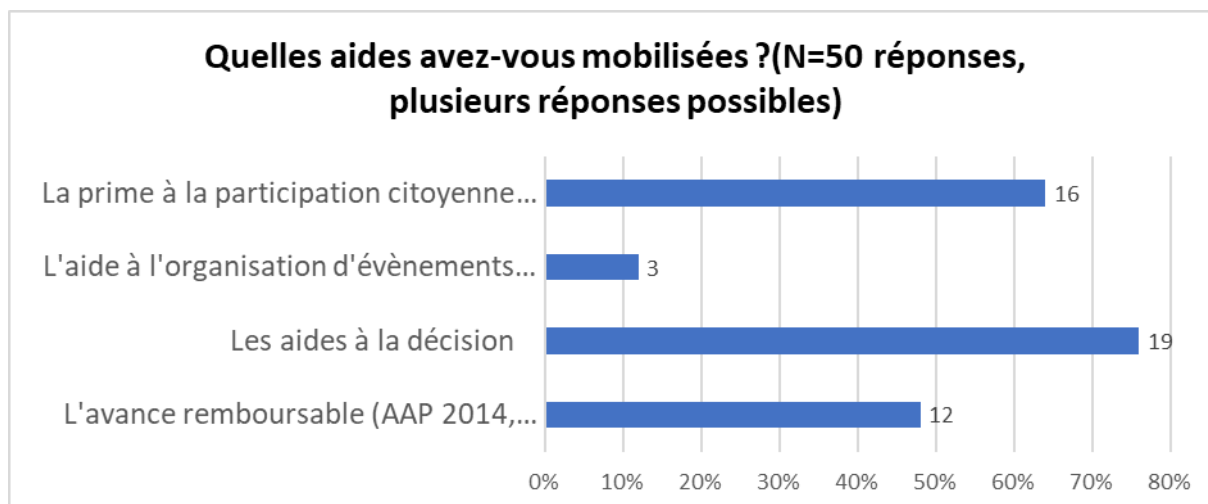


Figure 20 Aides mobilisées par les porteurs de projets

	N
L'avance remboursable (AAP 2014, 2016 et 2017)	12
Les aides à la décision	19
L'aide à l'organisation d'évènements (2018)	3
La prime à la participation citoyenne (tous les AAP)	16
Total	50

## 1.5 Perception sur l'adéquation des aides de l'AAP et les besoins

Il est à noter que les besoins diffèrent d'un projet à l'autre. Les principaux constats relatifs à l'adéquation des aides de l'AAP et aux besoins des porteurs de projets sont les suivants :

- Des besoins d'accompagnement auprès des lauréats et non lauréats qui diffèrent légèrement en termes de priorité. Les besoins en communication et mobilisation financière des citoyens restent les premiers besoins identifiés par les lauréats.
- Les aides à la décision, la prime à la participation citoyenne et l'accompagnement d'ECLR sont perçus comme globalement pertinents au regard des besoins des porteurs de projets.
- Toutefois plusieurs types de besoins non couverts par l'AAP ont été mentionnés par les porteurs de projets (exemple : recherche de financement autre)
- Des points bloquants qui diffèrent en fonction des structures d'origine :
  - pour les collectivités : un besoin d'avance, paiements intermédiaires pour enclencher les études
  - pour les associations : formalités administratives

Les constats détaillés sont présentés ci-après.

### 1.5.1 Éléments de contexte pour les lauréats

#### \*Questions adressées aux lauréats

Une grande partie (31%) des porteurs de projets dont le projet a été lauréat indique avoir connu l'AAP grâce à la communication faite par ECLR. Outre ce canal privilégié, les autres modes de connaissances sont variés : la Région, une collectivité, Enercoop ou le bouche à oreille.

#### Mode de connaissance de l'AAP



Figure 21 Aides mobilisées par les porteurs de projets

	N
Autre	1
Par le bouche à oreille	3
Par une réunion d'information organisée par la Région, l'ADEME et ECLR	3
Par Enercoop	4
Par une collectivité	4
Par la Région	5
Par une sensibilisation et communication de l'association ECLR	9
Total	29

## Identification des besoins d'accompagnement actuels

Les trois besoins d'accompagnement identifiés par les porteurs de projets portent sur des actions de communication, la mobilisation financière des citoyens et la réalisation d'études de montage juridique et financier.

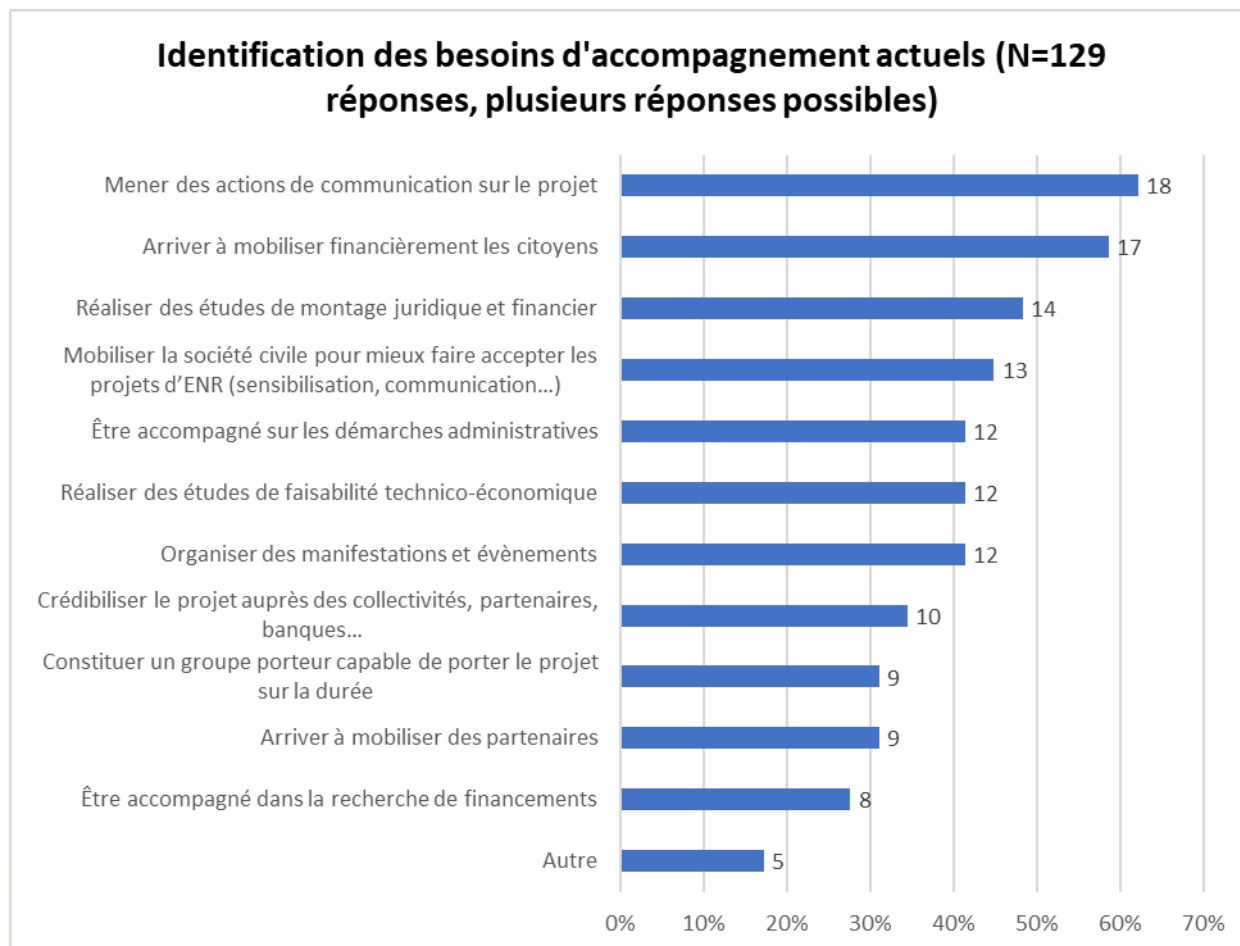


Figure 22 Identification des besoins d'accompagnement actuels

	N
Autre	5
Être accompagné dans la recherche de financements	8
Arriver à mobiliser des partenaires	9
Constituer un groupe porteur capable de porter le projet sur la durée	9
Crédibiliser le projet auprès des collectivités, partenaires, banques...	10
Organiser des manifestations et événements	12
Réaliser des études de faisabilité technico-économique	12
Être accompagné sur les démarches administratives	12
Mobiliser la société civile pour mieux faire accepter les projets d'ENR (sensibilisation, communication...)	13
Réaliser des études de montage juridique et financier	14

Arriver à mobiliser financièrement les citoyens	17
Mener des actions de communication sur le projet	18
<b>Total</b>	<b>129</b>

### Part des projets accompagnés par la Région, l'ADEME ou ECLR pour l'identification des besoins sur les projets d'ENR coopératifs et citoyens

90% des projets ont bénéficié d'un accompagnement de la Région, de l'ADEME ou d'ECLR pour identifier leurs besoins et problématiques.

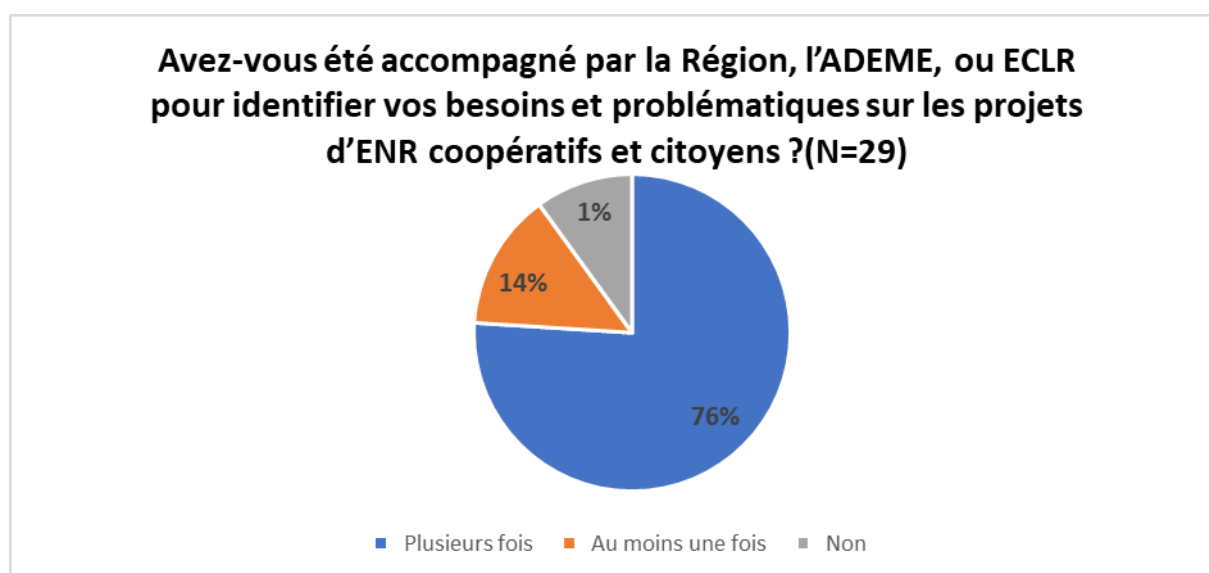


Figure 23 Part des projets accompagnés par la Région, l'ADEME ou ECLR pour l'identification des besoins sur les projets d'ENR coopératifs et citoyens

	<b>N</b>
Plusieurs fois	22
Au moins une fois	4
Non	3
<b>Total</b>	<b>29</b>

## Cadre d'accompagnement des projets

Cet accompagnement a pris la forme de réunion spécifique sur chaque projet pour 46% des projets.

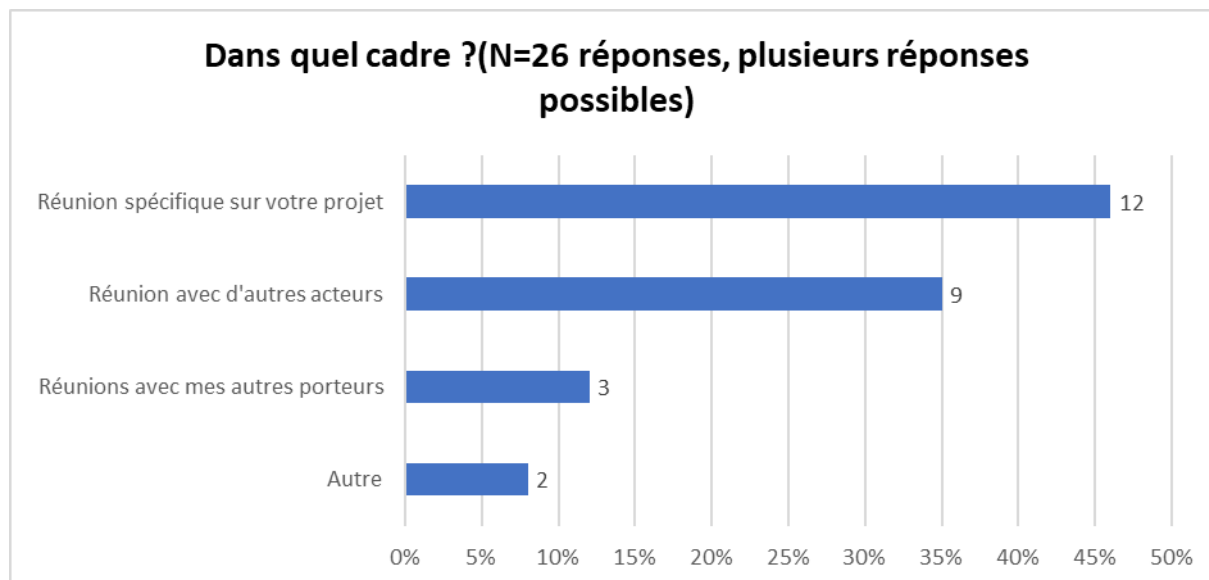


Figure 24 Cadre d'accompagnement des projets

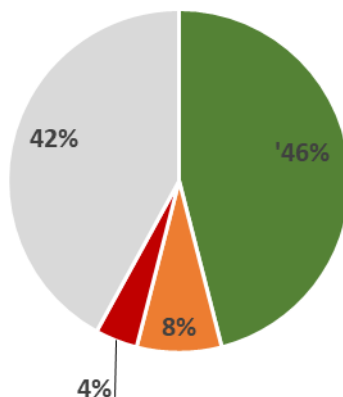
	N
Autre	2
Réunions avec mes autres porteurs	3
Réunion avec d'autres acteurs	9
Réunion spécifique sur votre projet	12
Total	26

## Part des porteurs de projets estimant que les évolutions de l'AAP ont pris en compte leurs attentes

Selon 46% des porteurs de projets, les évolutions de l'AAP ont pris en compte leurs attentes.



### Les évolutions successives des critères de l'AAP depuis 2014 ont-ils permis de répondre à vos attentes ?(N=26)



- Les AAP ont évolué en prenant en compte nos remarques et attentes
- Les AAP ont évolué sans nécessairement prendre en compte nos remarques et attentes
- Je ne perçois pas d'évolution des AAP depuis 2014
- Je ne sais pas si les AAP ont évolué

	N
Les AAP ont évolué en prenant en compte nos remarques et attentes	12
Les AAP ont évolué sans nécessairement prendre en compte nos remarques et attentes	2
Je ne perçois pas d'évolution des AAP depuis 2014	1
Je ne sais pas si les AAP ont évolué	11
Total	26

Figure 25 Part des porteurs de projets estimant que les évolutions de l'AAP ont pris en compte leurs attentes

## 1.5.2 Adéquation entre les dispositifs financiers et les besoins des porteurs de projets lauréats

### L'aide à la décision a-t-elle permis de :

Pour la majorité des porteurs de projets, l'aide à la décision a été utile pour :

- développer leur projet
- identifier des montages de sociétés
- faire émerger des pré-projets.

Ainsi, pour 79% d'entre eux, l'aide à la décision a permis de développer le projet.

Pour 72% des porteurs de projets, elle a permis d'identifier des montages de sociétés. A l'inverse, 54% des porteurs de projets indiquent que l'aide n'a pas permis de mobiliser les citoyens dans le cadre des projets.

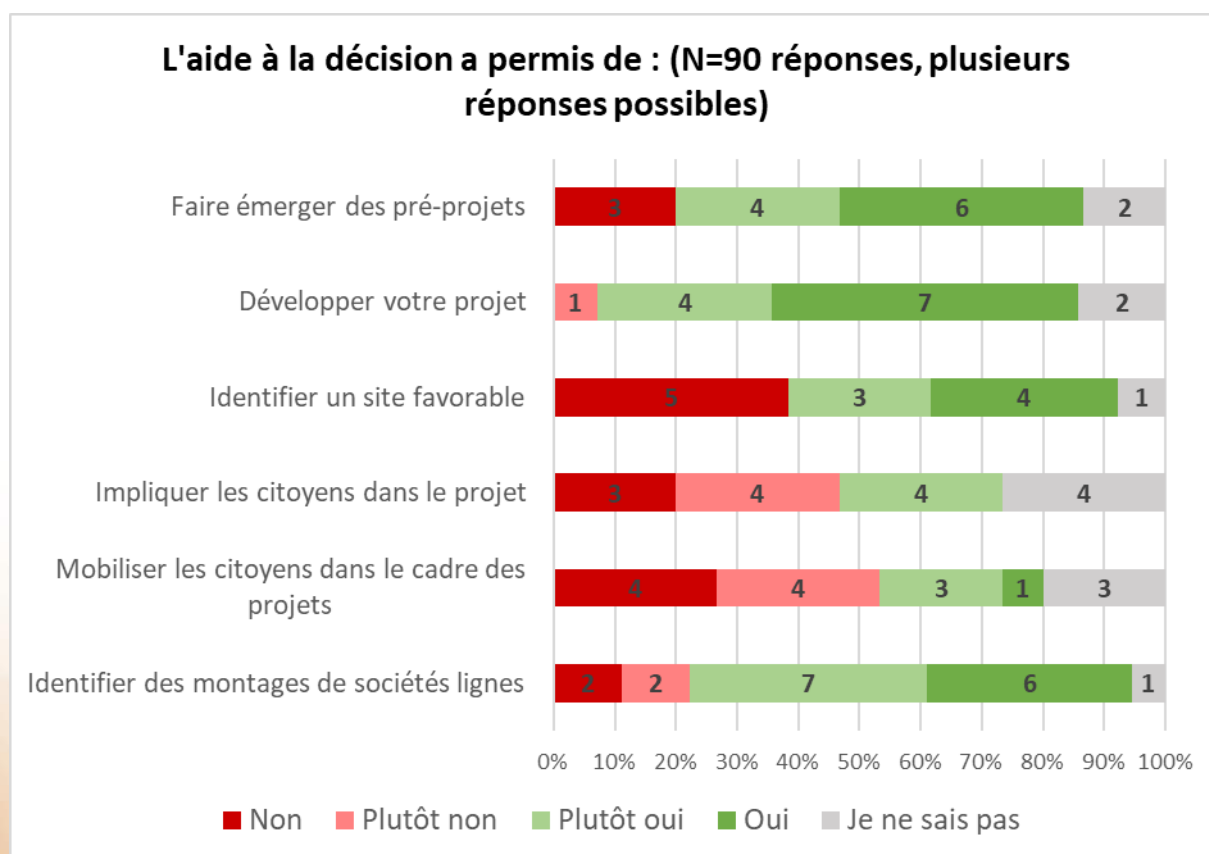


Figure 26 L'aide à la décision a permis de :

	Non	Plutôt non	Plutôt oui	Oui	Je ne sais pas
Faire émerger des projets	0	1	4	7	2
Développer votre projet	0	1	4	7	2
Identifier un site favorable	5	0	3	4	1
Impliquer les citoyens dans le projet	3	4	4	0	4
Mobiliser les citoyens dans le cadre du projet	4	4	3	1	3
Identifier des montages de société	2	2	7	6	1
Total	14	12	25	24	13

### Part des porteurs de projets indiquant que l'aide à la décision a permis de répondre aux besoins suivants

Par conséquent, l'aide à la décision a majoritairement permis de répondre au besoin de réaliser des études de faisabilité technico-économique et des études de montage juridique et financier. A contrario, le besoin le moins couvert par l'aide à la décision porte sur la mobilisation de la société civile pour mieux faire accepter les projets.

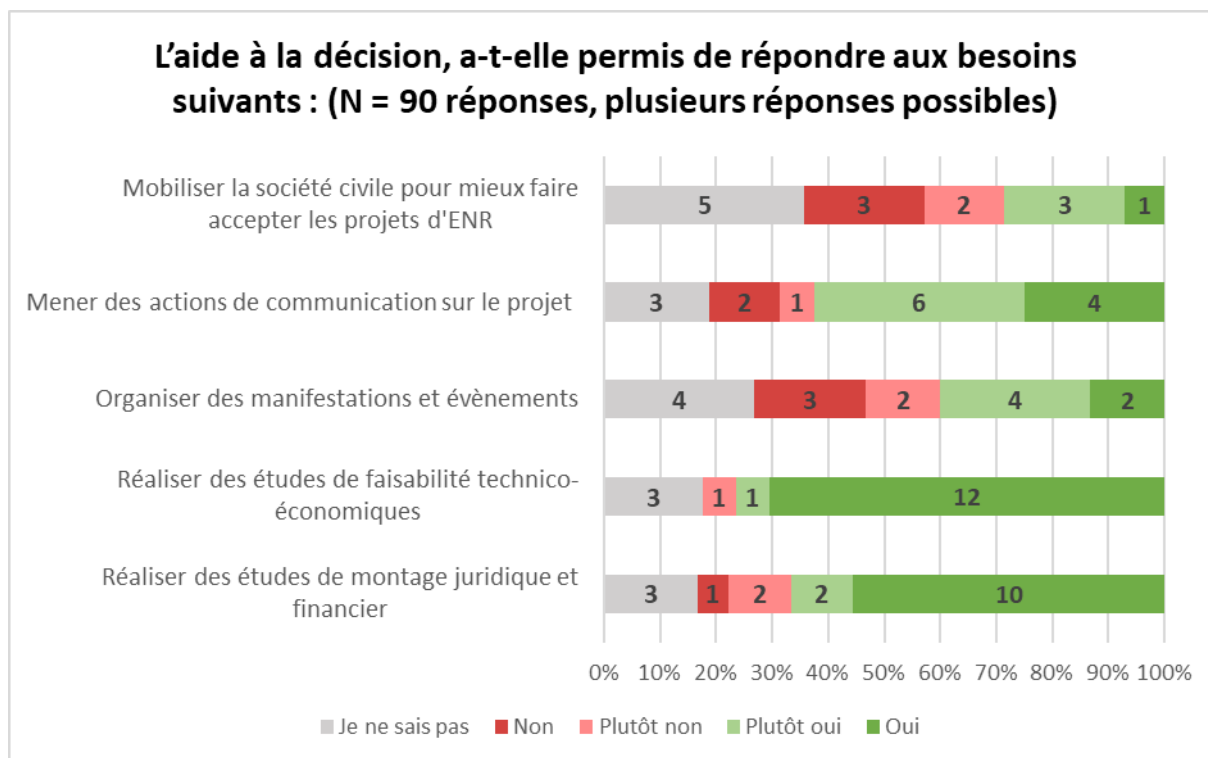


Figure 27 Part des porteurs de projets indiquant que l'aide à la décision a permis de répondre aux besoins suivants :

	Non	Plutôt non	Plutôt oui	Oui	Je ne sais pas
Mobiliser la société civile pour mieux faire accpeter les projets Enr	3	2	3	1	5
Mener des actions de communication sur le projet	2	1	6	4	3
Organiser des manifestations et événements	3	2	4	2	4
Réaliser des études de faisabilité...	0	1	1	12	3
Réaliser des études de montage juridique et financier	1	2	2	10	3
Total	9	8	16	29	18

## L'avance remboursable a permis de :

Pour la majorité des porteurs de projets, l'avance remboursable de l'AAP a permis d'apporter des fonds à la société et d'appuyer le démarrage de la société. Cependant, pour 73% des porteurs de projets, l'avance remboursable n'a pas permis d'aider à la préfiguration de la société.

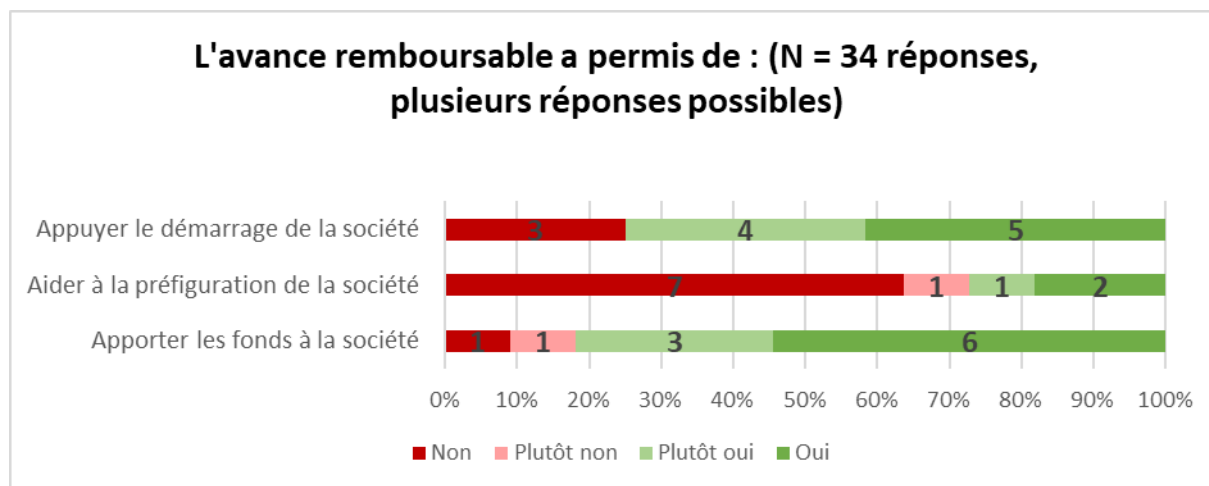


Figure 28 L'avance remboursable a permis de :

	Non	Plutôt non	Plutôt oui	Oui	Je ne sais pas
Appuyer le démarrage de la société	3	0	4	5	0
Aider à la préfiguration de la société	7	1	1	2	0
Apporter les fonds à la société	1	1	3	6	0
Total	11	2	8	13	0

## L'aide forfaitaire à l'organisation d'évènement a permis de :

Selon les deux porteurs de projets ayant mobilisé l'aide à l'organisation d'évènement lancée en 2018, elle a permis d'organiser des événements de sensibilisation, de communiquer sur le projet et de mobiliser les citoyens.

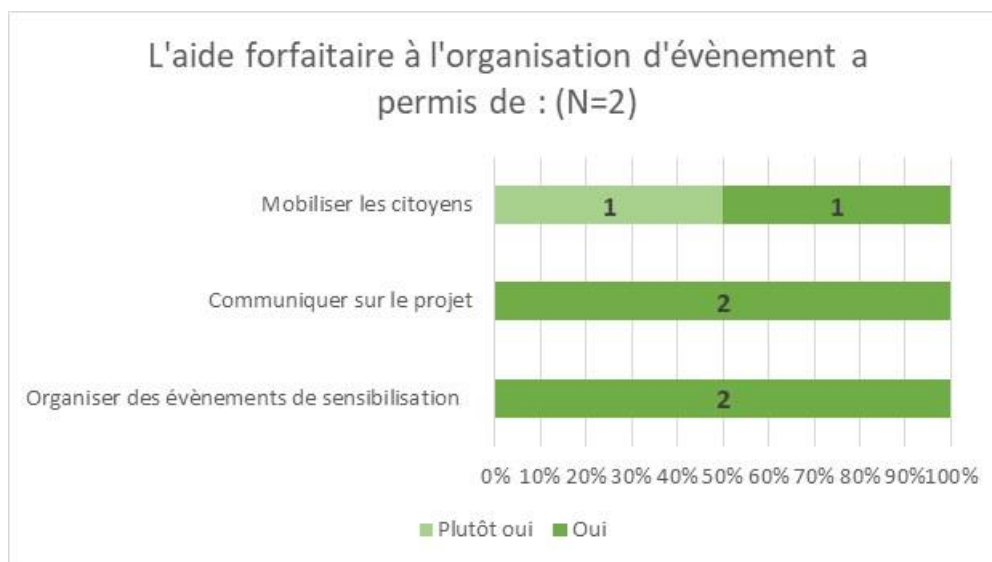


Figure 29 L'aide forfaitaire à l'organisation d'évènement a permis de :

L'aide forfaitaire à l'organisation d'évènements	Organiser des évènements de sensibilisation	Communiquer sur le projet <sup>1</sup>	Mobiliser les citoyens <sup>1</sup>
Non	0	0	0
Plutôt non	0	0	0
Plutôt oui	0	0	1
Oui	2	2	1
Total	2	2	2

### La prime à la participation citoyenne a permis de :

Selon les porteurs de projets, la prime à la participation citoyenne permet principalement de renforcer les capacités d'investissement de la société, de crédibiliser la démarche, de mobiliser financièrement les citoyens de manière plus importante.

Les porteurs de projets sont plus nuancés sur la capacité de la prime citoyenne à faciliter le bouclage financier et la demande d'un prêt bancaire.

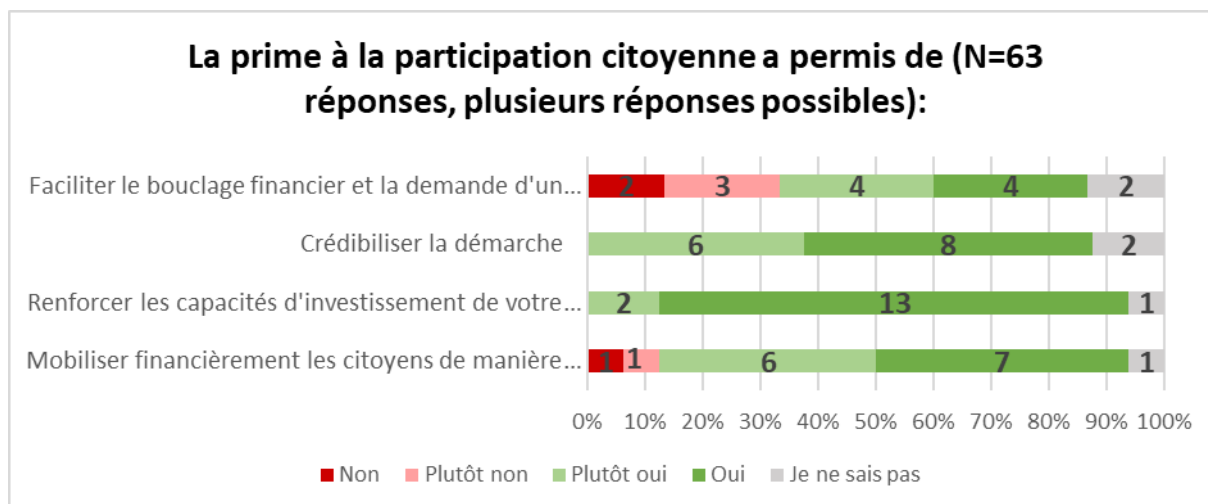


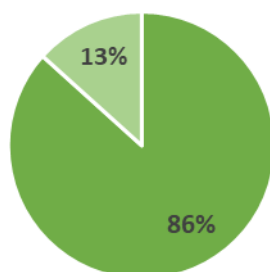
Figure 30 La prime à la participation citoyenne a permis de :

L'aide à la participation citoyenne	Mobiliser financièrement les citoyens de manière plus importante <sup>1</sup>	Renforcer les capacités d'investissement de votre société <sup>1</sup>	Crédibiliser la démarche <sup>1</sup>	Faciliter le bouclage financier et la demande d'un prêt bancaire <sup>1</sup>
Non	1	0	0	2
Plutôt non	1	0	0	3
Plutôt oui	6	2	6	4
Oui	7	13	8	4
Je ne sais pas	1	1	2	2
Total	16	16	16	15

### Part des projets pour lesquels la prime à la participation citoyenne a permis de renforcer le financement et les capacités d'investissement

L'ensemble des porteurs de projets ont indiqué que la prime à la participation citoyenne a permis de renforcer le financement et les capacités d'investissement.

**La prime à la participation citoyenne a-t-elle permis de répondre aux besoins de renforcer le financement et les capacités d'investissement de votre société coopérative ?**  
(N=15)



■ Oui ■ Plutôt oui

**Figure 31** Part des projets pour lesquels la prime à la participation citoyenne a permis de renforcer le financement et les capacités d'investissement

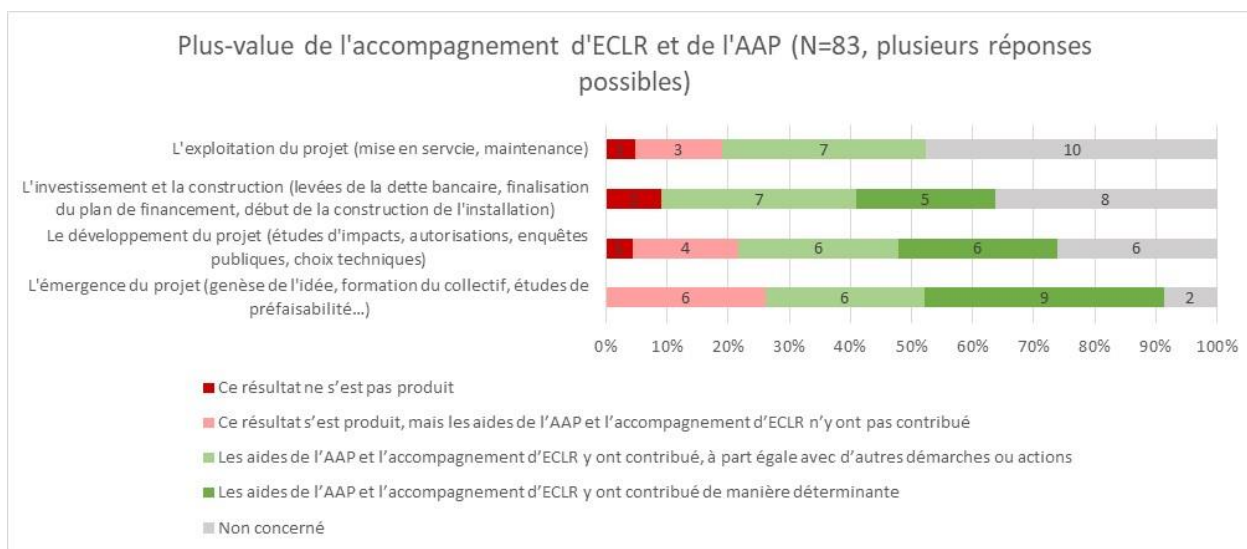
	N
Oui	13
Plutôt oui	2
Plutôt non	0
Non	0
Total	15



### 1.5.3 ECLR et les porteurs de projets

#### Plus-value de l'accompagnement d'ECLR et de l'AAP

Selon une majorité de porteurs de projets, les aides et l'accompagnement d'ECLR ont principalement été utiles pour la phase d'investissement, de construction et la phase d'émergence du projet. En effet, 55% des porteurs de projets ont indiqué que l'AAP et l'accompagnement avaient été utiles voire déterminants et 65% des porteurs de projets ont eu un avis similaire pour la phase d'émergence du projet.



Propositions	Ce résultat ne s'est pas produit	Ce résultat s'est produit, mais les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR n'y ont pas contribué	Les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR y ont contribué, à part égale avec d'autres démarches ou actions	Les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR y ont contribué de manière déterminante	Non concerné	Total
L'émergence du projet (genèse de l'idée, formation du collectif, études de préféabilité...)	0	6	6	9	2	23
Le développement du projet (études d'impacts, autorisations, enquêtes publiques, choix techniques)1	1	4	6	6	6	23
L'investissement et la construction (levées de la dette bancaire, finalisation du plan de financement, début de la construction de l'installation)1	2	0	7	5	8	22
L'exploitation du projet (mise en service,	1	3	7	0	10	21

maintenance)<sup>1</sup>

Figure 32 Plus-value de l'accompagnement d'ECLR et de l'AAP

\* Questions adressées aux porteurs de projets ayant été accompagnés par ECLR

### Part des porteurs de projets dont le projet a bénéficié de l'accompagnement d'ECLR

La majorité des projets a été accompagnée par ECLR. Parmi eux, 27% ont été accompagnés gratuitement au début et 63% ont été accompagnés dans le cadre de formations spécifiques ou de thématiques payantes.

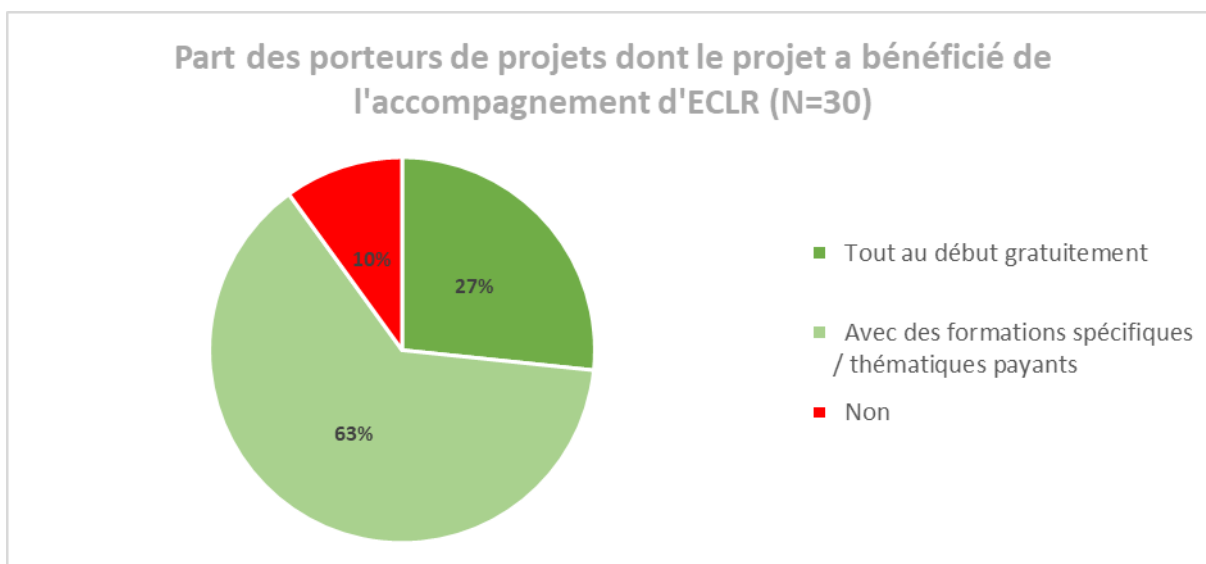


Figure 33 Part des porteurs de projets dont le projet a bénéficié de l'accompagnement d'ECLR

L'ensemble des porteurs de projets indiquent que l'accompagnement d'ECLR a per répondre à leurs besoins.

	N
Tout au début gratuitement	8
Avec des formations spécifiques / thématiques payants	19
Non	3
Total	30

## Part des porteurs de projets estimant que l'accompagnement d'ECLR a permis de répondre à leurs besoins en phase de structuration

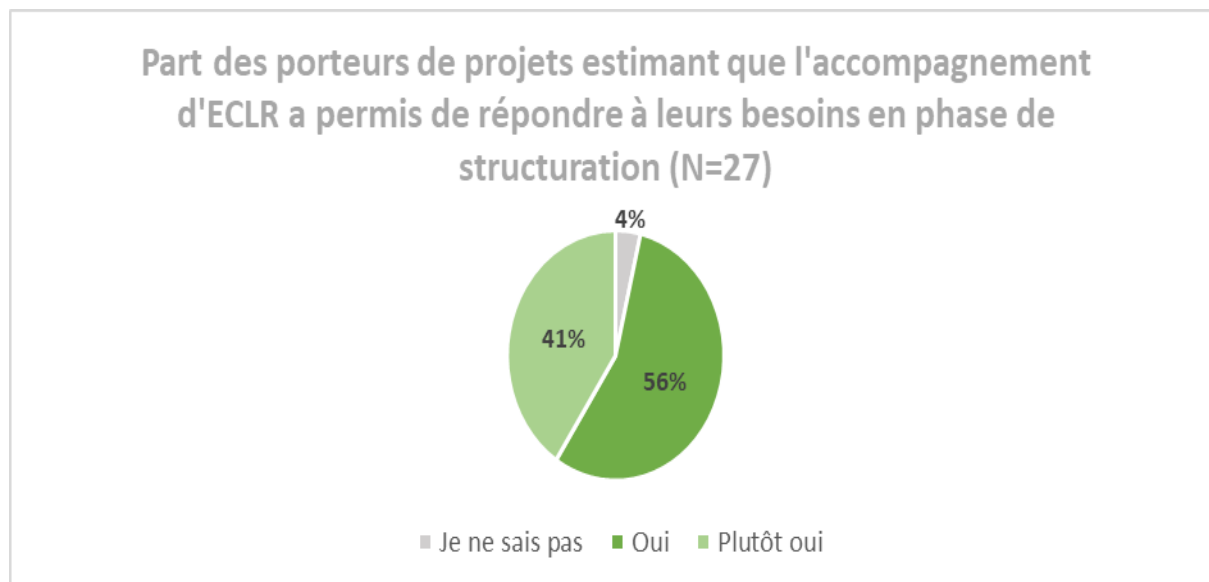


Figure 34 Part des porteurs de projets estimant que l'accompagnement d'ECLR a permis de répondre à leurs besoins en phase de structuration

	N
Oui	15
Plutôt oui	11
Plutôt non	0
Non	0
Je ne sais pas	1
Total	27

## La plus-value de l'accompagnement d'ECLR a porté essentiellement sur

L'accompagnement d'ECLR semble avoir été particulièrement utile sur la montée en compétence, la sensibilisation pour mobiliser les citoyens (85% des porteurs de projets) et pour structurer les projets (77% des porteurs de projets).

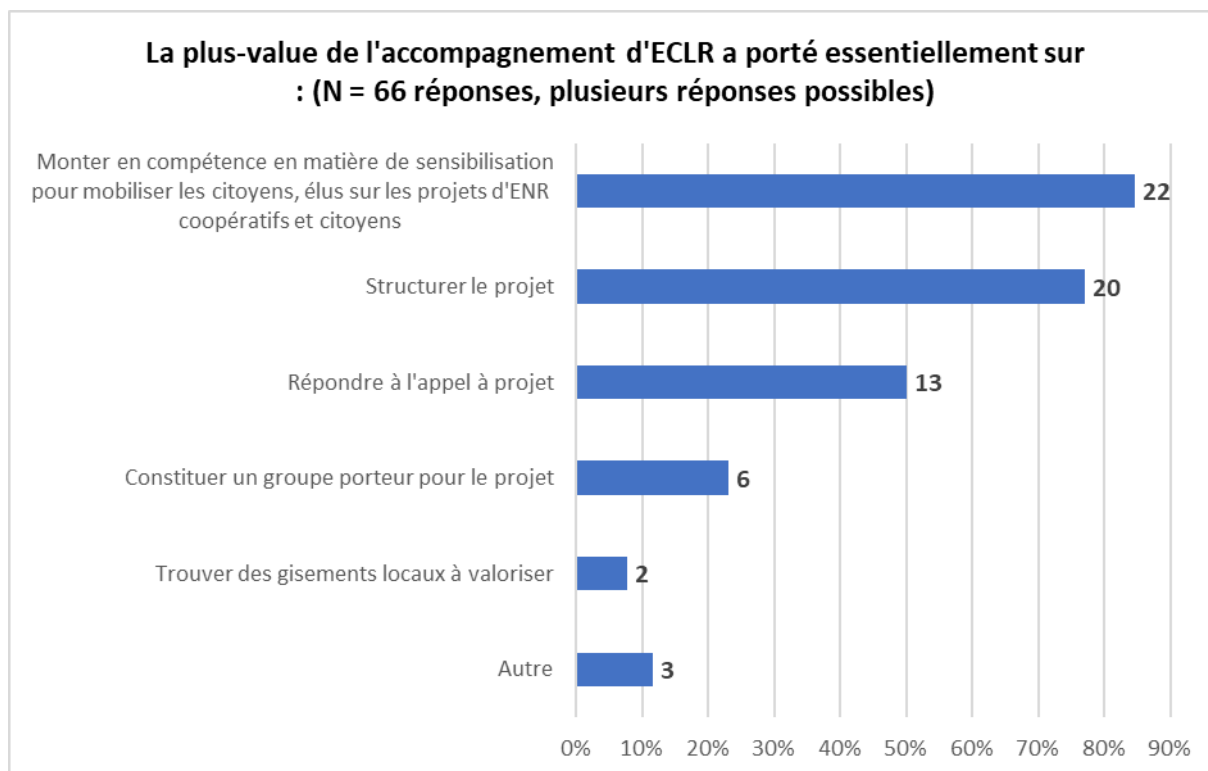
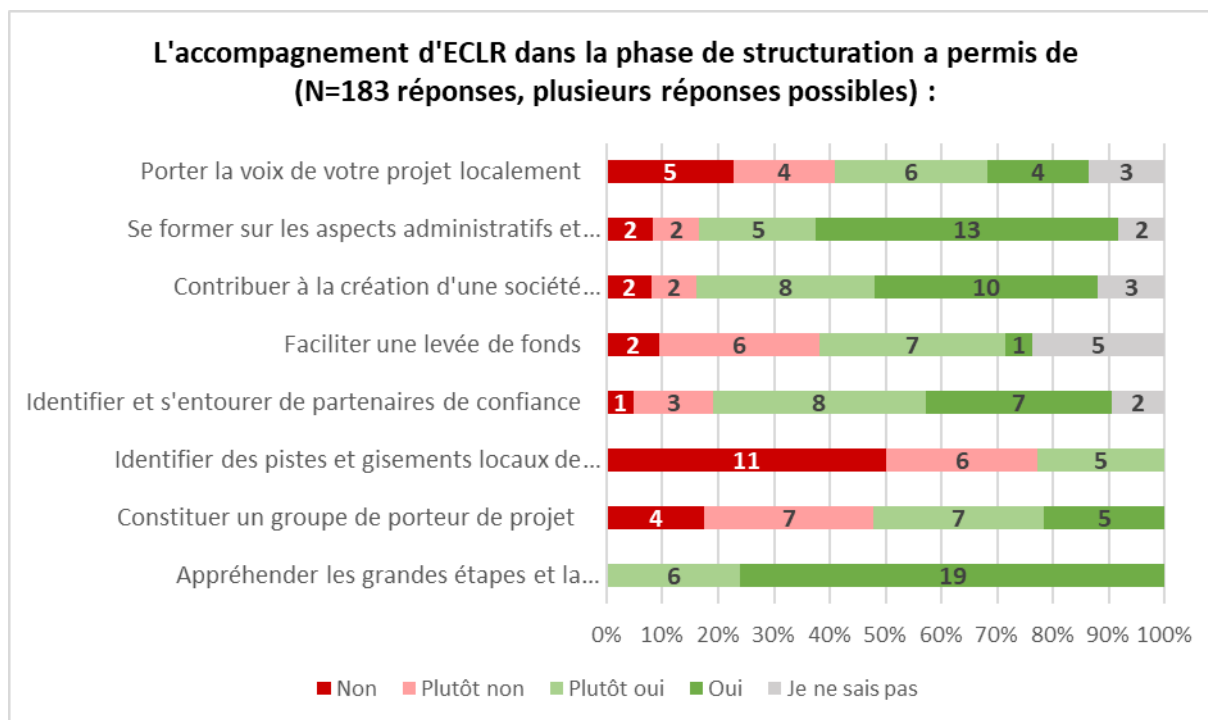


Figure 35 La plus-value de l'accompagnement d'ECLR a porté essentiellement sur :

	N
Autre	3
Trouver des gisements locaux à valoriser	2
Constituer un groupe porteur pour le projet	6
Répondre à l'appel à projet	13
Structurer le projet	20
Monter en compétence en matière de sensibilisation pour mobiliser les citoyens, élus sur les projets d'ENR coopératifs et citoyens	22
Total	26

### L'accompagnement d'ECLR dans la phase de structuration a permis de :

Selon l'ensemble des porteurs de projets, l'accompagnement d'ECLR a permis d'appréhender les grandes étapes et la méthodologie des projets citoyens d'ENR. Pour 75%, l'accompagnement a également permis de se former sur les aspects administratifs et techniques de la gestion d'une société. A l'inverse, pour 77% des porteurs de projets l'accompagnement d'ECLR n'a pas permis d'identifier des pistes et gisements locaux de valorisation d'énergies.



**Figure 36 L'accompagnement d'ECLR dans la phase de structuration a permis de :**

	Appréhender les grandes étapes et la méthodologie des projets citoyens d'EnR1	Constituer un groupe de porteur de projet 1	Identifier des pistes et gisements locaux de valorisation d'énergie1	Identifier et s'entourer de partenaires de confiance1	Faciliter une levée de fonds1	Contribuer à la création d'une société coopérative grâce aux conseils et aux informations transmises1	Se former sur les aspects administratifs et techniques sur la gestion d'une société coopérative1	Porter la voix de votre projet localement1
Non	0	4	11	1	2	2	2	5
Plutôt non	0	7	6	3	6	2	2	4
Plutôt oui	6	7	5	8	7	8	5	6
Oui	19	5	0	7	1	10	13	4
Je ne sais pas	0	0	0	2	5	3	2	3
Total	25	23	22	21	21	25	24	22

## Part des projets adhérents à ECLR

82% des porteurs de projets sont adhérents à ECLR.

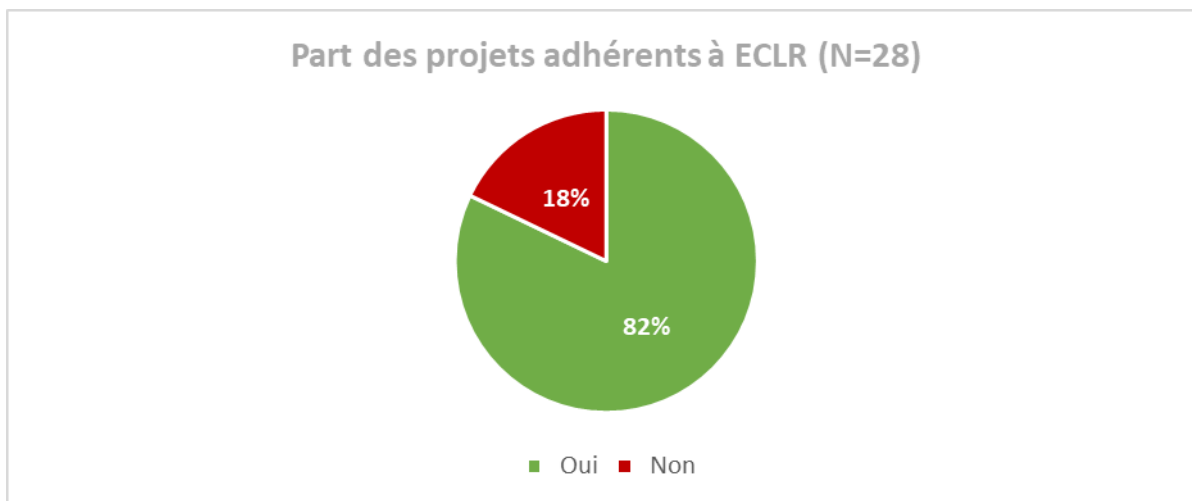


Figure 37 Part des projets adhérents à ECLR

	N
Oui	23
Non	5
Total	26

79% des porteurs de projets font appel à d'autres structures qu'ECLR afin d'avoir une expertise complémentaire sur certains sujets. Enercoop et l'URSCOP sont les structures ayant le plus accompagné les porteurs.

## Part des projets lauréats ayant bénéficié d'un accompagnement dispensé par une autre structure

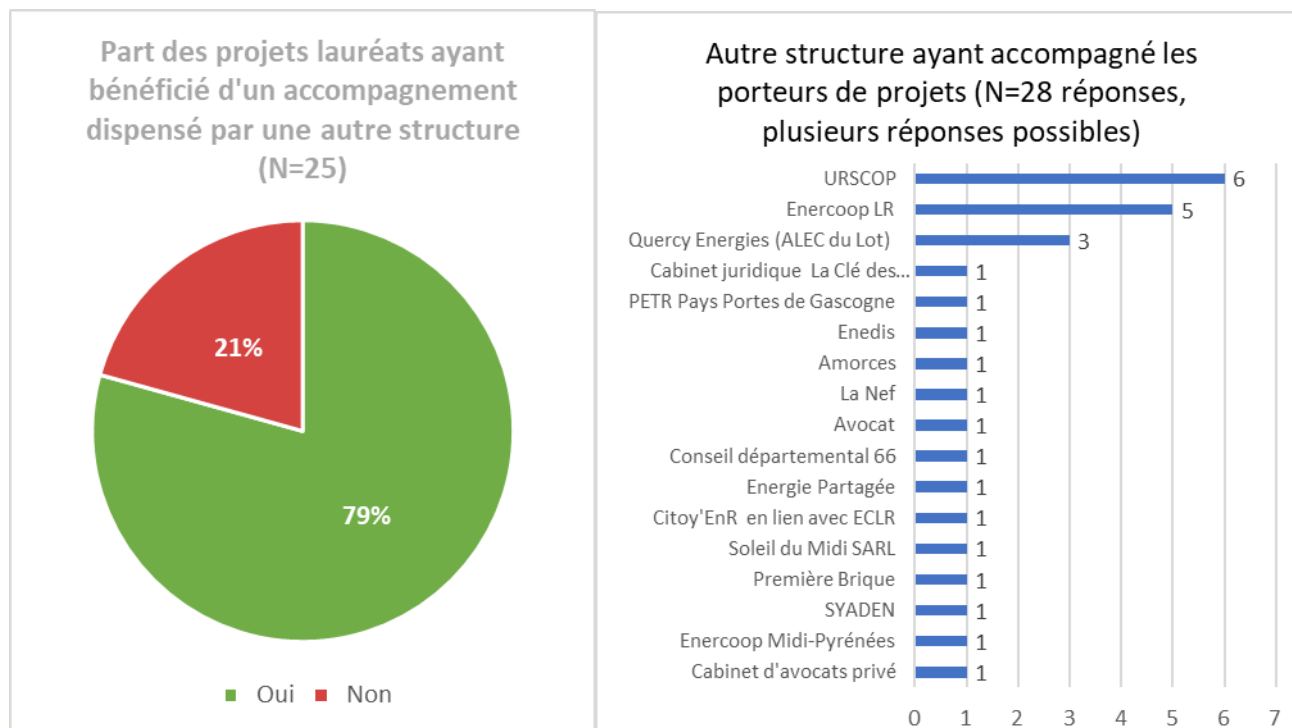


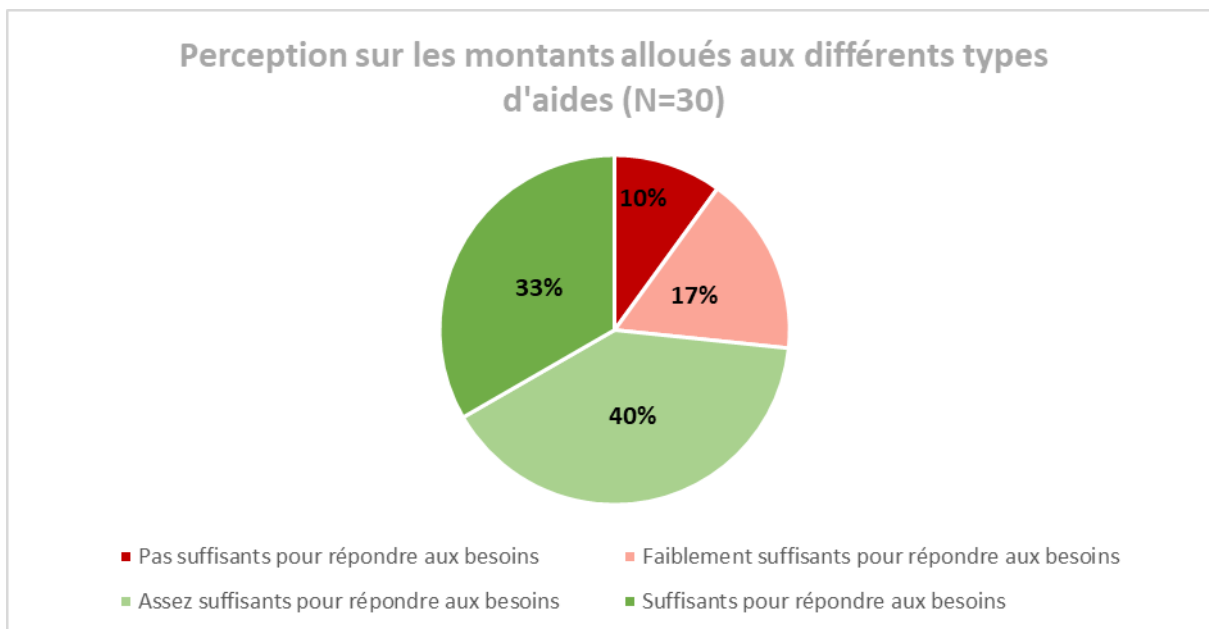
Figure 38 Part des projets lauréats ayant bénéficié d'un accompagnement dispensé par une autre structure

	N
Oui	23
Non	6
Total	29

*\*Questions adressées à tous les lauréats*

## Perception sur les montants alloués aux différents types d'aides

La majorité (73%) des porteurs de projets indique que les montants alloués aux différents types d'aides sont suffisants ou assez suffisants pour répondre aux différents besoins.



**Figure 39 Perception sur les montants alloués aux différents types d'aides**

Les moyens	N
Suffisants pour répondre aux besoins	10
Assez suffisants pour répondre aux besoins	12
Faiblement suffisants pour répondre aux besoins	5
Pas suffisants pour répondre aux besoins	3
Total	30

## Besoins non-couverts par les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR

Toutefois, presque la moitié (51%) des porteurs de projets indique que l'AAP et l'accompagnement d'ECLR n'ont pas permis de couvrir tous leurs besoins. Les besoins non-couverts concernent la recherche de financement, la mobilisation citoyenne et l'aide au développement de projets faisant appel à des bénévoles.



### Besoins non-couverts par les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR (N=29)

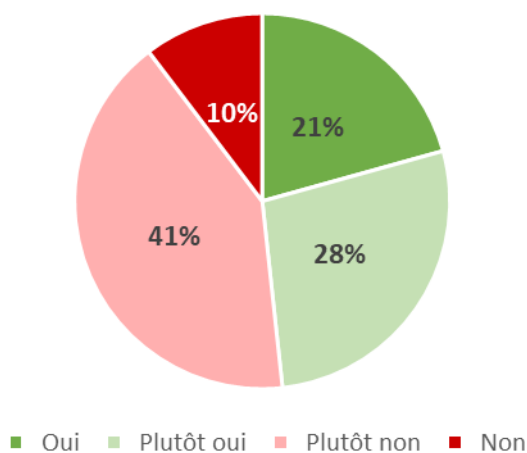


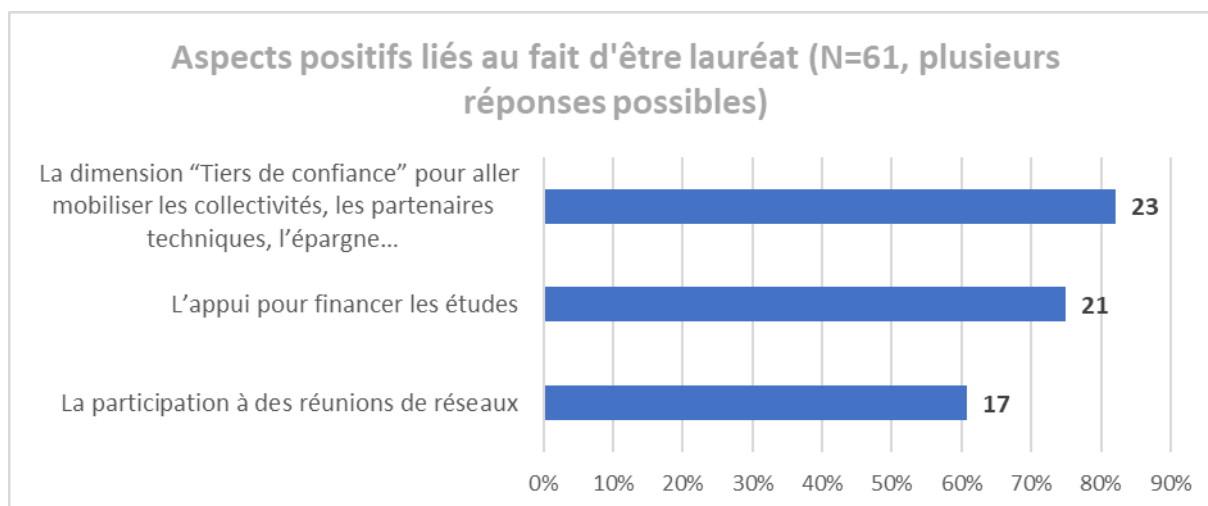
Figure 40 Besoins non-couverts par les aides de l'AAP et l'accompagnement d'ECLR

	N
Oui	6
Plutôt oui	8
Plutôt non	12
Non	3
Total	29

### Aspects positifs liés au fait d'être lauréat

Le statut de « lauréat » est particulièrement apprécié par les porteurs de projets grâce à sa dimension de « Tiers de confiance » utile à la mobilisation d'acteurs notamment les collectivités locales souvent déconnectées des politiques régionales en la matière. Ce statut semble également positif grâce à l'appui qu'il procure pour financer les études et la possibilité de participer à des réunions de réseaux.

Figure 41 Aspects positifs liés au fait d'être lauréat



	N
Autre	0
La participation à des réunions de réseaux	17
L'appui pour financer les études	21
La dimension "Tiers de confiance" pour aller mobiliser les collectivités, les partenaires techniques, l'épargne...	23
Total	61

### Points bloquants liés au fait d'être lauréat

Les formalités administratives constituent un des points bloquants au statut de lauréat. En effet, 63% des porteurs de projets ont indiqué qu'il s'agit de l'aspect le plus problématique.

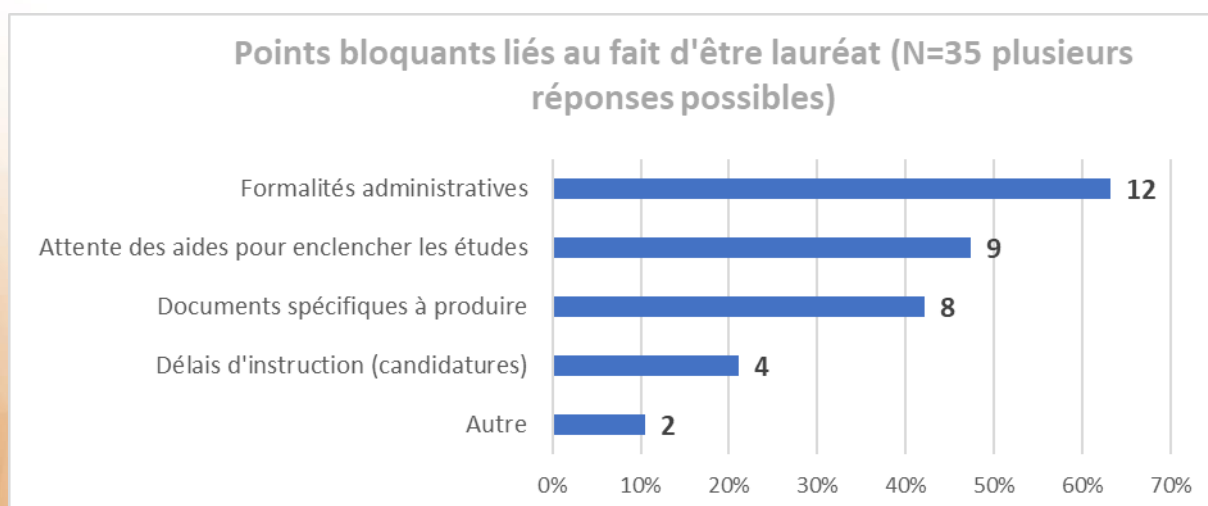


Figure 42 Points bloquants liés au fait d'être lauréat

	N
Autre	2
Délais d'instruction (candidatures)	4
Documents spécifiques à produire	8
Attente des aides pour enclencher les études	9
Formalités administratives	12
Total	35

### 1.5.4 Contexte et besoin des « non lauréats »

*\*Questions adressées aux non lauréats*

#### Part des porteurs de projets non-lauréat connaissant les AAP

L'ensemble des porteurs de projets non-candidats aux AAP ont entendu parler ou ont une bonne connaissance de l'AAP.

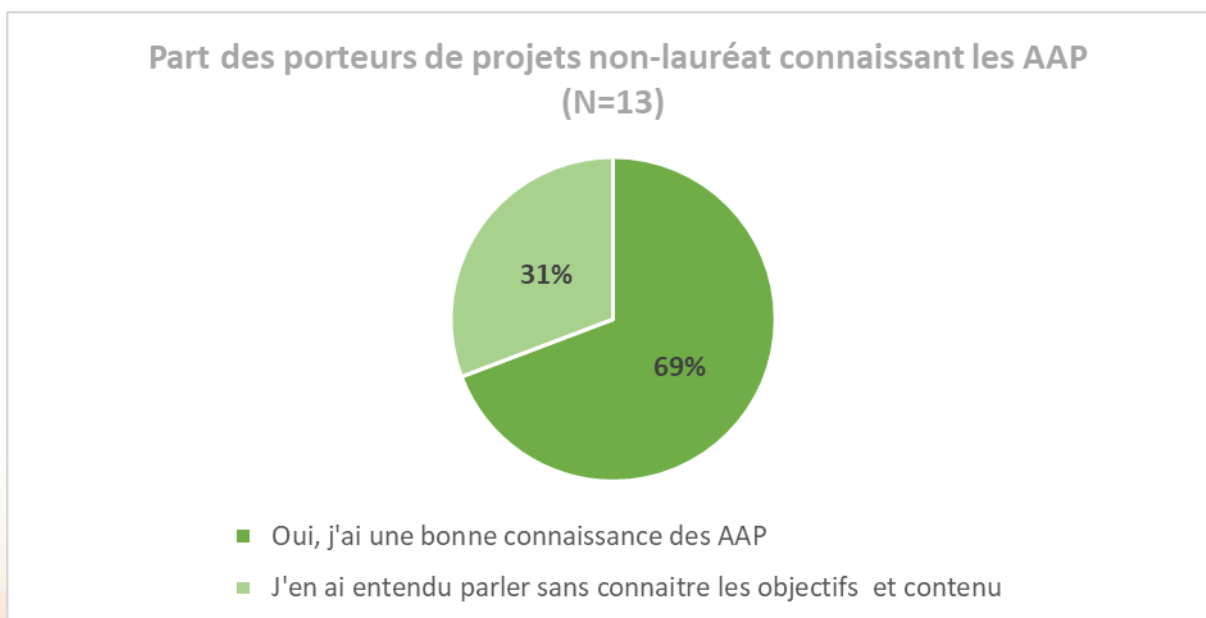


Figure 43 Part des porteurs de projets non-lauréat connaissant les AAP

	N
Oui, j'ai une bonne connaissance des AAP	9
J'en ai entendu parler sans connaître les objectifs et contenu	4
Non, je ne connais pas	0
Total	13

## Raisons de la non-candidature à l'AAP

Plusieurs porteurs de projets n'ont pas soumis leur projet à candidature car celui-ci est encore en phase de réflexion. Deux d'entre eux ne l'ont pas fait à cause d'absence d'information sur les modalités des AAP.

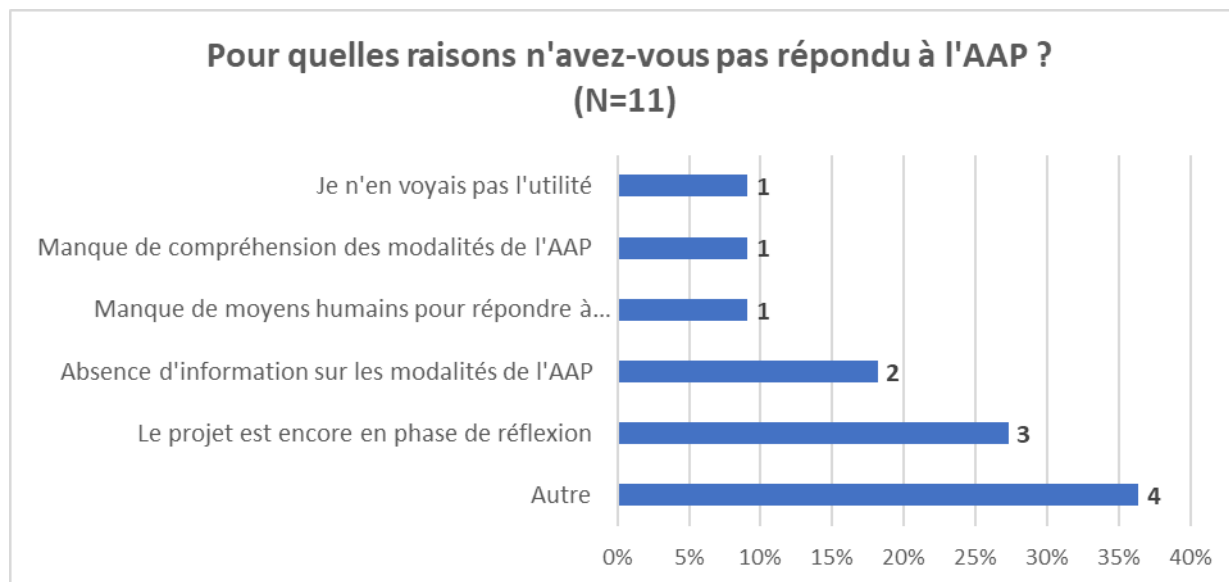


Figure 44 Raisons de la non-candidature à l'AAP

	N
Autre	4
Le projet est encore en phase de réflexion	3
Absence d'information sur les modalités de l'AAP	2
Manque de moyens humains pour répondre à l'AAP	1
Manque de compréhension des modalités de l'AAP	1
Je n'en voyais pas l'utilité	1
Total	11

Les porteurs de projets ayant cité « Autre » ont précisé les éléments suivants :

- *La réflexion n'était pas mature jusqu'à présent => positionnement du territoire sur l'AMI*
- *Blocage politique municipal*
- *Concernait le financement des études, déjà financées par TEPCV*
- *Ces APP concernent surtout les associations de citoyens et collectivités rurales, pas les grandes collectivités*
- *Encore en phase de pré-projet*
- *Projet en autoconsommation collective peu compatible avec les contraintes techniques (comptage) et les APP*

- *Réflexion ENR en émergence, suite élaboration PCAET*

## Identification des besoins actuels pour mettre en place des projets ENR coopératifs et citoyens

Les trois besoins actuels les plus cités par les porteurs de projets sont : la crédibilisation du projet auprès des différents acteurs, la mobilisation financière des citoyens et la réalisation d'études de faisabilité technico-économique.

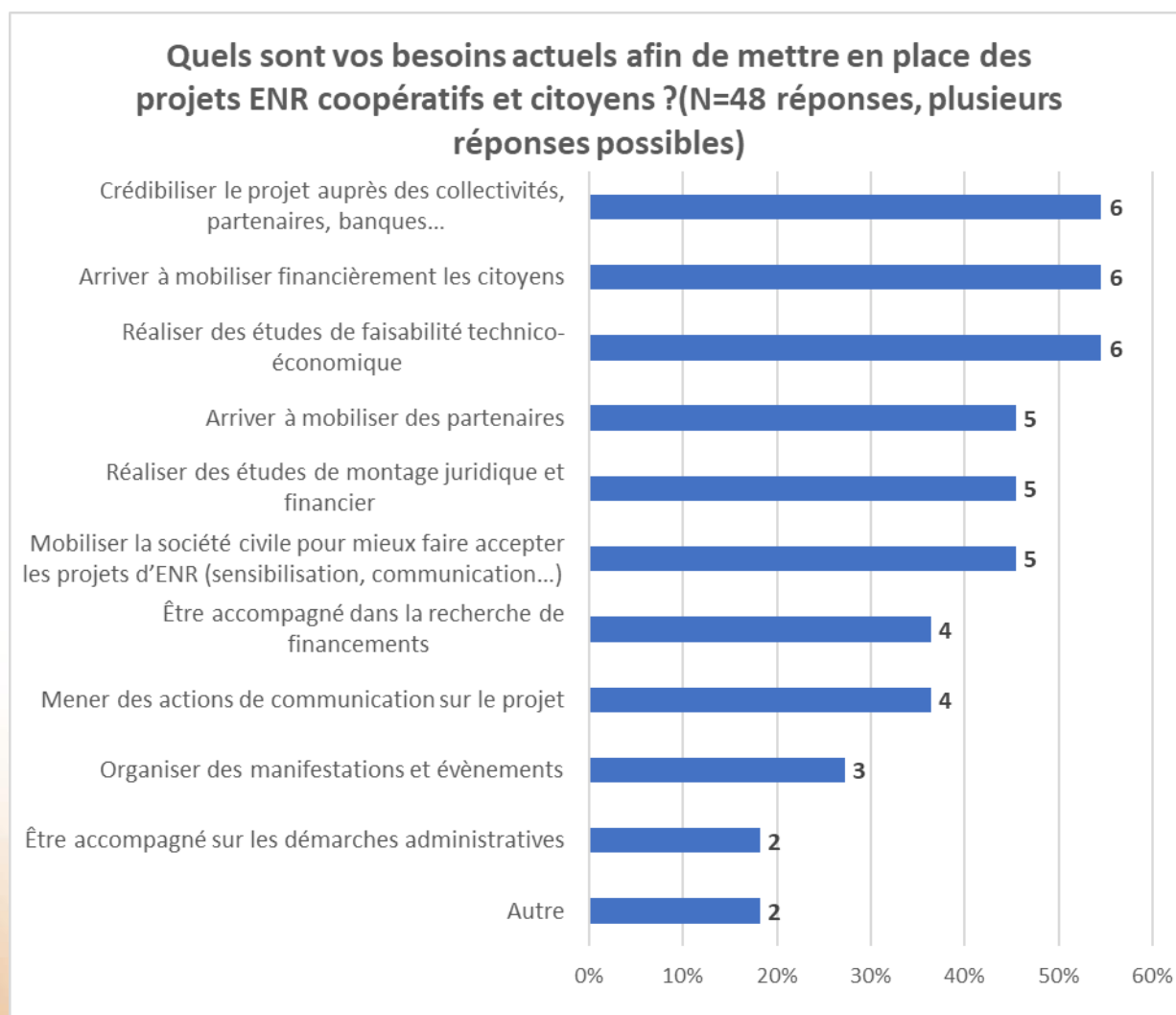


Figure 45 Identification des besoins actuels pour mettre en place des projets ENR coopératifs et citoyens

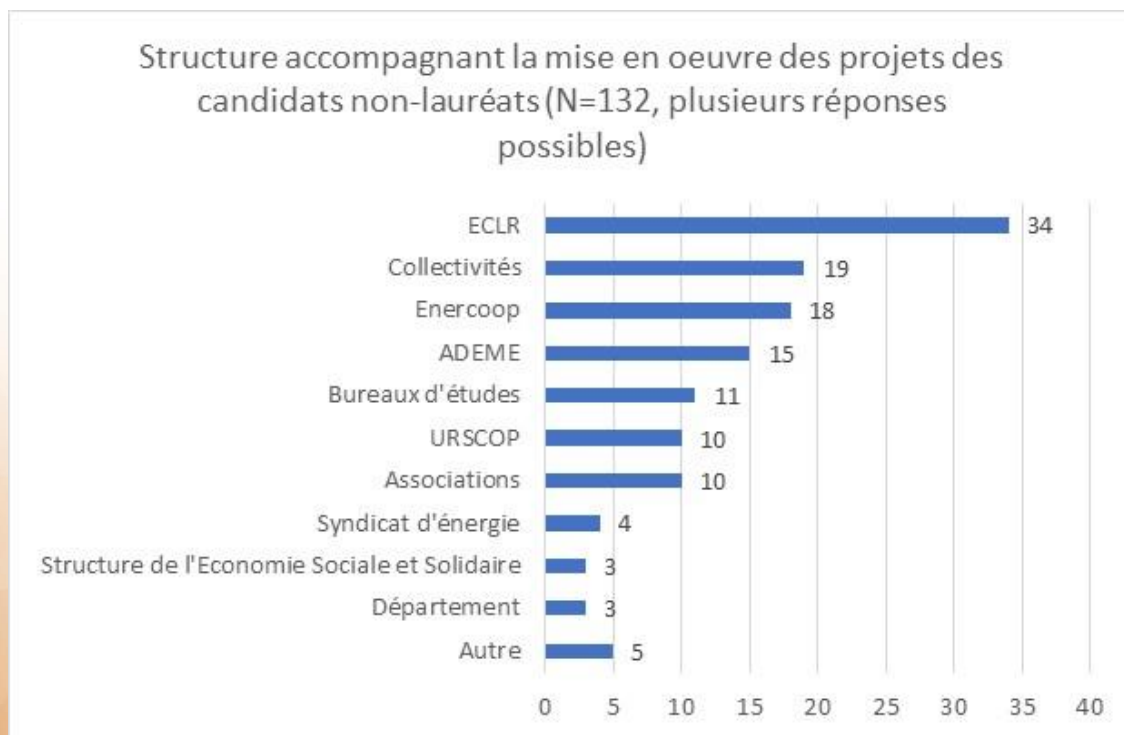
Besoins actuels	N
Autre	2
Être accompagné sur les démarches administratives	2

Organiser des manifestations et évènements	3
Mener des actions de communication sur le projet	4
Être accompagné dans la recherche de financements	4
Mobiliser la société civile pour mieux faire accepter les projets d'ENR (sensibilisation, communication...)	5
Réaliser des études de montage juridique et financier	5
Arriver à mobiliser des partenaires	5
Réaliser des études de faisabilité technico-économique	6
Arriver à mobiliser financièrement les citoyens	6
Crédibiliser le projet auprès des collectivités, partenaires, banques...	6
Total	48

### Structure accompagnant les projets non lauréats

L'accompagnement des projets non lauréats est réalisé par différents types d'acteurs, notamment les associations, la Région, les collectivités...

Figure 46 Structure accompagnant les projets non lauréats



Accompagnement dans la mise en œuvre	N
Autre	5
Département	3
Structure de l'Economie Sociale et Solidaire	3
Syndicat d'énergie	4
Associations	10
URSCOP	10
Bureaux d'études	11
ADEME	15
Enerccop	18
Collectivités	19
ECLR	34
Total	98

## 1.6 Perception des lauréats sur les modalités d'articulation entre la Région, l'ADEME et ECLR

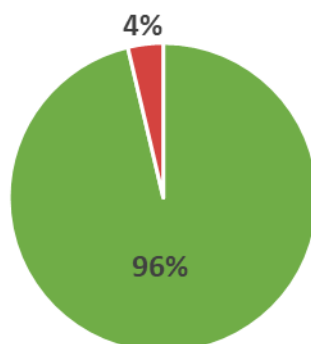
- **96% des porteurs de projets (27) jugent que la Région et l'ADEME ont un positionnement commun et cohérent sur les projets coopératifs et citoyens**
- **A ce titre, les rôles de la Région et de l'ADEME restent globalement bien identifiés par les porteurs de projets sur la conception des AAP, l'instruction des dossiers ainsi que leur suivi**
- **En revanche il existe des points de confusion auprès des porteurs de projets sur les différentes demandes d'aides**

*\*Questions adressées aux lauréats*

### Perception du positionnement de la Région et de l'ADEME (N=27)

La grande majorité des porteurs de projets (96%) indique que le positionnement de la Région et de l'ADEME est commun et cohérent en matière de développement des projets ENR coopératifs et citoyens.

### Perception du positionnement de la Région et de l'ADEME (N=27)



- La Région et l'ADEME ont un positionnement commun et cohérent sur les projets coopératifs et citoyens
- Je ne perçois pas le positionnement de l'ADEME et de la Région et sur les projets coopératifs et citoyens

Figure 47 Perception du positionnement de la Région et de l'ADEME

	N
La Région et l'ADEME ont un positionnement commun et cohérent sur les projets coopératifs et citoyens	26
La Région et l'ADEME ont des positionnements différents sur les projets coopératifs et citoyens	0
Je ne perçois pas le positionnement de l'ADEME et de la Région et sur les projets coopératifs et citoyens	1
Total	27



## Part des porteurs de projets identifiant les rôles de l'ADEME et de la Région dans les différentes phases de l'AAP

La majorité des lauréats identifie les rôles de l'ADEME et de la Région dans la phase de conception des AAP, dans l'instruction des dossiers et dans le suivi des dossiers.

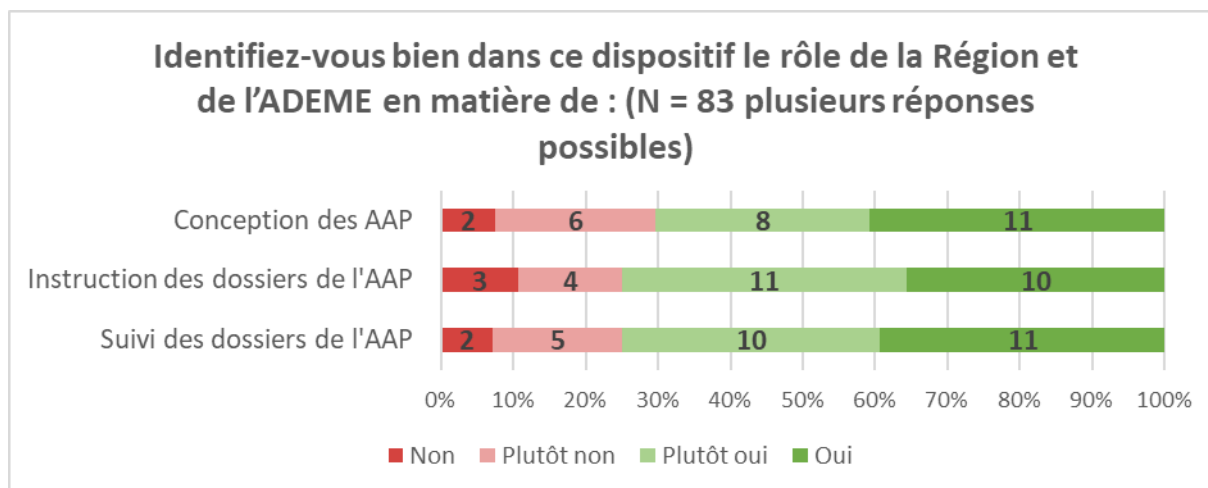


Figure 48 Part des porteurs de projets identifiant les rôles de l'ADEME et de la Région dans les différentes phases de l'AAP

Identification du rôle de la Région et de l'ADEME	Suivi des dossiers de l'AAP	Instruction des dossiers de l'AAP	Conception des AAP
Non	2	3	2
Plutôt non	5	4	6
Plutôt oui	10	11	8
Oui	11	10	11
Total	28	28	27

### Points de confusion identifiés

Pour l'ensemble des porteurs de projets ayant répondu à cette question (7 uniquement), les différentes modalités de soutien constituent un point de confusion de l'AAP.

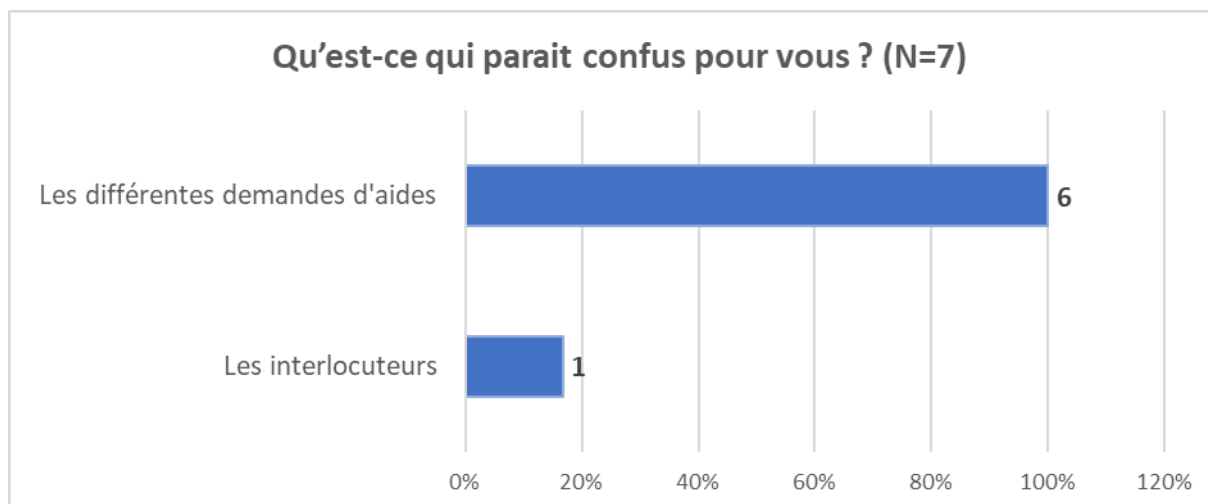


Figure 49 Qu'est-ce qui paraît confus pour vous ?

	N
Les interlocuteurs	1
Les différentes demandes d'aides	6
Total	7

#### Interlocuteur principal des porteurs de projets dont le projet est lauréat

Pour 48% des porteurs de projets répondants, la Région est l'interlocuteur principal. ECLR est également considéré comme interlocuteur principal pour 40% des porteurs de projets répondants.

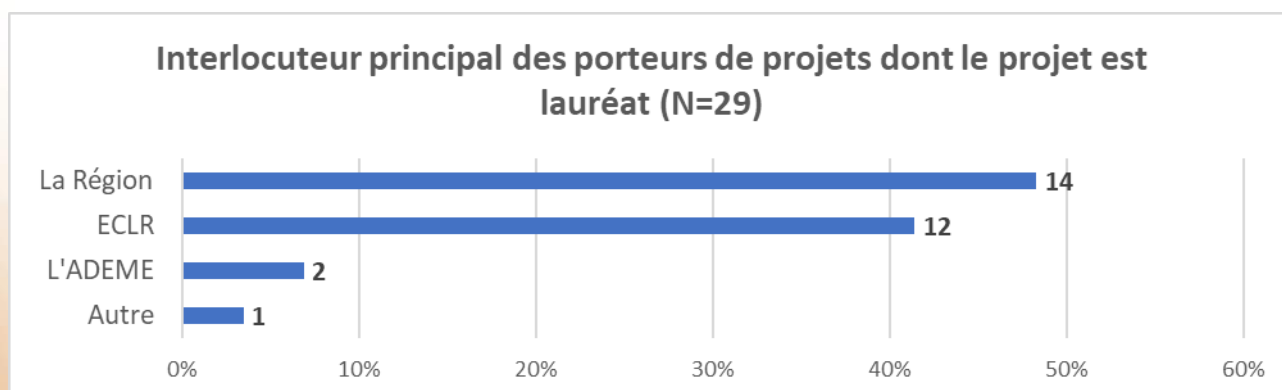


Figure 50 Interlocuteur principal des porteurs de projets dont le projet est lauréat

Interlocuteur principal	N
Autre	1
L'ADEME	2
ECLR	12
La Région	14

Total

29

## Délais de réponses aux interrogations

Pour 87% des porteurs de projets, les délais de réponse à leurs interrogations sont plutôt faibles ou faibles.

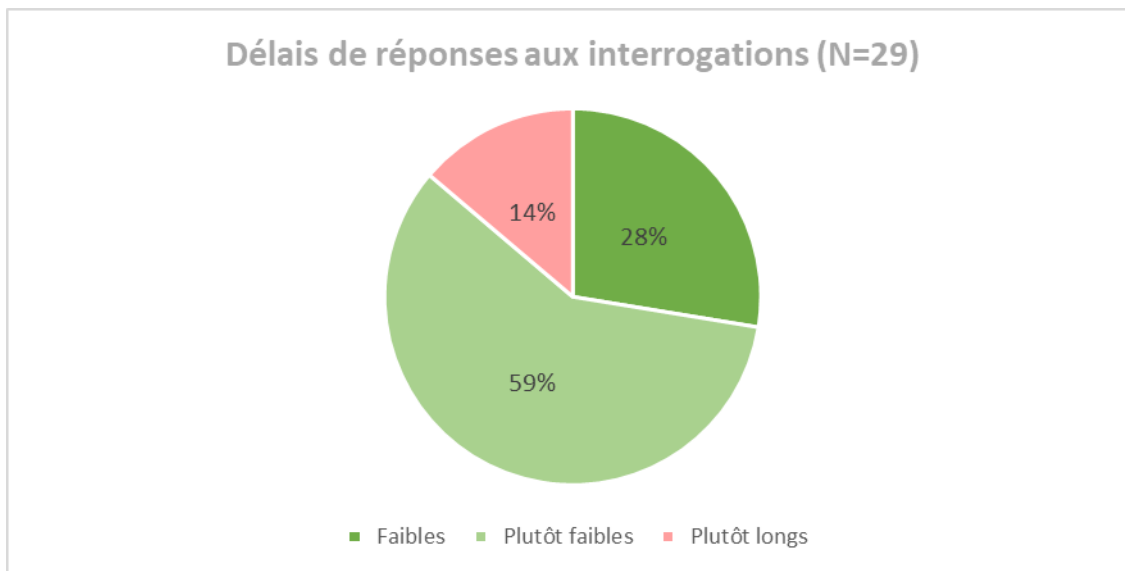


Figure 51 Délais de réponses aux interrogations

	N
Faibles	8
Plutôt faibles	17
Plutôt longs	4
Longs	0
Total	29

## 1.7 Perception sur l'articulation des dispositifs de soutien de l'AAP avec d'autres cadres d'intervention

- Une identification de la complémentarité des aides avec celles des autres acteurs<sup>2</sup> partielle

\*Questions adressées aux lauréats

### Complémentarité entre les aides de l'AAP et les actions menées par les acteurs suivants

Les dispositifs de soutien de l'AAP semblent complémentaires avec les actions d'Energie Partagée Investissement pour 76% des porteurs de projets.

La complémentarité des dispositifs de soutien de l'AAP avec les syndicats mixtes d'énergie, l'État et EnRciT<sup>3</sup> apparaît cependant moins lisible puisqu'une majorité de porteurs de projets indique ne pas connaître ou ne pas percevoir de complémentarité entre ces structures et l'AAP.

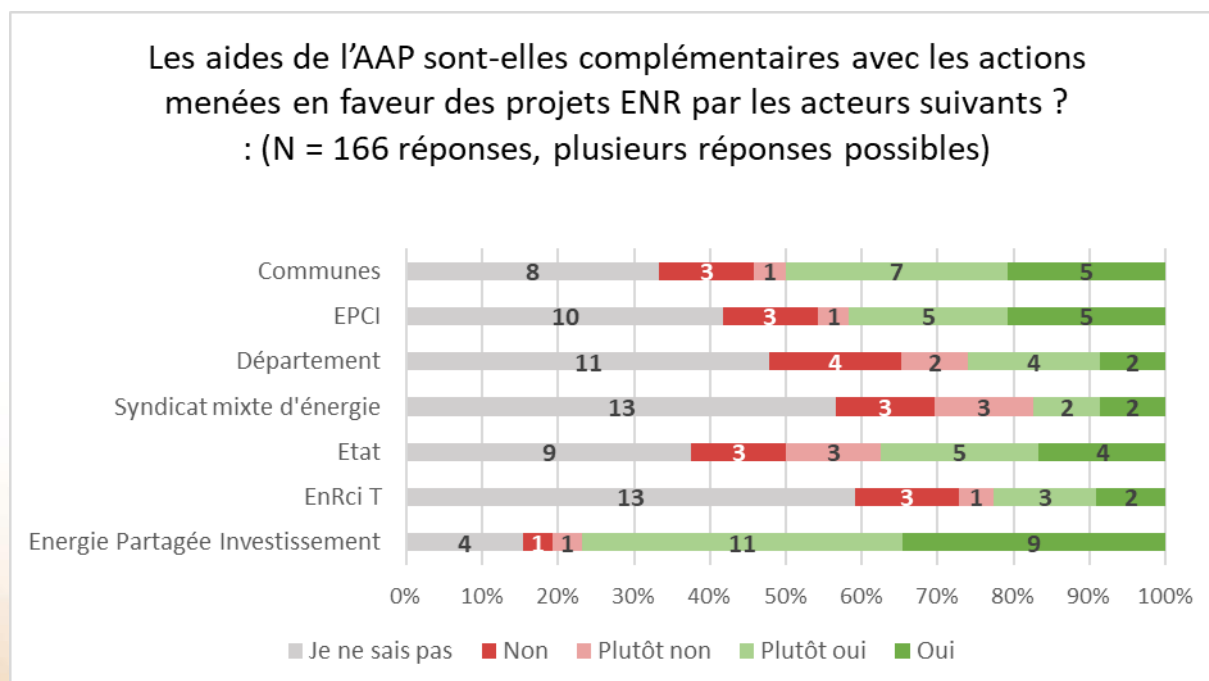


Figure 52 Complémentarité entre les aides de l'AAP et les actions menées par les acteurs suivants :

<sup>2</sup> Les autres acteurs identifiés sont présentés dans la « Cartographie des acteurs » dans la Note Méthodologique

<sup>3</sup> Dispositif d'appui aux projets citoyens d'énergies renouvelables pour tous les territoires opérés par Energie Partagée Coopérative et doté de 10 millions d'euros. Plus d'info : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/enrcit-10-millions-deuros-nouveau-dispositif-dappui-aux-projets-citoyens-denergies-renouvelables>

Complémentarité des actions	Energie Partagée Investissement	EnRci T	Etat	Syndicat mixte d'énergie	Département	EPCI	Communes
Je ne sais pas	4	13	9	13	11	10	8
Non	1	3	3	3	4	3	3
Plutôt non	1	1	3	3	2	1	1
Plutôt oui	11	3	5	2	4	5	7
Oui	9	2	4	2	2	5	5
Total	26	22	24	23	23	24	24

Les complémentarités identifiées par les porteurs de projets avec les autres acteurs sont les suivantes :

- *Signature de convention avec des communes, Syndicat D'Energie (SDE); recherche de projets commun avec le Département; financement acquis d'EPIInv*
- *La confiance*
- *L'objectif final est commun : produire*
- *Différentes échelles*
- *Les collectivités peuvent apporter des mises à disposition de toitures à équiper en photovoltaïque et mobiliser leurs administrés pour s'engager dans la transition énergétique en devenant associés de la coopérative*
- *Volonté au niveau du département à développer les ENR*

A l'inverse, les porteurs de projets identifiant une absence de complémentarité ont mis en évidence les raisons suivantes :

- *Pas d'aides financières avec les autres structures*
- *Seuls nos projets visent l'appropriation citoyenne*
- *Pas de besoin particulier exprimé de notre part*
- *Pas de dialogue*

## 1.8 Les impacts socio-économiques des projets

En synthèse il faut retenir des impacts socio-économiques des projets les points suivants :

- Une plus-value du dispositif de soutien de l'AAP et d'ECLR considérée plus importante par les porteurs de projets au moment de l'émergence de celui-ci (genèse, formation du collectif, réalisation d'études). Cette plus-value demeure plus faiblement perçue sur les phases d'investissement et d'exploitation.
- Une plus-value de l'accompagnement d'ECLR principalement identifiée sur la montée en compétence en matière de sensibilisation des citoyens.
- Les projets ont majoritairement favorisé la création d'une dynamique collective que celle-ci soit à l'initiative d'une association ou d'une collectivité.
- Un renforcement de l'acceptabilité des projets jugés positivement par les porteurs de projets bien que des réticences puissent subsister auprès des citoyens et des collectivités.
- Des projets initiaux ayant favorisé le développement d'autres projets et l'accélération des actions de transition énergétique.

### 1.8.1 Les impacts économiques des projets

*\* Cette partie du questionnaire concerne les porteurs de projets en exploitation.*

*Les impacts sur le volet économique ont été travaillés en lien avec une étude nationale portée par Energie Partagée. La méthodologie repose sur le calcul de plusieurs types d'indicateurs.*

Dans le cadre de cette étude, un des objectifs est de mesurer l'impact économique des projets d'énergie renouvelable et citoyenne. Dans ce cadre, il a été choisi de répliquer à l'échelle régionale les travaux portés par Energie Partagée au niveau national. Il s'agit ici de présenter l'essentiel de la méthodologie. Pour les informations complémentaires, il est possible de prendre contact avec Arno FOULON ou Adrienne PERNOT DU BREUIL d'Energie Partagée.

Les deux études ont été réalisées selon le même calendrier, avec un même objectif de publication, le 10 décembre 2019 dans le cadre des premières Assises Nationales de l'Energie Citoyenne de Montpellier.

L'étude d'énergie partagée est à télécharger ici : <https://energie-partagee.org/etude-retombees-eco/>

## 1.9 Synthèse de la méthodologie d'Energie Partagée

L'évaluation des **retombées locales** de la société de projets est la somme des indicateurs suivants :



Figure 53 Méthodologie d'Energie Partagée

Autrement dit, ce calcul tient compte des retombées directement issues de la société de projets (en bleu ci-dessous), et celles issues des prestataires sollicités (en violet). D'autres indicateurs (cerclés de rouge) n'ont pas été inclus ou négligés faute de données suffisantes (cerclé orange).

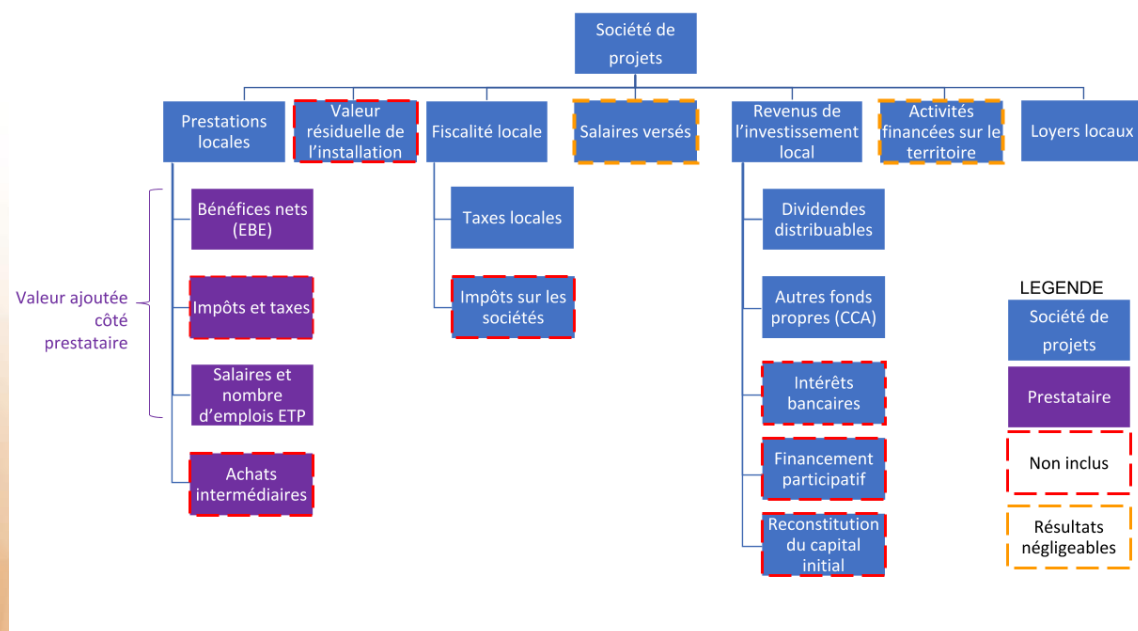


Figure 53 :Schéma des indicateurs



L'approche méthodologique choisie s'appuie sur des données brutes collectées par enquête de terrain auprès d'un panel de 36 porteurs de projets, et des données statistiques. Les indicateurs côté prestataire ont été évalués sur la base d'un modèle quantitatif d'analyse de la chaîne de valeur.

Cette méthode ne s'intéresse qu'aux retombées locales qui sont les retombées économiques qui ont lieu sur le département d'implantation du projet et les limitrophes. Elle comptabilise ces retombées sur 20 ans de durée de vie des projets.

## 1.10 Déclinaison de la méthodologie nationale à la Région Occitanie

Dans le cadre de l'étude d'évaluation, il paraissait important de pouvoir valoriser les impacts économiques des projets en Occitanie notamment en lien avec les soutiens apportés par l'ADEME, la Région ainsi qu'ECLR.

Ainsi, un travail spécifique a été mené entre l'AREC et Energie Partagée afin de qualifier cet impact économique. Il a été mesuré sur la base des puissances installées sur les projets en fonctionnement et les projets en développement à savoir sur les projets ayant une technologies éolien terrestre, photovoltaïque au sol et toiture :

Technologies	Nombre de projets (fonctionnement et développement)	Dont fonctionnement	Dont développement	Puissance installée en KW (fonctionnement et développement)	Dont fonctionnement	Dont développement
Éolien Terrestre	5	1	4	48 400	14 000	34 400
Photovoltaïque Bati	27	14	13	15 547	11 729	3 818
Photovoltaïque au Sol	7	3	4	15 199	750	14 449
Total	39	18	21	79 146	26 479	52 667

Il est à noter que cette méthodologie ne permet pas de valoriser les retombées économiques locales des projets qui sont issues des autres technologies telles que la biomasse, la cogénération, la méthanisation, la biomasse. etc.. De ce fait, en Occitanie, il y a 15 projets en fonctionnement et en développement dont les impacts ne sont pas mesurés.

## 1.11 Les résultats détaillés de l'outil d'Energie Partagé<sup>4</sup>

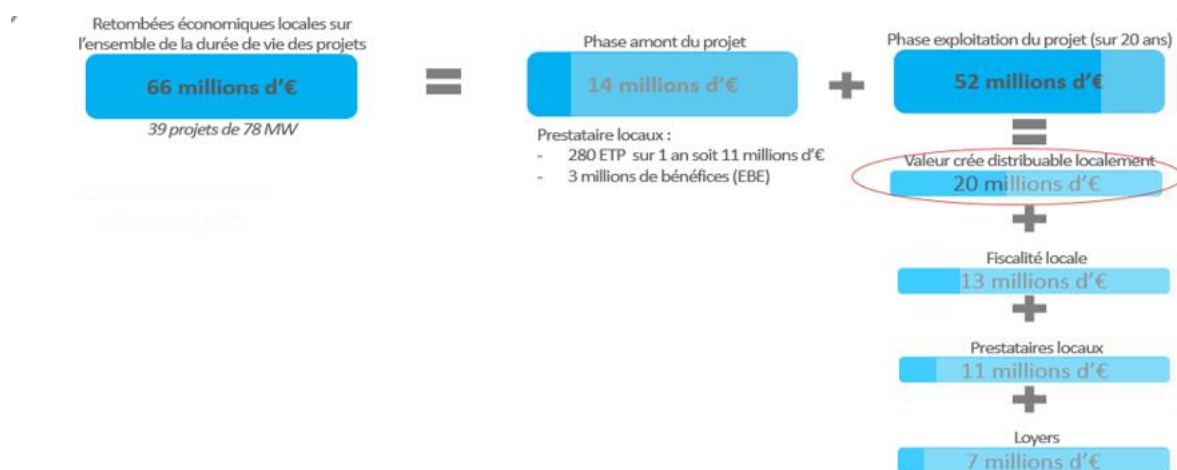
		Eolien		PV sol		PV toiture	
		Cumul	Répartition	Cumul	Répartition	Cumul	Répartition
	Puissance	48 MW	48 MW	15,20 MW	15,20 MW	15,55 MW	15,55 MW
	Nombre de projets	5		7		27	
<b>Phase amont</b>							
<b>Société de projets</b>	Dépenses	67780692 €		19514112 €		29909651 €	
	Loyers	0 €	0,00%	0 €		-	
<b>Prestataires</b>	Nombre d'emplois (1 an)	50,7 ETP		48,6 ETP		170,1 ETP	
	Salaire	1943216 €	14,17%	1979250 €	34,89%	6759848 €	47,72%
	Bénéfices nets (EBE)	306487 €	6,79%	495843 €	10,06%	1760726 €	15,41%
<b>TOTAL amont</b>		<b>2249704 €</b>		<b>2475093 €</b>		<b>8520574 €</b>	
<b>Phase exploitation</b>							
<b>Société de projets</b>	Dépenses	43228044 €		14590248 €		18742651 €	
	Nombre d'emplois (maintenu sur 20 ans)	0,0 ETP		0,0 ETP		0,0 ETP	
	Salaire	0 €		0 €		0 €	
	Fiscalité	10327776 €	32,89%	2430624 €	19,94%	564206 €	2,91%
	Valeur créée distribuable	11187447 €	35,63%	3390218 €	27,81%	3939669 €	20,30%
	Loyers	3304286 €	10,52%	890175 €	7,30%	2651019 €	13,66%
<b>Prestataires</b>	Nombre d'emplois (maintenu sur 20 ans)	2,42 ETP		1,82 ETP		1,96 ETP	
	Salaire	2505725 €		2273509 €		2499510 €	
	Bénéfices nets (EBE)	1825057 €		731144 €		1229275 €	
<b>TOTAL exploitation</b>		<b>29150292 €</b>		<b>9715670 €</b>		<b>10883679 €</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>31399995 €</b>		<b>12190763 €</b>		<b>19404253 €</b>	

<sup>4</sup> Dernière mise à jour chiffres : Novembre 2019.

## 1.12 La synthèse des résultats

Le calculateur d'Energie Partagé permet d'identifier que les 39 projets lauréats EnRCC en Occitanie – en fonctionnement et en cours de développement ayant une des 3 technologies précitées-devraient permettre de générer localement 63 millions d'euros sur l'ensemble des projets (durée de vie estimée à 20 ans).

Ces retombées économiques en Occitanie se répartissent de la façon suivante :



**Ainsi, pour 1€ investi dans un projet c'est 2,5€ qui sont générés localement.**

Il est à noter que la valeur distribuée localement est bien la retombée économique qui est spécifique au projet en lien avec les revenus touchés par les actionnaires. Dans le cadre des projets citoyens, ces revenus sur le capital sont le plus souvent conservés dans la société projet (notamment pour les SCIC, avec une mise en réserve obligatoire de 57,5 % des bénéfices et un plafonnement du taux de dividende) afin de financer d'autres investissements futurs. »

## 1.13 L'effet levier du dispositif ADEME-Région

En croisant les retombées locales liées à la mise en œuvre des projets ainsi que les soutiens financiers de l'ADEME et de la Région (aides aux études et primes citoyennes), il est possible d'identifier un effet levier de 1€ soutenu ([subvention](#)) permet de générer localement 50 € de retombées économiques locales.



Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

Ce résultat est un premier calcul par rapport à des données qui doivent être stabilisés en 2020 dans le cadre de la mise en œuvre d'un outil de suivi entre l'ADEME, la Région et ECLR.

### 1.13.1 Les impacts sociaux et sociétaux des projets

#### Types d'actionnaires

L'ensemble des porteurs de projets ayant répondu à la question ci-dessous ont des personnes physiques pour actionnaires et 8 sur les 9 ont des collectivités comme actionnaires.

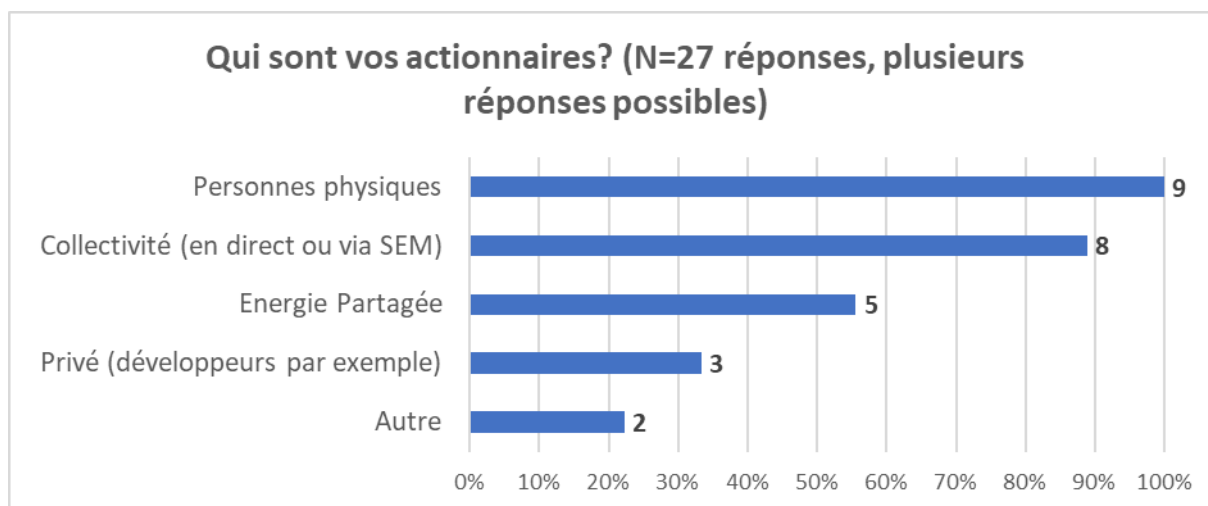


Figure 54 Qui sont vos actionnaires ?

*Le recueil d'éléments plus socio-économiques au travers du questionnaire permettra de compléter l'analyse d'impacts économiques réalisée par Energie Partagée.*

	N
Autre	2
Privé (développeurs par exemple)	3
Energie Partagée	5
Collectivité (en direct ou via SEM)	8
Personnes physiques	9
Total	27

#### Les impacts sociaux envisagés du projet en phase d'émergence

Parmi les différents impacts sociaux identifiés (acceptabilité, mise en place d'actions de transition, sensibilisation), la phase d'émergence des projets a principalement permis une sensibilisation des différents acteurs locaux.

En outre, les porteurs de projets identifient que les projets en phase d'émergence ont permis de mettre en place des actions de transition portées principalement par les sociétaires, les citoyens des communes et les collectivités.

L'impact social le moins cité est la meilleure acceptabilité des projets d'EnR.

*\*Question adressée à tous les porteurs de projets*

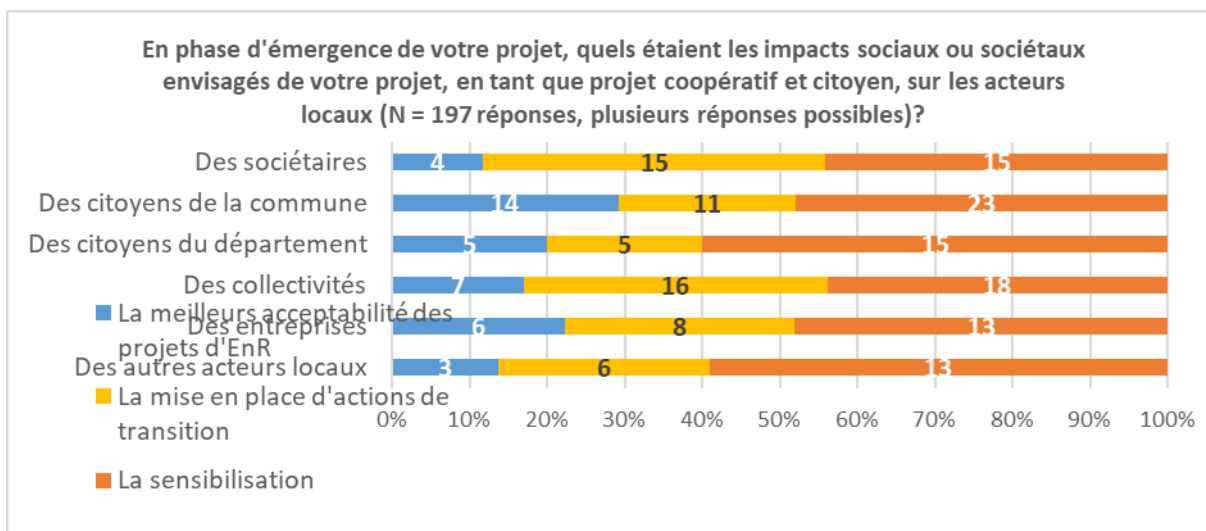


Figure 55 En phase d'émergence de votre projet, quels étaient les impacts sociaux ou sociétaux envisagés de votre projet, en tant que projet coopératif et citoyen, sur les acteurs locaux ?

Impacts sociaux et sociétaux de la phase d'émergence	La meilleure acceptabilité des projets d'EnR	La mise en place d'actions de transition	La sensibilisation	Total
Des autres acteurs locaux	3	6	13	22
Des entreprises	6	8	13	27
Des collectivités	7	16	18	41
Des citoyens du département	5	5	15	25
Des citoyens de la commune	14	11	23	48
Des sociétaires	4	15	15	34

## Nombre d'évènements de communication organisés sur les EnR ou la transition énergétique

23 porteurs de projets ont organisé moins de 6 évènements de communication sur les EnR ou sur la transition énergétique.

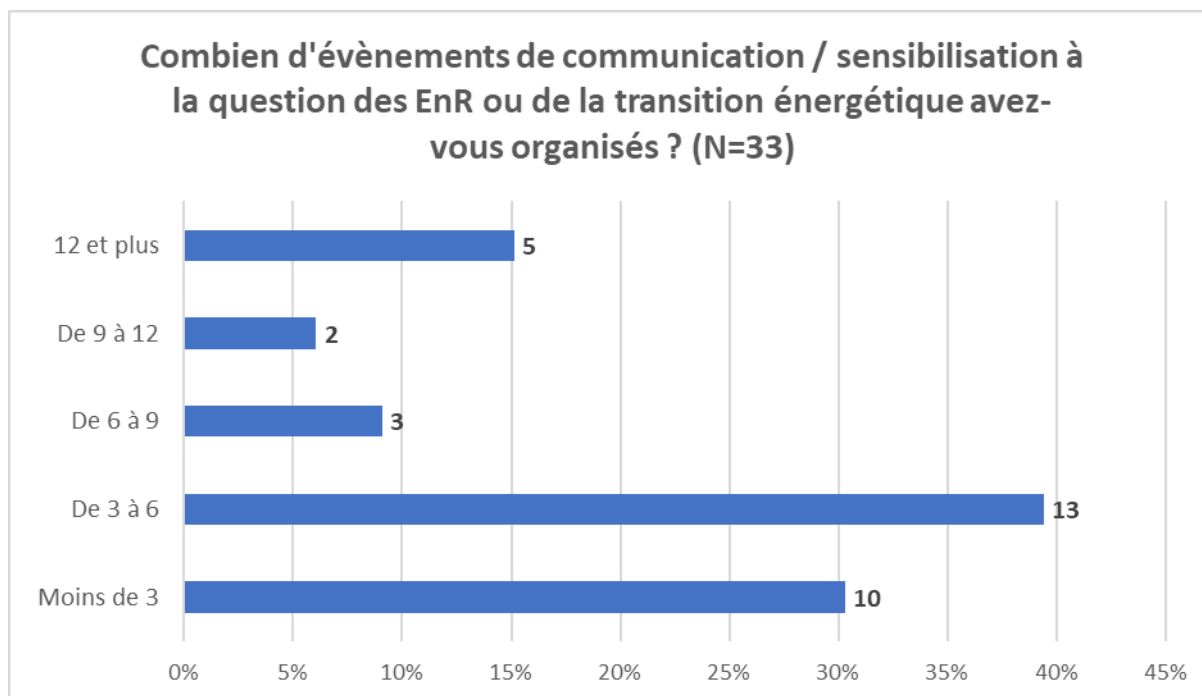


Figure 56 Nombre d'évènements de communication organisés sur les EnR ou la transition énergétique

	N
Moins de 3	10
De 3 à 6	13
De 6 à 9	3
De 9 à 12	2
12 et plus	5
Total	33

## Nombre de personnes présentes dans les événements de communication en fonction des projets

Le nombre de citoyens mobilisés est hétérogène en fonction des projets.

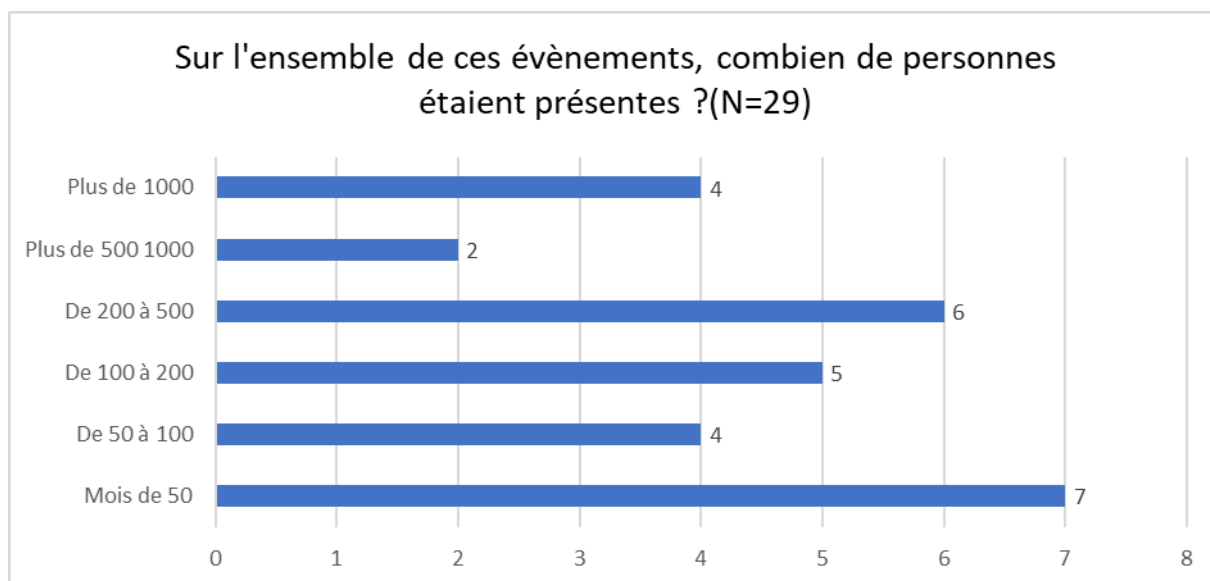


Figure 57 Nombre de personnes présentes dans les événements de communication en fonction des projets

Participation événements	N
Moins de 200	17
De 200 à 400	6
De 400 à 600	1
De 600 à 800	0
800 et plus	5
Total	29

## Mise en place d'actions par les personnes associées au projet

18 porteurs de projets estiment que les personnes présentes lors de ces événements mettront en place des actions à l'échelle individuelle.



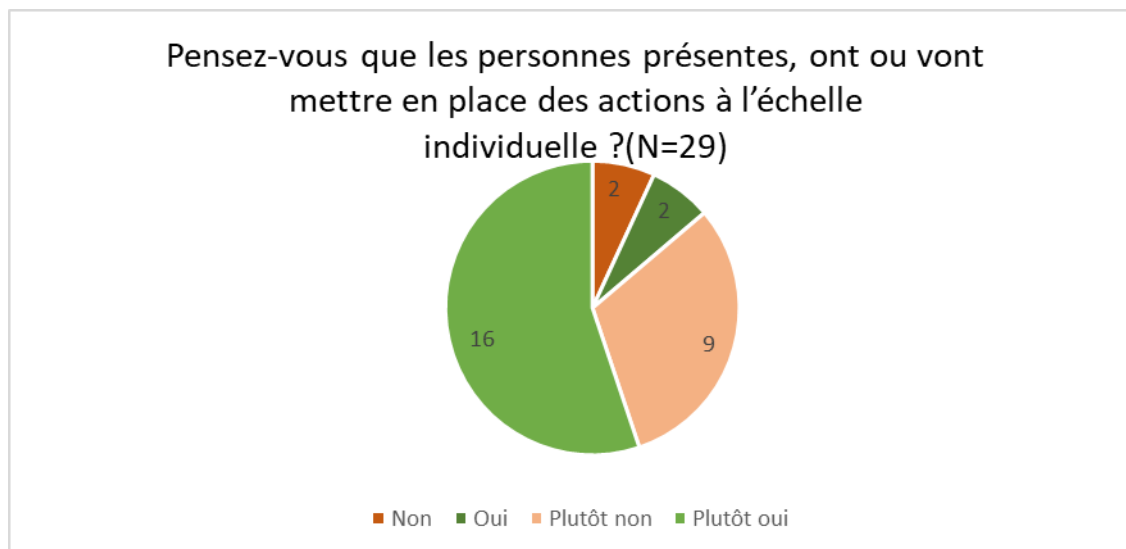


Figure 58 Pensez-vous que les personnes présentes, ont ou vont mettre en place des actions à l'échelle individuelle ?

Mise en place d'actions par les personnes	N
Oui	2
Plutôt oui	16
Plutôt non	9
Non	2
Total	29

Les porteurs de projets ayant estimé que les personnes mettront en place des actions individuelles considère toutefois que celles-ci seront mises à minima (moins de 30%).

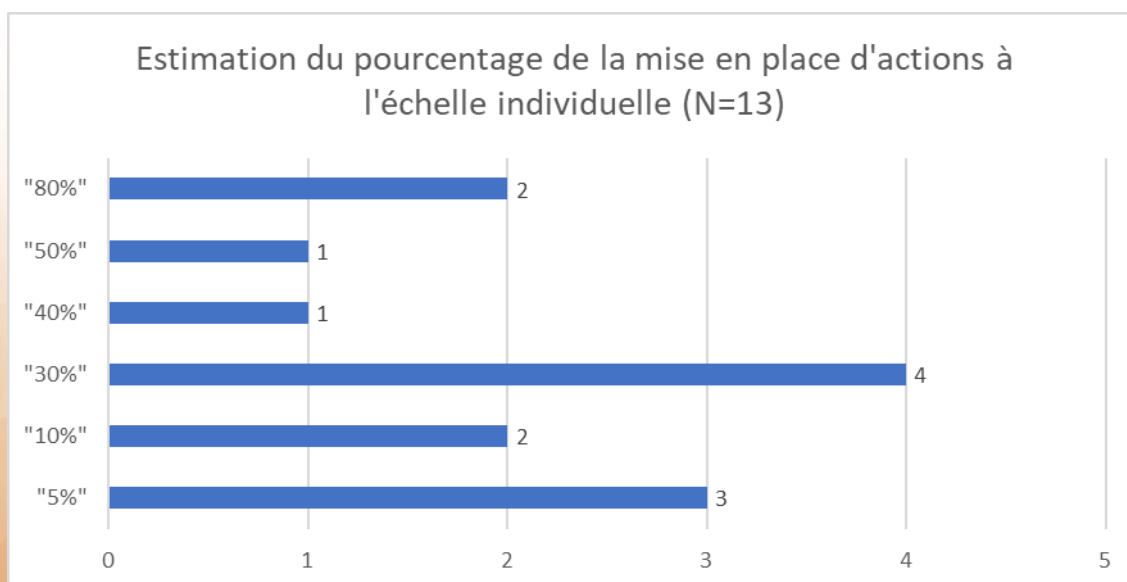


Figure 59 Estimation du pourcentage de la mise en place d'actions à l'échelle individuelle

Pourcentage	N
Moins de 20	5
De 20 à 40	4
De 40 à 60	2
De 60 à 80	0
80 et plus	2
Total	13

*\* Questions adressées aux porteurs de projets en phase 3 (Investissement et construction du projet) et phase 4 (exploitation du projet)*

### Dynamique collective générée

Pour 9 porteurs de projets, la dynamique collective générée par le déploiement du projet est toujours aussi importante. 3 porteurs de projets indiquent que la dynamique collective est moins importante après la mise en œuvre du projet qu'à l'origine.

La majorité des porteurs de projets en phase 3 et 4 estime que la dynamique collective autour du projet ne s'amenuise pas, elle est même plus importante pour 5 porteurs de projets.

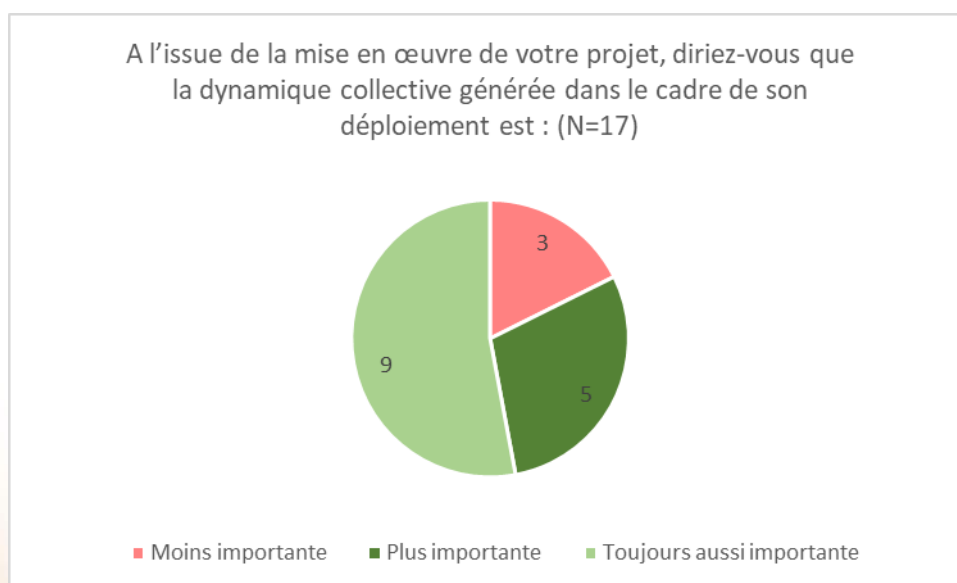


Figure 60 A l'issue de la mise en œuvre de votre projet, diriez-vous que la dynamique collective générée dans le cadre de son déploiement est :

Moins importante	Plus importante	Toujours aussi importante	Toujours aussi importante	Total
3	5	9	0	17

Pour la majorité des porteurs de projets soit 65%, le déploiement du projet a permis la création d'une dynamique locale de transition énergétique.

### Effet du déploiement du projet

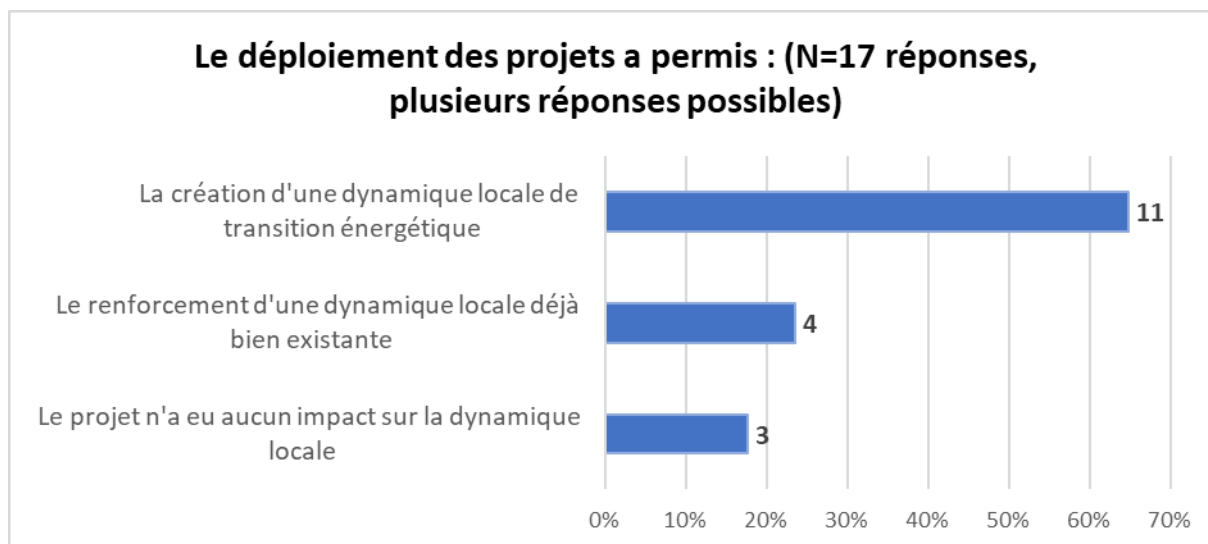


Figure 61 Le déploiement des projets a permis :

	N
Le projet n'a eu aucun impact sur la dynamique locale	3
Le renforcement d'une dynamique locale déjà bien existante	4
La création d'une dynamique locale de transition énergétique	11
Total	17

### Développement d'autres initiatives suite au projet

Près de 72% des porteurs de projets estiment que d'autres projets ont été développés ou initiés à la suite de leur premier projet.

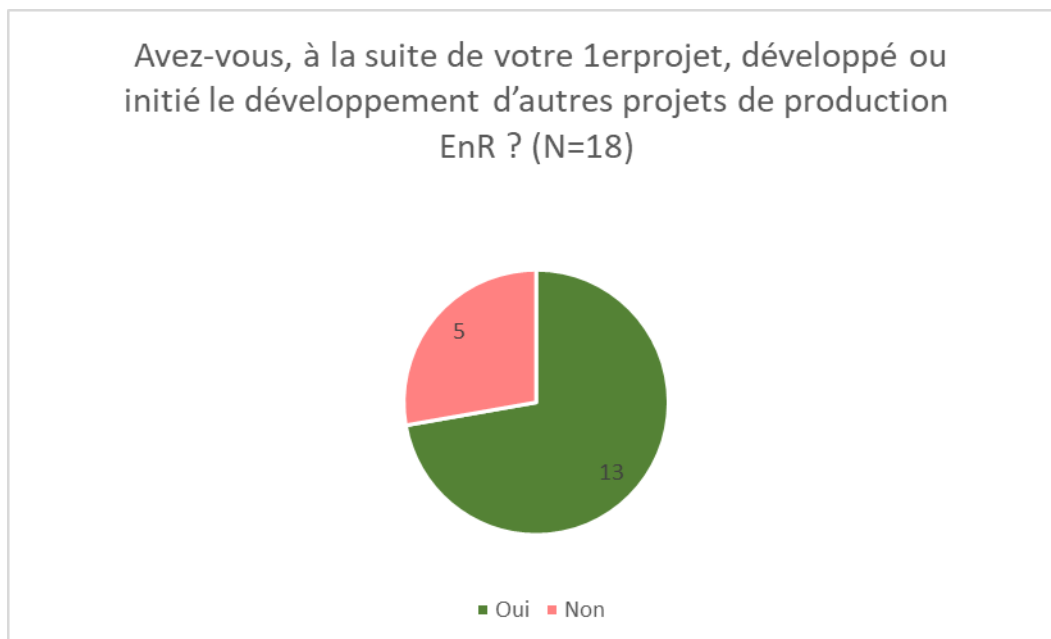
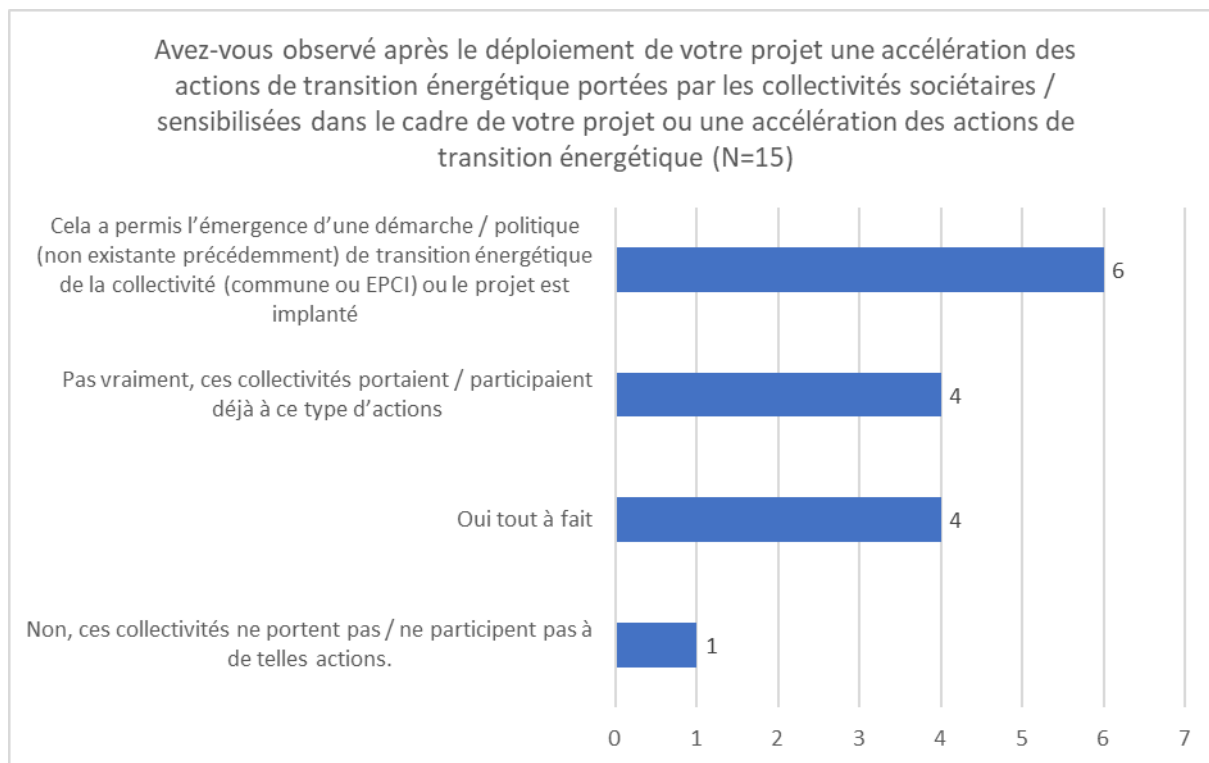


Figure 62 Avez-vous, à la suite de votre 1er projet, développé ou initié le développement d'autres projets de production EnR ?

	N
Oui	13
Non	5
Total	18

### Perception sur une accélération de la TE portée par les collectivités/sociétaires

Après le déploiement de leur projet, la perception des porteurs de projets sur l'accélération des actions de la transition énergétique sur leur territoire reste assez hétérogène.



**Figure 63 Avez-vous observé après le déploiement de votre projet une accélération des actions de transition énergétique portées par les collectivités sociétaires / sensibilisées dans le cadre de votre projet ou une accélération des actions de transition énergétique**

	N
Non, ces collectivités ne portent pas / ne participent pas à de telles actions.	1
Pas vraiment, ces collectivités portaient / participaient déjà à ce type d'actions	4
Cela a permis l'émergence d'une démarche / politique (non existante précédemment) de transition énergétique de la collectivité (commune ou EPCI) ou le projet est implanté	6
Oui tout à fait	4
Total	15

94% des porteurs de projets indiquent avoir réalisé une intervention dans une instance d'une autre collectivité locale.

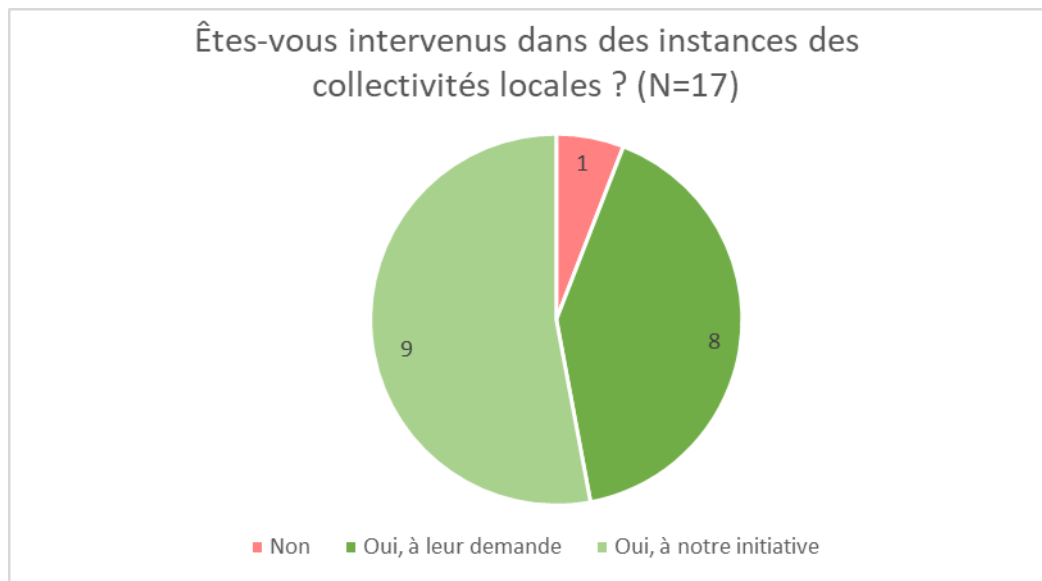


Figure 64 Êtes-vous intervenus dans des instances des collectivités locales ?

	N
Oui, à notre initiative	9
Oui, à leur demande	8
Non	1
Total	17

### Existence d'un interlocuteur privilégié au sein de la collectivité

75% des porteurs de projets indiquent qu'ils ont eu un interlocuteur au sein de leur collectivité locale.

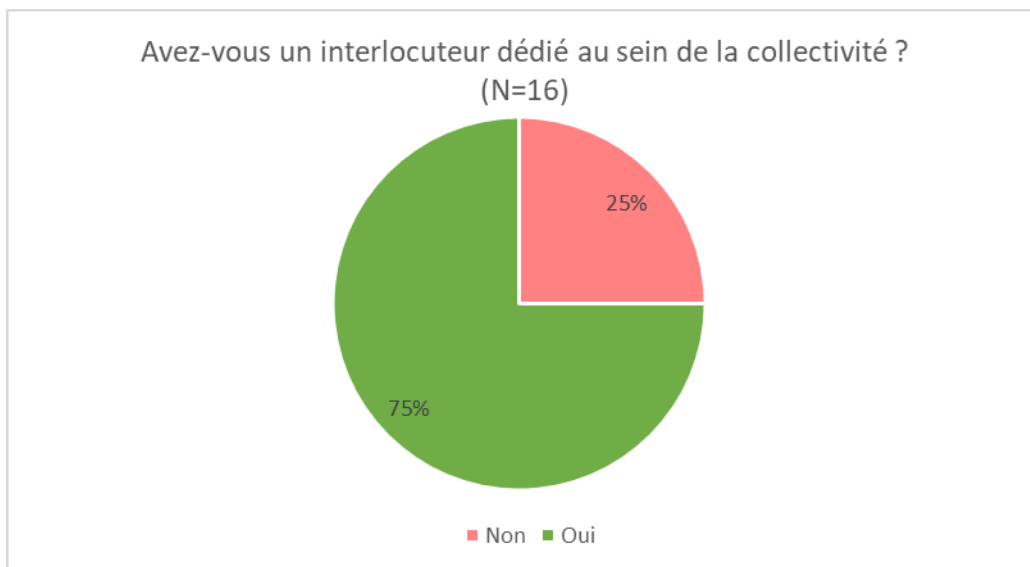


Figure 65 Avez-vous un interlocuteur dédié au sein de la collectivité ?

	N
Oui	12
Non	4
NSP	0
Total	16

*\*Question adressée aux porteurs de projets en phase 4 (exploitation du projet)*

### Réinvestissement des dividendes

Le réinvestissement des dividendes des projets est réparti de manière assez homogène en fonction des porteurs de projets.

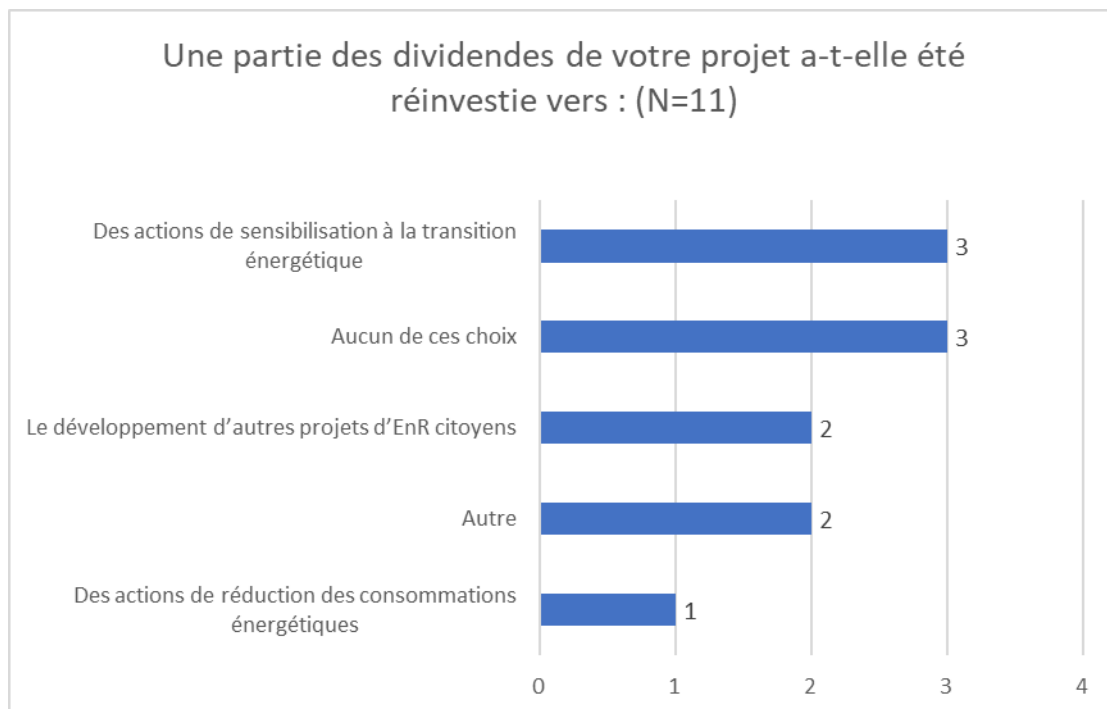


Figure 66 Une partie des dividendes de votre projet a-t-elle été réinvestie vers :

	N
Autre	1
Des actions de sensibilisation à la transition énergétique	3
Le développement d'autres projets d'EnR citoyens	3
Des actions de réduction des consommations énergétiques	1
Aucun de ces choix	3
NSP	1
Total	11

### Effet sur les sociétaires du projet

Bien que l'échantillon reste limité, les porteurs de projets ont principalement indiqué que les sociétaires de leurs projets sont devenus des ambassadeurs et des participants de la transition énergétique.



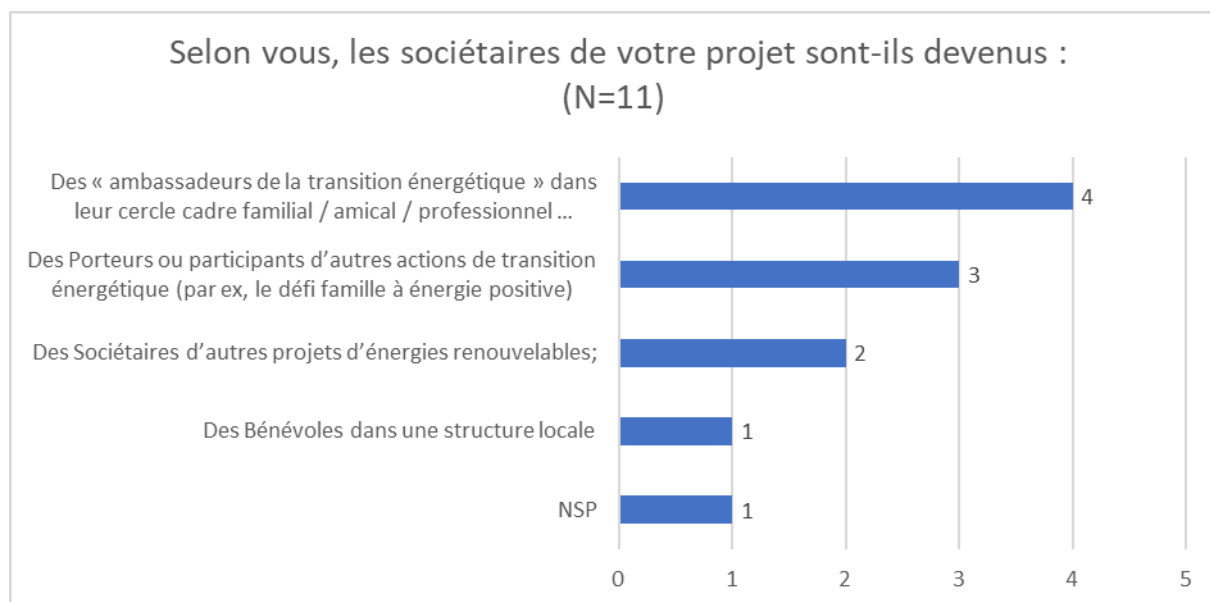


Figure 67 Selon vous, les sociétaires de votre projet sont-ils devenus :

sociétaires	N
NSP	1
Des Bénévoles dans une structure locale	1
Des Sociétaires d'autres projets d'énergies renouvelables	2
Des Porteurs ou participants d'autres actions de transition énergétique (par ex, le défi famille à énergie positive)	3
Des « ambassadeurs de la transition énergétique » dans leur cercle cadre familial / amical / professionnel ...	4
Total	11

## Montée en compétence des sociétaires

La majorité des porteurs de projets estime que le déploiement/la mise en œuvre du projet a globalement permis une montée en compétences des citoyens sociétaires.

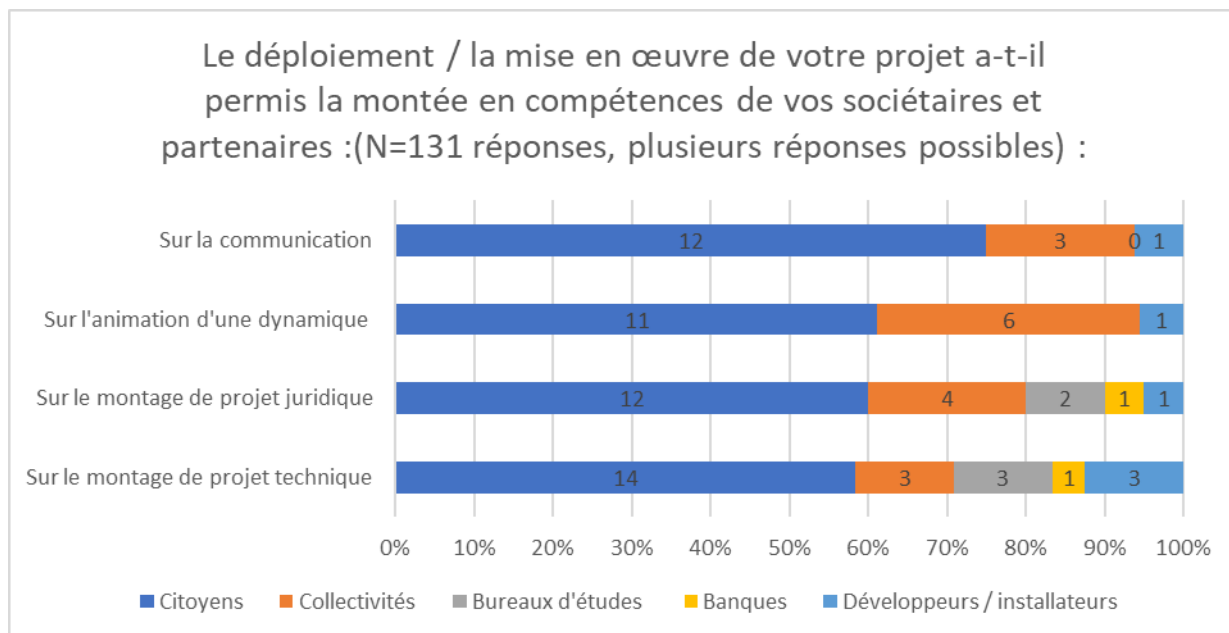


Figure 68 Le déploiement / la mise en œuvre de votre projet a-t-il permis la montée en compétences de vos sociétaires

Montée en compétence des sociétaires	Citoyens	Collectivités	Bureaux d'études	Banques	Développeurs / installateurs	Total
Sur le montage de projet technique	20	9	4	1	5	39
Sur le montage de projet juridique	16	9	2	1	5	33
Sur l'animation d'une dynamique	16	11	0	0	3	30
Sur la communication	17	9	1	0	3	30

Au-delà de l'aspect montée en compétences, les porteurs de projets ont également indiqué que la mise en œuvre de leurs projets a permis plusieurs types de sollicitations, notamment auprès des journalistes pour la rédaction d'articles mais également auprès de collectivités et collectifs pour des retours d'expériences sous la forme de témoignage.

## Effets du déploiement/ mise en œuvre du projet

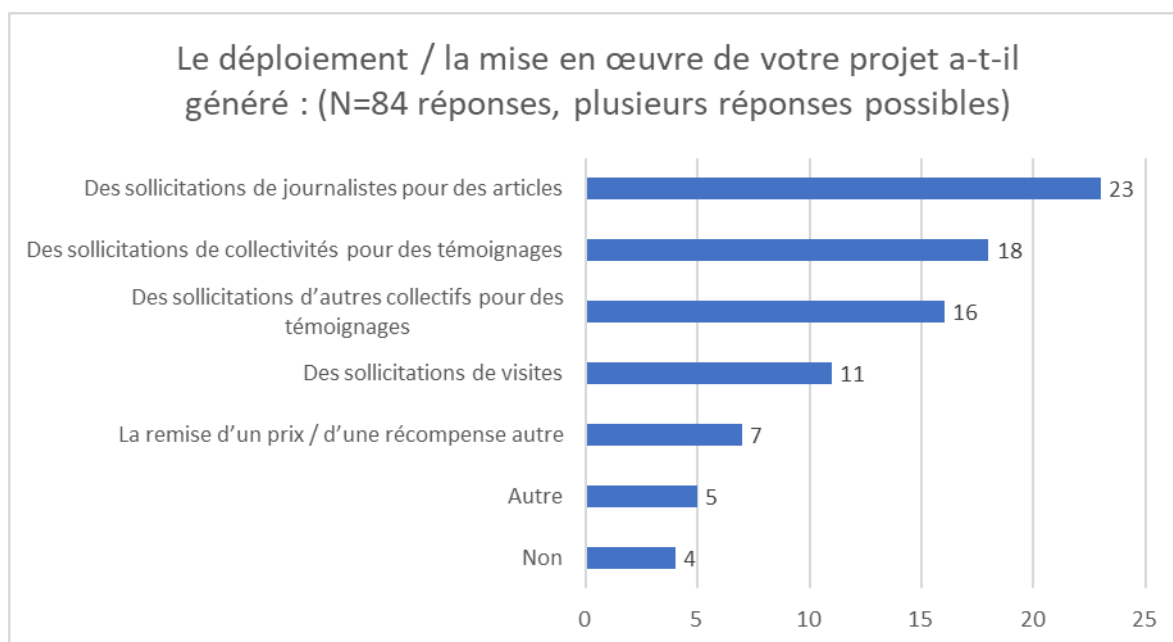


Figure 69 Le déploiement / la mise en œuvre de votre projet a-t-il généré :

Le déploiement du projet a généré	N
Autre	5
Non	4
La remise d'un prix / d'une récompense autre	7
Des sollicitations de visites	11
Des sollicitations d'autres collectifs pour des témoignages	16
Des sollicitations de collectivités pour des témoignages	18
Des sollicitations de journalistes pour des articles	23
Total	32

## Les freins identifiés dans le cadre de développement des projets

Les principaux freins indiqués dans le cadre de développement des projets concernent principalement les collectivités et les citoyens.

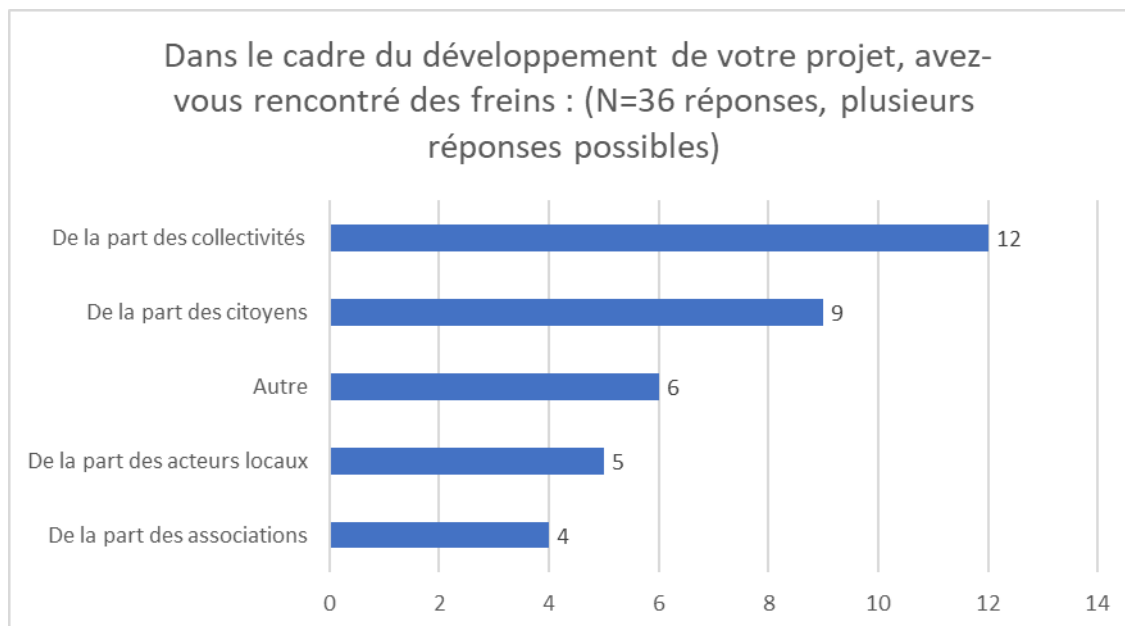


Figure 70 Dans le cadre du développement de votre projet, avez-vous rencontré des freins :

Freins	N
Autre	6
De la part des associations	4
De la part des acteurs locaux	5
De la part des citoyens	9
De la part des collectivités	12
Total	36

Les porteurs de projets ayant sélectionné l'item « Autre » ont précisé les points suivants :

- Réactions de pouvoir : refus de la commune de se dessaisir de nos revenus pour conduire un projet d'intérêt sectional
- Difficulté à participer financièrement à l'apport en capital
- Absence de réelle volonté politique locale ; frein culturel au changement impératif
- La sous-préfecture a refusé la prise de parts par les communes
- Longueurs administratives
- L'impact sur la CSPE lié au tarif d'achat et son impact sur la facture d'électricité est souvent mis en avant.
- Méfiance ou opposition à l'ESS (politique)
- Ne pas aborder le sujet de la méthanisation en période préélectorale... trop sensible dans le Lot

- Absence de fonction spécifique "chef de projet EnR" dans la Collectivité devant relayer "les bonnes intentions" des Elus afin de rendre opérationnels les projets
- Zone protégée trop ample

\*Questions adressées à tous les porteurs de projets

## Perception sur l'acceptabilité des projets

Le fait de porter un projet coopératif et citoyen est jugé comme étant favorable par 90% des porteurs de projets d'avoir permis de renforcer l'acceptabilité de leurs projets.

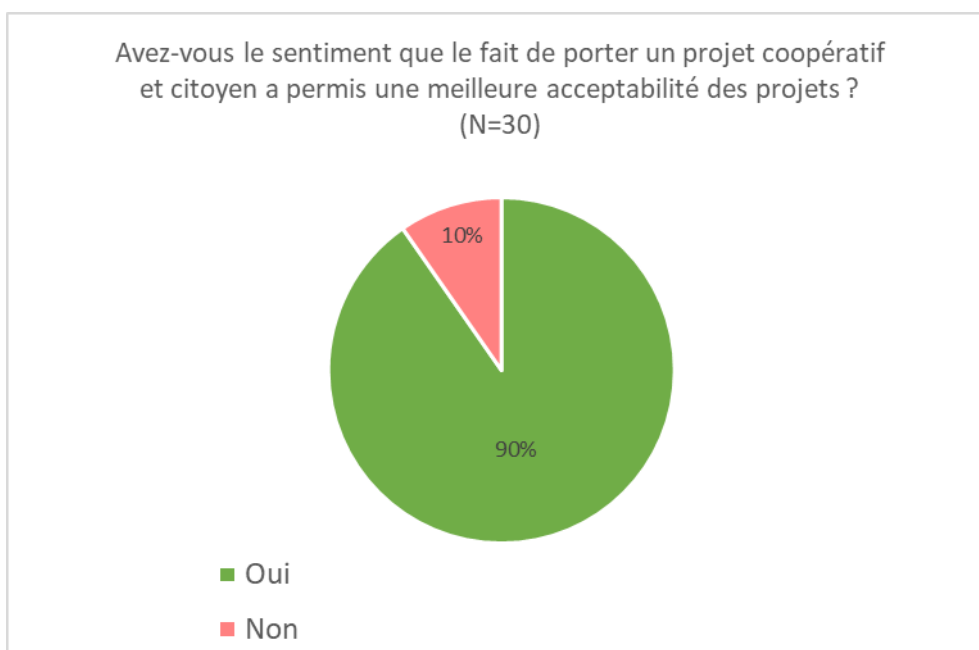


Figure 71 Avez-vous le sentiment que le fait de porter un projet coopératif et citoyen a permis une meilleure acceptabilité des projets ?

Meilleure acceptabilité des projets ENR		N
Oui		27
Non		3
Total		30

## Perception de l'acceptabilité des projets en fonction du type d'acteur

Le renforcement de cette acceptabilité est principalement perçu pour les porteurs de projets auprès des citoyens et des collectivités.

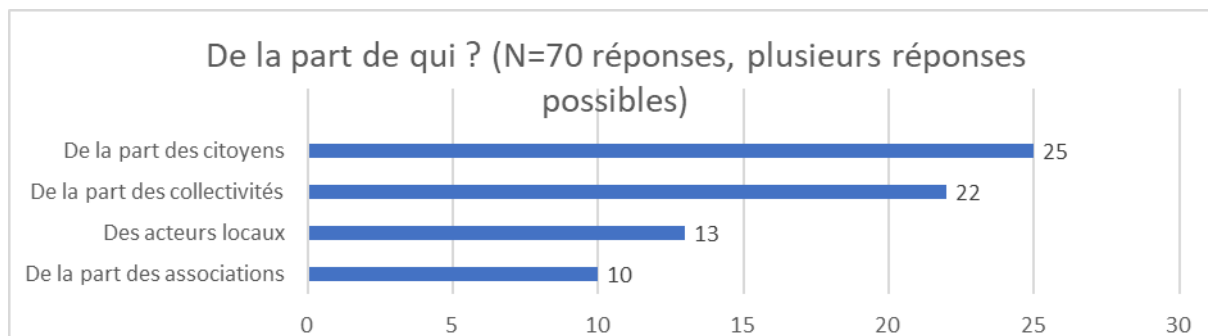


Figure 72 De la part de qui ?

	N
Autre	2
De la part des citoyens	24
De la part des collectivités	21
De la part des associations	10
Des acteurs locaux	13
Total	70

### Perception sur les conditions de généralisation de production d'ENR coopératifs et citoyens à l'échelle régionale

Au regard de leur perception sur les actions mises en place à l'échelle régionale pour favoriser les projets EnRCC, 84% des porteurs de projets estiment que les conditions de production de ces projets sont réunies à l'échelle régionale.

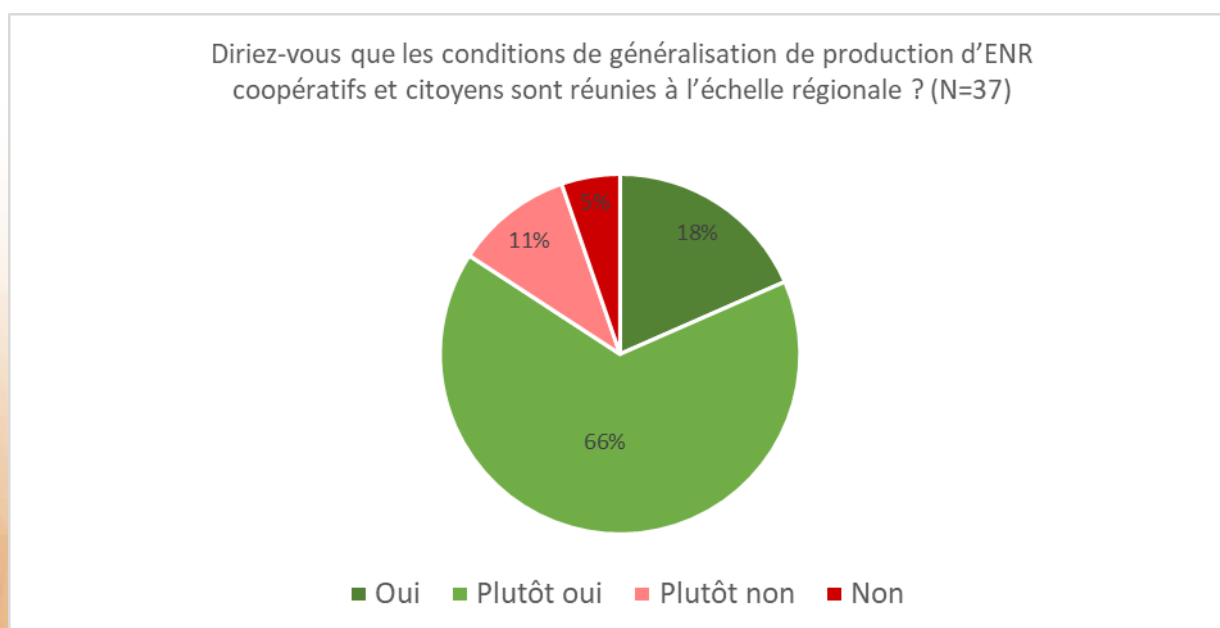


Figure 73 Diriez-vous que les conditions de généralisation de production d'ENR coopératifs et citoyens sont réunies à l'échelle régionale ?

Conditions réunies au niveau régional	N
Oui	7
Plutôt oui	24
Plutôt non	4
Non	2
Total	37

## Perception sur les dynamiques d'échanges sur les projets ENR coopératifs et citoyens à différentes échelles

A cet égard, il est précisé par les porteurs de projets que la dynamique d'échange sur les projets EnRCC reste assez forte à l'échelle régionale et dans une moindre mesure à l'échelle locale. En revanche, la perception de cette dynamique est globalement perçue comme étant faible à l'échelle départementale et européenne.

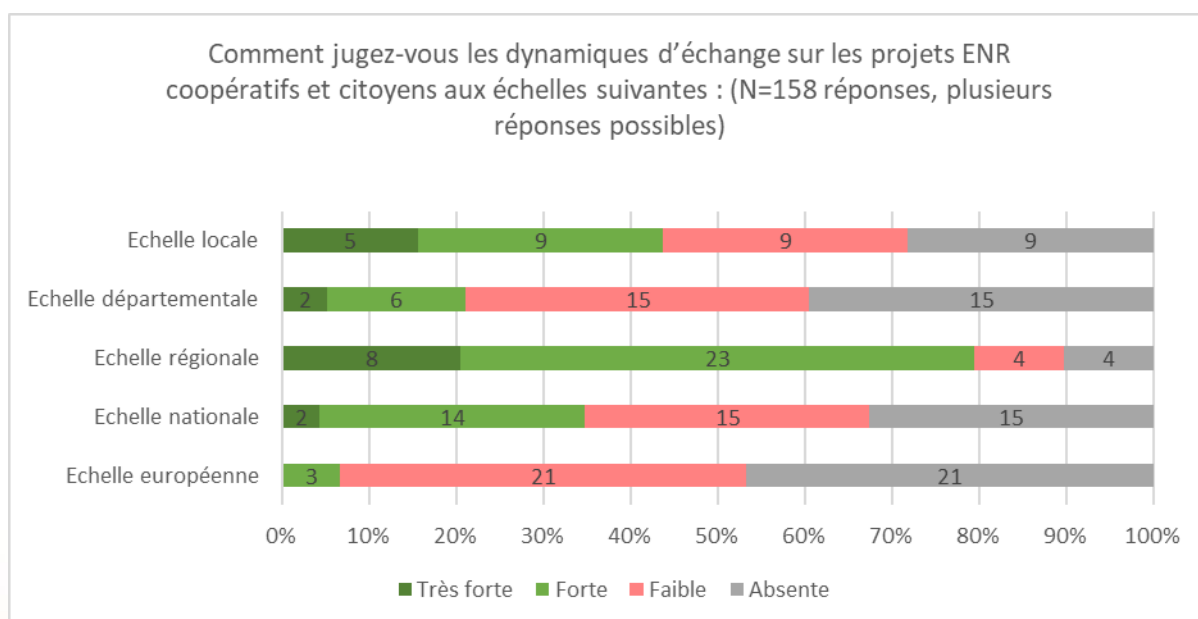


Figure 74 Comment jugez-vous les dynamiques d'échange sur les projets ENR coopératifs et citoyens aux échelles suivantes :

Niveau de dynamique d'échanges	Echelle européenne	Echelle nationale	Echelle régionale	Echelle départementale	Echelle locale
Absente	6	1	0	10	8
Faible	21	15	3	15	9
Forte	3	14	23	6	9
Très forte	0	2	8	1	4
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>34</b>	<b>32</b>	<b>30</b>

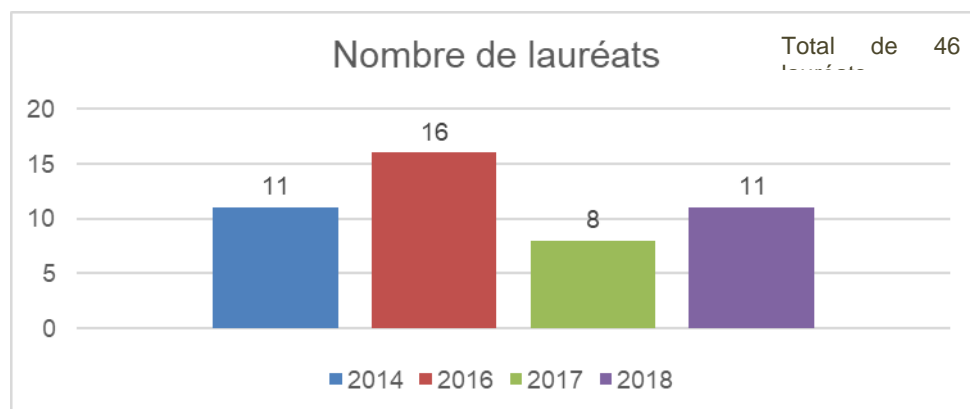
## 2 Bilan quantitatif

### 2.1 Typologie des lauréats et des projets

Cette analyse est basée sur les chiffres des 4 appels à projets (analyse Septembre 2019). Elle ne prend pas en compte les résultats de la dernière session de l'AAP transformé pour une durée de deux ans sous forme d'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) avec 3 sessions (septembre 2019 avec 3 nouveaux lauréats dans le 65, 31 et 46 et deux autres sessions à venir Mars 2020 et Septembre 2020).

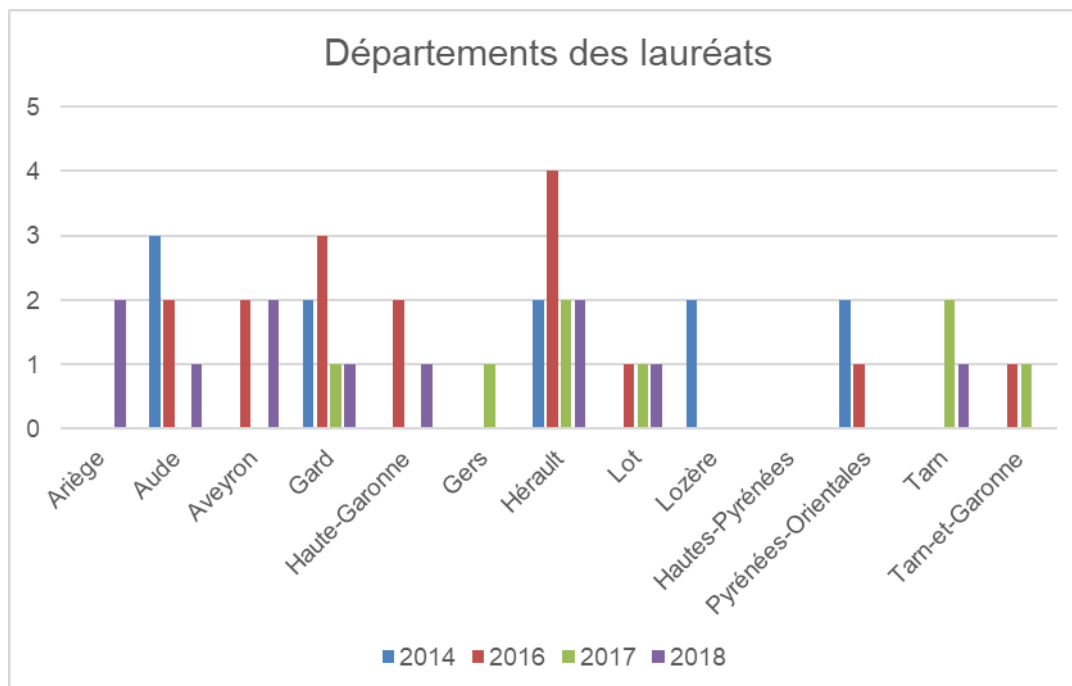
#### 2.1.1 Les lauréats

Les 4 années d'AAP (2014, 2016, 2017 et 2018) ont permis de sélectionner 46 lauréats. Le millésime 2016, qui a suivi la fusion entre les ex-Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées a été particulièrement fructueux avec 16 lauréats. Cela peut s'expliquer par le fait que les projets ont pu s'accumuler en 2015, dans l'attente d'une nouvelle édition de l'AAP, ainsi que par le périmètre géographique plus large.

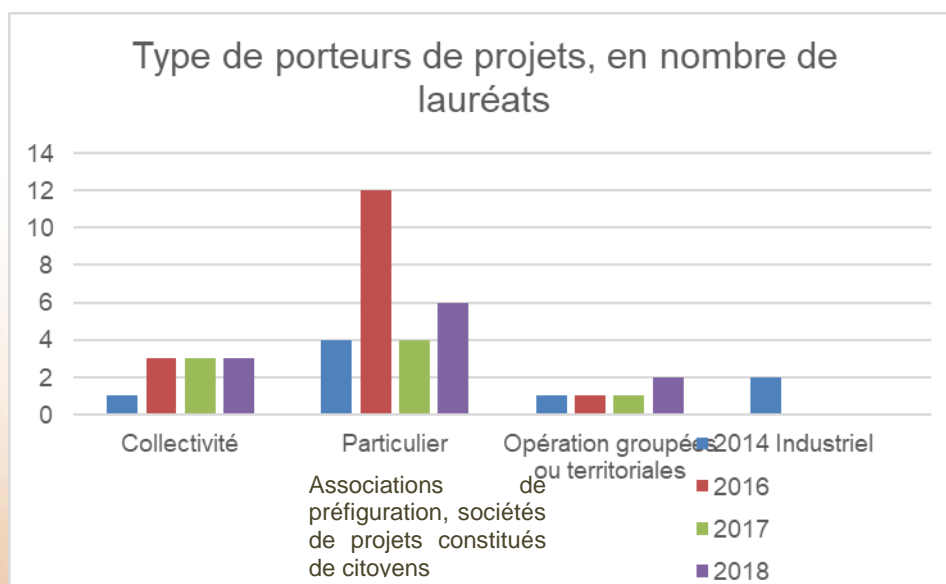


Les lauréats sont répartis dans l'ensemble de la Région, excepté le département des Hautes-Pyrénées qui ne compte pas de projet. L'Hérault, le Gard et l'Aude sont surreprésentés. Dans les faits, l'ex-Région Languedoc-Roussillon concentre davantage de lauréats, du fait de l'historique (création de l'AAP à cette échelle en 2014) et de la présence d'ECLR, dont le travail d'animation a favorisé l'émergence des projets. Le poste ECLR côté ex-Région Midi-Pyrénées n'a été créé qu'en 2018.



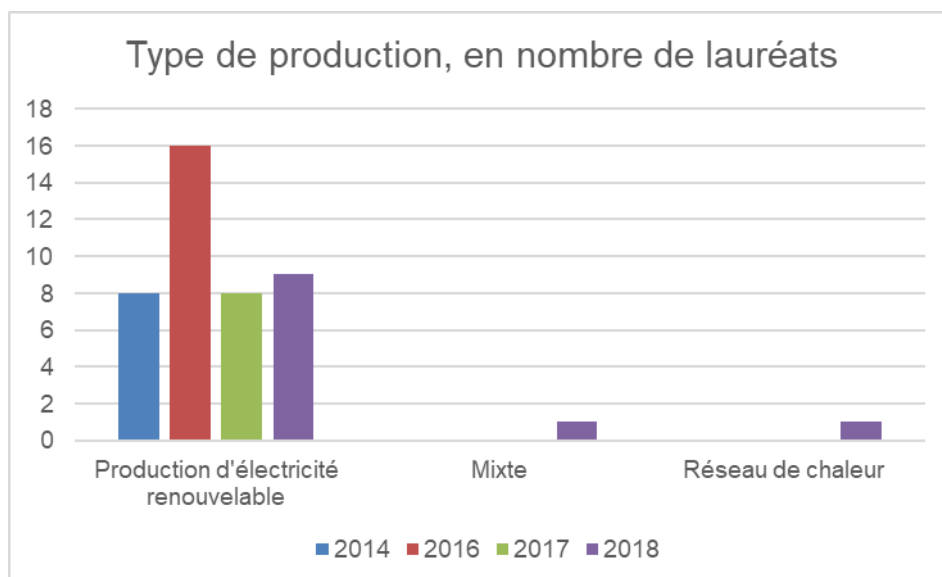


La majorité des lauréats (60%) sont des groupements de citoyens, constitués en association de préfiguration ou en société de projets. 23% des lauréats sont des collectivités et 12% des opérations groupées (citoyens et collectivités). Les développeurs professionnels ne représentent que 5% des lauréats (2 projets lauréats, en 2014), ce qui peut souligner le fait qu'ils ont mal identifié l'AAP, ou bien qu'ils considèrent qu'ils ne sont pas les cibles de ce dispositif.

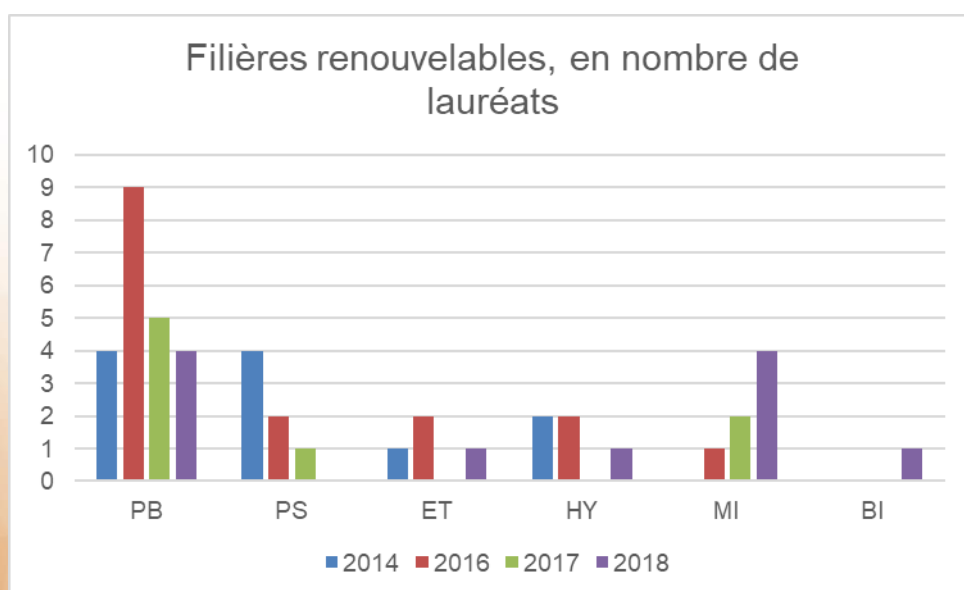


## 2.1.2 Les projets

La quasi-totalité des projets sont des projets d'électricité renouvelable. L'année 2018 a apporté un peu de diversité, avec 2 lauréats porteurs d'autres projets.



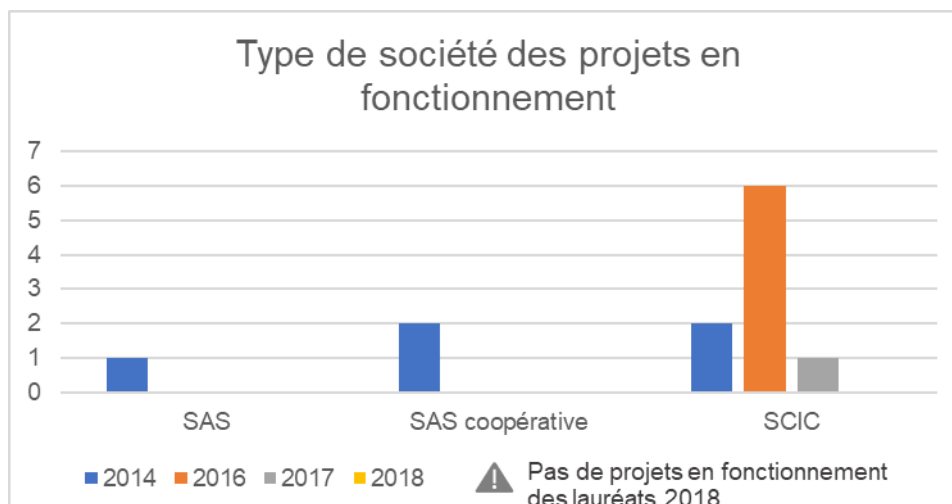
Les projets photovoltaïques sont surreprésentés (63% des projets dont plus des  $\frac{3}{4}$  en toitures), du fait d'un modèle éprouvé et d'une plus grande rapidité de développement. 9% des projets sont néanmoins des projets éoliens, et 11% des projets hydrauliques. Un projet prévoit la mise en place d'un réseau de chaleur alimenté par bois énergie et 15% des projets combinent plusieurs EnR.



PB : photovoltaïque bâti  
PS : photovoltaïque au sol  
ET : éolien terrestre  
HY : hydraulique  
MI : mixte  
BI : bois énergie

### 2.1.3 Portage des projets

Le statut des sociétés de projets dont les projets sont d'ores et déjà en fonctionnement (et donc bien avancée dans la démarche) ont été étudiés. Il s'avère que la majorité des porteurs de projet optent pour la SCIC.<sup>5</sup>



### 2.1.4 Données financières des projets

Les données concernant les montants d'investissement des projets et le mode de financement étaient à ce stade trop incomplètes pour permettre une analyse. Les résultats du questionnaire apportent des éléments complémentaires.

## 2.2 Aides et subventions reçues dans le cadre de l'AAP

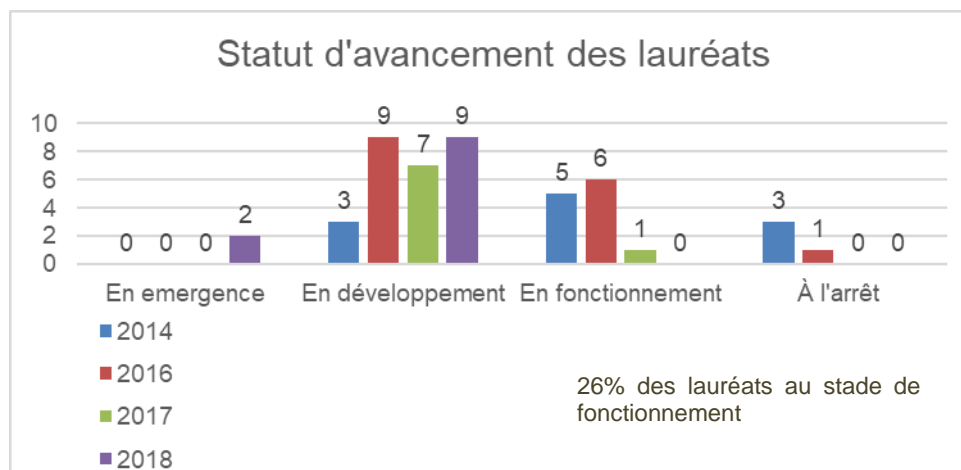
## 2.3 Avancement des projets et impacts énergétiques

### 2.3.1 Stade d'avancement

Un peu plus d'un quart des projets (26%) sont en fonctionnement. Il s'agit logiquement des projets les plus anciens (lauréats 2014 et 2016). Les 12 projets en fonctionnement sont par ailleurs des projets photovoltaïques (au sol ou sur bâtiment).

La majorité des projets (61%) est en cours de développement. À noter que 4 projets sont en pause ou à l'arrêt.

<sup>5</sup> A noter



## 2.4 Puissance installée

Avec 80% des projets lauréats (9 projets n'ont pas de données précises), la puissance installée atteint les 58,5 MW. Ce sont les lauréats de l'année 2014 qui contribuent le plus à ce total, du fait d'un projet éolien et d'un projet de photovoltaïque au sol conséquent. Il faut noter également des projets Lauréat 2014 en cours de développement comme celui porté par le Parc Coopératif de la Narbonnaise de 12MW dont la puissance conséquente devrait voir le jour en 2020.

Au regard des données étudiées, le constat est que la majorité des lauréats portent des petits projets : en effet, alors que le photovoltaïque sur bâti représente 48% des projets, il ne compte que pour 8% de la puissance installée prévue. Si l'on prend en compte les projets au sol, on arrive à 34% de la puissance installée.

A contrario, l'éolien représentera, une fois les projets en fonctionnement, 59% de la puissance installée.

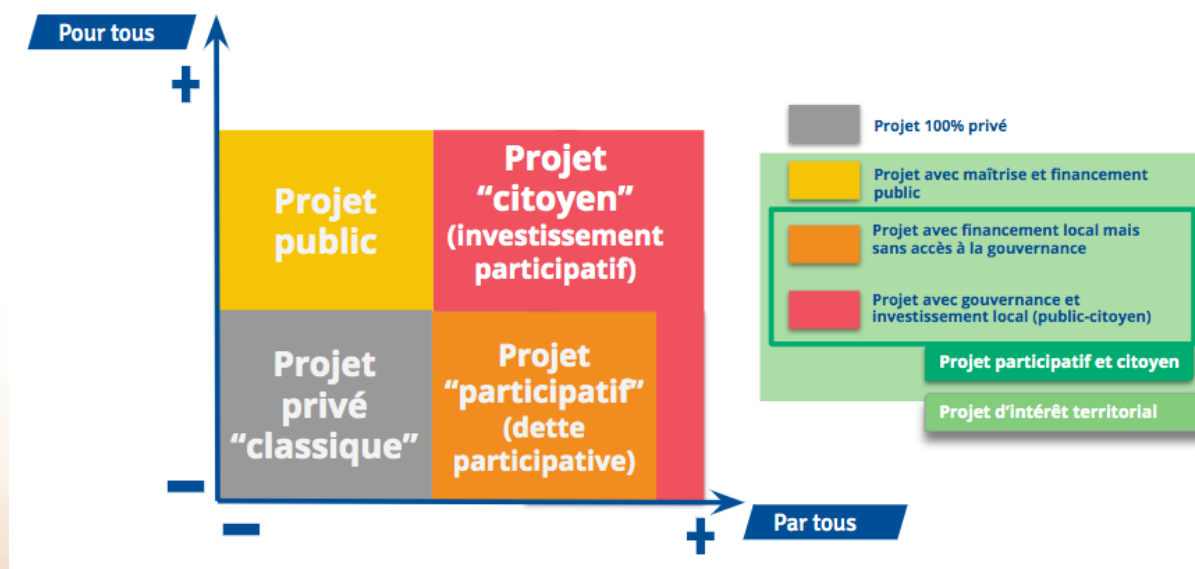
Filière EnR, en capacité de production (kW)	2014	2016	2017	2018	Total	
PB	415,2	1451	1048	1552	4466,2	8%
PS	14500	449	250	0	15199	26%
ET	27000	5400	0	2000	34400	59%
HY	640	0	0	0	640	1%
MI	0	900	1496	1485	3881	7%
BI	0	0	0	0	0	0%
ME	0	0	0	0	0	0%
<b>Total</b>	<b>42555,2</b>	<b>8200</b>	<b>2794</b>	<b>5037</b>	<b>58586,2</b>	<b>100%</b>
<b>Nombre de données manquantes</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>20%</b>

## 3 Analyse infra-régionale

### 3.1 Introduction

Dans le cadre de l'étude d'évaluation de la dynamique régionale en faveur des projets citoyens d'énergie renouvelable, nous avons réalisé une **étude comparative à l'échelle infrarégionale**, afin de **mettre en perspective les spécificités des projets citoyens avec des projets de production d'EnR portés par des développeurs privés**, dits « projets industriels ».

Entre les projets industriels et les projets citoyens, il existe une multitude d'autres projets de production d'EnR (cf. représentation schématique d'ECLR ci-dessous). Cette étude comparative vise à mettre en regard les projets privés « classiques » (100% privé) et les projets citoyens (investissement participatif avec accès à la gouvernance).



Cette analyse, menée par le biais d'entretiens qualitatifs, avait pour objectif :

- D'identifier le parcours classique des projets n'intégrant pas de citoyens ;
- De comparer les dynamiques à l'œuvre autour des projets industriels et des projets citoyens ;
- D'identifier les forces et faiblesses de chaque type de projet, notamment en matière de modèle économique et d'impacts générés ;
- De questionner la vision qu'ont les développeurs privés de ces projets citoyens.

3 entretiens qualitatifs ont été menés auprès de développeurs de projets industriels, ayant déjà été impliqués dans des projets participatifs et/ou citoyens, ceux-ci étant ainsi à même de nous apporter un double retour d'expérience. Les personnes interrogées sont les suivantes :

- Frédéric PETIT, responsable développement sud-est – Valorem
- Arnaud GUYOT, cofondateur et directeur général & Mathilde BOUSCARY, directrice du développement – VOL-V
- Jean-Baptiste BOINET, directeur étude et développement – LUXEL

Par ailleurs, dans le cadre d'une autre démarche au cours de la mission, nous avons pu interroger Laure VIGNATELLI d'ENGIE Green, dont les propos ont également nourri cette analyse.

## 3.2 Développement des projets industriels

### 3.2.1 Le choix de sites techniquement favorables : une priorité

La première différence fondamentale entre projets industriels et projets citoyens porte sur le contexte d'émergence. **La majorité des projets industriels naissent de prospections** à l'initiative des développeurs. Ces projets, non issus d'une initiative locale, peuvent susciter de la méfiance, car les développeurs industriels sont souvent perçus comme hors sol, à la recherche d'un terrain leur permettant d'implanter leur projet afin de générer des gains. Néanmoins, **les collectivités lancent de plus en plus d'appels à projets** à destination des développeurs, notamment sur la filière photovoltaïque, ce qui permet à ceux-ci d'arriver dans un contexte plus favorable en matière d'acceptation.

Principalement issus de la prospection, les projets industriels vont tenter de s'implanter dans des zones où les contraintes (techniques, environnementales, administratives) sont les plus faibles possibles. **L'existence d'une dynamique locale n'est pas un critère premier** du choix du développeur, ce qui peut renforcer ce sentiment de manque d'ancrage local. Le développement important de projets ces dernières années, notamment pour ce qui est de la filière solaire, a cependant impliqué une consommation des sites les plus favorables, d'où des contraintes qui ont tendance à devenir de plus en plus fortes. Dans ce contexte, l'existence d'une dynamique locale (portée par la collectivité ou par un groupe de citoyens) peut devenir un facteur clé de décision.

### 3.2.2 Des difficultés spécifiques en Occitanie

**Les développeurs interrogés soulignent un contexte particulièrement difficile en Occitanie** pour le développement de l'éolien et du photovoltaïque au sol, où la position des services de l'État est parfois perçue comme arbitraire ou très subjective. Tous les départements ne font pas face au même niveau de difficultés, dans la mesure où certaines DDT(M) ont organisé des pôles EnR, permettant de présenter un avis commun des différents services. Selon les développeurs, la DREAL tente actuellement de rendre plus lisible le

cadre d'analyse des projets d'EnR, afin que celui-ci soit approprié par les différentes DDT(M) et uniformisé à l'échelle de la Région.

Cette faible acceptation du développement des EnR par les services de l'État, perçue par les développeurs, prend pour l'instant le pas sur la question de l'acceptation des EnR par la population. Les développeurs interrogés précisent néanmoins que là encore le contexte en Occitanie n'est pas le plus favorable pour eux, dans la mesure où beaucoup d'habitants tiennent à « la carte postale » qu'ils ont choisi comme lieu de vie. L'intégration paysagère et la protection de la biodiversité sont des enjeux particulièrement forts à l'échelle régionale. A noter également, des études en cours sur ces sujets, afin de faire converger protection de la biodiversité, impact paysager et enjeux de la transition énergétique à travers le développement des EnR là où il y a du potentiel porté dans le cadre d'étude avec la communauté régionale DREAL, ADEME, Région et l'appui des agences AREC et AD'OCC.

### 3.3 Une implication moindre des citoyens, mais systématique de la collectivité

#### 3.3.1 Les élus communaux, 1er acteur partenaire du projet

Une fois les zones favorables repérées, le premier mouvement des développeurs est de s'assurer de l'accord de la collectivité. En ce sens, **l'implication des élus et la recherche d'un portage politique du projet sont plus poussées** que dans le cadre des projets citoyens, qui peuvent se construire sur une dynamique portée uniquement par des habitants, laissant de côté la collectivité. L'acceptation du projet par les élus est fondamentale pour les développeurs de projets industriels, et bien plus importante que l'acceptation de la population.

#### 3.3.2 Une population moins impliquée que dans les projets citoyens

**L'implication des habitants est initiée au moment où le développeur va entamer le démarchage des propriétaires fonciers** des zones du futur projet. En fonction des territoires, ces propriétaires fonciers peuvent représenter une part importante de la population, et enclencher l'implication et l'acceptation de celle-ci. Ce n'est a priori pas le cas en Occitanie, du fait d'un contexte historique agricole différent, les parcelles étant de taille plus importante.

A l'inverse, les projets citoyens commencent souvent par l'implication de la population, du fait de leur nature même : l'association de préfiguration puis la société de projet a vocation à sensibiliser dès le démarrage de l'idée de projet le maximum d'habitants à l'échelle communale et au-delà, pour faire grandir ses rangs et recruter d'éventuels bénévoles et/ou sociétaires. Sans compter évidemment que le projet est initié, dès le départ, par un groupe de citoyens, faisant partie de cette population.

**L'implication n'est pas vraiment une question pour les développeurs, si ce n'est en ce qui concerne l'acceptation – qui est un enjeu plus ou moins important selon les filières.** Les pratiques des développeurs diffèrent fortement selon les filières (photovoltaïque



ou éolien) et les habitudes de travail, mais **c'est surtout la volonté communale et les attentes des élus sur cette question qui peuvent faire bouger les choses**. A noter toutefois que des différences importantes existent avec les projets citoyens : les réunions publiques sont évitées (sauf s'il n'y a aucun enjeu d'acceptation), car elles sont souvent un lieu de fédération de l'opposition, et donc considérées comme non constructives par les développeurs. Un lien direct avec la population peut néanmoins être initié selon les projets, avec la mise en place de porte à porte ou de permanence. Certains projets citoyens en co-développement, sur des tailles industrielles (éolien), mettent aussi en place ce type de démarches, mais vont tenter d'aller plus loin dans l'implication de la population. A noter que les développeurs qui ont déjà été partie prenante d'un projet citoyen ne vont néanmoins pas forcément rechercher à intégrer la population locale au sein de leurs projets 100% privés.

### 3.3.3 Une insertion locale à renforcer

Bien que le démarchage des élus locaux soit un préalable pour les développeurs, ceux-ci se plaignent également, comme les porteurs de projets citoyens, de l'implication insuffisante des **différentes strates d'élus**, qui laissent souvent le « petit maire rural » se battre seul. Or, certains développeurs se prennent à rêver d'une véritable prise en main de ce sujet par l'intercommunalité, dans **une optique d'intégration du développement des EnR aux politiques locales d'aménagement**, afin de participer au projet territorial. Une fois les gisements présentés à l'intercommunalité, celle-ci pourrait choisir d'intégrer telle ou telle option dans son projet de territoire, et de la défendre en tant que telle. Le développeur serait ainsi là pour appuyer la collectivité, ce qui lui permettrait de se détacher de cette image d'industriel « hors sol. »

## 3.4 Des impacts locaux variés

### 3.4.1 Partagés avec les projets citoyens...

**Les impacts des projets industriels de production d'EnR cités par les développeurs interrogés sont relativement semblables à ceux des projets citoyens pour une partie d'entre eux**. Il s'agit, outre la fourniture d'énergie renouvelable, qui est soulignée comme le 1<sup>er</sup> impact pourtant souvent oublié, principalement d'impacts économiques :

- Jusqu'à 25% de l'investissement pour des entreprises locales ;
- Des ressources fiscales supplémentaire pour les collectivités (permettant de renforcer le service public)
- Des revenus complémentaires pour les propriétaires fonciers, permettant la pérennisation de certaines activités (ex : exploitations agricoles en zone de déprise) ;
- De l'emploi au niveau local (bien que relativement faible), mais surtout aux échelles supra (études, fabrication, importation, exportation, etc.).



### 3.4.2 ... qui peuvent être plus importants du fait des moyens de la structure porteuse du projet

**Les développeurs de projets disposent de moyens techniques, humains et financiers qui sont sans commune mesure avec les sociétés de projet coopératives.** Ces projets sont souvent de taille plus importante et, **de ce fait, les retombées économiques de ces projets sont plus grandes dans l'absolu**, même si la nature des impacts est la même. Il est néanmoins possible que les projets citoyens aient un impact économique plus local, dans la mesure où ils seront peut-être plus enclins à recourir aux sociétés locales, y compris pour la phase étude, alors que les développeurs classiques ont l'habitude de travailler avec les mêmes prestataires, d'échelle nationale, implantés plus ou moins loin de la zone du projet. Un développeur met par ailleurs en avant l'apport de connaissances, notamment sur la biodiversité, généré par ces projets industriels qui doivent produire de nombreuses études environnementales : les études d'impact permettraient en effet d'en savoir plus sur les espèces (notamment les oiseaux et les chauves-souris) et les milieux.

**Il est aussi courant que les développeurs offrent un accompagnement supplémentaire à la collectivité**, via la mise en œuvre, par exemple, d'aménagements (enterrement des lignes électriques) et de mesures en faveur de la biodiversité qui s'inscrivent dans le cadre l'obligation réglementaire Éviter / Réduire / Compenser. Bien évidemment, les sociétés de projets citoyennes ne sont pas en mesure d'offrir cet accompagnement complémentaire.

#### **Éviter / Réduire / Compenser**

La séquence éviter, réduire et compenser s'inscrit dans une démarche de développement durable et vise à assurer une meilleure prise en compte de l'environnement. Celle-ci doit être intégrée le plus tôt possible dans la conception d'un projet (que ce soit dans le choix du projet, de sa localisation, voire dans la réflexion sur son opportunité), afin qu'il ait le moins d'impacts possible pour l'environnement. Cette intégration de l'environnement dès l'amont est essentielle pour prioriser les étapes d'évitement des impacts tout d'abord, de réduction ensuite, et en dernier lieu, la compensation des impacts résiduels du projet, si les deux étapes précédentes n'ont pas permis de les supprimer.

Les projets de production d'EnR doivent donc s'inscrire dans cette démarche ERC, et démontrer que le projet évite au maximum les impacts sur l'environnement, les réduit, et intègre des mesures de compensation pour les impacts significatifs qui ne peuvent être évités ou réduits.

En Occitanie, une communauté s'est créée autour de ces questions ([www.crerco.fr](http://www.crerco.fr)) sur l'impulsion de l'État et de la Région, dans un objectif de protection et de préservation de la qualité paysagère, la richesse et la diversité écologique importante du territoire. La Région et l'État animent cette communauté qui rassemble près de 200 structures, dans le but de créer un cadre de travail commun facilitant le dialogue.

Certains développeurs défendent par ailleurs le fait que leurs projets favorisent une complémentarité d'usage au niveau agricole, en permettant à de nouvelles exploitations de s'implanter (élevage ovin ou apiculture sur un parc photovoltaïque par exemple) ou à des installations existantes de se diversifier. Certains projets citoyens peuvent tenter de mettre en place de telles pratiques, mais l'échelle des projets est souvent moindre. Surtout, le fait que la grande majorité des projets citoyens soit du photovoltaïque en toiture rend évidemment moins possible cette complémentarité au niveau territorial.

### 3.4.3 Mais socialement moins poussés et sans dynamique d'entraînement

**Les développeurs interrogés ne détectent pas d'impacts sociaux ou sociétaux générés par leurs projets**, si ce n'est la présence d'EnR dans le paysage, qui permet de sensibiliser le « citoyen lambda », mais aussi de mieux accepter ce type de projets : la réalité du projet construit permet de dépasser les peurs ou les a priori qui peuvent exister en amont des projets.

**Il n'y a pas de dynamique d'entraînement générée, en matière de production d'EnR** (le territoire ne s'engage pas particulièrement dans le développement de nouveaux projets) **ou plus globalement en matière de transition énergétique** : contrairement aux projets citoyens, les projets industriels ne génèrent pas – ou très peu – d'événements de sensibilisation ou d'autres actions de maîtrise de la consommation. Ces actions peuvent néanmoins exister lorsqu'un fonds local est mis en œuvre (une fois le projet développé), et que la collectivité utilise ce fonds pour de telles actions.

## 3.5 Spécificités des projets citoyens

### 3.5.1 Des co-bénéfices identifiés

Les développeurs interrogés sont bien conscients de la spécificité des projets citoyens et reconnaissent certains atouts qui n'existent pas pour les projets industriels. Sont notamment citées **l'implication plus forte des citoyens et la prise de conscience de la problématique de la transition énergétique** générées par les projets citoyens. Cette implication peut permettre **une meilleure acceptation locale**, mais le label « citoyen » du projet n'empêche pas pour autant les recours.

**Les retombées économiques locales sont aussi considérées comme plus importantes** dans le cadre des projets citoyens (en proportion), du fait des dividendes versés qui peuvent de plus être réinvestis dans des projets locaux.

Enfin, les sociétés de projets citoyens ayant **des attentes de rentabilité plus faibles**, elles peuvent porter certains projets de production qui ne seraient pas développés par des industriels (par exemple, du fait d'un gisement trop faible).

### 3.5.2 Des difficultés essentiellement liées à un manque de professionnalisation

Mais les développeurs soulignent surtout les faiblesses des projets citoyens, qui rendent selon certains impossibles la massification de ces projets.

En matière de co-développement, le **modèle économique est parfois difficile à tenir** pour les développeurs, qui se retrouvent à **devoir partager la valeur sans partager le risque** : en effet, le modèle classique de ces industriels est de porter la phase étude/développement de plusieurs projets, dont seule une partie entrera en construction (notamment pour la filière éolienne, où le taux est de 25%). Les bénéfices du projet construit doivent donc permettre d'équilibrer les pertes des autres projets. En co-développement, le développeur paye en général les études et ce n'est qu'au moment de la construction et de l'exploitation que le capital est ouvert à la société citoyenne, afin de limiter les risques pour les individus.

La **multiplicité des actionnaires et le manque de professionnalisation** des sociétaires et bénévoles des projets citoyens, qui ont des cultures différentes et des intérêts divergents, **impliquent un temps allongé de prise de décision**, notamment à des phases où il est crucial de prendre des décisions rapides. Ce risque d'interférence dans les choix techniques et stratégiques, dans un contexte de rentabilité limitée, est souligné. Cette configuration rallonge par ailleurs la durée déjà importante du développement des projets, ce qui peut avoir des conséquences économiques concrètes (délais AO CRE, etc.). Les développeurs interrogés, qui ont été impliqués dans au minima un projet citoyen, soulignent **la nécessité d'avoir un interlocuteur tampon qui soit un tiers de confiance, et puisse faire le lien entre l'association citoyenne et le développeur**. Enercoop a par exemple joué ce rôle dans certains projets co-développés.

L'allongement des calendriers engendre à un temps de travail doublé ou triplé pour le développeur impliqué dans un projet en co-développement avec des citoyens, ce qui interroge de fait les industriels sur la viabilité de ce modèle économique.

## 3.6 Projets industriels et projets citoyens : entre complémentarité et différenciation

Ces différences bousculent forcément les façons de faire classiques des développeurs. Certains s'en saisissent tandis que d'autres renâclent, alors même que tous ont déjà été engagés dans un projet citoyen.

### 3.6.1 Une complémentarité aux projets industriels

Le discours des développeurs est néanmoins bien d'expliquer que la dynamique citoyenne est importante et vertueuse mais complémentaire à l'effort porté par les développeurs. Au regard des objectifs de la PPE<sup>6</sup>, elle ne pourrait être que marginale, ou en tout cas

---

<sup>6</sup> La PPE fixe pour le photovoltaïque un objectif de puissance installée de 20,6 GW en 2023, et une fourchette de 35,6 à 44,5 GW pour 2028. Au 31/12/2018, la puissance installée en France a atteint 8,5 GW.

insuffisante pour les atteindre. Les développeurs considèrent ainsi comme contre-productifs les **discours de certains acteurs des énergies citoyennes qui se positionnent « contre » les développeurs privés**, alors qu'il y a complémentarité : toutes les composantes sont nécessaires pour développer les EnR.

### 3.6.2 S'engager dans des projets citoyens : un équilibre financier à réfléchir

**L'évolution importante du cadre national ces dernières années** (baisse du tarif d'achat, développement des appels d'offres CRE) **nécessite un repositionnement des pratiques des développeurs** :

- Le critère économique est de plus en plus important, d'où des choix qui visent principalement à privilégier les gisements importants ;
- Le financement du projet s'étale sur une durée supérieure à l'obligation d'achat ;
- La nécessité de développer de nouvelles expertises pour bénéficier de bons prix à la construction (négociation, volume) et de mobiliser des fonds à des taux intéressants ;
- Le marché se structure avec le rachat des petits développeurs par les grands acteurs du secteur, menant à une concentration importante.

Dans ce contexte, la question de collaborer avec des sociétés de projets citoyens ou des collectivités pour le développement d'un projet prend un autre sens.

Les développeurs indiquent ainsi réfléchir à un **subtil équilibre économique** : quel temps perdu dans un projet citoyen, quel temps gagné en matière d'acceptation locale (notamment si l'association de préfiguration ou la société de projet prend en charge certaines démarches), quel argent perdu du fait de décisions qui ne seront pas purement techniques (par exemple en matière de localisation ou de taille du projet), quel argent gagné du fait du bonus citoyen (pour les projets qui seront présentés aux AO CRE).

Parmi les développeurs interrogés, un seul propose systématiquement une participation, qui peut être conséquente (jusqu'à 49%).

### 3.6.3 Des projets industriels qui peuvent être citoyens

Pour certains développeurs, les projets citoyens ont principalement pour objet de rassurer la population sur la prise en compte du contexte local, et d'éviter les dérives de projets industriels hors sol. Dès lors, selon eux, **les projets industriels portés par des développeurs peuvent être « à développement citoyen sans investissement citoyen »**, à partir du moment où il y a une réelle écoute des territoires, une approche souple et un vrai dialogue, pour associer les citoyens et construire avec le territoire, en évitant les nuisances.

Inversement, des projets participatifs, pilotés depuis l'extérieur du territoire et « citoyen » du fait de la prise de capital de fonds participatifs, peuvent être développés hors sol, sans cette approche locale.

**L'investissement participatif, sans participation à la gouvernance, semble en tout cas être pour les développeurs le juste milieu**, dans la mesure où ils ne considèrent pas possible d'un point de vue financier de faire l'ensemble de leurs projets en co-développement.

### 3.6.4 Une faible connaissance de l'AAP EnRCC

**Les développeurs interrogés ont une mauvaise connaissance de l'AAP Région/ADEME**, alors même qu'ils ont tous été impliqués dans un projet lauréat. Dans l'ensemble, le cadre de l'AAP est considéré a priori comme ne répondant pas aux enjeux des développeurs : en effet, les aides aux études et la prime citoyenne ne répondent pas aux difficultés rencontrées lors du développement de projets industriels. Les préoccupations des développeurs de ces projets industriels concernent plutôt la faisabilité du projet, et l'obtention rapide d'un tarif d'achat via les AO CRE. Par ailleurs, les développeurs ont le sentiment que l'AAP cible des petits projets, portés directement par des citoyens. Ils se sont donc peu penchés sur le contenu réel du dispositif.

## 4 Analyse comparative extra-régionale

Dans le cadre de l'étude d'évaluation de la dynamique régionale des projets coopératifs et citoyens d'énergie renouvelable, nous avons réalisé une étude comparative au niveau extrarégional, mettant en perspective l'appel à projets lancé par l'ADEME et la Région Occitanie avec quatre démarches similaires portées par d'autres régions en France et en Europe. L'analyse de ces différents dispositifs de soutien aux projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable se concentre notamment sur :

- Le **contexte** et les **besoins** auxquels répondent les démarches étudiées ;
- Le **fonctionnement** de ces dispositifs (appels à projets...) ;
- La nature des **soutiens** apportés aux projets ;
- D'éventuels retours d'expériences, enseignements et perspectives d'évolution.

Il s'agit notamment à travers cette étude de comprendre la manière dont cette initiative a pu encourager/nourrir les travaux d'autres Régions et de tirer des enseignements qui pourront contribuer à une évolution du dispositif de l'ADEME et la Région.

Chacune des études de cas se fonde sur une analyse documentaire de la démarche (règlement / cahier des charges, articles...), complétée dans la mesure du possible par des entretiens qualitatifs. Chaque étude de cas fait l'objet d'une synthèse individuelle, en sus de cette synthèse générale.



Le panel étudié et les personnes consultées sont les suivantes :

- **Région Auvergne-Rhône-Alpes** : Appel à projets « Projets partenariaux décentralisés de production d'énergie renouvelable »<sup>7</sup>
  - Alexis PELLAT, chargé de mission Énergie – *Région AURA*
  - Noémie ZAMBEAUX, animatrice – *Réseau AURACLE*
- **Région Île-de-France** : Appel à projets « 100 projets citoyens d'énergie renouvelable »<sup>8</sup>
  - Karim LAPP, chef de projet Plan Climat – *Région Île-de-France*
  - Alexandra LAFONT, animatrice régionale – *Énergie Partagée*
- **Région Nouvelle-Aquitaine** : Appel à projets « Projets participatifs et citoyens pour la transition énergétique »<sup>9</sup>
  - Ewelina PIZNAL, chargée de mission Projets Citoyens – *Région NA*
  - Cédric SOUS, chargé de mission Énergie – *ADEME*
  - Magali MARTIN, animatrice – Réseau *CIRENA*
- **Écosse** : Community and Renewable Energy Scheme (**CARES**)<sup>10</sup>

#### 4.1 Un contexte national et européen en mutation

L'appel à projets mis en place en Occitanie, comme l'ensemble des démarches étudiées dans le cadre de cette analyse comparative extrarégionale, s'inscrit dans un **contexte évoluant rapidement, tant à l'échelle nationale que communautaire**. La présente section revient sur quelques évolutions particulièrement marquantes du cadre juridique et des dispositifs de soutien aux projets citoyens d'énergie renouvelable en France et en Europe, en particulier depuis 2014 et le lancement du premier appel à projets « Projets EnR Coopératifs et Solidaires » par la Région Languedoc-Roussillon.

##### 4.1.1 Des dispositifs nationaux de plus en plus favorables aux projets citoyens

Ces dernières années, la France a connu un **développement de projets citoyens d'énergies renouvelables d'une intensité sans précédent**. D'après une étude<sup>11</sup> portée par

<sup>7</sup> Consultable à l'adresse : <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aide/102/289-appel-a-projets-partenariaux-decentralises-de-production-d-energies-renouvelables-environnement-energie.htm>

<sup>8</sup> Consultable à l'adresse : <https://www.iledefrance.fr/strategie-energie-climat-appel-projets-100-projets-citoyens-energies-renouvelables>

<sup>9</sup> Consultable à l'adresse : <https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/amenagement-du-territoire/projets-participatifs-et-citoyens-pour-la-transition-energetique>

<sup>10</sup> Informations officielles consultables sur le site du gouvernement écossais ([lien](#)) et la page dédiée de Local Energy Scotland ([lien](#))

l'IDDRI, avec le soutien de l'ADEME, reprenant les chiffres de l'ADEME et d'Énergie Partagée, le nombre de ces projets a quasiment **doublé entre la fin 2015 et la fin 2018**, passant de 160 à plus de 300. Toujours d'après l'IDDRI, cette tendance s'observe également en matière de volume de financement participatif de projets d'énergie renouvelable en France : de 120 000€ mobilisés en 2014 à 20 millions en 2017 et 39 millions d'euros en 2018.

La loi de transition énergétique pour la croissance verte (**LTECV**) de 2015 marque un **tournant** important concernant le cadre juridique et les politiques de soutien aux projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable dans l'hexagone. Cette loi introduit deux changements majeurs.

D'une part, ses articles 109 à 111 **assouplissent grandement le cadre permettant d'organiser la participation financière des collectivités, des acteurs locaux et des citoyens** à des projets d'énergie renouvelables dans les territoires. Elle autorise par exemple les collectivités à entrer au capital de sociétés (SA / SAS) dont l'objet est la production locale d'énergie renouvelable<sup>12</sup>. Elle autorise également les sociétés porteuses de projets d'énergie renouvelable à recourir au financement participatif (directement ou via des plateformes) par des citoyens et collectivités, « notamment [les] habitants dont la résidence est à proximité du lieu d'implantation du projet, ainsi [que les] collectivités territoriales et leurs groupements sur le territoire desquels il se situe ».

D'autre part, **la LTECV a permis l'introduction d'un « bonus participatif » dans les appels d'offres EnR** lancés par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), qui reste aujourd'hui le principal dispositif de soutien national aux énergies renouvelables, avec les tarifs d'achat accessibles en guichet ouvert. Son article 119 prévoit en effet la possibilité de revoir le cahier des charges de ces appels d'offres pour encourager l'investissement participatif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les projets d'une puissance supérieure à 100 kW pour le photovoltaïque, ou à 6 éoliennes de 3 MW pour l'éolien, ne peuvent plus bénéficier des mécanismes de soutien en guichet ouvert et doivent passer par la procédure d'appels d'offres. Dans ce cadre, ils peuvent bénéficier du bonus participatif, s'ils respectent les critères d'éligibilité.

Pour l'IDDRI, « le bonus participatif a fortement contribué à l'essor du financement participatif des projets depuis 2016 ». Début 2019, 36% des lauréats des appels d'offres CRE bénéficiaient du bonus participatif. L'institut explique toutefois que l'évolution des modalités d'attribution de ce bonus actée en 2018 pourrait ralentir cette dynamique. Deux **changements majeurs sont en effet à noter dans la nouvelle version de ce « bonus »** :

- D'une part une distinction entre « investissement » et « financement » participatif dans les modalités d'attribution de compléments de rémunération. En matière

<sup>11</sup> Rüdinger, A. (2019). Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France : état des lieux et recommandations. Iddri, Étude N°03/19.

Consultable à l'adresse : <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/etude/les-projets-participatifs-et-citoyens-denergies-renouvelables-en>

d'investissement, un seuil minimum de 40% de participation des personnes physiques et collectivités locales aux fonds propres de la société est nécessaire pour bénéficier d'un bonus de 3€/MWh. En matière de financement, l'apport de 10% du financement total (fonds propres et dette) par des citoyens et collectivités ouvre droit à un bonus restreint de 1€/MWh ;

- D'autre part, la restriction du périmètre des instruments financiers pris en compte dans le calcul du critère des 40% d'investissement, ne préservant que les titres en capital donnant accès à la gouvernance du projet.

Cette dernière clause, plus restrictive, pourrait ainsi réduire le nombre de projets éligibles au bonus participatif CRE.

Enfin, l'année 2018 marque une avancée supplémentaire au niveau national en faveur des projets citoyens d'énergie renouvelable, avec la **création d'EnRciT, fonds d'investissement en capital-risque visant à soutenir les projets** durant la phase de développement. Ce fonds, opéré par Énergie Partagée, est abondé à hauteur de 10 millions d'euros par la Caisse des Dépôts, le Crédit Coopératif et l'IRCANTEC. EnRciT a pour objectif d'intensifier la dynamique des projets participatifs, en contribuant à leur financement (en apportant du capital-risque pour boucler le financement lors de la phase de développement) aux côtés des citoyens et des collectivités. Le dispositif cible principalement les projets éoliens et photovoltaïques de taille relativement importante (> 1MW) et devrait permettre de soutenir 150 projets en 10 ans.

#### 4.1.2 Paquet européen « énergie propre » : quelles avancées pour les projets citoyens ?

**Le 26 mars 2019, le Parlement européen a adopté le paquet « une énergie propre pour tous les Européens ».** Cet ensemble de textes comprend notamment un nouveau règlement et une nouvelle directive sur le marché de l'électricité ainsi qu'une directive révisée sur les énergies renouvelables. Ces textes représentent un changement majeur dans la reconnaissance des projets EnR participatifs et citoyens en droit communautaire. La directive EnR reconnaît que « la participation des populations locales et des autorités locales à des projets en matière d'énergie renouvelable par l'intermédiaire de communautés d'énergies renouvelables a apporté une grande valeur ajoutée sur le plan de l'acceptation de l'énergie renouvelable à l'échelle locale ».

Pour poursuivre et amplifier cette dynamique, la directive EnR encourage les États membres de l'UE à élaborer des « stratégies nationales » pour favoriser le développement de « communautés d'énergies renouvelables ». Ces « communautés » sont assimilables aux projets désignés en France comme « projets citoyens ». Le paquet « énergie propre » fournit ainsi une base pour la définition de cadres juridiques nationaux favorables aux projets participatifs et citoyens.

---

<sup>12</sup> Au-delà de 50% de participation publique, la société est requalifiée en Société d'Économie Mixte (SEM). Par ailleurs, depuis la loi de juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, les collectivités peuvent participer à hauteur de 50% au capital des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC).



La directive EnR réaffirme également les règles concernant les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables en vigueur depuis 2014, qui autorisent les États à soutenir les projets EnR par un apport financier direct aux petites installations, des souplesses administratives ou encore des dispositions spécifiques d'appels d'offres... La nouvelle directive EnR autorise toutefois spécifiquement les États à accorder un « soutien technique et financier » aux communautés d'énergie renouvelable, sous forme de subventions en phase d'émergence (études, animation), ou de subventions à l'investissement. Ces deux mécanismes étant déjà mis en place par plusieurs régions françaises, dont l'Occitanie, **le nouveau paquet européen apporte une légitimité aux dispositifs existants, même s'il pourrait générer une évolution de ceux-ci.**

Le **projet de loi relatif et au climat**, définitivement voté par l'Assemblée Nationale le 11 septembre 2019 comporte un chapitre dédié à la mise en œuvre du paquet « énergie propre pour tous les européens ». Il  **transpose ainsi en droit français**  un certain nombre de dispositions évoquées ci-dessus. Ainsi, alors que la LTECV détaillait les conditions auxquelles les citoyens et collectivités peuvent participer à des sociétés dont l'objet est la production d'énergie renouvelable, ce nouveau texte de loi introduit l'idée de « communauté d'énergie renouvelable » dans le Code de l'Énergie.

L'article 6 bis A de la loi Énergie-Climat établit ainsi que :

Peut être considérée comme une communauté d'énergie renouvelable une entité juridique autonome qui :

« 1° *Repose sur une participation ouverte et volontaire ;*

« 2° *Est effectivement contrôlée par des actionnaires ou des membres se trouvant à proximité des projets d'énergie renouvelable auxquels elle a souscrit et qu'elle a élaborés. Ses actionnaires ou ses membres sont des personnes physiques, des petites et moyennes entreprises, des collectivités territoriales ou leurs groupements ;*

« 3° *A pour objectif premier de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses actionnaires ou à ses membres ou aux territoires locaux où elle exerce ses activités, plutôt que de rechercher le profit.*

« Une communauté d'énergie renouvelable est autorisée à :

« a) *Produire, consommer, stocker et vendre de l'énergie renouvelable, y compris par des contrats d'achat d'électricité renouvelable ;*

« b) *Partager, au sein de la communauté, l'énergie renouvelable produite par les unités de production détenues par ladite communauté ;*

« c) *Accéder à tous les marchés de l'énergie pertinents, directement ou par l'intermédiaire d'un agrégateur.*

Ainsi, **les récentes évolutions introduites en droit européen et transcrites en droit français apportent une définition légale des projets citoyens, et confortent l'idée que les EnR citoyennes devraient être amenées à jouer un rôle de plus en plus important**

**dans la transition énergétique** au niveau national et communautaire. Cette définition, basée sur les grands principes de la directive européenne, sera néanmoins amenée à être précisée à la suite de la parution d'un décret, prévue en 2020. Si les pouvoirs publics se saisissent de cette nouvelle définition, cela pourra engendrer une réflexion sur les aides à accorder aux communautés d'énergie renouvelable, et donc potentiellement une évolution des dispositifs existants.

## 4.2 Enseignements de l'analyse comparative extrarégionale

### 4.2.1 Présentation d'autres démarches régionales

#### 4.2.2 Région Auvergne-Rhône-Alpes

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a lancé en **2017** un **appel à projets visant à soutenir les projets partenariaux décentralisés de production d'énergies renouvelables**, c'est-à-dire des projets ancrés dans les territoires et dont la gouvernance est portée localement. Celui-ci, **toujours en cours**, fonctionne avec une instruction des demandes au fil de l'eau. Ce format souple permet à l'appel à projets d'être toujours actif sans avoir nécessité de révision ou de reconduction. L'appel à projets propose une **aide unique au développement de projets**. Cet AAP a été élaboré pour proposer une meilleure réponse aux porteurs de projets participatifs sollicitant les dispositifs généraux de la Région en matière de soutien aux EnR, notamment des appels à projets par filière ne ciblant pas les projets participatifs/citoyens. Sa mise en place s'inscrit aussi dans le contexte d'une fragilisation de la dynamique des « Centrales Villageoises », portée par AURA Énergie Environnement, en raison d'une baisse des tarifs d'achat d'électricité compliquant la dimension « autoportante » des projets. L'AAP « Projets partenariaux décentralisés » a permis de soutenir de **nombreux projets qui sont aujourd'hui opérationnels**.

Cet AAP est notamment complémentaire du dispositif régional STARTER EnR<sup>13</sup> qui offre aux porteurs de projets une avance remboursable ou la mise à disposition d'un prestataire pour la réalisation d'études (faisabilité, financement, gisement, définition d'un plan d'affaires) ou l'obtention de prestations d'appui-conseil (accompagnement à la concertation, au montage juridique...). Ce dispositif est ouvert aux projets EnR « décentralisés » (capital en partie détenu par des acteurs locaux - entreprises, collectivités... -, la priorité étant donnée aux projets dont 40% du capital est détenu par des fonds citoyens ou publics), et concerne donc directement les porteurs de projets « citoyens ».

<sup>13</sup> Pour plus d'informations sur le dispositif STARTER EnR de la Région AURA :

<https://www.auvergnerhonealpes.fr/aide/163/289-starter-enr-dispositif-d-amorçage-et-de-developpement-de-projets-de-production-d-energies-renouvelables-en-auvergne-rhone-alpes-environnement-energie.htm>

### 4.2.3 Région Île-de-France

La Région Île-de-France a lancé en **2018** un appel à projets **visant à faire émerger et soutenir 100 projets citoyens d'énergie renouvelable d'ici la fin de la mandature**. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de la politique énergie-climat de la Région, et vise notamment à renforcer l'acceptabilité citoyenne de la transition énergétique, dans un territoire où la densité de l'aménagement limite les potentiels disponibles pour produire des énergies renouvelables. L'appel à projets, qui existe toujours dans sa version initiale, ne devrait pas évoluer avant les élections de 2021 : il se poursuivrait ainsi sous son format actuel, avec 3 « dates butoir » par an pour le dépôt des candidatures. Signe de la volonté de la Région Île-de-France de développer fortement les énergies renouvelables et de soutenir des projets fortement participatifs, et répondant à une absence totale de concrétisation de quelques projets citoyens « pilotes », **cet appel à projets se distingue des autres dispositifs étudiés par l'exigence des critères<sup>14</sup> de participation citoyenne** appliqués aux candidats **et par la générosité du niveau maximal des subventions** proposées (plafond de 1 million d'euros, bien supérieur aux sommes demandées à ce stade). Les projets citoyens soutenus bénéficient d'un accompagnement par Énergie Partagée Île-de-France (2 animatrices), structure financée par la Région, l'ADEME et la Métropole du Grand Paris. À date, l'appel à projets a déjà permis de soutenir près de 35 projets, majoritairement photovoltaïques, avec une première mise en service en fin d'été 2019.

### 4.2.4 Région Nouvelle-Aquitaine

La Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale de l'ADEME ont lancé conjointement en 2018 un appel à projets pour favoriser et accompagner les projets « participatifs et citoyens » concourant à la transition énergétique : projets de réduction des consommations énergétiques (bâtiment...), projets de mobilité douce/propres, et projets d'énergies renouvelables. L'appel à projets est issu d'une démarche partenariale forte : outre l'élaboration commune du dispositif, la Région et l'ADEME instruisent conjointement les dossiers de candidature, se partagent le soutien aux lauréats et participent ensemble à la « mise à jour » de l'appel à projets. Le CIRENA, réseau régional en charge de l'animation des projets citoyens d'énergie renouvelable (3 animatrices dans la région), est par ailleurs associé à l'ensemble de ces démarches. L'appel à projets, qui existe désormais dans sa deuxième mouture devrait être reconduit pour une « version 3 » en 2020. Il se distingue par son découpage en « phases » selon l'avancement des projets, ce qui permet de proposer aux structures porteuses différentes aides adaptées à leurs besoins spécifiques, tant en phase d'émergence que de développement ou d'investissement. Fin 2018, cet appel à projets avait déjà permis de soutenir 26 projets (majoritairement photovoltaïques malgré de premiers projets de méthanisation et éoliens) impliquant plus de 800 citoyens et collectivités.

### 4.2.5 Écosse

Le gouvernement de l'Écosse a lancé en **2009** le programme CARES (*Community and Renewable Energy Scheme*), destiné à **encourager et soutenir les projets participatifs et**

<sup>14</sup> Pour les sociétés de projet : droit de vote des personnes physiques + collectivités > 51% ; nombre de personnes physiques ≥ 20 ; part du capital possédé par des personnes physiques et les collectivités ≥ 40 %.



Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

**citoyens en faveur de la transition énergétique.** Cette nation constitutive du Royaume-Uni, **comparable à l'Occitanie** en termes de population (5,4 millions d'habitants), de superficie (78 000km<sup>2</sup>) ou de PIB (190 milliards d'euros en 2014), et connaissant une **dynamique historique** en matière d'énergies renouvelables, a souhaité soutenir des projets ancrés dans leur territoire, notamment en vue de **constituer de véritables « systèmes énergétiques » au niveau local.** Le programme encourage notamment des démarches locales intégrées de transition énergétique, alliant production d'énergie renouvelable, stockage, transport et développement des usages. Cette politique du gouvernement écossais est **mise en œuvre par Local Energy Scotland, un consortium d'associations** et de réseaux écossais en faveur de la transition énergétique. Le dispositif CARES offre aux lauréats la possibilité d'obtenir une subvention de démarrage (aide aux études, à la concertation...) et un prêt pour financer le développement du ou des projets. Les projets particulièrement innovants / démonstrateurs peuvent bénéficier à ce titre d'une subvention supplémentaire. Les plus gros projets peuvent enfin bénéficier d'un prêt supplémentaire pour financer des coûts additionnels. Le programme CARES, qui **semble dépasser en termes de cadre et d'ambition les appels à projets lancés par les régions françaises**, est également un dispositif particulièrement innovant à l'échelle européenne. À ce jour, il a permis de soutenir plus de **600 projets** et d'aboutir à l'installation de près de **731MW** de capacité de production EnR (794 autres MW étant par ailleurs en développement), soit 140% de l'objectif initialement fixé pour 2020. Au regard des résultats, cet objectif a été revu dès 2015 à 1GW en 2020 et 2 GW en 2030.

	RÉGION AURA – AAP « PROJETS PARTENARIAUX DÉCENTRALISÉS » (depuis 2017)	RÉGION IDF – AAP « 100 PROJETS CITOYENS » (depuis 2018)	RÉGION NA – AAP « PROJETS PARTICIPATIFS ET CITOYENS » (depuis 2018)	ÉCOSSE – CARES (depuis 2009)
<b>CONTEXTE REGIONAL</b>	Rhône-Alpes : dynamique des Centrales Villageoises et réseau régional porté par RA-EE, émergence de nombreux projets « autoportants » Auvergne : très faible dynamique	Absence de dynamique : quelques collectifs très engagés post-COP 21 mais pas d'aboutissement des projets (difficulté à trouver des modèles économiques pérennes)	Faible dynamique : émergence de quelques projets, peu d'aboutissement.	Développement dynamique des projets participatifs depuis le début 2000.
<b>BESOINS IDENTIFIES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Compenser</b> la baisse des tarifs d'achat pour équilibrer le modèle économique des projets existants</li> <li>● <b>Amorcer</b> des démarches dans les territoires et susciter des effets locaux d'investissement et d'entraînement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Compenser</b> les coûts d'entrée dissuasifs pour les porteurs de projets (ex : études, installation...)</li> <li>● <b>Suppléer</b> les dispositifs existants (tarifs d'achat) insuffisants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Réduire</b> les risques pour les projets citoyens : réduction des coûts d'études initiales et des risques liés au financement du développement</li> <li>● <b>Aider</b> les porteurs de projets à avancer vers la concrétisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Abattre</b> les obstacles au développement des projets citoyens : réduire les coûts financiers en phase de développement, permettre aux projets de sécuriser leurs fonds</li> </ul>
<b>ÉLABORATION / GOUVERNANCE DE L'APPEL À PROJETS</b>	Élaboration interne à la Région, appui sur l'expertise d'AURA-EE et validation de l'ADEME. Fonctionnement et instruction assurés par la Région.	Élaboration interne à la Région, discussions avec l'ADEME et l'animateur régional Énergie Partagée. Fonctionnement et instruction assurés par la Région.	Co-écriture de l'AAP par l'ADEME et la Région, instruction commune des dossiers. CIRENA (réseau régional) associé à toutes les décisions. Instruction des dossiers et financement par la Région et l'ADEME (selon l'aide sollicitée)	Politique impulsée et financée par le gouvernement écossais. Dispositif mis en œuvre (instruction, accompagnement, financement) par Local Energy Network (consortium d'associations et de collectivités soutenant les projets participatifs / citoyens)
<b>ÉLIGIBILITÉ DES PROJETS</b> (nature des porteurs, critère citoyen)	Priorité donnée aux projets avec une participation significative des acteurs locaux (40% du capital détenu par des fonds citoyens ou publics)  AAP ouvert aux sociétés locales et toute autre structure si participation citoyenne jugée « significative »  Toutes filières sauf bois-énergie et méthanisation	Ouvert aux collectifs selon des critères quantitatifs ambitieux de participation citoyenne en termes de gouvernance (droit de vote), de part de capital et du nombre de personnes physiques au capital.  Également ouvert aux collectivités souhaitant faire émerger des projets (financement d'études).  Toutes filières sauf solaire thermique	AAP ouvert aux projets justifiant « une participation significative des citoyens à la gouvernance du projet ou de la structure », sans critère quantitatif  Collectivités éligibles à une « aide à l'animation »  Toutes filières	Pas de critère quantitatif pour les projets à caractère participatif / citoyen ou citoyen.  Dispositif ouvert à un large éventail de structures : associations locales et nationales, citoyens..., sociétés locales et collectives, PME en milieu rural...
<b>SOUTIEN APPORTÉ</b> (Animation régionale)	Pas de dispositif spécifique d'animation. La Région finance par ailleurs 1/3 d'ETP au sein d'AURA-EE pour l'animation collective du réseau AURACLE.	Animation de la communauté des lauréats effectuée par Énergie Partagée, avec le soutien de la Région / ADEME / Métropole du Grand Paris. Accompagnement dès la candidature à l'AAP.	Animation assurée par le réseau CIRENA, y compris pour un accompagnement à candidature. Financement conjoint du réseau (3 animatrices) par l'ADEME et la Région.	Animation et accompagnement technique assuré par Local Energy Network dans le cadre du programme.





Avec l'appui technique de :



Date : Novembre 2019  
Référence CPI : 0119AREC02

<b>SOUTIEN APPORTÉ</b> (Émergence, aide aux études)	En dehors de l'AAP : dispositif régional STARTER EnR pour l'amorçage des projets (aide aux études et montage)	Subvention d'une étude juridique, économique et technique : jusqu'à 80% des montants engagés (100 000€ max.)  AAP qui s'inscrit dans le cadre du travail de certains porteurs + Énergie Partagée et étude ADEME sur les opportunités de mutualisation entre projets citoyens	AAP structuré selon la phase d'avancement des projets. • Phase 0 : aide à la création de structures d'animation (15 000€ max.) • Phase émergence : aide à la mobilisation/concertation (20 000€ max.) et aide à la décision juridique et économique (10 000€ max.) • Phase développement : <b>aide pour recours à AMO</b> pour les sociétés très majoritairement citoyennes - 90% des parts détenues par des personnes physiques (20 000€ max.)	Aide au lancement pour des faisabilité, consultations, dispo mobilisation/animation (25 000€ max.)
<b>SOUTIEN APPORTÉ</b> (Investissement)	<b>Subvention au développement de projets</b> : 30% d'une assiette de dépenses éligibles : coût des équipements et installations (200 000€ max.)	<b>Subvention à l'investissement</b> , principe 1€ citoyen = 1€ Région (1 000 000€ max.)	En phase d'investissement : <b>prime à la participation</b> , selon le principe 1€ Région = 1€ citoyen (50 000€ max. par projet ou grappe)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Prêt de développement</b> : remboursable pour sécuriser le développement de projets (150 000€ max., taux 10%)</li> <li>• <b>Prêt de bouclage</b> : crédit remboursable supplémentaire destiné aux projets, pour couvrir des coûts de démarrage (100 000€ max., taux 10%)</li> <li>• <b>Aide à l'innovation</b> : supplémentaire pour les projets innovants/démonstrateurs (150 000€ max.)</li> </ul>
<b>PROJETS SOUTENUS</b>	<b>Résultats</b> : 10 projets soutenus en 2017, 20-30 projets en 2019 <b>Enveloppe</b> : 2,6M€ en 2019	<b>Objectif</b> : 100 projets d'ici la fin de la mandature <b>Résultats</b> (mi-2019) : 35 projets soutenus (essentiellement photovoltaïques) Pas d'enveloppe fixe	<b>Résultats</b> (fin 2018) : 26 projets soutenus (majoritairement photovoltaïques, avec montée en puissance de l'éolien / la méthanisation) <b>Enveloppe</b> annuelle : 100 000€ (ADEME) + 200 000€ (Région)	<b>Résultats</b> (mi-2018) : 600 projets soutenus <b>Enveloppe</b> : 5M€ pour 2018-2019

### 4.3 L'appel à projets en Occitanie : un rôle précurseur ?

L'appel à projets « Énergies coopératives et citoyennes » en Occitanie, comme l'appel à projets « EnR coopératives et solidaires » auquel il succède, était un **dispositif particulièrement innovant à son lancement** en 2016. L'**étude comparée** des dispositifs mis en place, entre 2017 et 2018, par les 3 autres Régions ayant engagé un AAP sur les énergies renouvelable citoyennes **démontre la justesse et la pertinence du dispositif** en région Occitanie (initié en 2014 sur le périmètre de l'ancienne région Languedoc Roussillon).

Ainsi, l'articulation entre une aide « amont » aux études de faisabilité et un soutien à l'investissement sous forme d'une « prime à la participation citoyenne » est un schéma répliqué par les autres Régions. En Auvergne-Rhône-Alpes, si l'AAP lui-même consiste d'une unique subvention à l'investissement, il s'articule avec le dispositif STARTER EnR qui permet à la Région de soutenir et financer la phase amont des projets. En Nouvelle-Aquitaine, les aides proposées en phase d'émergence et en phase d'investissement se rapprochent également de l'AAP existant en Occitanie. Enfin, l'appel à projets de la Région Île-de-France reprend directement le format de l'AAP Occitanie, avec une structuration identique en deux aides.

Dans le cadre de cette étude, des interlocuteurs dans chacune de ces trois Régions ont par ailleurs confirmé s'être **appuyés sur l'expérience d'Occitanie pour construire et mettre en œuvre leur démarche**. La Région Île-de-France explique ainsi son besoin de s'inspirer de dispositifs existants, notamment celui d'Occitanie, pour imaginer le fonctionnement et les contours de son appel à projets. La Région Nouvelle-Aquitaine explique également que le dispositif occitan a pu aider à structurer leur appel à projets, en inspirant notamment la mise en œuvre de dispositifs spécifiques en phase d'études et en phase d'investissement. La Région Auvergne-Rhône-Alpes, enfin, explique avoir directement échangé avec la Région Occitanie sur la question de l'articulation entre soutien à l'amorçage (aide aux études...) et soutien à l'investissement.

Cette reprise des éléments structurants de la démarche occitane ailleurs en France peut s'expliquer par la **relative cohérence des enjeux, difficultés et besoins exprimés par les porteurs de projets d'une région à l'autre**. Ainsi, si chacune des 3 Régions considérées a élaboré son appel à projets en s'appuyant sur des remontées de terrain, par un dispositif spécifique (ex : atelier en Nouvelle-Aquitaine) ou en s'appuyant sur des relais locaux (ex : réseau régional des projets citoyens), les problématiques identifiées et traitées par les AAP sont proches :

- **Faciliter l'émergence et la concrétisation** de projets par la levée des coûts et des risques initiaux liés à la mobilisation, à l'animation, à la réalisation d'études (juridiques, économiques, techniques) ;
- **Soutenir l'investissement** en palliant l'insuffisance des dispositifs de soutien nationaux, en particulier des tarifs d'achats qui ne permettent pas la pérennité économique des plus petits projets, a fortiori dans les régions où le rendement est moindre (ex : photovoltaïque dans le nord de la France) ;

- **Susciter des effets d'entraînement**, tant à l'échelle du projet (accompagner le collectif à avancer d'étape en étape vers la concrétisation du projet) que du territoire (susciter la création de nouvelles grappes de projets par les collectifs soutenus, ou l'émergence de nouveaux collectifs dans les territoires) ;
- **Accompagner des démarches pilotes** et innovantes pour lever les freins existants aux projets citoyens (rentabilité...) et permettre la pérennité de ces modèles.

La démarche écossaise est plus difficilement comparable avec les politiques développées par les Régions françaises. Historiquement plus décentralisé et plus « renouvelable » que son équivalent français, le système énergétique écossais se prête davantage au développement de projets citoyens, ce qui explique la part importante de ces modèles participatifs dans la production énergétique de cette Région. Toutefois, le programme CARES reprend certains des éléments clés des politiques observées en France, comme une subvention « amont » pour l'animation, la mobilisation, les études et le montage, ou un dispositif de soutien à l'investissement (ici sous forme de prêt). Ainsi, malgré des différences d'échelle, les problématiques auxquels répond le programme CARES sont sensiblement similaires à celles rencontrées par les porteurs de projets français, notamment des obstacles et risques financiers qui découragent l'émergence de collectifs ou empêchent l'aboutissement de projets. Il semble donc que ces **difficultés communes à l'ensemble du territoire et du marché énergétique européen appellent au niveau régional des réponses adaptées au contexte et aux spécificités locales** (préexistence d'une dynamique, efficacité des dispositifs de soutien existants...), comme le font chacune des Régions françaises étudiées ici, à commencer par l'Occitanie.

#### 4.4 Retours d'expériences et perspectives ouvertes par les autres démarches régionales

##### 4.4.1 Des différences d'approches selon les Régions

Chacune des Régions étudiées a ainsi adapté son dispositif aux besoins et spécificités du contexte local, ou a décidé d'insuffler une logique et une ambition particulière à son appel à projets. Certaines différences sont ainsi notables d'une collectivité à l'autre.

Par exemple, la Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale de l'ADEME ont souhaité **mettre l'accent sur l'avancement et la concrétisation** des projets citoyens (qui était un problème identifié) au service d'une stratégie globale de transition énergétique. De cette volonté découle un appel à projets qui ne se limite pas aux projets EnR (puisque'il concerne également les mobilités et la maîtrise de l'énergie), **structuré en 4 phases et 5 dispositifs d'aides** pour s'adapter à chaque besoin spécifique des porteurs de projets. Afin de **susciter une dynamique dans les territoires**, la **subvention à l'investissement est systématiquement versée à la société porteuse à la fin** des travaux afin d'encourager son réinvestissement dans de nouvelles tranches de projets. De même, la Région et l'ADEME encouragent très fortement le **rapprochement entre les sociétés de projets et les collectivités** locales pour aider ces dernières à se saisir de la thématique des EnR



citoyennes, afin que celles-ci « prennent la main » sur le développement des énergies renouvelables au niveau local, et contribuent à sécuriser à terme le financement des projets.

En Auvergne-Rhône Alpes, la Région a constaté que les projets citoyens se dirigeaient déjà vers des dispositifs existants : STARTER EnR en phase d'amorçage et des appels à projets par filière en phase de développement. Elle a ainsi souhaité développer un **appel à projets « participatifs » complémentaire de ce premier dispositif**, mais **qui se substitue** aux seconds pour proposer un soutien plus adapté aux projets citoyens et pérenniser une dynamique solide mais fragilisée par les conditions nationales de soutien (tarifs d'achat en baisse).

En Île-de-France, le contexte régional (absence totale de dynamique, coûts d'investissement élevés spécifiques à l'Île-de-France, insuffisance des tarifs d'achat vis-à-vis du rendement des EnR dans la région...) a également appelé une adaptation de la « méthodologie » occitane. La Région a ainsi souhaité proposer des **plafonds de subvention particulièrement élevés pour pouvoir faire émerger de nouveaux projets et rassurer les collectifs naissants**. L'appel à projets s'articule par ailleurs avec un travail de fond conduit par l'ADEME et Énergie Partagée sur les possibilités de mutualisation entre collectifs citoyens (achats, passations de marchés...) pour sécuriser le montage des projets et réduire les coûts associés aux études, aux équipements et à leur installation.

Enfin, en Écosse, la relative bonne santé des projets en fonctionnement et l'importance des EnR et des projets participatifs dans le système énergétique national a conduit le gouvernement à proposer un **dispositif qui facilite et encourage la participation des sociétés citoyennes aux mécanismes standard du marché de l'énergie**. C'est ainsi que le programme CARES offre aux lauréats des prêts au développement en lieu et place de subventions. Toutefois, Local Energy Scotland peut, sous conditions, autoriser le non-remboursement des sommes prêtées pour les projets les plus fragiles.

Ainsi, cette étude comparative révèle l'importance de l'adaptation des politiques régionales de soutien aux projets coopératifs et citoyens à la réalité du contexte local, dont la connaissance doit résulter de consultations (ateliers...) ou de remontées de terrain issues de relais solides (réseau régional...).

#### 4.4.2 Résultats constatés

Les résultats observés d'une Région à l'autre sont relativement similaires et globalement encourageants :

- En Nouvelle-Aquitaine, l'appel à projets a déjà permis de faire émerger voire aboutir 26 projets, de susciter plus de 31 millions d'euros d'investissement provenant de plus de 800 citoyens et collectivités. Cette dynamique semble se poursuivre et s'amplifier, au vu du nombre de dossiers déposés aux vagues successives d'appels à candidatures organisées en 2019 ;

- En Île-de-France, l'appel à projets a permis de passer d'une dynamique inexistante à 35 projets en l'espace d'un an, ce qui dépasse la feuille de route régionale pour atteindre l'objectif de 100 projets en 2021 ;
- En Auvergne-Rhône-Alpes, la dynamique déjà vive grâce au dispositif des Centrales Villageoises (voir synthèse régionale Auvergne-Rhône-Alpes) semble avoir été relancée par le lancement de l'appel à projets, avec un triplement des candidatures entre 2017 et 2019.

Grâce à son contexte favorable (décentralisation, dérégulation et forte proportion historique d'EnR dans le système énergétique, vif dynamisme économique), la dynamique observée en Écosse dans le cadre du programme CARES dépasse largement ces résultats français, avec plus de 600 projets soutenus en 10 ans.

Certaines tendances semblent également se dessiner, comme la **prépondérance des projets photovoltaïques** dans l'ensemble des Régions étudiées. Ces projets, souvent plus rapides à développer et plus facilement équilibrés sur le plan financier, constituent de ce fait la première expérience de nombreux collectifs citoyens.

#### 4.4.3 Évolutions envisagées par les autres Régions

Malgré leur lancement relativement récent, les appels à projets lancés par les autres Régions permettent déjà de **premiers retours d'expérience**, qui pourraient se traduire à plus ou moins court-terme par une évolution de ces dispositifs.

En **Nouvelle-Aquitaine**, l'ADEME souhaiterait pouvoir avancer vers une nouvelle version de l'appel à projets, qui inciterait encore davantage les projets à progresser d'étape en étape vers leur aboutissement. Elle souhaiterait également **inciter de manière plus systématique au rapprochement porteurs/collectivités** que l'appel à projets ne peut le faire aujourd'hui, de manière à encourager les dynamiques locales, à faire comprendre aux collectivités qu'elles doivent se saisir pleinement de la transition énergétique de leur territoire, et à **pérenniser à terme le modèle économique des projets citoyens sans intervention régionale**.

La Région **Auvergne-Rhône-Alpes** explique réfléchir à deux évolutions principales de l'appel à projets. D'une part, celle-ci souhaiterait avancer vers un **système d'indicateurs précis et partagés pour le suivi technique des projets soutenus** (puissances installées, types d'installations...) qui permettrait aux collectivités (notamment engagées dans des démarches volontaires de transition énergétique comme TEPOS) de connaître les projets de leur territoire. Un tel outil pourrait les aider à mieux se saisir des questions de production EnR. Surtout, la Région réfléchit en interne à la possibilité de **faire évoluer cet appel à projets « participatifs » en un « bonus citoyen » dans chacun de ses dispositifs de soutien aux EnR, notamment dans le cadre d'appels à projets par filière**. Une telle évolution pourrait permettre de continuer à soutenir et à privilégier les projets citoyens tout en proposant des dispositifs adaptés aux contraintes de chaque filière. La Région souhaite engager une consultation des porteurs de projets pour évaluer la pertinence d'une telle évolution.

Enfin, si la Région **Île-de-France** n'envisage pas de faire évoluer son appel à projets avant la fin de la mandature, celle-ci conduit déjà des réflexions en interne sur les objectifs et les **méthodes à mettre en œuvre pour soutenir efficacement des projets citoyens ayant un impact réel en matière de « réappropriation » de la transition énergétique**, plutôt qu'un simple subventionnement de « clubs » d'investisseurs privés, plus engagés voire plus aisés que la moyenne régionale. Ainsi, pour soutenir des projets à fort impact plutôt que de simplement encourager une mécanique de financement participatif, la Région pourrait envisager de **privilégier les projets porteurs de démarches intégrées de transition énergétique (par exemple, des projets visant l'autoconsommation)**, tout en prêtant une attention renforcée à l'évaluation des projets soutenus.

#### 4.5 Perspectives pour la Région Occitanie

Ce benchmark à l'échelle de la France et de l'Europe permet d'ouvrir plusieurs perspectives pour la démarche de soutien aux projets EnR citoyens menée par la Région et l'ADEME en Occitanie.

Tout d'abord, cette étude permet de **réaffirmer la pertinence du modèle « en deux temps »** - soutien à l'émergence (aide aux études...), soutien au développement (prime à la participation), **dont l'Occitanie a été le précurseur** en France. Ce modèle, adopté et adapté par toutes les autres Régions françaises s'étant engagé sur la voie d'un appel à projets, semble ainsi correspondre aux principales problématiques qui semblent compliquer le développement des EnR citoyennes en France, et plus largement en Europe.

S'il semble à première vue que la dynamique EnR citoyennes en Occitanie ne témoigne **pas d'une maturité suffisante pour envisager d'évoluer vers un modèle d'intégration totale aux marchés** de l'énergie à la manière de l'expérience écossaise, la Région et l'ADEME pourraient éventuellement envisager une évolution des modalités techniques de l'appel à projets en fonction d'arbitrages nouveaux. Les retours d'expérience des autres Régions françaises pourront être un point de départ pour redéfinir les critères de participation citoyenne, ou encore la nature et le niveau des soutiens financiers proposés aux lauréats.

À terme, **le dispositif occitan pourra se nourrir des réflexions initiées ou suggérées par les autres Régions** engagées sur le sujet des EnR citoyennes. En particulier, il semble intéressant de creuser trois pistes :

- Premièrement, **l'opportunité de faire évoluer l'appel à projets vers un « bonus citoyens »** dans des dispositifs plus généraux de soutien aux EnR (ex : AAP par filière). Cette méthode, inspirée des appels d'offres CRE (pour lesquels elle semble avoir produit des résultats, voir 2.1), pourrait permettre de **mieux adapter la réponse régionale à chaque projet**. La Région Auvergne-Rhône-Alpes pourrait être associée à des discussions à ce sujet ;
- Deuxièmement, **la question de l'implication des territoires et des collectivités locales** dans la dynamique des EnR citoyennes. Une implication renforcée des collectivités pourrait être un levier pour les aider à se saisir pleinement des sujets de transition énergétique (dans le sens de la démarche REPOS régionale), à se

positionner comme animateur stratégique de leur territoire en matière de développement EnR, en particulier pour aller au-delà des démarches réglementaires (type PCAET). Un « mariage » plus fréquent des porteurs de projets avec les collectivités pourrait également conduire à une sécurisation du financement et des modèles économiques des coopératives EnR citoyennes, comme semblent le penser la DR ADEME et la Région Nouvelle-Aquitaine ;

- Troisièmement, **la question du « modèle de société »** sous-jacent à l'idée d'investissement citoyen. En cela, il convient de définir si la politique régionale de soutien aux coopératives et collectifs EnR devrait prêter une **attention renforcée à la promotion de démarches intégrées**, c'est-à-dire encourageant une prise en compte globale des questions de transition énergétique : par exemple des démarches d'autoconsommation, garantes d'une véritable **réappropriation citoyenne de l'énergie** (au-delà de la simple mécanique de financement participatif et de gouvernance des sociétés de projet). La Région Île-de-France pourrait être intéressée pour creuser cette piste.

Dans tous les cas, **le benchmark extrarégional permet de rappeler que toute évolution de l'appel à projets devra associer les porteurs de projets** pour apporter des réponses encore plus complètes aux besoins exprimés. Si l'évaluation de la dynamique constituera une base de réflexion solide pour envisager des évolutions, un temps de **discussion et de concertation** semble nécessaire à **l'enrichissement et à la validation des pistes** qui seront retenues par l'ADEME et la Région.

## 5 Synthèse transversale des zooms

Trois zooms sur des projets ENR CC soutenus dans le cadre de l'appel à projet ont été choisis, permettant d'étudier des cas ayant des caractéristiques différentes. Les trois projets sont :

- ICEA : permettant de mettre l'accent sur forte reproductibilité locale
- Watt Citoyen : pour sa caractéristique d'opérateur énergétique local
- Cat EnR : pour la logique de co-développement déployée

### 5.1 La mise en œuvre des projets

L'analyse des projets a permis de mettre en évidence un rôle clé d'Enercoop dans la phase d'émergence des 3 projets étudiés. En effet celui-ci joue à la fois un rôle en tant que médiateur pour le Watt citoyen, un rôle d'accompagnateur et formateur pour ICEA, et un rôle de mise en relation pour CatEnR.

L'accompagnement d'ECLR vient principalement lors des phases suivantes notamment celles liées au développement et à l'exploitation. L'accompagnement d'ECLR reste globalement apprécié par les porteurs de projets.

Plusieurs types de difficultés ont été identifiées dans la mise en œuvre des projets :

- Les difficultés d'anticipation des délais de versement
- La faible implication des élus
- Un besoin d'accompagnement (juridique, administratif, technique, animation, ...) dans la finalisation du projet

Malgré ces limites dans la mise en œuvre des projets, l'AAP est perçu comme un accélérateur de développement des projets, mais non comme un facteur clé d'émergence des projets.

### 5.2 La cohérence du dispositif

Il existe une bonne perception du partenariat entre l'ADEME, la Région et ECLR. ECLR et Enercoop restent les interlocuteurs privilégiés des porteurs de projets car ces derniers permettent de faire le lien avec les territoires.

Néanmoins la répartition des rôles et des soutiens entre l'ADEME et la Région n'est pas très lisible et les démarches administratives sont considérées comme lourdes pour des structures jeunes, petites, inexpérimentées.



La cohérence externe du dispositif est considérée comme positive, l'AAP étant positionné sur une dimension non aidée et complémentaire d'autres dispositifs et en synergie avec la politique REPOS.

### 5.3 Les impacts

Sur le plan économique :

- L'équilibre financier des projets par la vente de l'énergie produite, gage de leur pérennité
- Le renforcement du tissu économique local en privilégiant le recours à des prestataires locaux et la réaffectation des bénéfices vers de nouvelles initiatives locales

Sur le plan social et sociétal :

- Réappropriation locale des politiques énergétiques et meilleure acceptation des projets ENR
- Dynamique locale : Essaimage et accompagnement à de nouveaux collectifs et projets (bien que le changement d'échelle reste difficile, les revenus des projets ne permettant pas forcément le développement qui repose sur un investissement humain) et réinvestissement dans des activités locales. Néanmoins le niveau d'engagement des élus semble encore insuffisant (sauf SICOVAL).
- Engagement individuel : revalorisation personnelle, engagement politique, convivialité et bien-être
- Sur le plan environnemental :
  - Au-delà de la production d'énergie renouvelable et la promotion de la maîtrise de l'énergie :
  - Une sensibilisation, engagement pour la transition énergétique et écologique
  - Un effet d'entraînement pour des projets similaires pour un effet masse à terme

## 6 Bibliographie

- Appel à projets Pour la production d'énergies renouvelables coopératives et solidaires en Languedoc-Roussillon, DR ADEME Languedoc-Roussillon, Région Languedoc Roussillon, 2014
- Appel à projets Énergies coopératives et citoyennes, DR Occitanie, Région Occitanie, 2016
- Appel à projet régional Energies renouvelables Coopératives et citoyennes pour une Région à Energie Positive, DR Occitanie, Région Occitanie, 2017
- La Région à Energie Positive, Appel à projets 2018 « Énergies renouvelables coopératives et citoyennes, DR Occitanie, Région Occitanie, 2018
- Délibération N°2017/AP-DEC/03, Région Occitanie, Assemblée plénière du 20 décembre 2017
- Délibération N° °2016/AP-NOV/06, Région Occitanie, Assemblée plénière du 28 novembre 2018
- Charte Régionale de la citoyenneté active, Région Occitanie, Mars 2018
- Devenir une Région à Energie positive, Région Occitanie, 2018
- Evaluation des impacts socio-économiques du scénario « Région à Energie Positive » de l'Occitanie, Synthèse communicante, DR ADEME Occitanie, Région Occitanie, Icare, OFCE, AREC Occitanie, 2018
- Scénario Région à Energie Positive, Région Occitanie, 2017
- Séminaire annuel « Pour une région à Energie Positive », Région Occitanie, 2018
- Scénario Repos 2018, Note de cadrage « indicateur citoyen », Izuba Energie, 2018
- Note de cadrage, Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Energie Partagée, 2019
- Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Comité de pilotage n° 3, Energie Partagée, Juillet 2019
- Questionnaire, Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Energie Partagée, 2019
- Les projets d'énergies renouvelables participatifs et citoyens en France, Evaluation des dynamiques en cours et recommandations pour l'avenir, Séminaire d'experts, IDDRI, 2019
- Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France, Séminaire d'experts du 20 mars 2019, Andreas Rüdinger IDDRI, Mars 2019
- Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France, , Andreas Rüdinger IDDRI, Mai 2019

## 7 Annexes

### 7.1 Compte-rendu atelier Toulouse

#### Liste des participants

Toulouse,  
le 30 septembre 2019

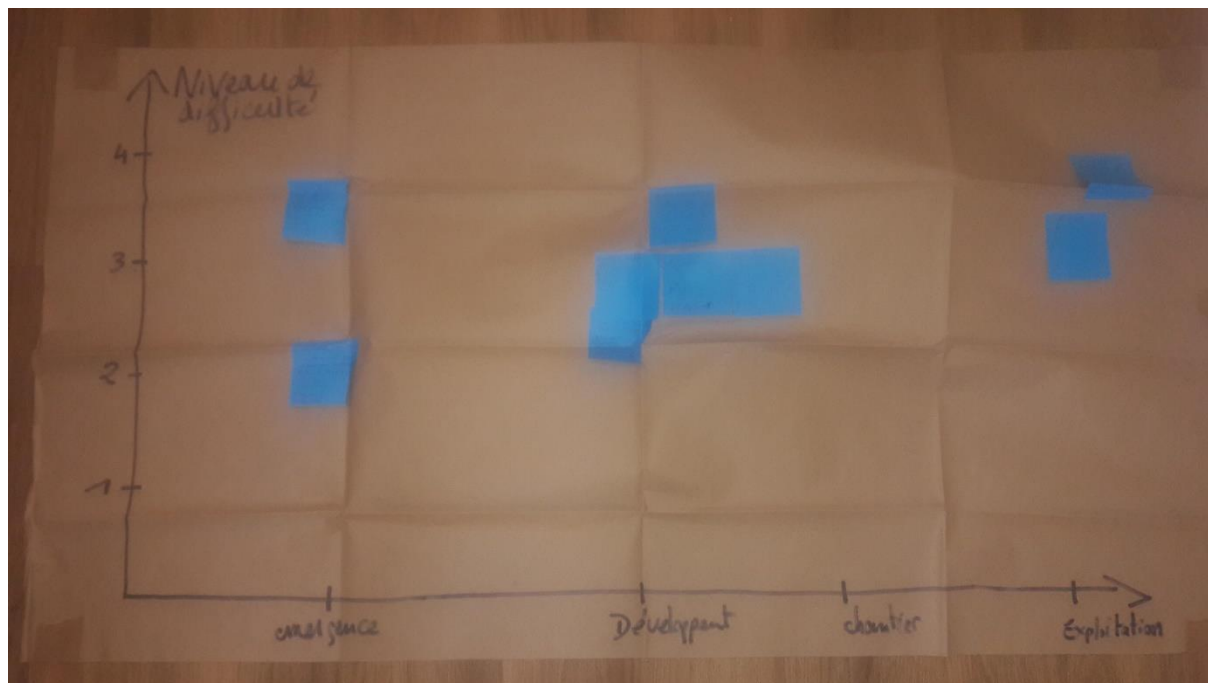
Évaluation de la dynamique  
des projets d'énergies  
citoyennes et communales et  
citoyennes en Occitanie dans  
un contexte national et  
européen en mutation

Nom	Prénom	Nom de votre projet (société si créée)	Adresse	Signature
FEBVRE	Corentin	CC ASTARAC ARROS EN GASCOGNE	ENR@edcang.fr	
BEDES	Christelle	ADEME	christelle.bedes@ademe.fr	
CAILLÉ	Julien	ENERCOA (en cours de création)	julien.caille@ouestaveyron.fr	
CIAPPARA	ERIC	123SOLEIL	variationsgoldberg@gmail.com	
DAVID	Emmanuel	ADEME	emmanuel.david@ademe.fr	
DELPECH	Michel	ENERCOA (en cours de création)	delpechmichel12@gmail.com	
ETEVENON	François	Energie citoyenne du Carmausien Ségala	eccs@outlook.fr	
GARDETTE	Jean-Paul	ICEA	jeanpaul.gardette@icea-enr.fr	
HONNONS	Elisabeth	SCIC Midi Quercy Energies Citoyennes	honnons.elisabeth@gmail.com	
JEAN	Elise	ENERCOA (en cours de création)	elise.jean@ouestaveyron.com	
PINCE	Christian	ecot81	ecot81@laposte.net	
PRADERIE	Benoit	123 SOLEIL	benoit@praderie.fr	
REQUILLART	Vincent	RAYONS VERTS	requillartv@gmail.com	
RIEY	Bénédicte	Région	Benedicte.riey@region.fr	
ROSSO	Josiane	ENERCIT	rosso-dg@enercit.org	
ROUSSEAUX	Xavier	Rénovation d'un site industriel papeterie	x.rousseaux@free.fr	
VACANDARE	Johann	ECLR	johann.vacandare@ec-lr.org	
VIENNE	Paul	Syndicat départemental d'énergie du Tarn	p.vienne@te81.fr	
USOZA	Sandrine	AREC	sandrine.usoza@arec-occitanie.fr	
DELBELLO	Manon	AREC	manon.delbello@arec-occitanie.fr	
RUDINGER	ANDREAS	indépendant	andreas.rudinger@iddri.org	



## Tour de table

La majorité des porteurs de projet présents ont développé des projets photovoltaïques. Ces derniers sont principalement en phase de développement avec un niveau de difficulté de 2,5/5.



## Présentation des premiers résultats de l'étude

Suite à la présentation des premiers résultats de l'étude, les éléments suivants ont été précisés par les participants :

### *\*Les pistes pour appréhender des éléments de contexte*

- Le choix des SCIC est un argument mis en avant par les porteurs de projets lorsqu'ils vont voir une collectivité. La dimension coopérative leur permet de démontrer que leur structure n'a pas de but lucratif.

### *\*La perception du dispositif d'accompagnement de l'AAP en lien avec vos besoins*

- L'AAP a été un facteur d'émergence des projets, sans ce dernier plusieurs porteurs ont mentionné qu'ils n'auraient pas initié de démarches.
- Le fait d'être lauréat, notamment avec le tampon Région/ADEME permet d'apporter plus de garantie et de crédibilité auprès des établissements bancaires.
- Toutefois, il a été cité comme étant dommage que la Région ne valorise pas l'engagement de capital social des communes.

### *\*La perception du fonctionnement entre Région, Ademe & ECLR & l'articulation avec les autres dispositifs*

- Il a été rappelé par plusieurs participants le rôle important des collectivités : sans ces dernières plusieurs projets n'auraient pas été réalisés. Il a également été confirmé par les participants que les démarches PCAET et TEPCV sont des facteurs facilitants, pour autant les complémentarités avec les projets EnRCC sont faiblement affichées.

*\* Perception sur l'articulation des aides de l'AAP avec d'autres dispositifs et ou acteurs pour le développement EnR*

- L'articulation avec les syndicats mixtes dépend des départements. A titre d'exemple, il a été cité que le syndicat mixte de l'Aveyron joue un rôle important dans l'accompagnement des projets en entrant parfois dans le capital de ces derniers.
- A cette remarque, il a été précisé dans la présentation que tous les syndicats départementaux ne sont pas mixtes.

*\* Les impacts économiques des projets*

- A la question sur l'acceptation de l'utilisation des données par Energie Partagée, tous les porteurs de projets présents ont accepté l'utilisation de ces dernières pour la présente mission.

*\* Les impacts sociaux et sociétaux des projets EnRCC*

- Absence de remarques.

## Mise en débat des constats et partage des questionnements

### Thème 1 : Adéquation du dispositif d'accompagnement (aides, appui, ECLR...) avec les besoins des porteurs de projets

- 1) Identifiez-vous des besoins existants ou émergents à prendre en compte dans le dispositif d'Occitanie ?
  - Un besoin d'identification de bonnes pratiques et de retours d'expérience
  - Un besoin d'outil pour faciliter la gestion des projets
  - Identifier les outils existants (espace adhérent EP).
  - Un accompagnement technique plus fort
  - Une meilleure valorisation des projets
  - Une prise en compte de la pérennité dans l'accompagnement
  - Favoriser la collecte de capital citoyens dans le cadre des projets

2) Comment faudrait-il renforcer l'adéquation de vos besoins avec les dispositifs d'accompagnement ?

- Mettre à disposition des outils d'administration adaptés aux projets (archivage, gestion ...)
- Identifier des partenaires existants et potentiels à l'échelle des projets
- Renforcer la campagne de communication des AAP pour gagner en visibilité mais également pour favoriser la mobilisation des citoyens dans les projets
- Renforcer les partenariats avec les syndicats départementaux
- Mettre en place un parrainage des projets les moins avancés par ceux qui sont plus avancés.

3) Quelles pourraient être les nouvelles modalités d'accompagnement des projets EnRCC à l'échelle nationale ?

- Interrogation sur une assistance juridique
- Une AMO régionale sur l'accompagnement juridique et technique
- La création d'une aide à la prime d'émergence des projets.

## Thème 2 : Facteurs de réussite et freins à la réalisation des projets EnRCC

1. Quels sont les principaux facteurs de réussite que vous identifiez dans le cadre des projets ?

- Le bénévolat
- L'anticipation des collectivités et leur soutien
- Association : une bonne connaissance mutuelle, un groupe moteur
- Communication de résultats vers les citoyens (notamment les jeunes).
- Bien lancer la souscription : capacité à aller chercher plus loin. Impliquer les services publics
- Les terrains favorables

2. Quels sont les freins que vous identifiez dans le cadre des projets ?

- Le temps de développement des projets
- Les difficultés relatives à la communication (pas formés, il faut avoir quelque chose à montrer, difficile d'aller vers les jeunes)
- Les banques
- Les ambiguïtés dans les politiques de l'Etat (changement de tarifs, incohérence entre politiques)
- Les contraintes d'urbanisme
- Les contraintes techniques (réseaux/ raccordeurs) et juridiques (conflits d'intérêts pour les élus).
- Le temps humain (manque de temps et âge des bénévoles)

- La dépollution de l'amiante
  - La concurrence privée
3. Comment le dispositif d'accompagnement (AMI, ECLR) régional ou un autre dispositif (national? ) pourraient-ils contribuer à lever les freins identifiés?
- Les interlocuteurs ENEDIS
  - Améliorer les délais de versement
  - Avoir une cartographie des projets
  - Mise en œuvre d'une politique de mobilisation des citoyens par la région
  - Avenant AAP ( ?)

### **Thème 3: Les retombées locales des projets au niveau économique, environnemental et social/sociétal**

Les indicateurs suivants ont été proposés par les participants :

- Un indicateur permettant d'identifier la quantité de déchets nucléaires évités
- Un indicateur sur la dépense énergétique du territoire (ex : consommation énergétique à l'échelle d'un EPCI)
- Un indicateur sur le coût du bénévolat (ex en nombre d'ETP)
- Un indicateur permettant d'identifier les retombées économiques pour la région par rapport à 1 euro investi

A ces propositions d'indicateurs, il a également été mentionné par certains participants que les projets ENRCC reflètent bien une dynamique de développement des circuits courts.

A.Rudinger a ajouté qu'il est important de montrer la mobilisation de l'épargne locale qui va vers des projets carbonés.

### **Réflexion prospective et collective**

#### **1. En 2040, comment voyez-vous les projets EnRCC en Région ?**

- Une multitude de sociétés reliées entre elles. Les installations sont louées
- Des sociétés à taille humaine avec un réseau renforcé
- Des projets impliquant de nombreux acteurs locaux car il y a une crainte que la Région change d'orientation
- Une généralisation de la culture du faire ensemble
- Un modèle coopératif qui serait plus robuste : 100 entreprises locales à gouvernance partagée
- Des sociétés regroupées par des réseaux et par thématique

- Une multiplication du nombre de projets EnRCC et de la production d'ENR en s'appuyant sur les citoyens
- Des structures qui seront plus professionnelles
- Un investissement plus fort des collectivités

## **2. Comment assurer la pérennité et inciter le déploiement des projets EnRCC en Région ?**

- Une bonne visibilité des projets (cartographie au niveau régional)
- Développer les investissements
- Développer un écosystème local
- Sensibilisation de tous les élus et soutien systématique des collectivités (financier, relationnel).
- Une professionnalisation (citoyenne)
- Un renforcement de l'accompagnement technique et juridique
- Une politique volontariste pour encourager les coopératives citoyennes (créer une règle d'éco-conditionnalité pour certaines aides régionales pour les EPCI)
- Un accompagnement dans le temps

## **3. Selon vous, quel serait le modèle socio-économique optimal pour les EnRCC ?**

- Un modèle où les aides financières restent nécessaires
- Financement local, autofinancement
- Un modèle qui regroupe l'ensemble des acteurs du territoire (privé, industriel, collectivités).
- Des EnRCC plus compétitives
- Des sociétés à taille humaine aptes à rester proches des citoyens
- Un modèle qui conjugue la massification et les logiques non spéculatives (assurant une rentabilité pour les citoyens)



## 7.2 Compte-rendu atelier Montpellier

### Liste des participants

Évaluation de la dynamique des projets d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens en Occitanie dans un contexte national et européen en mutation

Atelier 23/09/2019  
Montpellier  
14h00 - 17h00

Transitions  
Publika  
Carine Doriguepaysan

Nom	Prénom	Nom de votre projet (société si créée)	Email	Signature
RODRIGUEZ	Bertrand	CATENR	bertrand.rodriguez@catenr.org	
FORSTER	Jean-pierre	OC'CITEN	jp.forster@wanadoo.fr	
MERCIER	Marie-Pierre	OC'CITEN	contact@citen.fr	
COSSUS	jean	EMC2/Energie en Toit	jean.cossus@orange.fr	
NELSON	Murray	Energies Citoyennes	energies.citoyennes34@orange.fr	
Michaut	Stephane	Eoliennes de la Violette	stephane.michaut@vsb-energies.fr	
CHASSÉ	Jean-Noël	RéAgir 34650	jnoc26@yahoo.fr	
COISNE	Bertrand	L'OR ENERGIE	2d2i@orange.fr	
MOURIES	JEROME	MAIRIE DE VERRIERES	jmuries12@gmail.com	
CHASSÉ	Jean-Noël	RéAgir 34650 Lunas réseau de chaleur énergie bois forestier	jnoc26@yahoo.fr	2 fois
De Smet	Sylvain	Thau Energies Citoyennes	sylvaindesmet@gmail.com	
VIDAL	JEAN LOUIS	SAS ESCANDORGUES ENERGIE EOLIENNE	ajlv@wanadoo.fr	
PEREIRA	FREDERIC	HELIOTOP	energie@parc-haut-languedoc.fr	
Besnard	Simon	ENGIE Green	simon.besnard@engie.com	
COISNE	Bertrand	Association L'OR ENERGIE	2d2i@orange.fr	
Dulac	Clarisse	Enercoop LR	clarisse.dulac@enercoop-languedoc.fr	
HUET	Mickaël	Pays Haut Languedoc et Vignobles	mickael.huet@payshlv.com	
lebot	laurent	Thau Energies Citoyennes	laurent.lebot@gefosat.org	
Haluska	Vincent	Volitalia	v.haluska@volitalia.com	
Balmer	Louise	ECLR	louise.balmer@ec-lr.org	
Litvine	Dorian	néant	dorian.litvine@iseaprojects.com	
VALY	Emmanuelle	AREC		
BERES	Christelle	ADENE		
LE ROUX	Selen	Région occitanie		
DOULAIN	Alenka	ECLR	alenka.doulain@ec-lr.org	
FAURE	Joliane	Transitions		

## Tour de table

Suite au tour de table, la majorité des projets portés par les participants concerne les filières photovoltaïques et éoliennes. La grande majorité des projets portés sont en phase de développement avec un niveau de difficulté de 2,5/5. Il s'agissait avant tout, par cet exercice, de demander aux porteurs de projet d'écrire leur stade de développement ainsi que le niveau de difficulté ressenti, afin de comprendre leur positionnement sur les 2 axes.



## Présentation des premiers résultats de l'étude

Suite à la présentation des premiers résultats de l'étude, les éléments suivants ont été précisés par les participants :

### \*Les pistes pour appréhender des éléments de contexte

- Un porteur de projet a confirmé l'intérêt des SCIC/SAS au regard de leur modèle coopératif.
- Il a été également précisé que la mobilisation des citoyens reste assez difficile pour les porteurs de projets.

*\* La perception du dispositif d'accompagnement de l'AAP en lien avec vos besoins*

- Les candidats surestiment souvent les montants lors de l'AAP notamment sur les études juridiques. A cette remarque, C.Bedes précise qu'il n'y a pas eu de projets où il a fallu verser plus que ce qui était prévu initialement.
- Il a également été ajouté par les porteurs de projets qu'il existe une sous-estimation de l'investissement humain nécessaire à l'émergence, l'accompagnement et la finalisation d'un projet. Les démarches administratives sont chronophages et nécessitent des bénévoles avec de bonnes compétences sur les tâches effectuées.
- Il a été rappelé que le questionnaire d'enquête de la mission n'a pas été envoyé à un moment propice pour répondre convenablement aux questions.
- L'AAP est perçue comme pertinente au regard des besoins des porteurs de projets. A cet égard, plusieurs porteurs de projets ont souligné que sans l'AAP, leur projet aurait difficilement émergé.
- Les difficultés suivantes ont été mentionnées par les gestionnaires : les procédures administratives (délais pour des demandes de paiement datant de plus de 2 ans) ; la charge administrative non prise en compte par l'ADEME et la Région est importante avec le besoin d'avoir un interlocuteur dédié sur ces problématiques.
- Les projets EnRCC permettent de créer du lien social et de fédérer les équipes.

*\* La perception du fonctionnement entre Région, Ademe & ECLR & l'articulation avec les autres dispositifs*

- Absence de remarques

*\* Perception sur l'articulation des aides de l'AAP avec d'autres dispositifs et ou acteurs pour le développement EnR*

- Il a été précisé par les porteurs de projets, la difficulté d'avoir un interlocuteur pour leur projet au sein des collectivités territoriales locales. Bien que certaines collectivités disposent d'un PCAET, le soutien politique des élus à ce sujet reste encore limité.
- C.Bedes et E.Valy précisent que la situation reste assez variable en fonction des territoires.

*\* Les impacts économiques des projets*

- L'ensemble des porteurs présents ont accepté unanimement l'utilisation de leurs données transmises à Energie Partagée dans le cadre de la présente étude.

*\* Les impacts sociaux et sociétaux des projets EnRCC*

- Les projets peuvent amener des réflexions plus larges sur l'économie locale du territoire : exemple sur l'utilisation de la biomasse comme source d'énergie



nécessitant une interrogation sur les problématiques d'emplois dans le secteur du bois.

- Il y a un impact sur la manière dont les gens du territoire comprennent l'économie et même la démocratie. Les mentalités évoluent vers une autre conception de l'économie locale.

## Mise en débat des constats et partage des questionnements

### Thème 1 : Adéquation du dispositif d'accompagnement (aides, appui, ECLR...) avec les besoins des porteurs de projets

- 4) Identifiez-vous des besoins existants ou émergents à prendre en compte dans le dispositif d'Occitanie ?
  - *Accompagnement technique et juridique*
  - *Eviter les redondances administratives*
  - *Adapter les délais de financement en fonction des projets*
  - *Améliorer la visibilité des AAP*
  - *Identifier les bonnes pratiques et les bons interlocuteurs techniques*
- 5) Comment faudrait-il renforcer l'adéquation de vos besoins avec les dispositifs d'accompagnement ?
  - *Financement et mise à disposition de ressources humaines pour le développement des projets*
  - *Alléger les démarches administratives*
  - *Revoir les délais de financement en fonction des projets*
  - *Assistance juridique?*
  - *Renforcer la lisibilité de l'écosystème d'acteurs*
  - *Capitaliser les expériences avec les entreprises et le matériel technique*
  - *Renforcer la communication sur les AAP*
- 6) Quelles pourraient être les nouvelles modalités d'accompagnement des projets ENRCC à l'échelle nationale ?
  - *Un guichet unique régional en matière d'accompagnement technique par filière*

## Thème 2 : Facteurs de réussite et freins à la réalisation des projets EnRCC

1. Quels sont les principaux facteurs de réussite que vous identifiez dans le cadre des projets?
  - *Le bénévolat citoyen...*
  - *L'accompagnement (l'existence de soutiens / subventions, l'aide de la collectivité)*
  - *Une association forte dès le départ*
  - *Communication des porteurs de projets vers les citoyens, les élus, les collectivités*
  - *Identification de bons exemples*
  - *Les terrains favorables*
2. Quels sont les freins que vous identifiez dans le cadre des projets ?
  - *Le temps humain*
  - *Le temps de développement des projets*
  - *Les ambiguïtés dans les politiques de l'Etat*
  - *L'implication des collectivités et des citoyens*
  - *L'autofinancement, notamment les avances nécessaires*
  - *Les démarches administratives*
3. Comment le dispositif d'accompagnement (AMI, ECLR) régional ou un autre dispositif (national ? ) pourraient-ils contribuer à lever les freins identifiés?
  - *Favoriser la coopération entre lauréats*
  - *Organisation de journée « bon exemple »*
  - *Informers aux différents niveaux des collectivités et mise en relation des partenaires*
  - *Adapter les délais en fonction des filières*
  - *Avoir une meilleure visibilité des acteurs*
  - *Avoir des postes dédiés en collectivité*
  - *Révision du cadre législatif et réglementaire (loi littoral...)*

## Thème 3 : Les retombées locales des projets au niveau économique, environnemental et social/sociétal

1. Les retombées économiques
  - Directes : taxes foncières, emplois locaux, épargne locale,
  - Indirectes : dividendes, loyers
2. Les retombées sociales/sociétales
  - Modèle de société
  - Nombre de personnes sensibilisées et de sociétaires

- Effet levier sur l'émergence/accompagnement des autres projets

### 3. Les retombées environnementales

- *Emissions de CO<sup>2</sup>*
- *Autonomie énergétique*
- *Déchets nucléaires évités*

A l'interface des 3 dimensions : émergence d'une résilience à l'échelle des territoires.

## Réflexion prospective et collective

### 1 - En 2040, comment voyez-vous les projets EnRCC en Région ?

- Agrégation de la production pour devenir fournisseur d'électricité au niveau régional, avec un réseau de multiples petites structures
- Une autoconsommation collective règlementée et testée
- La production citoyenne est professionnalisée
- La mise en réseau et le partenariat entre projets permettant une bonne couverture du territoire
- Les EnRCC représentent une part importante de la production d'énergie régionale
- Avoir un aspect territorial : au moins une installation par village (avec plein d'initiatives)
- Avoir un vrai partenariat avec Enedis qui a le monopole de la distribution
- Une professionnalisation obligée (capitaliser l'expérience), dans le cadre de l'ESS, favoriser par la mise en place d'un revenu universel permettant de disposer de bénévoles salariés
- Des sociétés renforcées avec des bénévoles importants
- Viser une production mutualisée pour une autoconsommation collectivité 100% EnR et développer le stockage

### 2 - Comment assurer la pérennité et inciter le déploiement des projets EnRCC en Région ?

- Une politique volontariste d'augmentation de la part des EnRCC dans la production d'énergie
- Informer et accompagner les collectivités locales
- Un accompagnement des projets à long terme
- Le maintien des AMI/ AAP
- Se positionner face aux opérateurs non citoyens

- Communiquer sur le bilan des projets
- Une distribution locale de la production
- Renforcer les collaborations avec les collectivités.
- Assurer la revente ou l'utilisation locale de l'électricité produite pour aller vers l'autonomie des territoires
- Avoir au bout de 6 ou 7 ans de projets citoyens un bilan exhaustif à tous les niveaux (humain, technique, social) et qu'une communication large soit faite pour montrer que c'est positif
- Approfondir la connaissance des questions énergie-climat

### 3 - Selon vous, quel serait le modèle socio-économique optimal pour les EnRCC ?

- L'économie sociale et solidaire
- Modèle coopératif et participatif
- La professionnalisation des structures
- Facilitation de l'investissement dans ces projets

### Synthèse des échanges, suites

Suite à la question de E.Valy sur comment faciliter la montée en compétences, notamment au travers d'un parcours de projet, les participants ont apporté les réponses suivantes :

- Il est très difficile d'avoir un schéma type
- Les difficultés sont sur l'organisation : les collectifs ne s'organisent pas tout seul.

A la question « Doit-on continuer à parler de projets citoyens », les avis des participants ont été divergents :

- L.Balmer (ECLR) précise qu'en Europe l'appellation utilisée est celle des communautés énergétiques. Il y a des projets 50% collectivité – 50% privé qui sont pourtant appelés projets citoyens ce qui reste paradoxal. Toutefois, à cette remarque il a été précisé que le terme de communauté révèle une dimension d'expertise trop forte.
- D'autres porteurs de projets ont précisé que l'expression « EnRCC » reste appropriée dans la mesure où le terme « coopératif » est assez explicite : il n'y a pas de projets sans coopération.

## 7.3 Zoom ICEA

### Présentation du projet

#### Historique du projet

L'association ICEA (Initiative Citoyenne pour une Energie Alternative) est une initiative de citoyens du territoire Sicoval, souhaitant promouvoir le développement des énergies renouvelables et la maîtrise de la consommation d'énergie. Cette communauté d'agglomération, regroupant 36 communes du sud-est toulousain, a toujours travaillé à l'accompagnement à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables. Elle a notamment pris l'initiative de se doter d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET) dès 2010. L'une de ses actions prévoit ainsi de favoriser l'émergence de projets de production d'énergies renouvelables financés par de l'actionnariat citoyen (action 51 du Plan Climat). Il s'agit par ailleurs d'une communauté d'agglomération avec un label territoire à énergie positive.

Parallèlement, des élus étaient concernés par la production d'énergies renouvelables car déjà exploitants pour leur propre compte. Le contexte était alors favorable à l'émergence d'un projet sur le territoire, même si le sujet semblait encore loin des préoccupations citoyennes et que l'impulsion n'était pas encore présente. Sur le territoire, les citoyens étaient encore des acteurs passifs, plutôt perçus comme seuls consommateurs.

Des ateliers de réflexion et de co-construction ont alors été organisés en mai 2016, animés par le Sicoval, et réunissant des habitants, des élus et associations afin de les informer et les mettre en relation autour de la question énergie (5 ateliers ont été réalisés, réunissant 43 personnes différentes).

Le projet est ainsi né à l'issue d'un travail de réflexion et d'animation du Sicoval dans le cadre de sa politique climat-énergie.

L'objectif était dans un premier temps d'installer 15 sites de production d'électricité photovoltaïque de 9kWc sur des toits publics.

En juin 2016, une association de préfiguration a été créée à la suite des ateliers. L'AAP correspondait à cet objectif de favoriser l'initiative citoyenne, l'appropriation par les habitants du territoire de ces questions afin de produire de l'énergie sans but lucratif.

La structure a ensuite évolué en juin 2017 en une Société Coopérative d'Intérêts Collectifs. Son président, Jean-Paul Gardette, était par ailleurs déjà sensibilisé à la transition énergétique et s'était auparavant renseigné sur les projets de production d'énergies renouvelables dans d'autres territoires, tels que le projet Citoyen'R.

	<p>L'envie de mettre en place un tel projet était donc déjà présente, mais l'organisation de ces ateliers et la mention de l'AAP par le Sicoval ont réellement initié et accéléré les démarches. La chargée de mission encadrant ces groupes de réflexion a également accompagné leur avancée et les a aidés en grande partie sur les aspects administratifs, ce qui a constitué une plus-value certaine.</p> <p>Les aides de l'AAP ont permis une mise en œuvre du projet, plus rapide et ambitieuse. Elles ont sécurisé et renforcé la pérennité du projet en garantissant notamment un appui technique. Les aides financières ont favorisé l'engagement des citoyens, et suscité l'adhésion. L'AAP a sérénié le développement et la mise en place du cadre du projet et des études.</p>
<b>Dimension partenariale</b>	<p>Le projet d'ICEA s'inscrivant dans sa politique climat-énergie, le Sicoval soutient la démarche et constitue un partenaire apportant un appui technique, juridique (rédaction des conventions, demande à l'urbanisme dont les services sont au Sicoval...), en mettant à disposition une stagiaire puis un demi-ETP pendant un an.</p> <p>Enercoop accompagne ICEA et les a notamment encouragés à se faire appuyer dans le cadre de l'incubateur Catalis. Il s'agit du premier incubateur d'innovation sociale de l'ex-région Midi-Pyrénées, avec pour vocation de faire émerger et d'accompagner des projets innovants dans le domaine de l'économie sociale et solidaire sur le territoire. L'aide au développement du projet s'est initialement fait sans contrepartie financière et a permis l'acquisition des bases du montage de projet.</p> <p>L'appui d'Enercoop puis d'Eclr à partir de 2018 s'est également illustré par la mise en place du réseau des projets citoyens et l'apport d'une expertise technique.</p> <p>L'Agence Locale de l'Energie et du Climat du territoire, Soleval, a aussi appuyé techniquement le montage du projet.</p> <p>Les communes ont également un rôle clé, via la mise à disposition du patrimoine de la collectivité. Ces toits alloués sont visibles de tous et contribuent à la sensibilisation et à la représentation du projet.</p> <p>ICEA est aussi soutenu par l'association Groupement de Particuliers Producteurs d'Electricité Photovoltaïque (GPPEP), association de défense des particuliers et d'appui technique et l'Union régionale des SCOP (voir ci-après).</p> <p>Energie Partagée et la Nef ont finalement accompagné le projet en réalisant des avances de trésorerie.</p>
<b>Budget et financement</b>	<p>Le montant total du projet est de 322 960 €. Les différentes aides perçues par l'AAP correspondent aux aides à la décision, à l'avance remboursable et à la prime citoyenne / 1€ pour 1€. Le financement s'est ainsi fait selon les</p>



	<p>modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement citoyen : 117 000 €</li> <li>- Aides à l'investissement (prime citoyenne de la Région) : 51 000 €</li> <li>- Aides aux études de l'ADEME : 5 000 €</li> <li>- Emprunt : 90 000 €</li> <li>- Avance remboursable : 50 000€ après 7 installations (Ils avaient pour cela attendu d'avoir 50 000€ de fonds propre pour la demander - juillet 2018)</li> </ul>
--	---

## La mise en œuvre du projet

<b>Phase 1 d'émergence du projet</b>	<p>Les aides de l'AAP n'ont pas servi durant cette phase. C'est Enercoop qui a accompagné cette première étape.</p> <p>Les enjeux de cette phase étaient pour les porteurs de projet d'avoir une bonne vision des éléments à mettre en place, une bonne connaissance des étapes de structuration d'un projet. Des réflexions ont ainsi été menées sur le modèle économique à adopter, les conditions techniques inhérentes à la production d'énergie solaire telles que les conditions de toitures, les dimensionnements... ou encore la société à adopter.</p> <p>L'analyse d'Enercoop a été un réel appui à cette démarche. La coopérative a aidé à gérer les aspects économiques, juridiques ou encore liés à la communication, puis est intervenue de façon plus ponctuelle. Cet accompagnement s'est fait notamment via le programme de formation sur de grandes thématiques auquel les porteurs de projet d'ICEA ont participé.</p> <p>Il est à noter que les porteurs attendaient dès cette phase d'émergence des aides financières (aides aux études notamment) qui n'ont été perçues qu'une fois les dépenses faites, ce qui a compliqué la gestion et le démarrage du projet, surtout pour une structure jeune, sans trésorerie.</p>
<b>Phase 2 Développement du projet</b>	<p>Durant cette phase, les porteurs de projet ont avancé sur plusieurs aspects en même temps, tels que la recherche des toits et la mise en place de la structure. Les 10 premières toitures ont ainsi quasiment toutes été identifiées avant la finalisation de l'association, grâce à l'aide du Sicoval pour l'identification et les demandes d'urbanisme. Sur cette étape, les porteurs ont été accompagnés de l'Union Régionale des SCOP qui les a aidés à établir leurs statuts et à organiser la première assemblée générale.</p> <p>ECLR est intervenu surtout en favorisant les échanges d'expériences par une mise en relation des porteurs de projet de la région. Ces groupes de discussion ont été perçus comme ayant une valeur ajoutée réelle dans les</p>



	domaines technique, de la communication, sensibilisation...
<b>Phase 3 Investissement et construction du projet</b>	<p>Pour les 7 premières installations, le financement a été possible par des apports citoyens sous formes de parts sociales, ainsi que par un emprunt bancaire. Les porteurs ont aussi été accompagnés par Energie partagée et La Nef, un organisme de financement éthique, afin de les aider dans le montage financier (avance de trésorerie).</p> <p>Pour les 3 suivantes, une partie a été financée par l'avance remboursable et le complément par des parts citoyennes.</p> <p>Pour les 3 à venir, ICEA va recevoir une partie de la prime citoyenne mais sans information sur la date. Les parts citoyens sont toujours envisagées, de même qu'un emprunt bancaire, le montant s'élevant à environ 140 000€ pour 3 panneaux de 36 kW.</p> <p>Comme dans la phase d'émergence, les porteurs regrettent que les aides soient arrivées rétroactivement (Ex. la prime 1 € pour 1 € arrive n'a été versée qu'après apport des preuves de ce qui a été avancé). Du fait de ce décalage dans le versement des aides financières anticipées, ICEA a dû être plus actif dans sa recherche de citoyens participants, ce qui n'a finalement pas été perçu comme un mal.</p>
<b>Phase 4 Exploitation du projet</b>	<p>Les porteurs ont reçu les aides à la décision durant cette phase, pendant la phase d'exploitation des 10 premières installations.</p> <p>Le solde des aides prévues au titre de l'AAP sera versé d'ici la fin d'année 2019. En amont du développement du projet, les aides à la décision sont perçues comme devant être utilisées pour faire émerger les projets. Or, pour le projet ICEA, les porteurs ont le sentiment qu'elles ont plutôt permis de le renforcer.</p> <p>ECLR est intervenu ici plus dans un rôle de maîtrise d'œuvre, en apportant des conseils ponctuels sur certaines démarches avec les collectivités, comme les contrats d'occupation, la mise à jour du modèle économique et de la trésorerie...</p> <p>Le rôle d'accompagnement a progressivement diminué avec la montée en compétences des porteurs de projet et sociétaires.</p>

## La cohérence interne et externe de l'AAP

<b>Perception sur la cohérence interne de l'AAP</b>	L'articulation Région-ADEME est difficilement perceptible pour les porteurs du projet qui n'ont que de contacts éventuels qu'avec la Région. Au début du projet, les porteurs recevaient des courriers en double, de la part de l'ADEME et de la Région, mais cela n'a pas duré. La Région et l'ADEME ont un positionnement commun et cohérent sur les projets coopératifs et citoyens.
---	---

	<p>Par ailleurs, un constat peut être fait sur le fait que la Région et l'ADEME semble faire confiance à ECLR pour accompagner les porteurs de projet. Après la phase de candidature, ces derniers n'ont eu comme interlocuteur principal qu'ECLR parmi ces trois acteurs.</p> <p>L'expérience du porteur du projet sur l'attribution des aides montre des délais de décision longs et un processus de paiement compliqué. Au moment où ce projet a émergé, la commission permanente de la région se réunissait tous les 2 mois, ce qui augmentait l'attente entre le dépôt du dossier et la décision, tandis qu'en parallèle le projet avançait. Il a par ailleurs été initialement compris par ICEA que la totalité de l'avance remboursable était versée à la convention. Cependant, à la réception de celle-ci, le montant ne correspondait qu'à un acompte de 70% de la somme totale, le restant étant versé à la fin du projet. L'AAP est alors jugé comme difficile à interpréter dans ses modalités, ce qui peut impliquer des interprétations différentes selon les lectures. Ce souci de compréhension a induit pour les porteurs de projet de devoir revoir leur plan de développement.</p> <p>De façon générale, les modalités d'aides sont jugées comme très compliquées, voire trop contraignantes. Les démarches sont assimilées à un dédale administratif freinant la mise en œuvre du projet.</p>
<b>Perception sur les modalités d'articulation de l'AAP avec d'autres aides</b>	<p>Le porteur de projet n'a pas connaissance d'autres aides, il pense qu'il n'y a rien d'autre en place.</p> <p>Il a été noté comme dommage que les aides soient ciblées sur les EnR et n'accompagnent alors pas des projets relatifs à la réduction de consommation énergétique par exemple.</p>

## Les impacts économiques du projet

### Impacts économiques observés

- Travail avec des prestataires locaux (bureaux d'études, installation des panneaux).
- La vente de l'énergie produite permet d'assurer l'équilibre financier du projet.
- Réinvestissement du bénéfice produit (actions de sensibilisation et rémunération des parts sociales).
- Pour les communes, il y a peu de bénéfices financiers, la plupart des toits étant mis à disposition gratuitement ou presque (1 € par m<sup>2</sup> de toiture).

Soit, durant la phase de développement et investissement :

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,1 ETP</li> <li>- 43 452 € de salaires et 11 877 € de bénéfices générés pour les entreprises locales</li> </ul> <p>Pour la phase d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,01 ETP sur la durée de vie du projet</li> <li>- 17 642 € de salaires et 14 609 € de bénéfices générés pour les entreprises locales</li> </ul>
--	--

## Les impacts sociaux et sociétaux du projet

<b>Impacts sociaux et sociétaux observés</b>	<p>Les impacts sociaux et sociétaux du projet sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Parmi les 1000 contacts recueillis depuis 2016 au cours de leurs différentes présentations, animations dans des écoles, marchés ou salons, le projet compte 225 sociétaires (la communauté d'agglomération regroupe 77 700 habitants). Ceci représente un premier indicateur de la sensibilisation réalisée. Ce travail de terrain peut être considéré comme une mission de communication-pédagogie, un véritable relais pour les institutions en matière de déclinaison de la politique énergétique.</li> <li>- ICEA contribue à de la pédagogie et diffusion de connaissances. Le changement de comportement est difficile à évaluer, mais il s'agit d'un projet démonstrateur concret de production et transition énergétique.</li> <li>- Les porteurs de projets reçoivent des appels et répondent à des demandes d'informations et partages d'expériences. Il est inscrit dans leurs statuts cet objectif d'essaimage, d'accompagnement et de mise en réseaux entre plusieurs collectifs, mais ce n'est pas encore formalisé au travers d'actions concrètes.</li> <li>- L'installation des panneaux sur des bâtiments publics, tels que des écoles ou mairies, rend le projet relativement visible des habitants des communes concernés. Il est cependant estimé que davantage de travaux de communication ou démonstration pourraient être réalisés afin de promouvoir plus largement la démarche citoyenne. Les personnes étant régulièrement sollicités par démarchage téléphonique ou par porte à porte, ils peuvent encore avoir du mal à mobiliser des citoyens, mais ils continuent encore à trouver des adhérents et des surfaces.</li> </ul>
--	--

## Les impacts environnementaux du projet

<b>Impacts</b>	Une production d'énergies renouvelables à hauteur de 200 000 kWh/an est
----------------	---

<b>environnement aux observés</b>	<p>prévue via les 901 m<sup>2</sup> de toitures couvertes.</p> <p>Un cadastre solaire a été créé avec l'aide de SOLEVAL à destination des habitants, afin de répertorier toutes les installations de panneaux photovoltaïques et les potentialités en termes de de toitures. Cette cartographie vise à être un facteur de reproductibilité de ce type de projet via l'identification du potentiel photovoltaïque des toitures du territoire, facilitant l'étape de recherche pour les porteurs de projet.</p> <p>L'AAP de la région a donné confiance aux élus de la région, notamment le financement citoyen. Il s'agit d'une première expérience ayant créé une certaine dynamique locale de transition énergétique.</p>
---------------------------------------	--

## 7.4 Zoom Watt citoyens

Présentation du projet	
<b>Historique du projet</b>	<p>Début 2011, une partie du territoire du Gard et de l'Ardèche est concernée via le permis de Montélimar par la recherche et l'exploitation des gaz de schiste. Ce projet a suscité une vive réaction d'opposition de la part de la population et une mobilisation locale. Ce mouvement, en réaction aux risques potentiels que faisaient courir sur le territoire de tels projets, a influencé l'interdiction de la fracturation hydraulique. Des projections du film <i>Gasland</i>, qui se déroule aux Etats-Unis et qui illustre les dégâts occasionnés par ces techniques, ont été organisées dans tout le territoire. Entre 800 et 1 000 personnes ont assisté à ces rencontres.</p> <p>De cet élan est née l'association des Survoltés d'Aubais en 2014, avec pour objectif de conserver le dynamisme présent dans cette lutte et de l'utiliser afin de promouvoir le développement local à l'échelle du territoire. Ce groupement citoyen fédéré autour d'une démarche de contestation a ensuite souhaité s'inscrire dans une volonté de construction. Le Watt Citoyen, structure juridique exploitant le projet par la suite, est ainsi créé en 2015.</p> <p>Il n'y avait alors pas de gros projets citoyens de production énergétique sur la région Languedoc-Roussillon, mais le collectif Enercoso était déjà présent (Energies coopératives du Sommiérois), association de groupement citoyen qui s'est développée en 2009 afin d'équiper les toitures des magasins bio et écoles en panneaux photovoltaïques.</p> <p>Des raisons techniques ont dicté le choix de cette filière. La production d'énergie solaire était l'une des seules productions énergétiques envisageables compte tenu du contexte territorial (pas suffisamment de force hydraulique ou éolienne pour ce type de production). Par ailleurs, il s'agit d'un mode de production le plus facilement réalisable par un groupement de</p>

	<p>citoyens, comportant le moins de risques.</p> <p>Le projet a ainsi permis d'installer 714 panneaux photovoltaïques au niveau d'une ancienne décharge publique, pour une puissance totale de 250 kWc.</p> <p>Les raisons évoquées pour la candidature à l'AAP sont financières : les aides correspondent à 100 000€ sur un budget de 350 000 €. Le tarif d'achat par l'Etat de l'électricité produite ne permettait pas une rentabilité du projet avant de nombreuses années, ce qui aurait en outre limité le développement et l'adhésion des citoyens.</p>
<b>Dimension partenariale</b>	<p>En 2013, Enercoop LR s'engage aux côtés des porteurs pour l'étude de la faisabilité technique et financière du projet, et Luxel est choisi comme partenaire industriel.</p> <p>Enercoop a eu un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage et acheteur d'électricité, en proposant le rachat de toute l'électricité produite par le parc photovoltaïque à un tarif « de soutien » sur 30 ans. En amont du projet, ils ont réalisé une étude de la faisabilité technique et financière du projet, un travail d'ingénierie financière sur le modèle économique, les critères d'obtention des aides... La coopérative a par ailleurs mobilisé sa base de sociétaires (1 300 aujourd'hui) afin d'identifier parmi eux les éventuelles personnes intéressées. Elle a également été l'interlocuteur relais entre les Survoltés d'Aubais et la région et les accompagnent sur les aspects d'animation et de communication.</p> <p>Les Survoltés recherchaient en outre un partenaire afin de pouvoir chiffrer le projet, l'accompagner dans sa construction et exploitation. Luxel, acteur ayant déjà réalisé des petites centrales photovoltaïques, a ainsi été sélectionné. Il est notamment intervenu sur la rédaction de la demande d'autorisation préalable, le travail sur les aspects techniques de dimensionnement ou encore la proposition de matériaux (équipements électriques, panneaux...).</p>
<b>Budget et financement</b>	<p>Le montant total du projet est de 349 378 €. Les aides perçues correspondent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 000 € de la région pour investissement</li> <li>- 7 000 € de l'ADEME pour l'aide aux études</li> <li>- 220 000 € investis par les citoyens</li> <li>- 20 000 € d'investissements de leurs partenaires</li> </ul>

## La mise en œuvre du projet

### Phase 1 d'émergence

En 2014, l'association les Survoltés est lauréate de l'AAP, ce qui déclenche la création d'une SAS à statut coopératif : les Watt Citoyens, société qui exploite

<b>du projet</b>	<p>aujourd'hui le parc.</p> <p>Une première difficulté concernant l'aspect foncier a été rencontrée : la mairie du village, après avoir donné un premier accord oral pour la pose des panneaux dans l'ancienne décharge inexploitée, non constructible ni exploitable, est ensuite revenue sur sa décision. Enercoop est alors intervenu avec un rôle de médiation entre le collectif et la mairie, et aux termes de négociations avec le bailleur public durant 2 ans, un accord pour un bail de 30 ans reconductible a été signé fin 2016. Cette signature a alors déclenché la phase de développement.</p> <p>L'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès d'Enercoop a été jugée comme indispensable, ainsi que l'aide juridique, administrative ou encore financière (création de tableaux de calcul de la rentabilité, supports de communication...). Enercoop les accompagnait également sur le plan des rencontres avec les futurs citoyens, en apportant une aide sur la visibilité du projet : dès qu'Enercoop faisait une animation, l'association était invitée à venir présenter le groupement et ses objectifs.</p>
<b>Phase 2 Développement du projet</b>	<p>Le développement du projet s'est caractérisé par plusieurs étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Durant l'été 2017, une campagne de communication a été réalisée par une professionnelle extérieure au collectif afin de recueillir les premières souscriptions : 280 ont ainsi été recueillies en moins d'un an. Les souscriptions ont été clôturées en décembre 2017.</li> <li>- Une réflexion a aussi été conduite autour des choix de matériel, avec la réalisation par Enedis des devis de panneaux, onduleurs, structures... Les porteurs ont ici été appuyés par Luxel qui a réalisé le cahier des charges technique, citoyen et environnemental, impliquant par exemple de refuser des panneaux fabriqués ailleurs qu'en France. Le soutien sous forme d'aides substantielles en maîtrise d'ouvrage de Luxel ou de conseils d'Enercoop a été prépondérant.</li> <li>- Le pilotage collectif du projet a aussi été crucial : ce sont les citoyens qui ont fait les différents choix. Ces derniers ont alors appris à travailler en groupe, avec des outils participatifs, notamment via les formations d'ECLR/Enercoop Languedoc-Roussillon.</li> </ul>
<b>Phase 3 Investissement et construction du projet</b>	<p>Le projet a connu un souci de trésorerie lié à la lenteur administrative dans le versement des avances : l'avance remboursable n'était disponible que durant un délai relativement court ; il leur a été demandé de rendre l'avance touchée de 35 000€ au moment où ils en avaient besoin, ce qui a généré un fort problème de trésorerie.</p> <p>En conséquence, le projet a été perçu comme difficile à finaliser. L'aide 1€ pour 1€ a par ailleurs été jugée comme relativement difficile à justifier, nécessitant l'aide des agents de la région afin de pouvoir monter et compléter</p>



	le dossier d'aide.
<b>Phase 4 Exploitation du projet</b>	<p>Pendant 30 ans d'exploitation du parc, les porteurs vont reverser les aides de la Région à une association locale. Pour le moment, il s'agit des Survoltés (à hauteur de 3 600 €/an), via un contrat qui les lie. L'association réalise alors le site internet, l'animation du parc... L'objectif est ici que le financement de la Région retourne à des projets de territoire afin de transformer la subvention d'investissement en une subvention de fonctionnement. Cet aspect est intéressant pour la Région car elle ne peut le faire d'elle-même.</p> <p>Les porteurs de projet ont par ailleurs constitué un nouveau groupe de travail, le comité d'exploitation, qui se rend sur le parc une fois par semaine afin de réaliser la maintenance du site. Ils procèdent également à des relevés mensuels envoyés à ECLR. Les données d'exploitation sont gérées par des personnes compétentes au sein de leur comité. L'accompagnement principal est réalisé par Luxel, surtout en ce qui concerne les aspects techniques.</p>

## La cohérence interne et externe de l'AAP

<b>Perception sur la cohérence interne de l'AAP</b>	<p>La Région, l'ADEME et ECLR sont perçus comme étant bien synchronisés dans leur relation de travail. Il est relevé une bonne adéquation entre les discours, avec une région perçue comme en pointe sur le soutien de ce type de projet.</p> <p>Il est perçu une bonne synergie entre les différents acteurs de l'AAP, mais l'interlocuteur principal reste cependant ECLR.</p> <p>Le lien au territoire semble principalement permis grâce à Enercoop puis ECLR. Ces derniers ont une double casquette économie sociale et solidaire, technicité, très bénéfique au niveau local. De plus, depuis ce premier projet, ils ont aidé des personnes au sein de l'ADEME et de la région à monter en compétences sur ces sujets.</p> <p>Un bémol est noté au niveau de l'aspect administratif, avec une multiplicité de documents à compléter. Les démarches sont longues et non identiques entre l'ADEME et la Région, les formulaires pour cette dernière n'étant pas duplicables pour l'ADEME ce qui complique et allonge les démarches. Il y a un soutien fort de ces deux entités, mais la lourdeur des services et procédures impliquent des délais longs et limitants.</p> <p>De plus, la fusion des régions qui a conduit à un changement d'interlocuteurs a un peu bouleversé les perceptions.</p> <p>Malgré tout, les personnes, politiques et stratégies sont jugées comme étant complémentaires.</p>
<b>Perception sur</b>	Le collectif travaille avec d'autres acteurs régionaux : participation à des



<b>les modalités d'articulation de l'AAP avec d'autres aides</b>	<p>manifestations communes avec d'autres mouvements ou associations citoyens, tels que Territoires en Transition ou Attac. Ensemble, ils participent à une mobilisation commune pour une promotion de la transition énergétique par des alternatives citoyennes.</p> <p>Il existe une certaine cohérence entre les programmes de soutien des projets citoyens de production d'ENR et l'objectif de la Région à énergie positive. La Région semble afficher une réelle volonté d'exploiter ces données et de travailler en complémentarité des différents projets.</p>
--	---

## Les impacts économiques du projet

<b>Impacts économiques observés</b>	<p>Ce projet a plusieurs types d'impacts économiques sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intérêt privé : pour tous les investisseurs projet, un retour sur investissement est à prévoir. Toute personne qui investit le fait via une prise au capital (minimum 5% de la somme) et un compte courant associé (CCA, 95% de la somme). Les CCA sont bloqués 10 ans et rémunérés à hauteur de 3% (une part est de 25 €).</li> <li>- Intérêt collectif : l'association des Survoltés recevra annuellement 3 600 € des recettes du parc pendant 30 ans, pour financer des actions de sensibilisation et d'éducation au développement durable. Il y a ainsi maintien au niveau local des bénéfices financiers issus de la production d'énergies renouvelables, réaffectation vers de nouvelles initiatives d'intérêt collectif.</li> <li>- Loyer pour la mairie de 600€/an.</li> <li>- Travail avec des entreprises locales pour des études, chantiers, exploitation... Les panneaux sont assemblés à Toulouse, l'entretien de la zone est effectué par la tonte de moutons d'un agriculteur local.</li> </ul> <p>Soit, durant la phase de développement et investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,9 ETP</li> <li>- 34 646 € de salaires et 2 632 € de bénéfices générés pour les entreprises locales</li> </ul> <p>Pour la phase d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,06 ETP sur la durée de vie du projet</li> <li>- 62 829 € de salaires et 28 699 € de bénéfices générés pour les entreprises locales</li> </ul>
-------------------------------------	--

## Les impacts sociaux et sociétaux du projet

<b>Impacts sociaux et sociétaux</b>	<p>Watt Citoyens est une société par actions simplifiées formée de 250 associés.</p> <p>Il a été mentionné que le cœur du projet relevait surtout de son effet moteur pour le territoire, de la fédération de citoyens en un collectif qui dépasse la</p>
-------------------------------------	---

<b>observés</b>	<p>production et l'achat d'énergie renouvelable. D'autres collectifs ont par la suite été incubés via un effet levier sur la réappropriation locale des politiques énergétiques à l'échelle du territoire.</p> <p>L'émergence d'une dynamique locale est perceptible : depuis cette mobilisation et la mise en place de la démarche, l'engagement des citoyens semble plus fort. Une certaine réappropriation par les habitants des questions de politique ou développement du territoire a pu être constatée, avec la constitution par certains des membres du collectif de listes électorales pour les municipales.</p> <p>Ce projet permet en outre la revalorisation d'une ancienne décharge, impropre à tout usage et qui était laissée à l'abandon. L'impact visuel et l'entretien de cette zone que cela génère sont très bénéfiques à la sensibilisation aux EnR.</p>
-----------------	---

## Les impacts environnementaux du projet

<b>Impacts environnementaux observés</b>	<p>Depuis le 7 juin 2018, il y a eu production de 513,7 MWh, soit environ 1,13 MWh/jour. La production estimée est de 378 000 kWh/an, soit l'équivalent de 150 foyers, hors chauffage.</p> <p>L'association des Survoltés participe à une dynamique d'essaimage de projets similaires dans le Gard. Il s'agissait de l'une des conditions à l'établissement du partenariat et de l'accompagnement au projet : aider d'autres collectifs à se mettre en place et diffuser leurs expériences et connaissances.</p> <p>Une certaine communication autour des EnR en région est développée, avec la création de dynamiques collectives positives sur ce sujet et l'émergence d'ambassadeurs locaux de la transition énergétique.</p>
--	--

## 7.5 Zoom CatEnR

### Présentation du projet

#### Historique du projet

L'historique du projet CatEnR remonte à l'année 2006, quand un groupe d'étudiants du master Énergie Solaire de l'Université de Perpignan Via Domitia décide de fonder l'association « Énergies Citoyennes ». Cette organisation vise alors à développer des réflexions et des pratiques écologiques, sociales et solidaires ancrées localement, basées sur un renforcement des échanges entre citoyens et acteurs du territoire. Cette fabrique de projets a notamment abouti à la création d'une AMAP et d'un jardin partagé ou encore de Casa Bicicleta, un atelier de mécanique vélo participatif.

Les échanges et rencontres au sein de l'association ont amené en 2014 à la création d'une association de préfiguration d'une coopérative de production d'énergies renouvelables à l'échelle du département des Pyrénées-Orientales. L'objectif des membres était alors de se doter d'un outil local pour accélérer la transition énergétique dans une optique d'intérêt général, dans un territoire riche en ressources exposé à une forte pression de développeurs privés « chasseurs de toits ». Cette association a évolué en 2015 en SCIC de type SARL : CatEnR.

La constitution de cette coopérative s'est largement appuyée sur l'exemple de Conflent Énergie, une autre SCIC-SARL de production d'EnR constituée en 2013 dans le département, centrée sur la région historique du Conflent. Elle s'inscrit, malgré une absence de dynamique préalable de projets citoyens, dans un contexte régional particulièrement favorable qui a vu se succéder en quelques années l'apparition d'Enercoop Languedoc-Roussillon ou encore la création d'Énergie Partagée. Cet écosystème permettant des échanges et des retours d'expérience a permis de consolider la démarche naissante de CatEnR.

À ce jour, CatEnR rassemble plus de 200 sociétaires autour d'une dizaine de projets, dont plusieurs sont désormais opérationnels, par exemple :

- Une toiture photovoltaïque sur une boulangerie artisanale et le bâtiment attenant à Elne (projet « Molisol »)
- Un système de pompage photovoltaïque en leasing à Llupia, pour un maraîcher de l'AMAP de l'association « Énergies Citoyennes »
- Un ensemble de 5 toitures photovoltaïques sur des bâtiments publics à Latour-de-Carol
- Un système de pompe à chaleur air/eau + chauffe-eau solaire pour la micro-crèche écologique « La Mare aux Libellules » à Saint-Nazaire

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une toiture photovoltaïque pour une installation agricole à Villelongue-dels-Monts, en lien avec l'association Terre de Liens</li> </ul> <p>CatEnR travaille actuellement sur de nouveaux projets, comme l'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école et de l'atelier municipal d'Estavar. La coopérative accompagne également, en lien avec la commune, le développement d'un projet éolien par Engie Green à Banyuls-dels-Aspres, pour insuffler une dimension citoyenne à ce projet initié par un développeur privé.</p> <p>La coopérative, qui connaît un gain de crédibilité auprès des acteurs du territoire au fil des années, est amenée à l'avenir à travailler sur des projets de plus en plus importants. Agrée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) en 2017, elle a évolué la même année vers une forme SCIC-SAS pour élargir le nombre de sociétaires potentiels.</p> <p>CatEnR a bénéficié, dès sa structuration en 2014, d'un soutien régional grâce à l'appel à projets « Énergies coopératives et citoyennes ». La coopérative, qui a répondu à l'AAP en 2014 seulement trois jours après sa création, a ainsi pu bénéficier de fonds pour sécuriser le financement de ses activités et accélérer le développement de ses premiers projets.</p>
<b>Dimension partenariale</b>	<p>Issue d'une démarche associative toujours active ayant développé de longue date des projets partenariaux, la coopérative CatEnR s'inscrit nécessairement dans une telle dynamique.</p> <p>La SCIC reconnaît ainsi 7 catégories d'associés : porteurs (personnes physiques impliquées dans le développement de la coopérative), salariés, personnes soutiens et personnes sympathisantes (personnes physiques contribuant au capital de la coopérative), bénéficiaires, partenaires privés (entreprises, associations...), et partenaires publics (collectivités...).</p> <p>Le projet éolien co-développé avec Engie Green à Banyuls-dels-Aspres est un bon démonstrateur de la dimension partenariale du travail de CatEnR. À l'origine, c'est la commune (désormais sociétaire de la coopérative) qui a incité le développeur privé à se rapprocher de CatEnR pour intégrer une dimension citoyenne à un projet éolien. Aujourd'hui, le développeur décrit la coopérative comme un partenaire précieux pour mobiliser les acteurs du territoire, organiser les concertations ou faire émerger des idées innovantes (financement...). Enercoop, par ailleurs associé au projet, apporte sa crédibilité, son expertise technique, et accompagne une montée en compétence de la coopérative. Désormais, CatEnR assure un accompagnement de la commune de Banyuls à chaque étape des projets EnR de la collectivité.</p> <p>De manière générale, CatEnR structure de manière systématique la co-construction des projets avec les habitants, entreprises, associations et collectivités du territoire. Deux installateurs de panneaux photovoltaïques</p>

	<p>intervenant de manière récurrente pour les projets de la SCIC en sont également sociétaires. Par ailleurs, la coopérative entretient des liens étroits avec ECLR, qui accompagne CatEnR de manière personnalisée et fournit une aide attentive et adaptée aux spécificités de cette structure. Enfin, CatEnR travaille avec d'autres sociétés de projets citoyens des Pyrénées-Orientales, comme Conflent Énergie ou la Ferme d'Escoums pour partager des expériences, des bonnes pratiques et des connaissances, par exemple sur des questions juridiques.</p>
<b>Budget et financement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aides perçues par l'AAP : avance remboursable, prime citoyenne / 1€ pour 1€</li> </ul> <p>Investissement : 163 000€ sur l'exercice 2018-2019</p> <p>Investissement citoyen : 46 900€ levés auprès des sociétaires sur l'exercice 2018-2019</p> <p>Emprunt : &gt;100 000€ dont 85 000€ auprès de la Nef (coopérative bancaire)</p> <p>Enveloppe de 100 000€ d'aides à l'investissement (prime citoyenne de la Région), qui finance certains projets de la coopérative (en moyenne 8 000 à 10 000€ par projet)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Environ 37 000€ versés pour 4 projets sur l'exercice 2018-2019</li> </ul> <p>Avance remboursable de 11 000€</p>

## La mise en œuvre du projet

### Phase 1 d'émergence du projet

La coopérative CatEnR a été informée par Enercoop de l'existence de l'appel à projets « Énergies coopératives et citoyennes » peu après sa création. L'existence d'une « avance remboursable » dans le dispositif régional a été essentielle pour le démarrage de la structure. Cette avance de trésorerie a permis sur les premières années de la coopérative de répondre au besoin en fonds de roulement de la structure, assumer les frais de fonctionnement... Bien que le modèle économique de la coopérative soit viable à terme, la pente de progression liée à la seule vente de l'électricité produite reste particulièrement faible. Ce soutien régional a donc permis une première structuration de l'activité et d'honorer en temps et en heures les engagements de la coopérative auprès de ses fournisseurs et prestataires...

L'appel à projets a donc joué un rôle important dans la structuration de la coopérative, mais son rôle est toutefois mineur dans l'émergence du projet de CatEnR et plus généralement dans l'émergence de collectifs de projets citoyens EnR. Les acteurs interrogés soulignent en effet que les aides proposées permettent d'accélérer la mise en œuvre des projets portés par des collectivités déjà constitués, mais non de faire émerger des groupes de citoyens qui se lanceraient dans l'exploitation du gisement local d'EnR. Il y a



	<p>donc besoin d'animation dans les territoires pour favoriser le « déclic » nécessaire à la structuration et au montage de projets (rôle assuré CatEnR dans les Pyrénées-Orientales), et un besoin d'outils pour susciter l'intérêt et rassurer les porteurs de projets potentiels : études technico-économiques...</p> <p>Dans les faits, CatEnR ne se comporte pas comme un développeur qui démarcherait, par exemple, les propriétaires de toitures bien exposées. Les projets émergent donc au fil de l'eau, souvent en lien avec l'animation effectuée par la coopérative (réunions...). À Estavar par exemple, l'idée d'une réfection des toitures et du développement du photovoltaïque sur des bâtiments de la commune avait émergé au sein de la municipalité depuis plusieurs années. C'est toutefois la rencontre avec la coopérative CatEnR qui a permis de structurer l'idée et d'amorcer le montage du projet. À Banyuls, le projet éolien d'initiative privée a été mis en lien avec la coopérative par la commune, qui avait en parallèle commencé à dialoguer et à travailler avec CatEnR.</p>
<b>Phase 2 Développement du projet</b>	<p>À ce stade, la faible dotation de la coopérative en ressources humaines (1/2 ETP) semble limiter la capacité de CatEnR à se positionner comme développeur « professionnel » (réponse à l'ensemble des sollicitations, démarchage). Par ailleurs, certains acteurs et notamment les élus ont du mal à percevoir CatEnR comme un véritable professionnel du développement des EnR, d'où une certaine méfiance. Toutefois, la capacité de la structure à animer un réseau d'acteurs et à solliciter des expertises multiples a permis de mener ingénieusement à bien les différents projets portés.</p> <p>Pour les projets portés uniquement par CatEnR, la structure peut notamment appuyer sur son cercle restreint d'installateurs partenaires qui apportent leurs conseils et leur expertise technique pour développer les projets. Sur les plus gros projets, CatEnR peut également bénéficier d'apports d'expertise conséquents. Pour le projet de parc éolien co-développé à Banyuls, CatEnR a notamment pu solliciter les connaissances juridiques d'Enercoop et l'expertise technique du développeur Engie Green, en complément de ses propres compétences d'animation, de mise en réseau, et de sa connaissance précise du territoire. La coopérative bénéficie enfin d'un soutien important d'ECLR pour le développement de ses projets.</p> <p>La coopérative semble encore avoir d'importants besoins d'appui juridique, technique et administratif et témoigne d'un manque d'expertise et de ressources humaines. L'équilibre financier soutenu en partie par les fonds de l'AAP permet aujourd'hui de financer un mi-temps, qui reste insuffisant pour développer des projets plus importants, alors que l'évolution des conditions économiques et du marché de l'énergie appelle un abandon des plus petits projets (ex : toitures photovoltaïques de 9kWc).</p>
<b>Phase 3 Investissement</b>	<p>L'appel à projets régional apporte un soutien crucial en phase d'investissement. Le format de l'aide « 1€ citoyen = 1€ Région » semble</p>

<b>et construction du projet</b>	<p>porter ses fruits au niveau local. Les acteurs impliqués dans les projets portés par CatEnR voient deux intérêts à ce dispositif.</p> <p>D'une part, l'existence d'un dispositif d'aide à l'investissement semble unanimement appréciée. En effet, les projets coopératifs et citoyens restent relativement fragiles, et l'abondement de l'investissement par des fonds publics permet de renforcer financièrement des montages naissants. L'aide répond donc à un besoin réel et identifié de financement.</p> <p>D'autre part, le mécanisme 1€ citoyen = 1€ Région est considéré comme un levier majeur qui rassure et attire les investisseurs. Il permet de « crédibiliser » les projets en s'assurant de la bonne santé des structures dans lesquelles les citoyens sont appelés à investir. Il permet « d'inciter » à l'investissement de sommes importantes. Le dispositif permet enfin aux citoyens de se « saisir » de la transition énergétique et de « prendre le contrôle » des politiques publiques, en fléchant eux-mêmes (par leur investissement) l'argent public vers des projets de leur territoire.</p> <p>CatEnR bénéficie d'une enveloppe globale de 100 000€ au titre de cette participation citoyenne, et fait le choix de solliciter une moyenne de 8 000 à 10 000€ pour chacun de ses projets éligibles, afin qu'une multitude de projets (sur plusieurs années) puissent être consolidés grâce à ce soutien.</p>
<b>Phase 4 Exploitation du projet</b>	<p>L'AAP régional n'intervient pas directement en phase d'exploitation des projets. Le dispositif garantit toutefois l'équilibre financier global de la structure, qui est notamment capable de financer un poste à mi-temps.</p> <p>Le principal enjeu de la phase d'exploitation reste bien celui de l'animation. La coopérative souhaiterait pouvoir déployer davantage d'animations sur la base des projets concrétisés, tant pour renforcer leur ancrage territorial que pour susciter de nouveaux projets. Si la coopérative manque à ce jour de ressources humaines pour répondre tout à fait à cette ambition, elle s'efforce toutefois de mettre en place des dispositifs de communication/sensibilisation. À Estavar, par exemple, la coopérative a financé une animation auprès des élèves de l'école accueillant le projet photovoltaïque citoyen pour leur expliquer la démarche.</p> <p>La coopérative manque également de capacités financières pour assumer pleinement ce travail d'animation et de suivi pouvant concourir à une véritable montée en puissance de la dynamique de projets citoyens.</p>

## La cohérence interne et externe de l'AAP

<b>Perception sur la cohérence interne de</b>	<p>Les différents acteurs participant à la démarche de projets citoyens autour de la coopérative CatEnR perçoivent positivement le travail effectué par la Région, l'ADEME et ECLR, et apprécient la bonne entente et l'effort d'articulation entre ces structures dans le cadre de l'AAP « Énergies coopératives et citoyennes »</p>
---	---



<b>I'AAP</b>	<p>comme dans d'autres (AAP « Collectivités pilotes »...).</p> <p>Toutefois, selon les acteurs rencontrés, la répartition exacte des compétences, des soutiens et des interventions entre ces trois organismes reste relativement floue (notamment pour les collectivités). Par ailleurs, si la coopérative CatEnR semble avoir eu moins de mal à comprendre l'articulation de l'écosystème Région/ADEME/ECLR, celle-ci déplore un manque de clarté des modalités techniques de l'AAP. La structure, lauréate dès sa première candidature, a ainsi déposé deux dossiers supplémentaires les années suivantes avant que le service instructeur ne lui signifie qu'une structure ne pouvait être lauréate qu'une seule fois.</p> <p>Dans l'ensemble, les acteurs semblent toutefois apprécier le soutien proposé dans le cadre du dispositif régional, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le travail d'accompagnement effectué par ECLR, qui répond à l'ensemble des sollicitations par des réponses adaptées et un suivi personnalisé</li> <li>• le travail effectué par la Région dans le cadre de l'AAP EnRCC, bien que les acteurs semblent ressentir une baisse de la disponibilité de leur interlocuteur régional, en lien avec la forte augmentation du nombre de lauréats</li> </ul>
<b>Perception sur les modalités d'articulation de l'AAP avec d'autres aides</b>	<p>L'ensemble des acteurs impliqués dans la démarche CatEnR semblent apprécier la pertinence de l'aide apportée par l'AAP EnRCC. Ainsi, il semble que ce dispositif permette de soutenir des projets qui ne bénéficieraient par ailleurs d'aucune autre aide publique. La coopérative ou ses projets ont toutefois pu bénéficier de manière très ponctuelle d'autres financements, comme une aide au lancement de la structure de 8000€ par le département en 2014, ou l'apport de fonds LEADER par une commune. L'appel à projets semble par ailleurs apporter une réponse adaptée au besoin de cette petite coopérative de stabiliser son modèle financier, en l'absence de mécanisme de marché adapté (tarif d'achat adapté aux petits projets...).</p> <p>Un flou semble toutefois subsister sur l'articulation de l'AAP EnRCC avec l'AAP « Collectivités pilotes ». Ainsi, si la coopérative est partenaire d'une collectivité dans le cadre de ce second appel à projets, la plupart des acteurs (collectivités...) engagés dans la dynamique CatEnR semblent ne pas arriver à différencier les deux AAP et les soutiens obtenus au titre de ces deux dispositifs.</p> <p>Par ailleurs, l'appel à projets « Énergies coopératives et citoyennes » et les différentes aides connexes sollicitées par la coopérative CatEnR et ses partenaires semblent insuffisants pour permettre une véritable montée en puissance de la structure. Le manque de ressources, notamment humaines, contraint la coopérative à un développement trop limité pour initier une véritable dynamique d'ampleur en matière d'EnR citoyennes dans le département des Pyrénées-Orientales.</p>

## Les impacts économiques du projet

### Impacts économiques observés

- Utilisation de la méthodologie d'Energie Partagée
- Impacts sur l'activité des prestataires (emploi, perception sur l'activité...)
- Impacts sur le maintien des activités associées au projet

La coopérative CatEnR, aujourd'hui bien identifiée localement pour sa capacité à porter des projets, est désormais invitée à participer à des installations et à des projets de plus en plus conséquents, démultipliant les montants d'investissements et les retombées potentielles.

À ce jour, les projets déployés par la coopérative permettent des retombées concrètes : taxes qui retournent aux collectivités, loyers pour les toitures prêtées par la coopérative... Les sociétaires peuvent par ailleurs percevoir des dividendes qui récompensent leur investissement dans la coopérative.

En œuvrant à la transition énergétique du département, CatEnR ambitionne de relocaliser une partie des 300 millions d'euros de dépenses énergétiques qui « s'échappent » du territoire chaque année, ainsi qu'une partie de l'épargne des ménages catalans. Acteur engagé localement, la structure favorise par ailleurs le recours à des prestataires (installateurs...) locaux, même si les projets de la coopérative restent à ce stade marginaux dans leurs activités.

## Les impacts sociaux et sociétaux du projet

### Impacts sociaux et sociétaux observés

Les impacts sociaux et sociétaux de la coopérative CatEnR et de ses projets sont nombreux :

- Une plus grande implication des citoyens dans la transition énergétique. Le modèle coopératif/citoyen permet par exemple une mobilisation large dans les (petites) communes concernées par des projets, et permet d'embarquer des centaines d'investisseurs citoyens dans une démarche de transition énergétique, qui se sentent dès lors acteurs positifs et constructifs de la transition
- Des dynamiques locales et un lien social renforcé : les projets citoyens portés par la coopérative comportent une dimension conviviale, par exemples les investisseurs se sentent concernés par le financement d'un projet sur l'école ou la boulangerie de leur village
- Un changement de pratiques chez les développeurs et partenaires de la coopérative : par exemple, sur l'idée de privilégier des banques « éthiques »...
- Une acceptabilité renforcée des projets EnR, face à des oppositions

	<p>parfois nombreuses : les EnR citoyennes apportent des clés de compréhension, les projets paraissent plus soucieux de l'intérêt général...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réinvestissement des retombées vers des activités locales qui pérennisent la vie de villages en perte de vitesse</li> <li>• Des projets qui contribuent à la satisfaction de besoins locaux : par exemple, la réfection d'une toiture municipale abîmée à Estavar...</li> </ul>
--	--

## Les impacts environnementaux du projet

<b>Impacts environnementaux observés</b>	<p>Les activités de la coopérative ont déjà des impacts environnementaux positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La substitution de solutions moins écologiques, par exemple le remplacement d'un groupe électrogène par un système photovoltaïque pour le maraîcher de l'AMAP « Énergie Citoyenne »</li> <li>• Une meilleure compréhension/acceptation des EnR par le grand public, grâce à de nouveaux « ambassadeurs citoyens »</li> <li>• La conduite d'opérations de sensibilisation plus large pour faire avancer la transition énergétique : animation autour des projets, participation à la création de l'association Énergétique qui sensibilise à la sobriété</li> <li>• Une transition énergétique rendue « visible » dans les territoires et qui incite chacun à faire sa part (efforts individuels)</li> <li>• Un effet d'entraînement en suscitant de nouveaux projets citoyens, qui devrait s'accélérer avec la multiplication de retours d'expériences réussies</li> </ul> <p>Malgré une dizaine de projets opérationnels, la coopérative CatEnR produit toutefois une quantité d'énergie qui reste marginale à l'échelle du département des Pyrénées-Orientales. Avec une trentaine de projets à l'étude et un projet éolien co-développé, la coopérative semble au tournant d'une véritable montée en puissance. Cependant, le manque de ressources pouvant contribuer à des financements de poste nécessaires à la conduite d'opérations de communication/pédagogie, ou à l'animation du territoire (identification de groupes citoyens...) est déploré par l'ensemble des acteurs impliqués dans la dynamique.</p>
--	---

## 7.6 Étude de cas Région Auvergne-Rhône-Alpes - Appel à Projets « Projets partenariaux décentralisés de production d'énergies renouvelables »

### Présentation de la démarche

L'appel à projets lancé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes vise à soutenir les projets partenariaux décentralisés de production d'énergies renouvelables, c'est-à-dire des **projets ancrés dans les territoires** et dont la gouvernance est portée localement.

L'appel à projets, **mis en œuvre depuis 2017**, est toujours en cours et fonctionne avec une instruction des demandes au fil de l'eau. Ce format souple permet à l'AAP d'être toujours actif sans avoir nécessité de révision ou de reconduction.

### Nature du soutien apporté

L'appel à projets permet aux lauréats d'obtenir, dans la limite de 200 000€ par projet, une subvention régionale à hauteur de 30% de l'assiette éligible des dépenses engagées, calculée comme suit :

- photovoltaïque / hydroélectrique / éolien : Assiette éligible = Coûts HT des équipements directement concernés par la production d'énergie et leur installation – montant de la solution de référence gaz ;
- solaire thermique : Assiette éligible = Coût panneaux solaires thermiques HT + Coût du système de stockage HT – montant solution de référence gaz ;
- géothermie : Assiette éligible = Coût pompe à chaleur HT + Coût forage HT – montant solution référence gaz.

Le taux unique maximal de 30% de subvention connaît deux exceptions :

- Dans le cas de collectivités portant « seules » un projet, le taux maximum est de 15% ;
- Dans le cas de projets solaires thermiques, le taux maximum est porté à 65%.

Dans la limite de ces taux maximum, la subvention proposée aux projets peut être modulée, notamment en fonction de l'analyse de la rentabilité des projets.

### Objectifs et conditions

Outre la **relative simplicité du mécanisme de soutien**, avec une aide unique à l'investissement, l'appel à projets de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ne fixe **aucun critère quantitatif d'éligibilité**, notamment en matière de participation citoyenne. Le règlement précise toutefois que « les porteurs de projets énergies et partenariaux devront **démontrer une participation significative des acteurs** locaux publics et/ou citoyens au capital de la

structure porteuses [...]. A ce titre les projets présentant au moins 40% du capital détenu par des « fonds citoyens » et/ou des « fonds publics locaux » seront privilégiés. » Toutefois, **la Région explique ne plus soutenir dans les faits de projets sans une telle composante « participative »**, à l'exception de projets portés par une seule collectivité.

L'appel à projets, pour lequel la Région n'a pas fixé d'objectifs quantitatifs en termes de nombre de projets soutenus ou de capacité installée, disposait à son lancement d'un budget annuel d'1,2 million d'euros. Cette enveloppe a été portée à 2,6 millions d'euros pour 2019.

## Avancement et résultats

Si la Région ne dispose pas de résultats chiffrés pour l'année 2018, du fait de réorganisations internes, le succès de l'appel à projets en 2017 et 2019 peut être quantifié. En 2017, année de lancement de l'appel à projets, 700 000€ de subventions régionales ont permis de soutenir près de 10 projets, en quasi-totalité « citoyens ». Au premier semestre 2019, près de 1,3 million d'euros de subventions ont permis de soutenir des projets. Le nombre de dossiers soutenus pour l'ensemble de l'année 2019 est estimé entre 20 et 30.

Beaucoup de projets soutenus par l'appel à projets sont **déjà construits et fonctionnels**. C'est notamment le cas pour les tranches de « Centrales Villageoises » (voir 2.1) soutenues au titre de l'appel à projet. De manière générale, les projets photovoltaïques soutenus dans le cadre de l'AAP ont un calendrier de mise en œuvre relativement rapide, la plupart des projets entrant en exploitation dans un délai de 6 mois à 1 an après le versement de la subvention.

## Développement de la démarche

### Contexte

**L'ancienne Région Rhône-Alpes disposait déjà d'une véritable** dynamique en matière de projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables. Depuis 2012, RA-EE (agence régionale de l'énergie et de l'environnement en Rhône-Alpes) animait un **programme européen** de montage de projets participatifs d'énergie renouvelable sous le nom de « **Centrales Villageoises** ». Ce dispositif s'appuyait notamment sur les Parcs Naturels Régionaux et permettait une dynamique pluri-territoriale particulièrement vive, avec **l'émergence et la mise en œuvre de nombreux projets**. Par ailleurs, le IERA (réseau d'associations en faveur de la transition énergétique) animait un groupe de travail sur la question des EnR participatives. Cette double initiative a permis de constituer en 2015 un premier réseau de porteurs de projets participatifs citoyens.

**Le modèle économique « autoportant » promu par la démarche des Centrales Villageoises s'est toutefois heurté à la baisse des tarifs d'achat** de l'électricité photovoltaïque, source d'énergie privilégiée des premiers projets car la plus simple à développer et mettre en œuvre. La Région a alors **observé de nombreux projets en cours de développement se tourner vers d'autres mécanismes de soutien existants**, notamment les différents appels à projets régionaux visant à soutenir les énergies



renouvelables. Par ailleurs, la fusion des régions Rhône-Alpes et Auvergne a permis de mettre en évidence l'absence quasi-totale de dynamique dans cette seconde région (une seule coopérative dans l'ensemble de la région). Les questions énergétiques et environnementales bénéficiant d'un bon portage politique au sein de la Région, la collectivité a souhaité adapter des politiques de soutien aux EnR en lien avec ces observations.

## Besoins identifiés

Face à la difficulté croissante des projets existants (notamment dans le cadre des Centrales Villageoises) à atteindre un équilibre économique et budgétaire, et ayant prévu de mettre un terme aux dispositifs de soutien utilisés par ces projets (AAP généraux pour les énergies renouvelables), la Région a souhaité développer un **dispositif capable de « prendre le relais » pour préserver et amplifier la dynamique existante**. L'appel à projets vise donc à **sécuriser les projets existants** ou émergents pour permettre leur réalisation et ambitionne de susciter des dynamiques locales pour **enclencher rapidement d'autres projets similaires** dans les territoires soutenus.

Le but de l'appel à projets est donc **d'amorcer** des structures participatives dans les territoires (en finançant une première tranche de projets) pour **susciter un effet d'entraînement** vers des tranches supplémentaires. Le dispositif vise ainsi à améliorer la rentabilité de la première tranche des projets EnR participatifs, afin de leur permettre de dégager du financement pour déployer des projets supplémentaires.

## Élaboration et mise en œuvre

Le cahier des charges de l'appel à projets a été **élaboré en interne à la Région**, en s'appuyant sur l'expertise d'AURA-EE, et en sollicitant l'avis de l'ADEME. La création d'un appel à projets commun fut envisagée pendant un temps, mais n'a pas été rendue possible par les contraintes d'agenda de la Région et de l'ADEME. C'est notamment l'agence AURA-EE qui a poussé l'idée d'une prise en compte privilégiée des projets « citoyens », même si le terme n'apparaît pas dans le règlement de l'AAP.

La Région a souhaité privilégier un format « au fil de l'eau » sans date butoir pour soutenir les projets selon le calendrier « naturel » de leur émergence et de développement. La collectivité souhaitait également éviter l'aspect « compétitif » qu'aurait pu susciter un mécanisme plus rigide. Ce format permet donc de soutenir des projets innovants et porteurs de dynamiques locales dans l'ensemble du territoire. La subvention versée aux projets se situe en moyenne entre 50 000€ et 100 000€, ce qui semble conforter la pertinence d'un plafond fixé à 200 000€ par projet.

**La Région Auvergne-Rhône-Alpes ne met pas à disposition des lauréats de l'appel à projets un dispositif spécifique d'animation.** Toutefois, dans le cadre de sa convention avec AURA-EE, la collectivité finance 1/3 de poste pour l'animation du réseau AURACLE, qui réunit les porteurs de projets citoyens du territoire. Ce travail se limite toutefois à de l'animation collective (réunions, communication...) et ne permet pas un accompagnement individuel des projets. Les projets sont donc généralement accompagnés par des associations locales historiquement implantées dans les territoires.

L'appel à projets partenariaux décentralisés de production EnR **s'articule avec d'autres dispositifs mis en place au niveau régional**. Les projets peuvent par exemple bénéficier de **STARTER EnR**, un outil d'amorçage et de développement de projets qui permet aux porteurs de projets de bénéficier d'aides financières et de prestations pour la réalisation d'études et l'accompagnement du montage. Ce dispositif, qui ambitionne de massifier et de sécuriser les projets, explique pourquoi les études techniques, économiques et juridiques sont exclues de l'assiette de dépenses prise en compte dans l'AAP « Projets partenariaux ». L'appel à projets est également complémentaire aux autres mécanismes de soutien aux projets participatifs et citoyens, au niveau **national** (tarifs d'achat) et **régional** (appels à projets spécifiques par filière, aides de l'ADEME pour les projets EnR).

## Perspectives

La Région et le réseau AURACLE disposent de premiers retours d'expérience de projets partenariaux, participatifs et citoyens dans le territoire. Plusieurs tendances semblent se distinguer parmi les projets émergents ou soutenus.

Tout d'abord, l'appel à projets soutient à ce stade une grande majorité de projets photovoltaïques. Si les EnR thermiques tendent à se développer progressivement (solaire thermique, bois-énergie, méthanisation...), les **coûts** à engager pour de tels projets (vis-à-vis du plafond de subvention) et la nature des **mécanismes de soutien** en dehors de l'AAP (tarifs d'achat...) **tendent à dissuader les projets non-photovoltaïques**. Le montant d'aide maximal n'est par ailleurs vraisemblablement pas adapté aux projets éoliens, particulièrement coûteux.

Ensuite, le réseau AURACLE déclare observer des **changements dans la nature des projets** mis en œuvre dans les territoires, du fait du soutien régional comme du contexte national (baisse des tarifs d'achat). Ainsi, alors que les premiers projets se limitaient à des grappes de toitures de 9kWc, la plupart des projets actuels (pour des soucis de rentabilités) sont maintenant des grappes de toitures de 36kWc. Cette « montée en puissance » des projets est une tendance à prendre en compte pour le développement de politiques de soutien adaptées.

Enfin, le réseau AURACLE explique constater une **tendance à l'hybridation des acteurs** des énergies renouvelables citoyennes : territoires, structures d'accompagnement et porteurs de projets. Par exemple, les coopératives et autres structures porteuses se muent de plus en plus en structures d'accompagnement ou en prestataires de services (interventions techniques...) pour accompagner et soutenir l'émergence d'autres projets dans leur territoire. Cette hybridation, qui conduit de fait à une diversification des sources de revenu et des modèles économiques des sociétés locales, témoigne également d'une **montée en compétence** et d'une **professionnalisation des collectifs locaux**, qui devrait permettre de renforcer les « dynamiques locales » et territoriales appelées par la Région.

Tant la Région que le réseau AURACLE témoignent d'un **effet « d'entraînement » en termes d'émergence et de concrétisation de projets participatifs**, sans pouvoir quantifier la contribution de l'appel à projets à cet effet. **La dynamique semble bel et bien résulter d'un bouquet de facteurs** : différents mécanismes de soutien aux EnR, appel à projets,



présence de centrales et de collectifs essaimant dans les territoires, dynamique de « Territoires à Énergie Positive » (TEPOS) impliquant les collectivités... Toutefois, **l'appel à projets a certainement permis d'amplifier cette dynamique, en facilitant la montée en puissance des collectifs** (ex : développement de davantage de toitures photovoltaïques par les sociétés soutenues...). L'appel à projets est également un **facteur de sécurisation** pour les porteurs, par exemple pour l'obtention de financements bancaires. Il offre de l'aisance aux porteurs pour expérimenter des modèles, consolider l'investissement... et avancer à terme vers l'émergence de structures « autoportantes » économiquement.

## Pistes d'évolutions

Forte de ces premiers enseignements, la Région a d'ores et déjà envisagé de premières pistes d'évolutions pour l'appel à projets et sa politique de soutien aux projets participatifs et partenariaux d'énergies renouvelables.

Premièrement, la Région souhaiterait s'engager dans la **mise en place d'indicateurs techniques pour disposer d'un suivi** plus précis de la situation des EnR citoyennes : puissances installées, localisation, types de structures. Elle envisage ce processus d'évaluation comme un moyen de **faire un retour aux territoires**, notamment engagés dans des démarches volontaires de transition énergétique (TEPOS), afin de **renforcer leur connaissance des projets locaux** et leur permettre de mieux se saisir des questions de production EnR dans leur territoire.

Surtout, la Région explique s'interroger en interne sur **l'opportunité de faire évoluer l'appel à projets spécifiquement dédié aux projets participatifs/partenariaux vers un « bonus » citoyen intégré à l'ensemble des autres appels à projets de soutien aux énergies renouvelables**. Une telle évolution pourrait permettre de continuer à soutenir et à privilégier les projets citoyens tout en proposant des dispositifs adaptés aux contraintes de chaque filière. Cette évolution potentielle doit toutefois faire l'objet d'une consultation des porteurs de projets et d'une validation politique. Les services régionaux envisagent d'ores et déjà de s'appuyer sur le réseau AURACLE pour sonder les porteurs.

## 7.7 Etude de cas Écosse – « Community and Renewable Energy Scheme »

### Présentation de la démarche

Soucieux d'encourager les projets participatifs et citoyens en faveur de la transition énergétique, le gouvernement de l'**Écosse a engagé en 2009 le programme « CARES »** (*Community And Renewable Energy Scheme*). Ce programme **visait à soutenir des projets ancrés dans leur territoire**, notamment en vue de constituer de véritables « systèmes énergétiques » au niveau local. La communication autour du programme encourage notamment des démarches locales intégrées de transition énergétique (par exemple, alliant production et usages : production d'électricité et investissement participatif dans des véhicules de transport en commun électrique pour la collectivité). Cette politique du gouvernement écossais est **mise en œuvre par Local Energy Scotland, un consortium d'associations et de réseaux** écossais en faveur de la transition énergétique. Si le dispositif CARES semble dépasser les programmes de soutien aux projets citoyens mis en place par les régions françaises en termes de cadre et d'ambition, son étude reste intéressante et pourrait constituer une base de réflexion pour infléchir les politiques régionales et nationales en France.

### Nature du soutien apporté

Le programme CARES constitue **un ensemble de 4 dispositifs d'aides** pour les porteurs de projets :

- CARES Enablement Grant (Aide au lancement) : subvention à hauteur de 25 000£ pour les collectifs porteurs, attribuée en fonction de l'innovation et de la complexité des projets, pour financer des études de faisabilité, des consultations et dispositifs de mobilisation/animation pour optimiser le financement participatif et le partage des bénéfices liés au projet (y compris non-financiers) au niveau local ;
- CARES Loans (Prêts CARES)
  - CARES Development Loan (Prêt pour le développement de projets) : prêt d'un montant maximum de 150 000£ (Taux d'intérêt : 10%) pour sécuriser le financement des projets en phase de développement. Si ce crédit est normalement remboursable (donc accordé uniquement aux projets avec une réelle chance d'aboutissement), les projets rencontrant de fortes difficultés financières peuvent voir ce prêt converti en subvention ;
  - CARES Bridging Loan (Prêt pour le bouclage financier des projets) : prêt d'un montant maximum de 100 000£ (Taux d'intérêt : 10%), sans possibilité de conversion en subvention, destiné aux plus gros projets soutenus, afin de couvrir des coûts additionnels en fin de phase de développement ;

- CARES Innovation Grant (Subvention à l'innovation) : subvention supplémentaire jusqu'à 150 000€ pour les projets innovants et démonstrateurs pouvant déboucher sur des retours d'expériences utiles au développement de démarches citoyennes dans d'autres territoires, ou développant des approches inédites pour répondre aux freins usuellement rencontrés par les projets citoyens.

Chacun de ces dispositifs fait l'objet d'un dossier de candidature distinct, bien qu'un projet puisse disposer de l'ensemble de ces aides au fil de son développement. Le programme fonctionne selon un **format « semi fil-de-l'eau »**, avec 4 dates butoir annuelles, à l'exception des aides au lancement (pouvant être versées au fil de l'eau).

## Objectifs et conditions

Le programme CARES **visait une véritable montée en puissance des énergies renouvelables** en Écosse par le soutien aux projets citoyens. Ainsi, le programme a été lancé en 2009 avec l'objectif de soutenir l'installation de 500MW de capacité de production EnR par des projets participatifs et citoyens d'ici 2020. Dépassé en 2015, ce seuil est aujourd'hui porté à **1GW pour 2020 et 2GW pour 2030**. À cet effet, le programme CARES dispose d'une **enveloppe de 5 millions de livres sterling pour les années 2018 et 2019**.

La différence de régimes juridiques pour les organisations et sociétés locales entre la France et l'Écosse complique toute tentative de comparaison en matière de critères de participation citoyenne vis-à-vis des dispositifs semblables (appels à projets) mis en place par les Régions françaises. Toutefois, le programme CARES est **ouvert à un large panel de structures porteuses**, notamment :

- Les associations locales communautaires à but non-lucratif : collectifs citoyens, communautés religieuses...
- Les sociétés locales ("Societies for the Benefit of the Community" en droit écossais) et coopératives
- Les collectivités locales
- Les PME (en milieu rural)

Chaque organisme candidat doit pouvoir **justifier (sans qu'un critère quantitatif soit défini) du caractère local et partagé de la propriété du projet**.

## Avancement et résultats

Entre son lancement et juin 2018, **CARES a permis de financer (subventions et prêts) près de 600 projets participatifs et citoyens à hauteur de 35 millions de livres sterling**. À ce jour, CARES a permis de soutenir l'installation de **692MW de capacité** de production d'énergies renouvelables, soit 140% de l'objectif initial pour 2020 et 70% de l'objectif révisé. D'après l'IDDRI, l'Écosse est avec les Pays-Bas la seule entité en Europe à s'être fixé un objectif de puissance installée concernant les EnR participatives et citoyennes.

## Développement de la démarche

### Contexte

Le Royaume-Uni a connu un **développement des EnR citoyennes bien plus dynamique** qu'en France, et ce dès le début des années 2000. Le gouvernement écossais s'est rapidement emparé du sujet dans le cadre de ses politiques de transition énergétique, percevant les **projets participatifs et citoyens comme un véritable levier de massification** des capacités de production EnR, dans une double optique de **décarbonation** et de **sécurisation** de son système énergétique.

Lancé en 2009, le programme CARES, clé de voute de la politique du gouvernement Écossais en faveur des EnR citoyennes, bénéficie d'un **portage politique fort et transpartisan** qui lui a permis de monter en puissance jusqu'à ce jour et de résister à des changements de majorité politique.

CARES s'inscrit aujourd'hui dans la **Stratégie Énergétique écossaise**, une feuille de route pour l'avenir du système énergétique de cette nation, en matière de production et de transport de chaleur et d'électricité. CARES offre ainsi un soutien à **des démarches locales innovantes et intégrées de transition énergétique, alliant production d'EnR, stockage ou encore développement des usages**.

Cette politique de soutien vise à augmenter la part globale de participation citoyenne aux projets énergétiques développés dans l'ensemble du territoire écossais, et s'inscrit dans une logique « d'ancrage local » des projets en insistant sur un juste partage des retombées locales des projets soutenus. Le gouvernement écossais vise désormais pour 2020 un **objectif de 50% des nouveaux projets en matière d'énergie ayant une part de propriété citoyenne**.

### Élaboration et mise en œuvre

Le programme CARES, financé par le gouvernement écossais, est **mis en œuvre par Local Energy Scotland**, un consortium de plusieurs associations engagées sur les sujets énergétiques (*Energy Saving Trust, Changeworks, The Energy Agency...*). Cette structure est également chargée de l'**accompagnement des projets participatifs et citoyens, notamment grâce à ses 7 animateurs locaux**. Elle met enfin à disposition des porteurs de projets de nombreuses **ressources**, notamment une **boîte à outils complète** (« CARES toolkit »), comprenant un « guide de démarrage », plus de 30 fiches thématiques (couvrant des questions techniques associées à chaque filière, des méthodes de mobilisation ou encore les questions de montage juridique et financiers), et plusieurs dizaines de fiches « retour d'expérience » de projets soutenus. Local Energy Scotland agit donc comme l'**interlocuteur unique** des porteurs de projets, de l'**émergence** de la démarche à son **fonctionnement**, et agit tant comme **guichet de financement** que comme **soutien stratégique et technique** pour les projets citoyens.

Jusqu'en 2013, le programme CARES était porté par *Community Energy Scotland*, une association de soutien aux projets EnR participatifs et citoyens. Ce changement de structure répondait alors à une **réorganisation du programme nécessaire pour se conformer aux nouvelles réglementations européennes** de l'époque. En effet, si le programme CARES consistait initialement d'un ensemble de subventions versées aux porteurs de projets, **l'incompatibilité d'un tel soutien avec le mécanisme de tarifs d'achat en droit européen** a impliqué une évolution vers un mécanisme de prêts, détaillé plus haut (voir 1.1). Le maintien de soutien sous la forme unique de subventions, constituant une forme de surindemnisation aux yeux du gouvernement britannique, aurait empêché les projets lauréats de pouvoir profiter de tarifs d'achat bonifiés. C'est donc l'association de ce mécanisme, jugé plus pertinent pour accompagner l'introduction des projets citoyens dans le marché de l'énergie, et de **prêts pour soutenir le développement de nouvelles démarches et lever les risques économiques/financiers** qui a été retenue, et qui structure encore à ce jour le dispositif CARES. Ce programme de soutien mis en place par le gouvernement écossais reste **remarquable en Europe par ses ambitions, les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus** en matière de dynamique régionale.

## 7.8 Etude de cas Région Île-de-France - Appel à Projets « 100 projets citoyens d'énergies renouvelables »

### Présentation de la démarche

La Région Île-de-France a décidé, dans le cadre de sa politique énergie-climat, de proposer un dispositif de soutien aux projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables. Ce dispositif prend la forme d'un **appel à projets lancé en 2018**, au **format « semi-fil de l'eau »** grâce à 3 dates butoir annuelles pour les candidatures.

### Nature du soutien apporté

L'appel à projets permet aux lauréats d'obtenir **deux types de soutien**, financés exclusivement par la Région. En phase de préfiguration et de montage, les porteurs de projets peuvent bénéficier d'une aide au financement d'UNE étude juridique, économique et technique par projet. Cette aide couvre jusqu'à 80% du montant des dépenses engagées, dans la limite de 100 000€. Dans un second temps, les projets peuvent bénéficier d'une subvention à l'investissement. Cette aide couvre jusqu'à **50% des montants investis**, selon une logique 1€ citoyen = 1€ régional, dans la limite de 1 000 000€. Jusqu'à 80% de la subvention accordée peut être versée sous forme d'avance, au moment de la signature de la convention entre le lauréat et la Région. Les dépenses couvertes concernent :

- L'équipement de production énergétique ;
- Le raccordement au réseau ;
- Les travaux pour l'accueil d'installation ;
- Les frais d'assistance technique ou de maîtrise d'œuvre.



Un candidat doit réaliser autant de demandes de subvention au titre de l'AAP qu'il a de projets. De manière générale, l'appel à projets lancé par la Région Île-de-France se distingue par la **générosité des plafonds des subventions** proposées.

### Objectifs et conditions

L'appel à projets de la Région Île-de-France se distingue également par ses **critères ambitieux en matière de participation citoyenne**. Le dispositif est ainsi ouvert aux associations de préfiguration de démarches citoyennes et participatives, ainsi qu'aux sociétés de projets participatifs et citoyens portées par des collectivités et/ou citoyens. Ces sociétés doivent satisfaire trois critères d'éligibilité :

- Droit de vote des personnes des personnes physiques + collectivités > 51%
- Part du capital des personnes physiques + collectivités > 40%
- Au moins 20 personnes physiques au capital de la société.

Enfin, les collectivités et EPCI souhaitant faire émerger un projet citoyen peuvent également être candidates à l'appel à projets pour obtenir une aide de financement d'études uniquement.

L'appel à projets, qui n'est soumis à aucune condition restrictive en matière de filière EnR, ou à des limites d'enveloppe budgétaire au niveau du conseil régional, ambitionne de **soutenir 100 projets citoyens d'énergie renouvelable entre son lancement et la fin de la mandature (entre 2018 et 2021)**.

### Avancement et résultats

Si l'appel à projets reste relativement récent, celui-ci a d'ores et déjà permis de soutenir de premiers projets. La Région explique avoir soutenu une **vingtaine de collectifs**, dont 10 particulièrement avancés. La plupart de ces collectifs portant plusieurs projets, **le nombre de projets soutenus par l'AAP a ce stade est d'environ 35**, ce qui surpasse légèrement les chiffres anticipés par la Région. Par ailleurs, la Région et le réseau régional Énergie Partagée en charge de l'accompagnement des projets se satisfont de l'avancement progressif des projets, qui **aboutissent dans leur quasi-totalité**. Le premier des projets soutenus par l'AAP a été **inauguré** à la fin de l'été 2019.

## Développement de la démarche

### Contexte

Le développement d'un dispositif de soutien aux projets EnR citoyens par la Région Île-de-France **répond avant tout à l'absence totale de dynamique régionale**. Ainsi, si Énergie Partagée explique notamment avoir rencontré plusieurs collectifs citoyens formés au lendemain de la COP21, ayant formé des coopératives entre 2016 et 2018, la Région décrit la **difficulté pour ces groupes à trouver des modèles économiques pérennes**, et décrit

un manque d'ingénierie technique et financière **ne permettant pas l'aboutissement des projets**. Par ailleurs, si certaines collectivités infrarégionales avaient déjà engagé des politiques de soutien, par exemple une subvention aux études de faisabilité proposée par le département de la Seine-Saint-Denis, ces quelques dispositifs se sont révélés insuffisants.

Face à ce constat, **Énergie Partagée a engagé un travail de sensibilisation et de communication auprès de l'ADEME et de la Région**, afin de souligner l'intérêt des projets citoyens et le besoin d'une politique de soutien, concrétisée aujourd'hui sous forme d'un appel à projets. Aujourd'hui, le sujet des énergies citoyennes bénéficie d'un véritable **portage politique** au sein de la Région. Ces projets citoyens sont vus comme une solution pour **renforcer l'acceptation citoyenne de la transition énergétique**, dans l'optique de favoriser le développement des énergies renouvelables en Île-de-France, un des piliers de la politique climatique régionale. Ce fort niveau de portage a notamment permis de déroger aux règles traditionnelles de subvention au sein de la Région, rendant possible de hauts niveaux de soutien financier (voir 1.1).

### Besoins identifiés

**L'AAP dans sa forme actuelle résulte pour l'essentiel du travail effectué par le collectif Énergie Partagée.** Le mouvement, formé en 2015, a permis d'identifier de premiers collectifs. L'organisation par l'animateur du réseau (remplacé depuis) de **6 mois de rencontres** entre la Région et les principaux porteurs de projets a permis de **faire remonter les besoins** depuis le terrain. C'est ainsi un véritable travail de « lobbying » d'Énergie Partagée auprès de l'ADEME et de la Région qui a permis de persuader ces institutions de l'intérêt des modèles citoyens et de la nécessité de soutenir ces projets.

Le besoin principal identifié en Île-de-France est celui des **coûts d'entrée dissuasifs pour les porteurs de projets**. Ainsi le haut niveau des prix appliqués en Île-de-France (par exemple, par les entreprises du bâtiment), combiné au niveau des tarifs d'achat (la quasi-totalité des projets concernent le solaire photovoltaïque, dont le niveau des tarifs d'achat est particulièrement inadapté à la plus faible productivité des solutions PV dans le nord de la France), rend difficile voire impossible l'équilibre financier des projets en dehors de toute subvention.

Une **étude conjointe avec l'ADEME** a permis de calibrer l'appel à projets sur les aspects juridiques, techniques et financiers afin de répondre au besoin de soutien des porteurs, et de faire émerger puis aboutir de premiers projets en Île-de-France.

### Élaboration et mise en œuvre

L'appel à projets a été élaboré en **interne à la Région**, en accord avec l'ADEME et l'animateur régional d'Énergie Partagée. Les services régionaux se sont également inspirés des dispositifs mis en place par d'autres régions.

Si l'objectif de 100 projets dans la mandature résulte tant d'un travail de prospective et de programmation que d'un arbitrage politique particulièrement ambitieux, le critère exigeant en termes de participation citoyenne répond à la philosophie développée par le mouvement Énergie Partagée en faveur d'une appropriation citoyenne de l'énergie. De manière



générale, **les choix retenus pour l'appel à projets, notamment le niveau élevé des subventions proposées, répondent aux besoins identifiés** : aider à surmonter les coûts d'entrée et pallier l'impossibilité d'équilibrer les montages économiques sans subvention.

L'**animation de la communauté des lauréats** est effectuée par Énergie Partagée, avec le soutien financier de la Région, de l'ADEME et de la Métropole du Grand Paris. L'association, dont le travail est véritablement monté en puissance avec l'accompagnement de premiers porteurs dans leur candidature à l'AAP en janvier 2019, va maintenant s'engager dans une convention triennale avec l'ADEME qui permettra de créer un troisième poste d'animation. **Ce travail d'animation joue un rôle vital dans le cadre de l'appel à projets**, puisqu'il permet d'accompagner les porteurs dans l'ensemble de leur démarche, y compris pour la demande de subvention.

**La dynamique régionale se poursuit par ailleurs au-delà de l'appel à projets**, et ce dispositif de soutien s'intègre dans un cadre de travail plus large. Certains porteurs ont notamment engagé, avec le soutien d'Énergie Partagée, un **travail commun pour élaborer un cahier des charges puis sélectionner un bureau d'études mutualisé** afin de faire baisser les tarifs. Énergie Partagée reproduit désormais ce travail sur le choix des installateurs. Enfin, **l'ADEME apporte un soutien ponctuel** à la dynamique régionale. Elle a par exemple financé et conduit une étude sur les opportunités de mutualisation entre les projets citoyens en Île-de-France : opportunités de passer des appels d'offres communs, scénarios de mutualisation (coopération gré-à-gré, charte commune aux projets, association chapeau, création d'une société commune...). Cette étude a permis d'aboutir à des scénarios économiques et juridiques pour consolider et pérenniser la dynamique régionale.

## Perspectives

S'il est encore trop tôt vis-à-vis du calendrier de l'appel à projets pour tirer des conclusions sur ce dispositif, les quelques mois écoulés permettent de premières observations. Ainsi, malgré la souplesse de l'AAP, les candidats et lauréats demeurent en quasi-totalité des projets photovoltaïques sur le patrimoine public, dans une logique d'injection au réseau.

Pourtant, et bien que la Région n'ait pas fixé pour l'AAP d'autres objectifs que la barre de 100 projets d'ici la fin de la mandature, **l'appel à projets semble déjà produire des résultats encourageants**. Tant la Région qu'Énergie Partagée constatent une montée en puissance des projets citoyens. Par exemple, tous les collectifs identifiés en amont de l'appel à projets ont pu se constituer et développer des projets. D'autres collectifs ont également émergé, ce qui contraste avec la situation pré-AAP, c'est-à-dire une absence totale d'émergence et d'aboutissement des projets.

L'appel à projets dans sa forme actuelle et les premiers retours d'expérience soulèvent toutefois plusieurs interrogations. L'impact réel des projets soutenus en matière d'appropriation citoyenne de l'énergie semble soumis à discussion. En effet, l'ensemble des projets accompagnés à ce jour relèvent de collectifs de citoyens aux profils relativement similaires, généralement plus aisés et plus âgés que la moyenne régionale, dans un territoire pourtant extrêmement diversifié et contrasté. Ainsi, la crainte de certains élus que la subvention régionale ne permette que de soutenir des « clubs d'investisseurs privés »

semble appeler un **travail supplémentaire pour faire de l'AAP un véritable outil d'appropriation locale de la transition énergétique**.

Surtout, c'est le **caractère encore exploratoire de l'ensemble de la dynamique** (puisque les projets ayant émergé ou abouti sont encore loin d'être économiquement viables et autoportants) qui soulève des craintes vis-à-vis de l'appel à projets. D'une part, certains porteurs semblent faire face à des problématiques de délais d'instruction de leur dossier de candidature, ce qui fragilise le montage des projets. D'autre part, la potentielle non-pérennisation de l'appel à projets au-delà de son horizon actuel (fin de la mandature en 2021) pourrait bien remettre en cause l'émergence et l'aboutissement des projets, en l'absence de modèle économique viable. Si les services régionaux sont pleinement conscients de la **dépendance des projets vis-à-vis des subventions publiques, les modalités actuelles de l'AAP pourraient devoir évoluer à terme** (par exemple, avec une baisse des plafonds de subvention, très élevées pour ce type d'AAP).

### Pistes d'évolutions

À ce stade, puisque **l'appel à projets semble atteindre ses objectifs** (faire émerger et aboutir de premiers projets en l'absence de dynamique initiale) et que l'engagement pris par la Région vaut jusqu'à la fin de la mandature, aucune évolution de fond du dispositif n'est attendue. Seule une explosion du nombre de projets candidats pourrait fragiliser l'équilibre budgétaire du dispositif et appeler sa révision.

Pourtant, les premiers enseignements de l'AAP (voir plus haut) pourraient amener à terme la Région à faire évoluer sa politique de soutien aux projets citoyens. Ainsi, face à la crainte de subventionner des « clubs d'investisseurs », les futures politiques de soutien pourraient davantage s'intéresser aux problématiques d'appropriation citoyenne de l'énergie, au-delà de la simple mécanique d'investissement citoyen. Par exemple, les nouveaux dispositifs de soutien pourraient davantage mettre l'accent sur l'idée d'autoconsommation, pour encourager une véritable appropriation locale et une prise en compte plus large des enjeux de transition énergétique (maîtrise de l'énergie...) ; ou prêter une attention plus grande à l'évaluation individuelle des projets soutenus.

## 7.9 Etude de cas Région Nouvelle-Aquitaine - Appel à Projets « Projets participatifs et citoyens pour la transition énergétique »

### Présentation de la démarche

La Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale de l'ADEME ont lancé conjointement en 2018 un **appel à projets pour favoriser et accompagner les projets « participatifs et citoyens »** concourant à la **transition énergétique** : projets de réduction des consommations énergétiques (bâtiment...), projets de mobilité douce/proprie, et projets d'énergies renouvelables. Cet appel à projets au format « **semi fil-de-l'eau** » grâce à ses 5 dates-butoir annuelles a été renouvelé dans une version 2 pour l'année 2019. Il devrait être reconduit pour une V3 en 2020.

### Nature du soutien apporté

La Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale de l'ADEME ont lancé conjointement en 2018

L'AAP, **structuré selon des différentes phases d'avancement** des projets, permet aux projets éligibles d'obtenir plusieurs formes de soutien :

- En « **phase 0** », l'AAP permet de financer par une aide à l'animation (15 000€/an maximum, 2 ans maximum) la création de nouvelles structures d'accompagnement (notamment à l'échelle intercommunale) des porteurs de projets citoyens ;
- En **phase d'émergence des projets**, l'AAP finance une aide pour la mobilisation et la concertation autour du projet (70% maximum des outils de communication et du recours à des professionnels de la concertation, 20 000€ maximum) et une aide à la décision à caractère juridique et/ou économique, qui doit contribuer à donner au maître d'ouvrage la connaissance des différents statuts juridiques des structures de portage et à définir la gouvernance de la structure et sa viabilité économique (70% maximum des coûts d'étude, 10 000€ maximum) ;
- En **phase de développement des projets**, l'AAP finance une aide pour une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cas de sociétés très majoritairement citoyennes (90% des parts détenues directement par des citoyens (personnes physiques) (70% maximum des dépenses, 20 000€ maximum) ;
- En **phase d'investissement et construction**, dans le cadre des projets de production d'EnR uniquement, l'AAP permet aux porteurs de solliciter une prime à la participation citoyenne, sous forme d'une subvention d'1€ régional pour 1€ citoyen au capital de la société de portage (20 citoyens minimum au capital de la société, 250€ maximum par citoyen, 30% maximum du coût total HT du projet, 50 000€ maximum par projets ou grappe, 10 dossiers maximum par an soutenus par la Région). Une même société peut solliciter 3 fois au maximum cette aide dans le temps, dans la limite de 50 000€ au total, en justifiant l'investissement dans de nouveaux projets.

Dans tous les cas, la subvention est systématiquement versée à la fin du projet, afin d'inciter les sociétés porteuses à développer de nouveaux projets.

L'appel à projets dispose d'une **enveloppe annuelle de 300 000€**, dont 100 000€ de crédits de l'ADEME (qui intervient uniquement sur les dispositifs d'aide aux études), et 200 000€ de crédits régionaux (notamment pour la prime à l'investissement). Région et ADEME se « répartissent » le soutien aux projets lauréats de manière à équilibrer le budget des deux institutions.

## Objectifs et conditions

L'appel à projets porté par la Région et l'ADEME cherche à initier une dynamique en faveur des projets participatifs et citoyens dans l'ensemble du territoire régional (voir partie 2). Premier dispositif de soutien de ce genre en Nouvelle-Aquitaine, cet AAP ne fixe donc **pas d'objectifs quantitatifs**, par exemple en termes de nombre de projets soutenus ou de capacité de production installée.

De même, l'AAP ne fixe **pas de critère quantitatif restrictif pour juger du caractère « participatif » ou « citoyen »** des projets candidats. L'instruction conjointe des projets candidats par la Région et l'ADEME prend toutefois en compte ce caractère citoyen, en portant une attention à « la participation significative [des citoyens] à la gouvernance du projet ou de la structure » (en % de parts détenues et nombre de citoyens mobilisés). L'aide au financement d'une AMO en phase de développement des projets est elle limitée aux sociétés dont au moins 90% du capital est détenu par des citoyens (personnes physiques). L'appel à projets ne fixe également **aucune condition restrictive en matière de filières** soutenues, et s'adresse tant aux projets d'énergies renouvelables électriques que thermiques.

## Avancement et résultats

Au 31 décembre 2018, le dispositif a permis de **soutenir 26 projets** impliquant plus de **800 citoyens et collectivités**. En particulier, près de 500 citoyens ont investi plus de 200 000€ dans les projets lauréats. De janvier à août 2019, l'AAP a permis de soutenir 7 projets supplémentaires. L'appel à projets est **encore actif**, avec 5 candidatures recueillies entre juillet 2019 et la date butoir du 15 septembre 2019. La Région explique attendre une poursuite de cette dynamique en 2020 avec une troisième version de l'appel à projets.

Certains projets lauréats sont déjà en fonctionnement. Ce sont en grande majorité des centrales photovoltaïques, dont le calendrier de montage/construction est généralement plus rapide que celui des autres EnR. L'ADEME explique que la mécanique de « tarifs d'achat » et la lourdeur des travaux associés restent deux freins majeurs au développement de projets citoyens d'EnR thermiques. Toutefois la Région déclare soutenir un certain nombre de projets éoliens et de méthanisation dans le cadre des aides aux études en phase d'émergence.

## Développement de la démarche

### Contexte



L'appel à projets en soutien aux projets EnR participatifs et citoyens constitue **une première réponse à une très faible dynamique** sur ce sujet en région Nouvelle-Aquitaine. Le CIRENA explique que seuls **quelques projets citoyens ont émergé (avec peu de concrétisation)** dans les années précédant la création de ce dispositif, tous portés par quelques groupes citoyens extrêmement sensibilisés aux questions de transition énergétique. Cela peut s'expliquer par l'absence de dispositifs de soutien et d'accompagnement en Nouvelle-Aquitaine : l'ADEME ne proposait jusque-là aucun programme de soutien dédié aux EnR citoyennes, et seule l'ancienne Région Poitou-Charentes avait lancé, peu avant la fusion, un dispositif de subvention sur le modèle 1€ Région = 1€ citoyen.

Le développement d'un dispositif de soutien aux énergies renouvelables a été permis par le travail de **sollicitation de l'ADEME et de la Région réalisé par Enercoop**, seule organisation fédérant les acteurs des EnR citoyennes en Nouvelle-Aquitaine, qui souhaitait structurer un véritable réseau régional. Ce processus a trouvé une concrétisation dans le détachement du CIRENA comme association indépendante en 2016. CIRENA, désormais cofinancé par la Région et l'ADEME dispose depuis 2018 de trois salariées chargées d'accompagner tout au long de leur démarche les porteurs de projets citoyens, de promouvoir ce modèle de projet et d'accompagner l'émergence de ce type de projet.

La **Région**, au sein de laquelle la question des projets citoyens d'énergie renouvelable et de la réappropriation citoyenne de la transition énergétique bénéficie d'un **fort portage politique**, **l'ADEME et le CIRENA sont engagés dans une véritable démarche partenariale de co-construction** pour soutenir et accompagner le développement des projets EnR citoyens dans l'ensemble du territoire régional.

La volonté de la Région d'encourager le développement de projets participatifs et citoyens par un dispositif de soutien répond à **plusieurs objectifs**. Dans le cadre de sa **politique « d'appropriation »** de la transition énergétique, la Région souhaite également favoriser l'acceptabilité des projets EnR en associant collectivités, citoyens et porteurs à chaque étape des projets. Pour pouvoir avancer vers une montée en puissance de ces projets, **l'AAP ambitionne de faire émerger des projets diversifiés expérimentant divers types de montages (en l'absence de modèle économique « autoportant » à ce jour), qui seraient ainsi une première génération de « pilotes » préfigurant de futurs développements dans la région.**

### Besoins identifiés

L'appel à projets régional pour soutenir les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables s'inscrit dans la continuité d'un véritable travail d'identification des besoins de soutien et d'accompagnement des porteurs de projet en Nouvelle-Aquitaine. **La présence d'Enercoop puis du CIRENA lors de la rédaction de l'AAP a permis de mettre à profit leur bonne connaissance du tissu régional et de ses problématiques.**

Par ailleurs, la Région avait mis en place en amont de l'AAP, dans le cadre de l'élaboration du SRADDET, un « **atelier des solutions** » autour de la question des EnR citoyennes. Cet atelier a permis de réunir des porteurs de projets pendant une journée pour recueillir leurs

besoins. La Région, l'ADEME et Enercoop ont donc pu tirer de premières conclusions et dériver de premières pistes de soutien, concrétisées depuis dans l'AAP.

Le dispositif actuel répond à **deux besoins/problèmes clés** identifiés :

- D'une part **le besoin de réduire les risques pour les collectifs et les projets citoyens** : réduction des coûts d'études initiales et réduction des risques liés au financement du développement des projets par le versement d'une subvention
- D'autre part **le problème identifié du manque d'avancement « phase » par « phase » des projets**, souvent bloqués ou arrêtés au stade de la préfiguration

### Élaboration et mise en œuvre

L'appel à projets, **rédigé conjointement par l'ADEME et la Région avec les apports du CIRENA** (gouvernance reconduite à l'occasion de la Version 2 de l'AAP), répond à ces besoins. Sa **structuration progressive par « phases »**, avec un ou plusieurs dispositifs d'aide pour chaque étape d'avancement des projets permet d'accompagner ceux-ci dans une logique d'avancement, et de **réduire à chaque étape les risques et difficultés rencontrés** par les porteurs. Il intervient en phase d'émergence pour aider à la réalisation d'études et de réflexions préalables, qui permettent d'objectiver le projet, sa gouvernance, de travailler avec les développeurs et éventuels prestataires... Il intervient ensuite en phase de développement pour sécuriser le montage du projet et encourager le réinvestissement des subventions obtenues *a posteriori* dans de nouveaux projets. Le format souple et agile de l'AAP, avec dépôt d'un dossier par le lauréat pour chaque phase d'aide sollicitée, permet aux projets un accompagnement de l'émergence jusqu'au fonctionnement.

L'AAP est **complémentaire du travail d'animation réalisé par le CIRENA**. Si cette association n'accompagne que les projets « citoyens » et non les projets « participatifs » au sens large, le CIRENA accompagne environ 9 lauréats sur 10. Les 3 animatrices régionales du réseau accompagnent ainsi les porteurs de A à Z, depuis l'amont de l'AAP et la candidature à l'AAP jusqu'au fonctionnement des projets.

Dans la pratique, l'appel à projets **s'articule avec d'autres politiques régionales** et locales qui peuvent contribuer au développement de dynamiques locales en faveur de projets citoyens. Par exemple, la Région comporte un réseau d'une vingtaine de territoires engagés dans une démarche TEPOS avec le soutien de la Région et de l'ADEME. Ces territoires ont l'obligation d'impliquer leurs citoyens dans une démarche collective. Dès lors, le financement TEPOS peut permettre de contribuer à un travail local de mobilisation citoyenne, à créer ou maintenir un poste d'animation...

### Perspectives

**L'appel à projets a déjà permis de faire émerger voire aboutir plusieurs projets.** Si le cadre évaluatif quantitatif d'un dispositif de cette taille reste relativement simple (nombre d'études soutenues, nombre de projets soutenus, puissance installée...), le suivi des projets au jour le jour par le CIRENA permet à la Région et à l'ADEME de disposer de retours de terrain.

Le CIRENA explique avoir constaté la **montée en puissance d'une dynamique avec plusieurs dizaines de projets en cours en Nouvelle-Aquitaine** (moins de dix avant l'appel à projets). L'association explique que l'appel à projets semble remplir ses objectifs, notamment en sécurisant le parcours des porteurs de projets. La structure « step by step » de l'AAP associée au suivi du CIRENA permet déjà un meilleur avancement des projets, et une limitation de « l'abandon » de projets (3 projets dans l'ensemble). Par ailleurs, ce dispositif gagne en notoriété auprès du public, des porteurs de projets potentiels et des collectivités grâce au travail de sensibilisation conduit par le CIRENA.

### Pistes d'évolutions

La Région, l'ADEME et le CIRENA ont déjà rendez-vous pour fixer le cadre de la troisième mouture de l'appel en projets. Si dans les faits cette V3 ne devrait pas apporter d'évolution majeure, plusieurs enseignements de l'AAP actuel devraient à terme permettre de transformer les politiques de soutien aux EnR citoyennes. L'ADEME explique vouloir **réfléchir à une nouvelle structure pour l'AAP, qui encourage encore davantage les porteurs de projets à avancer d'étape en étape** dans leur démarche que le découpage de l'AAP existant.

Surtout, la Région, l'ADEME et le CIRENA mettent tous trois l'accent sur la **nécessité de renforcer l'implication des collectivités**, tant au niveau des élus que des techniciens, dans les projets participatifs et citoyens d'EnR de leur territoire. Si l'AAP actuel incite déjà les collectivités à animer et susciter des projets (« phase 0 »), une piste d'évolution pourrait être **d'encourager le rapprochement systématique des porteurs de projets et de la collectivité (EPCI) dans laquelle ils s'inscrivent**. Cette logique de rapprochement répond à deux ambitions partagées par l'ADEME et la Région :

- Avancer vers une **meilleure appropriation citoyenne et territoriale** de la transition énergétique en permettant aux collectivités locales de monter en puissance sur les questions énergétiques ;
- Répondre au besoin de pérenniser des **projets EnR citoyens qui peinent encore à développer des modèles économiques viables sans subvention**. L'entrée des collectivités locales au capital des projets et leur contribution au financement de démarches citoyennes de développement des EnR semble un **levier efficace pour pérenniser et sécuriser les projets dans le temps**.

**Ce « mariage » avec les collectivités apparaît comme un levier fort** pour amplifier une dynamique autour des projets EnR citoyens dans les années à venir.